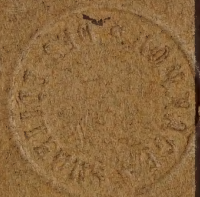


LE
MOUVEMENT SOCIAL
CONTEMPORAIN

LOUIS DELZONS

LA
FAMILLE FRANÇAISE
ET
SON EVOLUTION



M

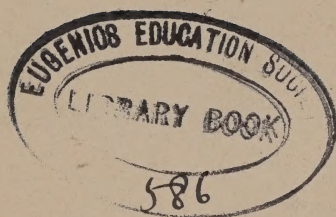
14072

EDITEUR ARMAND COLIN



22102200033

Presented by
Miss E. Coney



LE MOUVEMENT SOCIAL

== CONTEMPORAIN ==

== BIBLIOTHÈQUE ==
DU MOUVEMENT SOCIAL
== CONTEMPORAIN ==

Secrétaire de la rédaction :
= CHARLES ROLLAND =

Chaque volume :
in-18, br. 3 fr. 50

Cette Bibliothèque est fondée pour répondre à une des plus pressantes exigences de la vie sociale contemporaine : l'action politique et sociale, jusqu'ici purement rationnelle, tend de plus en plus à chercher ses directions dans l'expérience sociale ; et c'est pourquoi l'on entreprend de décrire, dans une série d'ouvrages rédigés par des spécialistes, le "Mouvement social contemporain". C'est assez dire que l'esprit qui dirigera ces travaux sera libre de toute passion et de tout parti pris. Faire connaître et comprendre le mouvement social, exposer les faits et les interpréter, sans jamais se substituer à eux, tel est le programme de cette Collection, qui fera œuvre impartiale, œuvre objective, œuvre de science.

Ont paru :

GEORGES-CAHEN

Les Fonctionnaires : leur action corporative.

GEORGES GUY-GRAND

Le Procès de la Démocratie.

PAUL SABATIER

L'Orientation religieuse de la France actuelle.

MICHEL AUGÉ-LARIBÉ

L'Évolution de la France agricole.

JOSEPH CHARMONT

Les Transformations du Droit civil.

LOUIS DELZONS

La Famille française et son évolution.

Paraîtront prochainement :

FÉLICIEN CHALLAYE

Le Mouvement syndical.

LÉON DUGUIT

Les Transformations du Droit public.

ARDOUIN-DUMAZET

A travers la France.

GASTON RICHARD

La Question sociale et le Mouvement philosophique au XIX^e siècle.

F. ECCARD

L'Alsace-Lorraine.

ÉDOUARD BERTH

La Philosophie du Syndicalisme.

MAURICE PERNOT

La Politique de l'Église catholique.

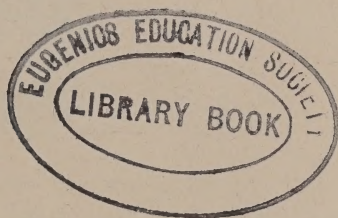
CHARLES ROLLAND

L'Organisation de l'Expérience sociale.

LA FAMILLE
FRANÇAISE

ET

SON ÉVOLUTION



LOUIS DELZONS

LA FAMILLE FRANÇAISE

ET

SON ÉVOLUTION



LIBRAIRIE ARMAND COLIN

Rue de Mézières, 5, PARIS

1913

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.



WELLCOME INSTITUTE LIBRARY	
Coll.	welMOMec
Call	Gen Coll
No.	
	M
	14072

Copyright nineteen hundred and thirteen
by Max Leclerc and H. Bourrelier,
proprietors of Librairie Armand Colin.

LA FAMILLE FRANÇAISE ET SON ÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE D'IL Y A CENT ANS. LE STATUT CONSULAIRE

La société française et le Consulat. Effets de la Révolution. La bourgeoisie, à la fois traditionnelle et renouvelée par l'afflux des enrichis, attend son double statut : celui des biens et celui des personnes, c'est-à-dire de la famille. — Le Code civil, œuvre de transaction entre le passé et le présent, la tradition et la Révolution, le Nord et le Midi. — Maintien du divorce. Sécularisation du mariage. — Maintien des deux puissances, maritale, paternelle, comme armatures de la famille, mais l'une et l'autre avec une signification nouvelle : la puissance maritale dans l'intérêt de la femme et du mariage, la puissance paternelle dans l'intérêt de l'enfant. — Principes de l'évolution qui va se produire dans le xix^e siècle.

De 1789 à 1800, onze ans se sont écoulés — même pas l'espace de temps qui nous sépare de la dernière exposition, — et les émigrés qui rentrent à Paris ne s'y reconnaissent plus. Ce qui fait leur stupeur, ce n'est pas tant le bouleverse-

ment politique, le consulat à la place de la royauté, un soldat de génie à la place du monarque héréditaire ; c'est cette physionomie nouvelle que, seul, donne à un pays le changement des mœurs et de la société.

Les hôtels sont fermés, ou bien on en voit sortir des maîtres nouveaux qui ne ressemblent en rien à ceux de naguère ; les églises sont pareillement closes, ou bien elles servent de marchés, de salles de réunions ; au Palais de justice, les juges ne portent plus la robe, et procureurs comme avocats ont disparu ; partout, à travers la ville, l'aspect des rues est autre que jadis, parce qu'il y manque, à pied, en carrosse, des types habituels d'élégance, de richesse, de haute condition, et que tous les passants, jusqu'aux plus modestes, y montrent des allures d'assurance et même de sangêne ou de familiarité. Les théâtres, les lieux de plaisirs ont une clientèle à qui manque aussi on ne sait quoi de brillant, moins affinée et plus hardie. Les propos marquent davantage la métamorphose : ce « citoyen » et ce « citoyenne » qu'on vous donne partout, figurent assez bien, à eux seuls, les manières, le ton, l'esprit de la conversation. Il y a quelque chose, dans ce qu'on entend, d'un peu grave et guindé, une prétention, une emphase ; par contre, la grossièreté s'étale sans vergogne, et on recueille de-ci, de-là, des exclamations farouches de haine religieuse, de fureur patriotique. On voit

des spectacles qui déconcertent. Dans une maison où l'on dîne, une jeune femme sourit tendrement à son époux : c'est le dernier sur quatre, mais les autres sont encore bien vivants, car elle a divorcé trois fois. Ailleurs, le fils du maître de la maison arrive en retard et reçoit de son père une sermonce qu'il écoute respectueusement, en silence, les yeux baissés : or, il a vingt-six ans et il est colonel. Toutefois, il est ensuite question d'un mariage pour sa jeune sœur ; elle déclare posément que le prétendu lui déplaît ; et le même père, qui avait réprimandé son fils, riposte avec quelque solennité que jamais il ne forcera la répugnance de ses enfants : car il ne faut pas contrarier la nature, et le mariage doit se conclure librement...

Tous les incidents de la vie journalière, tout ce qu'on voit et tout ce qu'on entend, visages, costumes, langage, idées, révèlent que l'ancienne société s'est transformée pour prendre une figure neuve et pour vivre autrement. Il semble que ce soit l'avènement d'un monde qui existait déjà, mais dépendant, effacé, subalterne, et qui tout à coup s'établit en maître.

Les provinces n'ont pas une physionomie moins renouvelée. Dans les petites villes comme dans les grandes, on chercherait vainement les figures qui composaient la haute société : cette aristocratie est comme anéantie ; la mort, l'exil l'ont supprimée. Une autre classe, gens de loi, médecins,

petits propriétaires, commerçants, si elle n'est pas installée à sa place, a du moins recueilli son influence et son autorité. A la campagne, dans les terres, dans plus d'un château, c'est une substitution complète ; des enrichis de la veille y ont déjà fixé leur passion de propriétaires.

A y regarder de près, le bouleversement social ne fournit pas seulement, d'un bout à l'autre de cette France nouvelle, une comédie pittoresque et variée : c'est un drame secret qui se joue dans le pays, drame où sont engagés à la fois les intérêts et les consciences.

La classe bourgeoise, qui domine à présent, a fait de nombreuses recrues ; ses membres les plus riches ont une fortune récente ; ils ont acheté à bas prix des biens du clergé, des biens d'émigrés ; ils ont été fournisseurs des armées ; ils ont spéculé. Cette richesse, si vite acquise, ne leur est que plus précieuse ; et, pour la conserver, ils s'agrègent d'instinct à la classe qui représente par définition le patrimoine lentement acquis et fortement possédé. Pour le moment, toutefois, leur sort reste encore incertain : suivant que leurs acquisitions, que leurs enrichissements seront ou non respectés, ils prendront pied dans la bourgeoisie qui les regarde avec méfiance, ou bien ils retomberont à leur condition médiocre du passé. Révolutionnaires par le profit qu'ils ont tiré de la Révolution, bourgeois par le désir qu'ils ont de le garder, ils

figurent tous, à ce début du XIX^e siècle, à cette aurore du régime nouveau, une force prête à se discipliner si l'on veut bien se servir d'elle. Ce qu'ils appellent de tous leurs vœux, c'est la formule qui les défendra de toute réclamation, c'est le statut des biens qui consacrerait leurs droits.

Cependant la bourgeoisie ancienne était travaillée par d'autres préoccupations. Le passé lui avait légué tout un héritage de préceptes et de coutumes où s'étaient fortifiées ces belles vertus familiales qui lui faisaient, avec l'instinct de la propriété, une solide armature. Et voilà que la Révolution était venue ébranler tout l'édifice de la famille bourgeoise. De là un malaise extrême. Que serait le lendemain ? Que deviendrait le mariage ? Quelle serait la condition de la femme, celle des enfants ?... Entre les règles héréditaires et la morale du droit naturel, entre les legs du passé et les conquêtes de la Révolution, chacun sentait que rien ne pouvait être ni complètement sacrifié, ni complètement retenu. Au lendemain du 18 Brumaire, il était possible de dire à coup sûr ce que la nouvelle société ne serait pas : ni celle de l'ancien régime, ni l'informe cohue du monde révolutionnaire. On pouvait affirmer, avec non moins de certitude, que la bourgeoisie en ferait désormais la classe fondamentale. Il était évident enfin que cette classe ne demandait qu'à s'établir en régulatrice des mœurs, des usages et des rapports sociaux. Il restait seu-

lement à lui trouver ce statut de la famille qui concilierait le passé séculaire avec celui des onze années révolutionnaires et dont elle serait satisfaite.

Il est habituel que la classe dirigeante d'un pays, lorsqu'elle souhaite une réforme, la voie promptement s'accomplir. Il est aussi fréquent que la réforme, trop hâtive, soit incomplète et maladroite. C'est un phénomène historique de premier ordre que les vœux de la bourgeoisie aient alors abouti à un ensemble de lois excellentes et durables. Le Code civil, œuvre du Premier Consul et de ses conseillers d'État, présente les deux statuts, celui de la propriété et celui de la famille, réclamés l'un par les enrichis, l'autre par les bourgeois traditionnels. Ils furent l'un et l'autre parfaitement conformes aux besoins permanents comme aux nécessités de l'heure. Après avoir assuré l'ordre et la prospérité, ils n'ont pas cessé de gouverner la société française à travers le xix^e siècle. Il paraîtra donc utile, avant d'étudier l'évolution de la famille, au cours de ce même siècle, de voir comment le Code civil de 1804 avait fixé son organisation.

* * *

Il n'est peut-être pas exact que, la veille ou le soir du 18 Brumaire, Bonaparte ait dit : « Mon premier soin sera de faire un Code civil ». Du moins, il est sûr que le projet de cette œuvre était arrêté

dans sa pensée. Parmi les soucis les plus terribles il voulut l'exécuter sans retard, et il pressa l'exécution de telle sorte que, quatre ans plus tard, en 1804, le Code civil tout entier était debout : la société moderne avait enfin ses règles d'existence, et la bourgeoisie commençait un règne social qui dure depuis plus d'un siècle.

Les quatre années où des hommes tels que Portalis, Tronchet, Cambacérès, Malleville, Bigot de Préameneu et tant d'autres travaillèrent sans relâche au statut de la famille et de la propriété, ce sont précisément les quatre années du Consulat. Elles figurent dans notre histoire, avec la fin du règne d'Henri IV, la période où la France fut admirablement gouvernée, c'est-à-dire le temps où triompha, dans la politique comme dans l'administration, comme dans les lois civiles, l'esprit de transaction. Qu'on entende par là, non pas la faiblesse qui cède à toutes les exigences, mais au contraire la force et la sagesse qui veulent avant tout concilier les intérêts et les tendances opposés, qui jugent exactement des sacrifices nécessaires et des compensations dont ils seront payés, qui savent enfin, tantôt avec fermeté, tantôt par insinuation, les faire accepter. Nulle part, à cette époque, un tel esprit ne pouvait s'appliquer plus utilement qu'à ordonner, pour une existence régulière et durable, la société confuse qui venait de traverser la Révolution. Nulle part, peut-être,

il ne s'est employé avec plus de souplesse et de succès. Tout le génie de Bonaparte se résume alors dans la volonté et dans l'art de l'imposer. Ce qui n'est pas le moins surprenant, c'est le tact, la pénétration et la constance du Premier Consul pour surveiller cette besogne technique à laquelle il n'était aucunement préparé, et qui consistait à transformer en articles du Code civil ses idées transactionnelles sur le régime social où la nouvelle France allait vivre.

Il était résolu, comme tous ses conseillers d'État, à maintenir absolument les conquêtes révolutionnaires sur deux points essentiels : l'égalité des citoyens et le respect de la propriété. La distinction des classes demeurerait supprimée : par suite, dans la famille et l'héritage, plus de différence entre les enfants, entre les héritiers, pour assurer la perpétuité du nom ; par suite, aussi, plus de droits pesant sur la terre, qui est définitivement affranchie. C'est la consécration solennelle du régime bourgeois ; et elle se complète, au profit des révolutionnaires enrichis, par la proclamation du droit de propriété qui met hors d'atteinte les acquéreurs de biens nationaux. La Révolution trouve ici, pour ratifier ses conquêtes, l'accord de tous les intérêts, de tous les sentiments : doctrinaires de 1789 et jacobins, hommes de pensée et hommes d'argent, Bonaparte est certain de les satisfaire tous.

Il ne les contenterait pas aussi bien, il serait même sûr de s'en aliéner un très grand nombre, s'il maintenait pareillement cette autre œuvre de la Révolution qui a touché aux éléments, aux règles fondamentales de la famille ancienne et les a, tour à tour, modifiés, altérés, bouleversés. Le sujet est d'une difficulté, d'une gravité, d'une délicatesse, sur lesquelles l'expérience de la Révolution ne permet pas de s'abuser.

Il faut bien voir que la famille, aux yeux des bourgeois de la vieille France, satisfait, à la fois, l'idéal religieux le plus haut, le besoin sentimental le plus profond, la nécessité sociale la plus durable. Elle est comme la cellule primordiale où les individus puisent, avec les grandes joies humaines, l'enseignement des vertus domestiques, où la société fonde sa force sur la discipline et le respect des lois, que le christianisme, enfin, a revêtue d'une éminente dignité, celle des sacrements. Il semble que toute la philosophie des encyclopédistes ait glissé sur elle sans la pénétrer. A la veille de la Révolution, Rousseau, le premier, commence d'y insinuer des idées dont les effets seront, un jour, extraordinaires. Toutefois il semble que personne, d'abord, n'ait pris conscience de leur puissance destructrice. Ce qui charme alors, ce qu'on écoute, c'est l'appel à la sensibilité ; ce qui se répand, ce sont les modes nouvelles où s'étale l'amour de la nature, où s'affiche la tendresse maternelle.

Les mères nourrissent leurs enfants en public, jusqu'au théâtre ; les jeunes gens apprennent un métier manuel : ils sont serruriers, forgerons, charpentiers... Mais ces nouveautés ne touchent en rien à la famille elle-même, qui apparaît encore intacte, en 1789.

A cet égard, nous sommes abondamment et rigoureusement renseignés. Ce n'est pas par la littérature. La littérature du XVIII^e siècle a peint les mœurs du temps et de très mauvaises mœurs. La peinture peut être exacte ; mais les peintres ont travaillé sur les mêmes modèles, et qui se groupaient dans un monde restreint, à Versailles ou dans quelques salons de Paris. Au surplus, les accidents du mariage ou les mésaventures de la famille, tels qu'ils nous les montrent, sont de toutes les époques : il y eut toujours des femmes légères et des maris volages, des pères ridicules, des fils prodigues et débauchés : la faiblesse, la bêtise, la méchanceté humaines ont comme un caractère d'éternité. Du moins, tous ces auteurs laissent entendre qu'il était, parmi leurs contemporains, d'autres mœurs, de bons mariages, des familles unies. En ce sens, et pour ce qui est de la famille bourgeoise vers la fin de l'ancien régime, les témoignages affluent directement d'autres sources.

Ce sont d'abord les correspondances de ces hommes du Tiers que la province envoyait aux

États généraux et qui, de Paris, écrivaient à leurs femmes et à leurs enfants ; ce sont les lettres des jeunes volontaires de 1792 à leurs parents et les réponses qu'ils en recevaient. Il y a mieux. Les représentants de la génération qui naissait au début du XIX^e siècle ou dans les dernières années du XVIII^e, nous les avons connus, vieillards, et nous avons recueilli de leur bouche des souvenirs sur leurs propres parents, des récits de la vie de famille, telle qu'ils l'avaient vécue dans leur enfance, chez eux et autour d'eux. Il n'est pas rare ainsi qu'on ait vu apparaître, avec cette vivacité du trait général et ce choix involontaire du détail pittoresque qui donnent la sensation de la vie même, quelques-unes de ces maisons bourgeoises, — avocats, magistrats, propriétaires, marchands, — entourées d'estime, de considération, de respect, et figurant donc le modèle auquel toutes les autres tâchaient de se conformer. Or, à Paris ou dans les villes de province, la physionomie est à peu près uniforme.

Le mariage unit les époux suivant les préceptes de la religion et en vue de cette haute nécessité sociale qui est de continuer la famille en la prolongeant vers l'avenir ; l'union est donc absolue, et, tout en associant les époux par les liens les plus étroits, subordonne complètement la femme au mari, les enfants au père ; ainsi, même mariés, les fils restent, au regard de leurs parents, dans un

état de dépendance et de déférence que commande encore davantage l'habitation en commun ; dans leur propre ménage, ils exercent à leur tour, envers leur femme l'autorité conjugale, envers leurs enfants l'autorité paternelle, qui se transmet ainsi et que chacun accepte, comme à l'exemple de ce qu'il a vu toujours, de ses yeux.

Qu'on prenne une de ces maisons bourgeoises : on y constate les mêmes événements qui retracent la même histoire. Le mariage a été conclu sur l'initiative et, en tout cas, d'accord avec les parents ; des enfants en sont nés, très nombreux, parfois huit, dix ou davantage. Le père travaille et s'efforce de se pousser à la fois en honneurs et en fortune ; la mère paraît peu au dehors, et surtout pour les rites consacrés des relations sociales et des solennités qui tiennent au rang de la famille ; dans la maison, sous l'autorité nominale et lointaine du chef, elle est maîtresse absolue, et gouverne les enfants, les domestiques. L'éducation des enfants est sévère : une affection plutôt grave, peu de plaisirs, moins encore de bien-être, et, par-dessus tout, une discipline qui maintient strictement respect et obéissance.

L'aspect semble ainsi plutôt austère ; et cependant les vieillards dont les pères et les mères avaient grandi dans ces maisons, qui les ont connues eux-mêmes, disent qu'ils en conservaient le souvenir le plus heureux et le plus reconnaissant. Oui ; on

avait froid souvent, et il n'était pas permis de s'approcher du feu ; on était las et on devait se tenir droit sur un tabouret ; on ne parlait à table que si on était interrogé ; on était puni à la moindre faute ; enfin, on restait comme tenu par cette discipline à distance des parents qui l'appliquaient constamment. Mais dans cette existence rude, dans cette soumission complète, on ne prenait contre eux aucun ressentiment ; les enfants ainsi élevés pouvaient dire en souriant qu'ils n'avaient pas été gâtés ; mais ils gardaient à la mémoire de leurs parents toute leur vénération et même toute leur tendresse.

Ces mœurs de la famille bourgeoise, à peu près uniformes, s'appuyaient sur des lois très diverses, au Sud et au Nord. Comme on sait, les pays du Midi, plus fortement imprégnés par l'influence romaine, suivaient encore les règles du droit romain : ils ne connaissaient dans le mariage que le régime dotal, qui protège de la manière la plus absolue le patrimoine de la femme, mais en l'isolant elle-même dans une condition assez inférieure ; et ils pratiquaient avec exactitude une puissance paternelle qui pliait les enfants, même au delà de la majorité, sous le pouvoir du père. Dans le Centre, l'Ile-de-France et le Nord, un autre droit s'était formé par la triple action des lois germaniques, de l'Église et des mœurs. Sous le nom souple et compréhensif de coutume, ce droit avait

établi dans la famille une autorité souveraine, celle du mari ; en revanche, il ne réglait pas, il ne nommait même pas la puissance paternelle ; quant aux fortunes des époux, il les confondait sous l'administration du mari par le régime de la communauté de biens.

Ces deux lois, celle du droit écrit ou droit romain, et celle de la coutume, différaient donc l'une de l'autre sur des points importants. En fait, elles avaient réagi l'une sur l'autre. Si le droit écrit ne connaissait pas l'autorité maritale et si la femme mariée y gardait la pleine capacité civile, pourtant, en fait, elle restait subordonnée au mari. De même, si le droit coutumier paraissait ignorer la puissance paternelle, cependant il défendait aux enfants de se marier sans le consentement de leur père, et l'usage les mettait, même majeurs, à sa discrétion, par le moyen des lettres de cachet. Au total, les divergences des deux lois sur les caractères essentiels de la famille avaient diminué par la double influence de la religion et des mœurs. Si la loi coutumière était issue, à peu près tout entière, de l'usage, la loi romaine avait dû s'y adapter, et l'Église avait étendu sur l'une et sur l'autre son action souveraine. Ces deux lois consacraient en somme le principe d'autorité ; elles le consacraient seulement, comme la résultante des mœurs depuis longtemps établies et du caractère religieux de la famille.

Ainsi l'autorité, l'idée religieuse, le lien d'une affection grave et forte, — produits d'une longue habitude, — qui ont fondé la famille française, tiennent l'édifice toujours solide dans la bourgeoisie de 1789.

*
* * *

De ces mœurs traditionnelles, de cette famille bourgeoise si vigoureusement constituée, de cette législation canonique, romaine, coutumière qui la fortifiait en s'assouplissant à ses besoins, — que restait-il après les onze années de la Révolution?

A ne regarder que les lois de cette période, presque rien. Les révolutionnaires ont eu la superstition de la loi. Prenant le contre-pied de la coutume, persuadés que ce n'étaient pas les mœurs qui faisaient la loi, mais que la loi pouvait, à son gré, changer les mœurs, ils ont décrété de toutes pièces une société nouvelle. Ils étaient animés, comme les croyants d'une foi, de la confiance la plus aveugle dans la philosophie de Rousseau. C'est donc le droit de la nature et l'émancipation totale de l'individu sur quoi ils ont fondé la société future.

Voici dès lors ce que devient la famille.

L'idée religieuse y dominait, et l'Église la sanctifiait en donnant au mariage sa bénédiction et ses règles. Mais l'idée religieuse est une servitude ; le mariage en sera donc affranchi pour devenir un

contrat civil ; la puissance civile se réserve de le consacrer en lui imposant, seule, ses conditions, de même qu'elle seule constatera les naissances, les décès, et tout ce qui touche à l'état des personnes.

Ce n'est pas encore une liberté suffisante. L'Église avait voulu que le mariage fût indissoluble ; puisque l'individu échappe à sa tutelle et qu'il n'est plus tenu que par un contrat, il doit pouvoir le rompre, sauf à payer, le cas échéant, des dommages-intérêts. Le divorce sera donc admis, même le divorce par consentement mutuel, le plus simple, le plus facile, où il suffit aux époux de déclarer à l'officier d'état civil leur volonté de se séparer.

Ainsi débarrassé de toute contrainte, le mariage ne peut plus subsister par le principe de l'autorité : celle du mari sur sa femme, du père sur ses enfants. L'autorité maritale est, en effet, supprimée dans le projet de Code civil de la Convention. Et, quant à la puissance paternelle, si elle est maintenue, ce n'est que de nom, pour se dissoudre en fait sous le contrôle du « tribunal de famille » qui l'empêchera de gêner la liberté de l'enfant. Les enfants eux-mêmes, toute différence, toute inégalité disparaît entre eux par l'abolition du droit d'aînesse. Enfin, l'enfant naturel est assimilé complètement au légitime : même rang, mêmes droits ; toutefois, par une inconséquence où éclatent l'esprit d'abs-

traction et l'idéologie pure, la Convention n'admet plus que la reconnaissance volontaire ; car elle ne peut pas supposer que les parents naturels auront la velléité de se soustraire au devoir de reconnaître, de nourrir et d'élever leurs enfants.

Telles sont les lois, telle est la conception révolutionnaire de la famille. Elles s'achèvent par un trait remarquable : les divisions de l'ancienne France sont abolies ; plus de droit du Midi et de droit du Nord ; la République est une et indivisible ; la législation le sera pareillement. C'est la loi romaine qu'elle brise, en même temps qu'elle met à bas la coutume séculaire ; c'est dans toute la France que la Révolution veut substituer à la famille de l'ancien régime, celle de sa philosophie, de son idéal, de son rêve.

* * *

Le tout était de savoir si la France s'accommoderait de cette métamorphose. En se posant la question, Bonaparte témoignait d'un génie exactement contraire à l'esprit jacobin ; il opposait ce que nous appelons le réalisme, dans le sens le plus vigoureux de ce mot, à la manie de système ; et il revenait tout de suite à cette vieille et féconde tradition qui veut que la loi s'adapte aux mœurs, au lieu de les plier à ses exigences. Or, l'observation

la moins attentive, le sens le moins aiguisé des habitudes françaises et du tempérament national suffisaient à découvrir que la bourgeoisie, classe fondamentale de la nouvelle France, n'avait pu renoncer, n'avait pas renoncé à ses mœurs traditionnelles. Après la tourmente révolutionnaire, après les lois qui bouleversaient la famille, après les désordres du Directoire où le monde interlope des politiciens, des spéculateurs et des aventuriers s'était donné toute licence, la bourgeoisie conservait et pratiquait les usages anciens sur le mariage et la famille. Ainsi le divorce était vu avec défaveur : la condition mondaine des divorcés était assez fâcheuse ; le mariage, en fait, restait indissoluble. Ainsi, dans la famille, la femme restait soumise à l'autorité du mari ; les enfants à la puissance du père. Ainsi les enfants naturels demeuraient hors de la famille...

Au retour d'Égypte, Bonaparte avait admirablement compris cette persistance des mœurs anciennes, en antagonisme avec les lois de philosophie naturelle élaborées par la Convention. Entre les unes et les autres, son choix aurait été commandé par le désir de fonder solidement, c'est-à-dire sur le roc des usages les plus reculés et les plus tenaces, l'édifice qu'on attendait de lui. Et ce choix était en même temps celui de ses conseillers d'État, jurisconsultes de la vieille France, également persuadés de la prédominance des mœurs sur

la loi, également avertis des usages séculaires. Leur accord, à tous, ratifie donc la volonté tacite mais à peu près unanime du pays. Et sans parti pris, sans déclaration solennelle, ils ont tous la même pensée : la famille du Code civil sera la famille traditionnelle française fondée sur le mariage, la puissance maritale, la puissance paternelle.

Seulement, de tous ces hommes, les uns, Bonaparte le premier, sont nés de la Révolution, les autres, grandis par elle, sont pénétrés de son esprit d'affranchissement et n'en veulent pas sacrifier le bénéfice. La bourgeoisie, pour laquelle ils travaillent, n'entend pas renier non plus la Révolution qui fut son œuvre : elle a été tout entière traversée par un grand souffle d'émancipation, et les recrues qu'elle vient de faire dans la foule des enrichis apportent une éducation et une manière d'être qui viennent de la Révolution. Le Premier Consul n'avait garde de négliger cet état d'opinions et de sentiments, assez confus du reste, assez incertain et qui ne se traduisait nettement que par un besoin général et par une affirmation de liberté.

La transaction allait jouer avec adresse et subtilité. Il fallait satisfaire les deux parties de l'ancienne France, le Sud et le Nord, que la Convention avait unifiées un peu rudement ; il fallait contenter surtout, dans cette organisation

de la famille qui touche aux intérêts moraux les plus susceptibles, d'un côté le désir unanime de respecter la tradition, d'un autre ce désir vague, mais non moins répandu, de respecter aussi l'esprit révolutionnaire et l'affranchissement de l'individu. Les rédacteurs du Code civil, sous l'impulsion de Bonaparte, s'y sont employés avec un tact et une habileté incontestables.

A la Révolution, ils ont fait hommage d'abord de deux grandes nouveautés qui, à elles seules, caractérisaient son œuvre, la confirmaient et fondaient la société moderne. La France restera une, comme l'avaient proclamé les assemblées révolutionnaires, et le mariage, la famille seront soumis partout à la même loi. La France restera libérée de la tutelle de l'Église, et par suite, cette loi qui préside à la formation et à l'histoire de la famille sera, désormais, exclusivement séculière.

C'étaient là des hardiesses, sinon pour les hommes les plus engagés dans la crise révolutionnaire, du moins au regard des éléments anciens et des mœurs persistantes de la classe bourgeoise qui triomphait déjà et triompherait encore plus le lendemain.

Cependant l'unité de la loi devait être facilement acceptée, grâce à toute sorte d'emprunts qui, tantôt puisant au Nord, et tantôt au Midi, laissaient à chacun ce à quoi il tenait le plus ; aussi bien, pour les pays de coutume comme pour ceux de droit écrit,

c'était le soulagement de tous les embarras, de toutes les dépenses, de tous les maux que leur avait si longtemps causés la diversité des lois ; ici, le remède était attendu, souhaité ; après un peu de résistance, tout le monde en reconnut le bienfait. — Quant à la sécularisation du mariage, l'attente et le désir étaient-ils pareils ? Évidemment non. Dire que le mariage religieux ne serait plus reconnu par la loi, décider que le mariage civil serait seul valable, c'était, à la fois, changer les plus vieilles habitudes et heurter des croyances très tenaces. Ici, la résistance fut vive : on en trouve la preuve dans le Code pénal qui, quelques années plus tard, dut édicter une peine contre les ministres du culte pour les empêcher de célébrer un mariage religieux sans s'être assurés que le mariage civil avait été déjà contracté. Peu à peu, ce mouvement de révolte s'apaisa. On comprit, en effet, que l'exigence des Codes ne gênait en rien les consciences. Se rendre à la mairie d'abord, cela n'empêche personne d'aller ensuite à l'église, au temple, à la synagogue ; mais c'est le seul moyen légal de faire constater par la puissance publique l'union qu'elle seule peut protéger. Les mœurs ont fini par s'y soumettre. Il est à remarquer, toutefois, que, des habitudes de l'ancienne France, il reste encore une survivance dans les usages d'aujourd'hui. Les fleurs, la musique, les toilettes d'apparat, toute la fête du mariage est réservée pour l'église.

On ne se met pas en frais pour la mairie. C'est comme une dernière protestation contre le mariage civil que, cependant, personne ne discute plus.

En même temps que le mariage était sécularisé, le divorce était maintenu. Ici, la concession à l'esprit révolutionnaire fut assurément plus grave et plus contraire à l'état général de l'opinion. Bonaparte, on le sait, prit l'initiative et porte la responsabilité de cette décision. Pourtant, l'épreuve qui durait depuis 1791 avait été lamentable, et le sentiment public paraissait franchement hostile. Il semble donc que le Premier Consul n'ait pas raisonné sur cette question avec sa lucidité coutumière, et qu'il ait plutôt obéi à des impulsions sentimentales : son mépris général des femmes et le ressentiment personnel qu'il gardait de ses propres mésaventures. Il se borna d'ailleurs à déclarer au Conseil d'État que le divorce représentait un pis-aller nécessaire, un redoutable exemple à montrer à tous les époux : devant sa volonté, les autres volontés s'inclinèrent. Le mariage, qui venait d'échapper à l'autorité religieuse, s'affaiblissait encore en perdant par le divorce son caractère indissoluble.

Restait à organiser la famille. Elle se fondait autrefois sur la puissance maritale et la puissance paternelle. Après les atteintes que venait de subir le mariage, il n'était que plus nécessaire de restaurer ces deux puissances. Elles furent, en effet,

rétablies, et le nouveau Code les reconnut expressément ; mais avec quelle nature ? inspirées par quel esprit ?

C'est ici que les deux lois du Nord et du Midi, que les deux influences de l'individualisme révolutionnaire et de l'autorité traditionnelle vont se pénétrer réciproquement, comme par un phénomène d'adaptation très subtile qui rappelle celui de l'endosmose.

La puissance maritale, d'abord. Elle est proclamée principe d'ordre public, et elle ne souffrira donc aucune démission. Ainsi, c'est bien la tradition qui demeure ; la femme reste incapable de contracter ; elle demeure tenue d'obéissance envers le mari. On la verra, comme dans les anciens pays de droit écrit, assurée par le régime dotal de conserver sa dot intacte, et dès lors, cette précaution prise pour ses biens, rejetée dans la condition inférieure qui lui convient : seul, le mari agit, travaille, gère le patrimoine, économise et garde pour lui seul tout le profit. On verra aussi la femme, comme dans les pays de coutume, associée en principe au mari, mais, en fait, exclue de l'administration, forcée de le reconnaître, lui, comme maître à peu près souverain du patrimoine commun, par suite, courant toujours le risque d'enrichir par ses soins ce patrimoine et de le voir disparaître. Tels sont bien les effets de la puissance maritale suivant les lois ou les mœurs de l'an-

cienne France : ils découlent de cette pensée qu'elle est établie dans l'intérêt du mari, et qu'elle lui soumet la femme comme « l'inférieure à son supérieur ».

Or c'est là, précisément, la notion qui est changée, et, du coup, la puissance maritale, en dépit de la déclaration solennelle qui la rattache à l'ordre public, change aussi de nature. Assurément, Bonaparte ne trouverait rien à reprendre à la formule de l'ancien droit, et il est convaincu, comme les jurisconsultes coutumiers, de l'infériorité de la femme. Mais, en revanche, l'intérêt du mari, ni l'orgueil ni l'égoïsme virils ne comportent à ses yeux un droit prééminent. Ce qu'il veut fortifier, c'est le mariage, et non pas le mari : la puissance maritale sera donc établie pour la protection de la femme, en faveur du mariage et non plus au profit du mari. Voilà l'idée nouvelle, celle de Bonaparte, celle de ses conseillers d'État. Elle respecte l'institution de la vieille France et la pratique des mœurs bourgeoises. Elle leur donne même l'appui des pouvoirs publics. Mais elle en change, à la fois, la cause, la signification et le but, c'est-à-dire qu'elle leur prépare, à elles-mêmes, des changements profonds. C'est toute la condition de la femme mariée qui pourra se modifier ; car l'intérêt du mariage peut se distinguer de celui du mari et se confondre avec celui de l'épouse. Par ailleurs, l'idée nouvelle concilie parfaitement le Nord et le

Midi ; de part et d'autre, on peut accepter, avec ce principe et avec ce but, la puissance maritale. Enfin, si la tradition trouve son compte, il est conforme à la philosophie révolutionnaire que, jusque dans la vie privée, l'État intervienne, ramène à lui les institutions et les marque de son sceau.

Pour la puissance paternelle, le phénomène est encore plus remarquable, et si tout le passé se remet à vivre, tel qu'il était en 1789, c'est avec des fins encore plus différentes. La puissance paternelle est proclamée, elle aussi, puissance d'ordre public : ainsi la loi romaine du Midi est satisfaite, de même que l'usage des pays coutumiers. Mais d'abord on se garde de donner à cette puissance des règles détaillées ; son existence reconnue, on laisse aux mœurs le soin de la faire plus ou moins stricte. Et on ajoute ceci — du moins si on ne l'écrit pas dans la loi, on le dit, on le répète, au cours de la discussion ; — *la puissance paternelle n'est établie que dans l'intérêt de l'enfant*. L'échec au principe d'autorité est ici beaucoup plus grave. Ce n'est plus lui qui triomphe ; on apprête contre lui une résistance, une force qui pourra bien, quelque jour, le briser. L'idée nouvelle est acceptée facilement : elle a pénétré déjà l'esprit des jurisconsultes et même les mœurs bourgeoises. Elle figure une des conquêtes morales les plus sûres de la Révolution, et d'ailleurs, elle ne semble altérer en rien la solidité de la famille. Que peut-on ima-

giner de mieux adapté aux exigences de tous que cette conception d'une famille où le père est investi d'une autorité sur ses enfants, où ce ne seront pas des articles de lois, mais bien les mœurs qui en régleront l'exercice, et où, enfin, le père ne pourra jamais en user que dans l'intérêt des enfants ?

Pour achever le statut de la famille, il fallait encore régler le sort des enfants naturels, marquer la place des grands-parents et des collatéraux, préciser la condition des domestiques, enfin établir la loi de l'héritage. Le Code offre ici l'image fidèle de la famille bourgeoise de 1804. Après les erreurs criantes de la Révolution qui avait fait de l'enfant naturel l'égal de l'enfant légitime, la réaction du sentiment public allait tout de suite vers un excès de sévérité. Il y eut dans le Code un double excès : celui de l'ancien régime qui excluait l'enfant naturel de la famille et lui refusait la qualité d'héritier ; celui de la Révolution qui, par l'étrange conviction que ses parents n'hésiteraient jamais à le reconnaître, ne l'admettait pas à la recherche de la paternité. Il est ainsi dans une condition plus mauvaise peut-être, pour avoir envahi de force la famille légitime qui, maintenant, se défend contre lui.

Les grands-parents, les frères et sœurs complètent la famille. Aux premiers, la puissance paternelle peut échoir par la disparition du père et de la mère : ils ont un rôle dans le mariage de

leurs petits-enfants ; l'aïeule, par une exception remarquable à la règle qui exclut les femmes de la tutelle, peut être tutrice comme la mère, et fait partie du conseil de famille. Enfin ces ascendants ont une réserve successorale. — L'importance des frères et sœurs se révèle par l'importance de leur part de succession qui est plus forte que celle des grands-parents. Au delà de ces collatéraux privilégiés s'étend le réseau des branches plus éloignées ; le mariage est encore interdit, comme dans le droit canonique, entre oncle et nièce, tante et neveu, tellement les mœurs rapprochent encore les parents de ce degré et tellement cette intimité paraît dangereuse. Les cousins peuvent jouer un rôle assez grave, en s'opposant à un mariage, en provoquant une interdiction. Jusqu'au douzième degré, ils sont encore de la famille : la loi successorale les appelle à l'héritage.

Sur la condition des domestiques, les habitudes et les idées de 1804 tiennent en de courtes règles. L'esprit nouveau n'admet pas la servitude de l'homme au profit de l'homme : le Code interdit donc d'engager ses services pour une durée indéfinie. Mais les mœurs bourgeoises n'admettent pas que, dans une discussion d'intérêts, la parole du domestique vaille celle du maître ; c'est donc le maître qui sera cru sur ses affirmations pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue, pour les acomptes de l'année courante.

Les règles des successions et des testaments cherchent à concilier les idées d'égalité qui sont celles de la Révolution et le souci de la famille. Ainsi, dans un sens, par haine de l'aristocratie, triomphe l'égalité des partages. Mais d'autre part, les parents les plus éloignés, jusqu'à ceux du douzième degré, viennent avant la veuve, avant l'enfant naturel reconnu. Un autre caractère de ces règles est de restreindre la liberté testamentaire ; les enfants ont une réserve, et le père ne peut disposer que d'une partie de sa fortune, — cela, qu'il l'ait reçue tout entière de ses propres parents ou qu'il l'ait tout entière édifiée par son travail.

* * *

Le Code civil offrait ainsi aux problèmes moraux et sociaux de 1800 des solutions presque toutes satisfaisantes. Qu'elles fussent exactement appropriées aux vœux des familles bourgeoises, c'est-à-dire à leurs mœurs traditionnelles et à certains besoins nouveaux, la preuve en est dans l'accueil que le Code civil trouva auprès d'elles ; sauf le divorce qui disparut au bout d'une dizaine d'années, parce qu'il n'était pas défendu contre les critiques par une véritable nécessité, ce statut de la famille continua longtemps son existence sans qu'on eût à le retoucher.

Est-ce à dire que les mœurs restaient comme

figées en l'état où les conseillers de Bonaparte les avaient connues et consacrées par leur loi? C'est le contraire qui est la vérité. Au cours du *xix^e* siècle, la famille française n'a cessé d'évoluer, d'abord avec une extrême lenteur, puis par secousses. Or le Code de 1804, loin de gêner cette évolution, l'a rendue possible et l'a même favorisée. Ainsi il a donné comme principes à la puissance maritale la protection de la femme et l'intérêt du mariage : de ces deux principes, on verra sortir les conséquences les plus hardies. Ainsi la puissance paternelle a reçu, en 1804, cette signification nouvelle, qu'elle est établie dans l'intérêt de l'enfant, et l'on verra cet intérêt paraître, un jour, plus fort qu'elle.

C'est qu'en effet tout un cortège d'interprètes et d'hommes de pratique, en contact incessant et direct avec le mouvement de la vie, travaillent à tenir la loi constamment d'accord avec lui : les contrats dressés par les notaires, les procédures instruites par les avocats et les avoués, les décisions rendues par les magistrats suivent, pas à pas, l'évolution des mœurs, et, parfois, la devancent et la préparent.

Très longtemps, environ trois quarts de siècle, les retouches législatives sont rares et légères. Puis, dans les vingt dernières années du *xix^e* siècle, tout à coup les lois s'accumulent. Des notions nouvelles se font jour : par exemple, la puissance

publique intervient délibérément dans la vie de la famille et prend en mains, contre des parents incapables ou indignes, la cause de l'enfant. A ce moment, le Code civil est évidemment débordé : à côté de lui, une série de lois viennent régler les droits de la femme, ceux de la mère, ceux de l'enfant. Les grands phénomènes moraux, économiques et sociaux du XIX^e siècle épuisent leurs conséquences : ils avaient fortement agi sur la cellule familiale depuis cent ans ; ils devaient agir aussi sur les lois qu'elle veut toujours adaptées à sa vie courante.

Quel est, après ce siècle écoulé, l'état présent de la cellule ? Que sont devenues la puissance maritale, la puissance paternelle ? Où en est le mariage ? Où les rapports des père et mère avec leurs enfants ? Quelle physionomie enfin offre la famille française d'aujourd'hui ? Chacun peut l'observer autour de soi. Cette physionomie se dégagera sans doute avec plus de précision et de relief, après qu'on aura suivi, à travers la littérature, la jurisprudence, les lois et les témoignages des contemporains, sous l'action des mœurs, des découvertes scientifiques et industrielles, des bouleversements sociaux, la transformation continue de la famille.

CHAPITRE II

LA FAMILLE ET LA FEMME BOURGEOISES

La femme de bourgeoisie moyenne. — La société du ^{xix}^e siècle, où domine la classe des fonctionnaires ; la correction de sa tenue ; sa forte discipline. — Influence sur la femme, par les idées religieuses et le souci de l'opinion. — Honnêteté de la femme mariée ; dévouement ; acceptation de l'autorité du mari. — La crise de 1880. Changements politiques et sociaux. Transformation de la société ; le divorce. — Condition nouvelle de la femme : plus de barrières et plus d'appuis. — Les devoirs du mariage ne sont plus imposés, mais consentis. — Liberté de l'individu. — Affaiblissement de l'autorité maritale. — L'enfant devient le centre de la famille : par contraste, le mari reste maître incontesté des intérêts pécuniaires.

On connaîtrait bien mal la famille de bourgeoisie française, si l'on ne connaissait d'abord la femme bourgeoise : on ne peut parler de l'une sans parler de l'autre : les deux histoires sont intimement liées. La femme, en effet, a profondément marqué la famille de son caractère ; elle lui donnait en même temps quelque chose de son attrait, cet

attrait si puissant qui fait qu'un Français, à l'étranger, aux colonies, souffre toujours comme d'un exil, parce qu'il n'a plus la société des femmes de son pays. On cherche donc naturellement ce qu'elles ont été, ces femmes françaises, au cours du XIX^e siècle, pour voir et pour comprendre ce que la famille a pu être, à cause d'elles et par elles. Mais où chercher? Où trouver la jeune fille, l'épouse, la mère, qui, par les tendances de la sensibilité, par les habitudes intellectuelles et morales, ont représenté le type ordinaire et moyen?

A travers ce XIX^e siècle, on voit surgir des figures d'un éclat ou d'un charme qui peuvent soutenir toutes les comparaisons. Peut-être, si masculine sous son turban, d'un génie si robuste et d'une nature si véhémence, Mme de Staël rappelle-t-elle plutôt ses origines étrangères. Mais nulle ne fut animée d'une sève plus féminine et de source plus française que Mme Récamier : ses portraits montrent une grâce malicieuse dans l'expression des yeux et le dessin de la bouche, une fantaisie naturelle dans la pose et jusque dans les plis de la robe, où se révèle on ne sait quoi qui n'est ni anglais, ni allemand, ni espagnol, ni italien ; et son histoire fut celle d'un esprit très délicat, d'un cœur très tendre. Mme de Beaumont, vers le même temps, fut une autre amie de ce grand homme si terriblement ennuyé qu'était Chateaubriand : sa douceur, sa mélancolie, la noblesse qui a paré

toutes ses affections lui assurent à jamais notre hommage. Un peu plus tard, voici qu'apparaît George Sand ; c'est l'époque où M^{me} Charles Nodier attire à l'Arsenal l'élite des poètes du romantisme, où M^{me} Victor Hugo, éblouissante de jeunesse, enchante les hôtes de la Place Royale. M^{me} de Girardin, dont les premiers vers ravissaient Lamartine, à Rome, épanouit un des talents les plus spirituels du journalisme qui comptait alors tant d'hommes d'esprit. Elle a son salon ; on ne compte pas les salons ; jusqu'à la Révolution de 1848, ils donnent à la vie sociale un agrément incomparable. Plus tard encore, une femme comme la princesse Mathilde, avec sa merveilleuse vivacité, son sourire ironique et ses mots piquants, ses caprices et sa rare bonté, laisse dans l'histoire du second Empire un sillage brillant. Aujourd'hui enfin, et depuis vingt ou trente ans, il serait facile de citer des noms qui signifient le don le plus magnifique en art ou en littérature, les qualités les plus éminentes de la femme du monde, les vertus les plus belles du dévouement et de la charité. Si l'on ne regarde qu'à la richesse du siècle écoulé, elle suffit à former une galerie de femmes illustres qui continuent d'assurer à la France une place privilégiée.

Mais il faut se détourner de ces visages séduisants, précisément parce qu'ils le sont un peu trop. Ces femmes, et beaucoup d'autres que l'on pourrait

nommer, ont porté sans doute à la perfection telle ou telle des qualités que toutes les Françaises retrouveraient en elles-mêmes ; elles ont poussé parfois à l'excès certains défauts qui se rencontreraient chez les plus humbles. Mais leur séduction et leur gloire leur interdisent de représenter le type général : aucune d'elles ne fut et ne sera jamais la jeune fille, l'épouse, la mère, telle qu'on la voit en province ou à Paris, dans toutes les régions et dans toutes les campagnes. Elles émeuvent ; elles ne renseignent pas.

Pour des raisons analogues, la littérature, dans la plupart de ses œuvres et de ses chefs-d'œuvre, ne nous instruit pas davantage. Ce n'est pas qu'elle ait pris ses modèles, comme celle du XVIII^e siècle, dans une société restreinte et spéciale : c'est qu'elle s'est adonnée délibérément, presque tout entière, à des fictions romanesques où elle n'a créé, de parti pris, que des types d'exception. On peut lire Chateaubriand, Hugo, Lamartine, Musset, George Sand, et même Vigny, sans rien apprendre sur les Français et les Françaises de leur temps. On n'ira pas demander au drame bourgeois des documents, non plus qu'à Scribe, ni à Dumas. Il reste heureusement Stendhal, Balzac et Flaubert, et chacun d'eux fournit des indications précises, qui, confrontées aux souvenirs des contemporains, paraissent d'une exactitude irréprochable.

Ce qu'il faut prendre dans leurs œuvres, toute-

fois, ce n'est pas tel ou tel caractère, tel ou tel type de femme, si vivant qu'il soit resté. Ici le génie de l'auteur s'interpose entre la réalité et nous-mêmes ; il a interprété, transposé, et devant les figures que nous sommes le plus tentés de proclamer véritables, nous avons à nous souvenir que cette vérité est seulement celle de l'œuvre d'art, — façonnée sans doute avec des éléments que le romancier a puisés dans la vie, mais qu'il a groupés à sa fantaisie, qu'il a animés du souffle de son imagination. M^{me} de Rênal, par exemple, dans *le Rouge et le Noir*, est admirable de naturel, frémisante de vérité. Il serait aventureux cependant de l'interroger comme une personne réelle, et de prétendre recueillir d'elle un témoignage authentique sur la femme moyenne au temps de la Restauration : elle est fictive et reste, elle aussi, une exception. De même, M^{me} Bovary pour les femmes du second Empire ; de même encore les nombreuses héroïnes de la *Comédie humaine*.

Il est une manière plus sûre de mettre à profit la récolte de traits exacts, amassée par ces grands observateurs, c'est de regarder dans leur œuvre, non pas aux figures de premier plan qu'ils ont nécessairement poussées et stylisées, mais au milieu, fait de personnages secondaires, et de sentiments généraux, et d'opinions communes. Là, le souci de la création n'a pu les troubler ; ils ont examiné, ils ont vu d'un œil pénétrant ; ils ont ra-

conté, avec un certain choix sans doute, mais avec la volonté de transcrire fidèlement la réalité. Ils ont ainsi peint, à des périodes différentes, cette société bourgeoise où la femme moyenne tient une place si considérable. Et leur peinture est d'autant plus intéressante, d'autant plus instructive, que c'est la société bourgeoise qui, d'abord et longtemps, a modelé, par l'influence souveraine de ses idées et de ses mœurs, la jeune fille, l'épouse, la mère, comme si elle eût senti que sur elles reposait tout son édifice.

Qu'était donc cette société? Outre les études minutieuses et profondes des romanciers réalistes, nous avons les souvenirs de ceux qui l'ont connue à peu près intacte, et en la voyant évoluer, nous pouvons juger de ce qu'elle fut par ce qui en reste.

Durant plus de quatre-vingts ans, elle s'est maintenue d'un bout à l'autre de la France avec les mêmes éléments disposés dans le même ordre. Napoléon I^{er} avait élevé si haut les fonctions publiques, que les fonctionnaires gardent longtemps le premier rang dans cette société ; ils le gardent, tant qu'aux fonctions demeure attaché l'honneur dont l'Empereur les avait investies et qui satisfait si fortement l'amour-propre comme l'idéalisme national : c'est à peine si, en 1830, la retraite des légitimistes ébranle un moment cette solide position ; la bourgeoisie se remet vite et conserve aux

fonctionnaires ses égards, son respect. En ce sens, il nous faut quelque effort pour nous représenter ce qu'était un préfet, il y a cinquante ans et plus ; c'était un très grand personnage. Dans les fonctions publiques, la magistrature est alors entourée d'un prestige mieux qu'imposant et presque majestueux ; les romans de Balzac montrent fidèlement cette considération extraordinaire qui est accordée partout et jusqu'aux plus modestes substituts ; dans un chef-lieu de Cour, le premier président a le pas sur le préfet, sur le général de division, sur l'évêque : le décret de Messidor a réglé soigneusement cette hiérarchie. La magistrature est ainsi placée au sommet, groupant autour d'elle — à distance — le monde nombreux des auxiliaires de la justice, avocats, notaires, avoués. Les autres fonctionnaires forment avec elle comme une aristocratie bourgeoise ; voici les administrations de l'État, contributions directes et indirectes, enregistrement ; voici les eaux et forêts ; voici les ingénieurs des ponts et chaussées, ceux des mines ; voici les représentants de l'Université ; voici le clergé. Dans une ville, ils constituent un groupe important par le nombre et, plus encore, par la qualité, qui exerce très longtemps une action vigoureuse sur les mœurs de la bourgeoisie.

Cette action se justifie de plusieurs manières. Le monde des fonctionnaires présente d'abord une cohésion remarquable ; l'un de ses membres, magis-

trat, ingénieur, contrôleur, peut changer dix, vingt fois de résidence, et courir d'un bout à l'autre du pays ; il trouvera partout la même organisation, régulière et méthodique comme celle de l'armée, — car c'est une véritable armée civile que Napoléon a constituée, — et il y prendra sa place. Les autres éléments de la bourgeoisie, propriétaires, rentiers, industriels, commerçants, peuvent être réunis par l'intérêt, la convenance, la sympathie ; ils n'ont pas entre eux ce lien si fort d'une organisation générale et d'une hiérarchie.

Cela ne suffirait pas, on le voit bien aujourd'hui — encore qu'aujourd'hui organisation et hiérarchie ne soient plus que des apparences, — si le monde des fonctionnaires, avec sa ferme cohésion, ne figurait pas en outre, aux yeux de la bourgeoisie, une élite privilégiée où elle aspire soit à se maintenir, soit à pénétrer. Mais précisément, c'est un tel honneur de servir l'État, une telle satisfaction de détenir une part de sa puissance, un tel avantage de s'enrôler dans un monde qui se distingue partout où il est, que les familles ont toutes, pour leurs enfants, l'ambition de les voir fonctionnaires. Dès lors le recrutement est une sélection ; les fonctions publiques recueillent les sujets les plus brillants. Elles ne risquent pas de constituer une caste, puisque le renouvellement s'y fait sans cesse. Mais, en prélevant dans chaque génération ce qu'elle a produit de meilleur, elles conservent au

monde des fonctionnaires une prééminence sociale qui répond à l'autorité effective dont il est revêtu.

Une classe fortement organisée, recrutée avec choix, et où tendent toutes les ambitions, agit autour d'elle, sans même le vouloir. L'action du monde des fonctionnaires sur les mœurs françaises est ainsi résultée, non pas d'un parti pris, mais du seul fait qu'il existait avec ses caractères particuliers. La classe des fonctionnaires a montré des exemples et, par là même, les a imposés. Elle se devait, à elle et au souci de sa situation privilégiée, une conduite irréprochable. Elle a toujours veillé à ce qu'en effet, aucun de ses membres ne donnât prise, par sa moralité, ni à des accusations, ni même à des soupçons ; à défaut de la conduite véritable, qui pouvait échapper à son contrôle, elle exigeait du moins la tenue extérieure qui en offre les apparences. Le scandale lui était donc en horreur, et même cette liberté assez discrète, dont d'autres mondes pouvaient s'accommoder. Elle ne tolérait d'aucune manière l'irrégularité. En cela, elle ne faisait que pratiquer avec exactitude un très vieil idéal bourgeois. De même, elle tenait essentiellement à la vie familiale, paisible et ordonnée, où le mari, le père, qui fait l'honneur et la fortune de la maison, est entouré de respect par la femme et les enfants ; dans le ménage du fonctionnaire, la qualité administrative de l'homme prédomine, et tous les siens, qui profitent de son rang dans la

hiérarchie, dépendent de lui d'autant plus : une femme est la femme, non d'un individu, mais d'un directeur, d'un président ; de ce mari lui vient une part de prestige qui la rehausse davantage et la place, elle, un peu au-dessous de lui. Ce sont là, semble-t-il, les deux tendances principales de ce monde si naturellement influent, dans l'ordre des idées morales et sociales : il veut des mœurs strictement régulières et une famille soumise à son chef ; il veut une discipline, et d'ailleurs, la voulant, il l'impose sans peine, d'abord à ses propres membres, puis autour de soi : il réalise ainsi l'idéal des mœurs bourgeoises, de même qu'il satisfait l'idéal des ambitions bourgeoises.

Ses moyens d'action lui donnent prise sur les sentiments qui apparaissent comme les ressorts essentiels des individus : ces moyens, c'est en effet l'idée religieuse et c'est l'opinion ; il n'en est pas de plus énergiques. A vrai dire, l'idée religieuse peut bien n'être qu'une habitude superficielle qui se traduit seulement par des pratiques extérieures et des paroles respectueuses. Du moins cette habitude existe : il n'a pas été possible à des fonctionnaires, pendant de longues années, surtout en province et dans les petites villes, de ne pas assister à la messe du dimanche, de ne pas accomplir, eux, leurs femmes, leurs enfants, les devoirs religieux. Et dès lors que cette obligation était acceptée, il arrivait naturellement que l'idée elle-même, de

surface chez les uns, pénétrait chez d'autres jusqu'au fond de l'âme : les femmes, à coup sûr, en étaient profondément imprégnées. Ainsi l'usage entretient une force morale qui est toujours active, même chez les indifférents, et qui devient toute-puissante chez ceux dont la foi est sincère. L'opinion, elle aussi, représente une force singulière : qu'on le veuille ou non, il n'est pas permis d'aller contre ce qu'elle commande. Dans le monde des fonctionnaires, et dans la bourgeoisie en général, un souci domine, celui de la situation ; par conséquent, il faut se garder de la compromettre en suscitant des critiques ; il faut s'efforcer de l'étendre, de l'élever, en se conformant d'abord à toutes les règles. Plus d'une fois, la question qui se pose dans une conscience n'est pas formulée : « Quel est mon devoir ? » — mais bien : « Que pensera-t-on, que dira-t-on de moi ? » Quand l'opinion atteint ce degré de puissance, qu'elle est au service d'un idéal très précis, à la fois moral et social, qu'enfin elle s'exerce dans une société ordonnée et hiérarchisée, il est évident que la discipline a quelque chance d'être strictement observée.

Cette discipline s'est appliquée de la manière la plus efficace à définir le rôle de la femme, à l'y préparer, à l'y maintenir.

L'éducation des filles se faisait au couvent. A Paris et dans les très grandes villes, il arrivait que des jeunes filles eussent leur institutrice chez elles

ou qu'on les conduisit à des cours. Mais ce n'était pas là l'usage courant et général, où nous pouvons trouver la formation habituelle de la jeune fille française. Cet usage imposait le couvent. Il en résultait une séparation qui supprimait la douceur de la vie de famille, et maintenait, lointaine et donc plus ferme, l'autorité des parents. La tendance essentielle de cette éducation apparaît avant tout morale. La jeune fille reçoit une instruction qu'on dirait volontairement limitée au nécessaire : grammaire, histoire, géographie du bon abbé Drioux, peu de calcul, — il est vulgaire de goûter l'arithmétique, — et d'ailleurs moins de littérature encore ; les arts d'agrément, les travaux de broderie et de tapisserie sont, au contraire, poussés jusqu'au degré du talent, car ils rendent la vie plus aimable, non pas seulement à celle qui les possède, mais surtout à ceux avec qui elle doit vivre. On aperçoit ici le rôle prochain de la jeune fille, de la femme : elle y est constamment préparée ; en même temps et avec un soin plus vigilant, elle est formée à ses futurs devoirs. L'enseignement et les exercices religieux lui apprennent à se soumettre et à se dévouer. Dans l'avenir, ce sont en effet les deux fins morales où elle doit toujours tendre. On lui montre que sa destinée l'appelle, ou à devenir épouse et mère, ou à prendre le voile : qu'elle fonde une famille ou qu'elle soit religieuse, la soumission et le dévouement, c'est-à-dire le sa-

crifice de soi, seront ses vertus nécessaires ; dans le mariage qui l'attire le plus souvent, elle aperçoit, suivant ce qu'on lui annonce, un mari à aimer avec une sorte de déférence, qu'elle peut bien nuancer dans ses rêves d'avenir au gré de son humeur, mais dont elle ne songe pas à contester le principe.

Elle a toujours entendu dire qu'une jeune fille *devait* se marier ; c'est l'opinion absolue autour d'elle. Elle attend le mariage. Elle sait que ses parents et ses amis lui chercheront un mari. Ce sont eux qui forment les projets ; la dot de la jeune fille, ses « espérances », comme dit le langage courant, la situation de sa famille, en sont les premiers éléments ; une enquête minutieuse explore, d'autre part, la famille du jeune homme, sa fortune, son passé. De cette période préliminaire, il n'est pas rare que la plus intéressée ignore tout : à quoi bon l'avertir, si le projet n'aboutit pas ? Si les renseignements ont de quoi satisfaire ses parents, elle est admise à se prononcer. Trois ou quatre entrevues doivent lui suffire et lui suffisent en effet. Le jour de la demande officielle arrive : les yeux baissés, elle tend la main à celui qui va être le fiancé, qui sera bientôt l'époux, et qu'elle n'aura peut-être pas connu plus de deux mois avant de lui appartenir pour toujours. Qu'on ne s'y trompe pas, cependant ! Cet homme qu'on l'autorise à aimer, elle l'aime aussitôt, pour peu

qu'il lui plaise de tout l'élan de son cœur, et il se fait ainsi une foule de mariages, qui, sous les apparences les plus raisonnables et paisibles, sont, en réalité, pour les jeunes filles, des mariages d'amour. Il dépend alors du mari, souvent, que cet amour s'épanouisse et, peu à peu, se transforme dans la douceur et la tendresse de la vie conjugale. Il se peut, en revanche, que la monotonie en ait vite raison, que, chez le mari, les soucis et la fatigue de la carrière ne lui laissent pas toute sa place. Même alors, si le mariage n'est pas délicieux, il demeure l'union la plus parfaite que permettent les défauts respectifs des hommes et des femmes ; et surtout, même alors, il conserve sa valeur sociale ; il établit dans la société la cellule essentielle qui va se développer en une famille ordonnée et conforme à la loi générale. Comment il y réussit ? C'est presque toujours grâce à la femme ; sans elle, il est certain d'y échouer.

* * *

Le maire, avant d'unir les époux, leur a dit qu'ils se devaient mutuellement assistance et fidélité, que le mari devait protection à sa femme, et la femme obéissance à son mari. Il n'est pas certain que ni l'un ni l'autre aient pénétré la gravité de ces paroles ; du moins, ils sont disposés à pratiquer ces devoirs qui répondent assez bien à leurs

désirs respectifs, et la jeune femme y est particulièrement préparée par son éducation.

L'assistance? Elle ne discerne peut-être pas comment, si jeune, sortie depuis peu du couvent, il lui est possible de la donner à un homme qu'elle voit plus avancé dans la vie, sûr de son expérience et de sa vigueur. Elle la lui donne cependant, d'elle-même et très vite. Et ce n'est pas seulement l'assistance matérielle, la tenue du ménage, les soins de maladie ; son aide n'est pas moins efficace pour assurer à la maison, dans les relations mondaines, une bonne renommée et quelque sympathie. Elle l'est bien plus encore pour fournir au mari des conseils avisés, et pour le soutenir enfin, le consoler, l'encourager dans les épreuves de sa carrière.

La fidélité? Ce n'est pas au début du mariage que la jeune femme pourrait être tentée d'y manquer ; c'est plus tard, après cinq ou dix ans de vie conjugale. Qu'elle ait ou non connu l'amour, durant les premières années, il est fréquent, alors, qu'elle ne le connaisse plus et qu'elle ne trouve plus, dans la régularité de cette existence, dans sa familiarité, l'exaltation du sentiment et des sens. Alors, aussi, il est possible qu'elle soit sollicitée de les connaître de nouveau, tandis que durent encore sa jeunesse, sa vie de femme qu'elle sait limitée. Tous les romanciers ont montré les périls de cet âge critique, que ceux du xix^e siècle fixaient

aux alentours de la trentième année. Les tentations assiègent dangereusement une femme qui est un peu délaissée, ou qui sent peser sur elle l'habitude et l'ennui. Mais c'est ici que les forces sociales du monde dont elle est partie intégrante, la protègent et, au besoin, la contraignent. La foi religieuse, la foi sincère et profonde est une puissante sauvegarde. La crainte, la terreur de l'opinion en est une autre. Toutes les deux, même au degré le plus faible, lui font comparer le bonheur défendu et le dommage dont il faudrait le payer : elle recule devant un tel risque, et quand ce n'est pas par pureté véritable, c'est par prudence ; car elle tient extrêmement, par l'hérédité, par l'éducation, par l'ambiance, qui, dans ces minutes décisives, décuplent leur influence, à sa situation personnelle, à celle de son mari qu'elle pourrait tromper comme femme, mais qu'elle ne voudrait pas trahir comme associée. Elle résiste donc. Elle écarte le premier, le plus grand et même le seul danger, qui est d'accepter la douceur d'une prière amoureuse, si voilée qu'elle paraisse, si respectueuse et désintéressée qu'elle s'affirme. L'opinion vient encore un peu plus à son aide par la malignité qui poursuit toute intimité, fût-elle parfaitement innocente, entre une femme mariée et un homme qui n'est pas son mari.

Il semble que, devant un si redoutable péril, le devoir se multiplie, pour se montrer sous toutes les formes. Aux âmes droites, saines et pures, il lui

suffit d'être un : il commande souverainement. Mais c'est une élite. Auprès des autres qui sont moins belles ou seulement plus faibles, il a besoin, pour être écouté, de prendre toutes les voix qui ont chance d'être entendues. On constate ici comment le principal effort de cette société bourgeoise s'est donné pour objet la chasteté des femmes ; depuis l'enfance, on leur a enseigné la pudeur ; au couvent, on les a entretenues dans l'idée qu'elles étaient destinées au bonheur d'un mari ; dans leur famille et autour d'elles, les exemples des autres femmes ont été sous leurs yeux ; la religion les a pénétrées de dégoût pour le péché ; et, enveloppant tout, l'opinion, qu'elles sentent comme elles respirent, les menace d'un châtiment immédiat et terrible, le déshonneur public, le scandale, la mise au ban. Par là, toutes les consciences, des plus nobles aux plus vulgaires, peuvent être touchées. En fait, pour l'immense majorité, elles le sont. Le monde des fonctionnaires, et le monde bourgeois qui se gouverne d'après lui, ont obtenu ce qu'ils voulaient : le type de la femme fidèle ; ils l'honorent en conséquence. Par contraste, celles qui succombent, même avec toutes les excuses du malheur et de la passion, ont un sort assez misérable ; qu'elles cachent leur faute, cela ne suffit pas ; le seul soupçon leur ferme bien des portes ; le mari, ignorant, peut les maintenir quelque temps par son autorité ; mais on s'entend, de toutes parts,

pour le forcer à savoir la vérité, et, dès lors, il doit exécuter la coupable sous peine de mériter lui-même l'infamie. L'exécution, c'est une séparation de corps qui achève la ruine de la femme infidèle, sans d'ailleurs lui rendre sa liberté. La société n'a pas d'égard pour cette infortune qui mériterait parfois quelque pitié ; elle ne s'inquiète du mariage que pour elle-même ; elle voit dans la femme mariée, non pas une créature humaine indépendante dont les exigences pourraient rivaliser avec les siennes, mais une personne investie du rôle qui importe le plus à sa propre existence. Elle la récompense de le bien tenir en l'entourant d'estime et de respect ; elle la punit d'y manquer en la rejetant comme indigne.

L'obéissance est le troisième devoir que la loi impose à la femme mariée ; elle le lui impose même comme son devoir particulier, celui qui est spécialement féminin. Le mot et l'idée, dans le Code civil, viennent de Bonaparte. Le mot reste inscrit dans la loi. Quant à l'idée, il semble que le Premier Consul n'y ait aperçu qu'une sorte de soutien pour le devoir de fidélité ; il parlait au Conseil d'État de ces femmes qui répètent à leur mari : « Vous m'empêchez de voir qui je veux ! » Et il entendait les forcer à se soumettre quand le mari leur interdit telle amitié qui lui paraît dangereuse. A vrai dire, dans de pareils ménages, qui ne sont pas évidemment des modèles, il est douteux que l'ordre du

mari soit scrupuleusement obéi, et surtout que, même obéi une fois, plusieurs fois, il suffise à maintenir une discipline supportée avec trop d'impatience. Le commandement et l'obéissance sont des extrémités ; au delà, c'est la catastrophe ; elles peuvent parfois la prévenir ; le plus souvent, elles ne font que la retarder, et le mieux est donc de n'y pas recourir, sauf en présence d'un péril infiniment grave et certain. Le devoir d'obéissance se comprend mieux en un autre sens, c'est-à-dire appliqué à la direction du ménage. On conçoit que pour les affaires courantes, par exemple le choix d'un appartement, — pour des questions d'ordre moral, l'éducation des enfants, — pour des décisions qui engagent l'avenir, changement de résidence, installation à l'étranger ou aux colonies, — s'il y a désaccord entre les époux, il faut que la volonté de l'un l'emporte, et il semble naturel que ce soit celle du mari. Mais, ici encore, quelle fâcheuse solution que l'ordre et l'obéissance ! Si la société conjugale y trouvait son régime habituel, elle n'y résisterait pas. Aussi bien la loi, ici, ne vaut que par l'acceptation libre qui lui est donnée. Elle n'a pu dire aux femmes d'obéir que parce qu'elle était sûre qu'elles le voudraient : il était sûr que l'éducation, l'habitude, l'exemple, la règle religieuse les faisaient dociles par avance. Et il est arrivé que l'autorité maritale, comme toute espèce d'autorité, s'est d'autant moins exercée

qu'elle était moins discutée. Une part considérable de l'existence conjugale lui a été tout de suite soustraite, par une entente tacite, c'est l'administration ménagère : la femme gouverne seule la maison. Dans l'éducation des enfants, le rôle de la mère est prépondérant : c'est elle notamment qui fait que leur âme est religieuse ou ne l'est pas. Dans les décisions importantes, il est infiniment rare qu'elle ne soit pas consultée ; et c'est, au contraire, sa finesse, son bon sens, sa patience, son obstination même qui l'emportent d'ordinaire. Le régime des bons ménages lui réserve ainsi une tâche considérable, celle de conseillère et même d'initiatrice, qui respecte dans la forme l'amour-propre masculin et lui donne, à elle, la réalité du pouvoir. C'est affaire de tact et même de doigté. Il est convenu, et la loi le dit, la société le réclame, que le titre de mari comporte la puissance, et jamais une femme avisée ne laissera mettre en doute que ce soit en effet son époux qui, seul, décide et commande ; elle reporte ainsi sur lui toutes les responsabilités. Mais en fait, rien ni personne ne l'empêche de guider cette volonté, même une volonté qui veut se croire souveraine ; et c'est bien ce que la femme française, la femme moyenne, a pratiqué, durant le dernier siècle, avec cette tendance positive, cette souplesse et cette persévérance qui sont des traits marquants de son caractère.

C'est ainsi qu'ont vécu, quelques-uns dans le

bonheur, presque tous dans l'ordre et la paix, ces ménages bourgeois qui constituent la classe moyenne et où l'on a le droit de reconnaître l'idéal des mœurs françaises, les tendances les plus fortes de la race. On dirait d'une maison bien défendue contre tous les orages du dehors : à l'abri de la morale traditionnelle et des idées religieuses, qui font comme de solides murailles, protégée par une active surveillance et par une discipline exacte, la vie peut s'écouler sans trouble. Elle est assez occupée par les besognes journalières, le travail du mari, l'œuvre domestique de la femme, le soin des enfants. Le désir d'avancer, le goût héréditaire de l'économie, le souci de l'honneur lui donnent une vigoureuse activité. Elle a ses joies sentimentales et amoureuses qui lui ont imprimé ses premiers élans, et l'entretiennent, et la raniment ; la venue des enfants et la passion qu'ils inspirent la transforment et la ravivent. Enfin elle se complète, pour une bonne part, en se consacrant aux relations de société ; l'instinct sociable, si développé dans notre pays, y cherche ses satisfactions ; visites, réunions, dîners, bals, ceux et celles qui n'y fournissent ou n'y trouvent qu'un médiocre agrément concourent du moins à former et maintenir un ensemble. En définitive, tous les traits de mœurs, tous les usages, toutes les règles, dans ce monde bourgeois, révèlent la puissance d'une société : la famille en est l'organe premier et néces-

saire et, dans la famille, la femme est comme la prêtresse du foyer. C'est pourquoi la société bourgeoise lui donne tout son appui, lui impose, au besoin, toutes ses rigueurs, et par la femme obtient cette famille unie, régulière, disciplinée, d'où elle tire le meilleur de sa force.

*
* *

Nul doute que tout cela n'ait changé beaucoup et même assez brusquement. Les récits et les souvenirs des personnes qui étaient nées dans le premier quart du ^{xix}^e siècle montraient clairement que, de 1830 jusque vers 1880, ces mœurs bourgeoises avaient à peine évolué ; nous voyons nous-mêmes, aussi clairement, qu'elles sont aujourd'hui différentes.

Il est assez difficile de fixer la date approximative d'un changement de mœurs qui doit se préparer peu à peu avant que d'apparaître dans tous ses effets. Cependant, ici, les événements se groupent, à une époque donnée, avec une rigueur significative. Ce ne sont pas ceux de 1870 et de 1871. Les désastres de la guerre franco-allemande, la chute de l'Empire, les horreurs de la guerre civile ont pu agir sur le pays tout entier à la façon d'un ouragan ; ils l'ont secoué, terrassé, meurtri, mais sans rien modifier à sa vie intérieure, c'est-à-dire à ses mœurs ; après 1870, la société bourgeoise est

sensiblement pareille à ce qu'elle était avant. Mais, dix ans plus tard, une autre secousse ébranle le pays. Qu'est-ce, en apparence ? Le parti républicain, victorieux aux élections qui suivent le 16 mai, prend le pouvoir. Simple événement politique, dira-t-on. Aussi bien, n'est-ce pas le fait lui-même qui a produit de si grandes conséquences. Seulement il a été l'occasion de phénomènes divers dans l'ordre social et moral, qui, eux, ont accompli une révolution.

En général, la société bourgeoise avait mal accueilli l'avènement des républicains : car ils l'inquiétaient doublement, par leurs personnes mêmes et par les souvenirs de 1793, de 1848, de 1871, dont certains se glorifiaient. Il résulta de sa défiance et de sa mauvaise humeur que le changement politique se fit tout de suite contre elle, contre ceux de ses membres qu'il pouvait atteindre. Elle était en possession des fonctions publiques ; elle en fut soudain évincée ; elle les vit distribuer, au hasard, trop souvent, des amitiés personnelles ou des clientèles politiques ; elle se vengea en rompant avec les nouveaux fonctionnaires toute relation sociale. Ceux-ci, privés de tradition, investis trop vite, n'avaient plus cette haute idée, ni cette sorte de respect de l'emploi qui étaient comme coulés dans l'âme du fonctionnaire ancien ; telles traditions, les maîtres du pouvoir, loin de les raffermir, aidaient à les supprimer : ils avaient trop

bien cultivé pour eux-mêmes, dans l'opposition à l'Empire, la haine et le mépris des fonctions publiques. Ainsi, par une entente singulière, tout le monde travaille au même moment à avilir ces fonctions : les bourgeois dépossédés décrient leurs remplaçants ; ceux-ci justifient maintes fois les attaques ; et les nominations ne sont plus inspirées par le souci de la bonne administration, mais par l'esprit de parti ou plus simplement encore par le désir de contenter un électeur.

Quelque chose périt alors. La vigoureuse classe des fonctionnaires, élite de la bourgeoisie ancienne, disparaît ; elle n'est pas remplacée ; les nouveaux, isolés par son dédain, ne retrouvent ni sa cohésion, ni sa discipline ; la fonction, entre leurs mains, est déchue de son prestige ; et ils n'ont plus ni en elle, ni en eux-mêmes de quoi continuer l'extraordinaire influence du monde ancien. Ils peuvent avoir leurs mérites individuels : ils ne forment plus un monde, une classe. La bourgeoisie tout entière est profondément troublée. Que faire de ses enfants ? Quand on appartient à une famille qui servit, même avec un éclat modéré, sous les régimes antérieurs, il faut renoncer aux chances d'avancement, aux plus modestes emplois ; du reste, on n'en veut pas. Que devenir ? On se précipite dans l'armée. Faute de porter l'épée qui, seule, assure encore l'honneur d'autrefois, on veut du moins s'enrichir : on tâche de gagner de l'argent. Les pro-

fessions libérales, les grandes sociétés de crédit, d'assurance, les compagnies de chemins de fer recueillent tous ceux qui, sans la révolution de 1880, auraient été fonctionnaires. La richesse est la seule compensation possible à la perte d'honneurs et de dignités : elle est recherchée avec une avidité inconnue jusque-là. Et l'influence de l'argent grandit en même temps. Il avait tenu toujours, dans les préoccupations de la bourgeoisie, un rôle important, mais non pas le premier. Désormais, il y tend. On voit encore, dans une ville de province, un homme, une famille, de fortune médiocre, élevés dans l'opinion à cause d'une belle tenue morale. Mais c'est déjà que la ville est petite. Si elle ne l'est pas, la richesse seule commence à dominer. Or, ni le désir de gagner de l'argent, ni la richesse acquise ne créent autre chose qu'une communauté d'intérêts ; il n'en peut résulter une discipline des mœurs : il en résulte, au contraire, une certaine complaisance qui ne regarde ni aux moyens par lesquels la fortune est gagnée, ni à la manière dont elle est dépensée ; l'important est de l'avoir et d'en jouir.

Durant les années qui suivent les événements de 1879 et de 1880, on perçoit, dans le monde bourgeois et dans ses éléments les meilleurs, le travail de ces idées nouvelles. Ce n'est pas assez qu'il ait perdu les fonctions publiques : magistrature, grands emplois de finance, préfectures : il

se modifie lui-même en portant vers la richesse ses aspirations. La classe directrice cesse de diriger, et, quant à soi, se cherche des tendances presque opposées à celles d'autrefois.

Le clergé n'est pas moins maltraité que la bourgeoisie traditionnelle, pour les mêmes raisons d'une conduite violente et maladroite, et pour d'autres raisons plus profondes. Il est convenu que, non seulement les prêtres, les « curés » sont les ennemis nécessaires des républicains, mais que toute idée religieuse est exclusive de l'idée républicaine. C'est là un phénomène de psychologie nationale qui déconcertera les historiens futurs. Comment la monarchie, celle de Louis XV, qui fut matérialiste, licencieuse, presque athée, celle de Louis-Philippe, qui fut voltairienne, paraît-elle l'alliée naturelle de l'Église, le soutien de l'idée religieuse ; et comment, par contre, la république, dont le principe est de l'idéalisme le plus exalté, doit-elle traiter en adversaire la religion la plus idéale, celle du Christ ? Rien ne semble plus absurde. Rien n'est plus simple, si l'on considère que les idées sont représentées par des hommes dont les passions les défigurent. Au temps du 16 mai, la guerre anticléricale fut prêchée par Gambetta. Et, ce qui était plus grave, la cohorte brillante et nombreuse de ses amis, qui fondaient le régime nouveau, s'inspiraient d'une philosophie résolument négative, d'une sorte de matérialisme scien-

tifique. Chez un homme tel que Paul Bert, chez tant d'autres, c'était, par le sérieux et la sincérité, comme une religion capable de créer des apôtres et des saints laïques. Mais ces hommes ne s'adressaient plus à la bourgeoisie cultivée ; ils s'appuyaient sur le peuple, masse immense et mal définie, où ils confondaient sans doute la petite bourgeoisie, par exemple celle des commis voyageurs, harangüés par Gambetta, celle des contre-maîtres, avec les ouvriers et les paysans. Leur philosophie, pour accéder à cette clientèle, dut prendre des formes singulières : elle a produit la loi de 1881 sur les débits de boisson ; la France se couvrit de cabarets et de « comptoirs » ; le peuple eut la liberté complète de l'alcoolisme. Si haut et si épuré dans une élite intellectuelle dont il satisfait précisément l'intelligence, ce système donne un résultat brutal : il éloigne le peuple de l'église et l'attire vers le zinc. Comme c'est une philosophie d'État, au sens où l'on dit religion d'État, elle se manifeste et se répand par les mille canaux dont dispose la puissance publique : elle crée une atmosphère nouvelle. Chacun peut y trouver soit du plaisir, soit de la répugnance, parce qu'en effet, bon gré mal gré, chacun la respire et s'en imprègne.

Ce n'est pas tout : la troisième République prétendait reprendre l'œuvre de la Révolution interrompue depuis le début du siècle. Elle allait à l'opposé en détruisant, par la théorie, par les lois,

par l'administration, non seulement le sentiment religieux, mais même le spiritualisme. Du moins, elle exaltait, comme l'avaient fait les constitutionnels et surtout les jacobins, le droit de l'individu. Il ne faudrait pas se méprendre à la loi des syndicats, votée en 1884, qui permet l'écrasement de l'individu par le nombre. C'est aujourd'hui que nous voyons ses conséquences : elles se firent attendre, et la loi fut comme ignorée plus de dix ans ; d'ailleurs, ce droit social ne considère que les intérêts et les biens. Dans l'ordre moral et pour tout ce qui touche à « l'état » de la personne — mariage, filiation, puissance maritale et paternelle, — c'est l'individualisme qui triomphe. Dès 1884, il s'affirme avec éclat par le rétablissement du divorce. Les raisons qu'on en donne se rapportent exclusivement à l'individu qui ne saurait être muré dans la prison d'un mariage malheureux et indissoluble. Les effets qui sont alors prévus et qui ne tardent pas à paraître, c'est la liberté des aspirations individuelles vers une vie plus agréable, et c'est aussi le caprice : la loi a cru pouvoir passer outre des considérations telles que l'idée familiale et le sort des enfants : désormais, quiconque aura l'envie d'en faire autant pourra se contenter.

En quelques années, toutes les barrières sociales et morales que la société bourgeoise avait si longtemps maintenues immuables autour de l'individu, s'abaissent, s'ébranlent et tombent. C'étaient des

barrières, mais en même temps des appuis. L'individu s'y trouvait peut-être un peu strictement enfermé, parfois ; mais elles le défendaient aussi et, avec elles, ce sentiment qu'il n'était pas seul, qu'il appartenait à une classe, qu'il avait des devoirs envers elle comme envers soi. Ce qui est nouveau, ce qui fait le grand changement des mœurs à la fin du xix^e siècle, ce sont les événements politiques qui suppriment la discipline ; ce sont les idées qui persuadent à chacun de jouir d'une vie trop rapide et bornée ; ce sont les lois qui frappent partout où se révèle une contrainte sociale. L'individu est libéré de ses lisières, c'est-à-dire livré à lui-même, invité à marcher seul. Faut-il rappeler qu'au même moment des progrès, vigoureusement encouragés, multipliaient les communications, attiraient les gens de la campagne à la ville, les provinciaux à Paris ? que la mode se répandait ? que le luxe à bon marché pénétrait partout ? Toutes les occasions et, pour un peu, toutes les satisfactions étaient offertes au désir de vie libre, insouciant, agréable qui semblait courir à travers ce monde bourgeois.

*
* *

C'est ce souffle, inconnu de leurs aïeules et de leurs mères, que les jeunes filles bourgeoises ont respiré après 1880. Qu'a-t-il fait d'elles, et elles-

mêmes qu'ont-elles fait de la famille française qui reposait sur elles ?

Le mariage reste leur but nécessaire : il est toujours vrai qu'on dit dans la classe moyenne et qu'elles disent elles-mêmes : « Une jeune fille doit se marier ». Seulement il n'est plus vrai qu'elles soient formées dès l'enfance, avec des soins incessants, pour tenir dans le mariage un rôle de soumission, de dévouement et même de sacrifice. Une tradition subsiste ; des conseils leur sont donnés, mais ce n'est plus la pression continue d'autrefois qui, seule, pouvait fléchir l'égoïsme ; on entend respecter leur liberté, et la liberté humaine ne signifie pas, par elle-même, privation. Leur éducation est encore religieuse, mais non plus essentiellement religieuse, et leur laisse une croyance que l'individualisme façonne volontiers aux convenances de chacune. D'une manière générale, le type ancien, le type assez uniforme de la jeune fille à marier disparaît, par la raison que disparaissent les influences uniformes qui servaient à le former. Chacune considère le mariage suivant ses idées particulières et les tendances propres de sa personne ; communion de goûts, association affectueuse, indépendance complète, vie joyeuse, existence familiale et retirée, chacune y veut trouver ce qui lui plaît ; la floraison infinie et quelque peu désordonnée des aspirations individuelles remplace l'unité d'autrefois ; on y découvre le bon sens,

la fantaisie, la sottise, la méchanceté, la noblesse, la pureté ; mais ce qu'on est à peu près assuré de n'y pas rencontrer, c'est la vieille idée de la déférence envers le mari et du renoncement volontaire : cela, il n'y faut plus penser. Cependant, le souci de soi-même, qui glisse de l'individualisme à l'égoïsme absolu, ne s'est pas développé que chez les jeunes filles : les jeunes hommes n'en ont pas moins éprouvé la vigueur. En même temps qu'elles paraissaient exiger plus du mariage, ils entendaient y donner moins d'effort, y trouver plus d'aise et de tranquillité ; pour les décider à accepter toutes ses charges, il a fallu que le chiffre des dots s'élevât ; à défaut d'une belle dot, un jeune bourgeois qui, jadis, confiant dans l'éducation d'une jeune fille, soucieux de s'allier à une famille honorable, n'aurait pas reculé, maintenant préfère le célibat. Les mariages sont devenus plus difficiles, et l'argent y joue un rôle beaucoup plus marquant, sinon décisif. Tel est le résultat, inattendu sans doute, et certainement déplorable, d'un mouvement qui voulait donner aux jeunes filles une plus sûre conscience d'elles-mêmes, et leur rendre le mariage meilleur.

Pour celles qui se marient, du moins, la vie conjugale est-elle meilleure ? De même que, dans leur éducation de jeunes filles, elles n'ont pas subi la puissante influence de la règle unique, absolue, elles ne trouvent pas, comme épouses, le soutien

d'une loi religieuse indiscutée, d'une opinion inflexible. Pour que l'idée religieuse reste une force agissante, — suprême ressource dans les heures de trouble et de défaillance, — il ne faut pas qu'elle ait été atteinte, rongée, minée par l'action du choix individuel. Pour que l'opinion s'impose, il ne faut pas qu'elle soit incertaine entre des idées contradictoires, ni qu'elle se réduise, en l'absence d'une classe disciplinée, à n'exprimer que le sentiment d'un groupe ou d'un autre. La femme mariée est ainsi, à la fois, libre et désarmée en face des devoirs du mariage. Si sa condition est à ce point changée, les devoirs eux-mêmes ne se sont-ils pas modifiés ?

Celui d'assistance n'a plus pour mesure que la bonne volonté, et c'est donc, une fois encore, l'infinité diversité des individus qui en varie l'exercice. On aperçoit que, dans la bourgeoisie modeste et dans la plupart des professions libérales, il est couramment pratiqué ; la femme s'intéresse et s'associe à l'effort du mari. A l'opposé, dans le monde du haut commerce, de l'industrie, de la finance, l'habitude américaine se répand, qui commande au mari de « faire » de l'argent et à la femme de le dépenser, sans s'inquiéter de la peine qu'il peut coûter. Chacune se comporte ici, sans doute, comme il lui convient, suivant ce qu'elle est, intelligence, sensibilité, volonté, et suivant ce qu'est le mari. C'est affaire à elle et à lui :

personne, en tous cas, ne s'étonnera de son indifférence.

Le devoir de fidélité, impérieux, absolu, ne se discute pas et n'est que le plus cher plaisir entre des époux qui s'aiment. Faute d'amour, faute surtout de cette sollicitude assez tendre qui se refuse à causer une souffrance, quelles peuvent bien être ses prises sur le cœur d'une femme, encouragée à poursuivre ses satisfactions, retenue seulement par des liens religieux et sociaux assez lâches, et tentée, si dangereusement tentée, par le mirage le plus séduisant que subisse jamais une créature humaine ? L'ancienne société avait estimé que la femme ne pouvait être trop bien défendue contre la tentation : il semble désormais que la femme soit seule et n'ait à compter que sur elle-même. Or, en elle-même, trouve-t-elle des forces suffisantes ? Tantôt oui, tantôt non. Le sentiment du devoir suffit aux consciences saines : mais n'est-il pas constamment raillé, critiqué, attaqué au nom des droits sacrés de la personne ? La pudeur et le respect de soi seraient en définitive comme une protection dernière qui résisterait après que tous les autres scrupules se seraient effondrés ; mais le divorce a porté aux sentiments de pudeur une atteinte profonde, et c'est même par là qu'il a exercé sur le monde bourgeois, sur les femmes de ce monde, l'influence la plus active. On y divorce peu, du moins parmi les fonctionnaires, dans les professions

libérales et en province : les statistiques ne donnent des chiffres importants que pour les grandes villes et les industriels ou commerçants. Mais le divorce montre à tous, même à ceux qui sont le plus résolu à n'y pas recourir, un fait très frappant : une femme divorce et se remarie ; dès lors, suivant le mot de M. Paul Hervieu, *elle n'a rien de secret pour deux hommes vivants*. On dira qu'avant le divorce il y en avait d'autres, entre le mari et l'amant ou les amants, semblables à cette divorcée. Mais c'étaient des coupables, tolérées parfois, condamnées le plus souvent, et toujours forcées de dissimuler ce qui était une faute. Avec le divorce, il n'y a plus de faute : c'est le droit de toutes les femmes de n'avoir *rien de secret pour deux hommes vivants*, et pour toutes, même pour celles qui n'useraient jamais de ce droit, c'est donc la notion de pudeur brusquement et gravement affaiblie. Une femme mariée que sollicite un amour plein d'attraits, quand elle n'a plus pour se défendre que le respect d'elle-même, n'y peut espérer une longue résistance ; car elle en viendra à se dire : « Après tout, il y a le divorce ! Et si je cède dès à présent, j'aurai la ressource de divorcer pour épouser celui que j'aime !... » En dernière analyse, une femme n'a pour loi que ses convenances et son bon plaisir. Cela est surtout vrai si elle est riche. Sans fortune, elle pourrait s'effrayer des risques d'un divorce. Riche, elle n'a pas à compter avec ces craintes :

elle reprendra sa dot ; elle ne changera rien à sa vie.

A ce régime de liberté individuelle, on peut se demander comment résiste la vertu des femmes. Cependant, si le nombre croissant des divorces révèle un nombre toujours plus grand de mauvais ménages, cette progression se limite, on l'a vu, au monde de la bourgeoisie riche et jouisseuse ou à celui des ouvriers. Dans l'ensemble et pour la moyenne, il apparaît que le devoir de fidélité est encore le mieux respecté. C'est sans doute que toutes les règles d'autrefois, si elles ont péri, ont laissé des traditions qui, dans notre atmosphère d'aujourd'hui, semèlent aux idées nouvelles. Il n'y a plus guère de jeunes filles, de jeunes femmes chrétiennes, au sens où on l'entendait voici trente ans et davantage ; mais ces jeunes filles et jeunes femmes ont eu des mères, des grand'mères et toute une suite d'aïeules dont l'existence entière était gouvernée par l'idée religieuse : si la croyance au dogme n'est plus intacte, la morale s'est transmise comme une habitude maintes fois séculaire. De même, l'autorité de l'opinion est réduite, dispersée ; mais elle a courbé trop de générations de femmes, pour qu'aujourd'hui l'affranchissement soit absolu ; elle ne sera pas infrangible ; elle tiendra du moins contre un premier assaut ; dans une ville moyenne, surtout, une femme hésitera à encourir certains blâmes,

et, comme on dit, « à faire parler d'elle ». Ce sont là des obstacles trop insuffisants ? Il est vrai. Mais on doit considérer que le danger n'est pas toujours ni tout de suite extrême. Il dépend, aussi bien, d'un mari attentif d'y veiller et de l'écarter avec prudence. Ici se marque le caractère nouveau des devoirs du mariage, tels que les femmes paraissent les comprendre : devoirs consentis et non plus imposés. La fidélité ne sera à l'abri de tout accident que si la femme choisit d'être fidèle : au lieu de compter sur sa soumission, le mari aura à déterminer son choix. Ainsi la tâche de chacun est beaucoup plus difficile : peut-être cette difficulté sert-elle comme de stimulant aux âmes vaillantes, aux esprits droits et ennemis du mensonge. Qu'est-ce qu'une parole dans l'ordre des contraintes ? Et cependant la parole donnée est, pour une personne d'honneur, la contrainte la plus forte. Dans le mariage moderne, le respect de cette parole est un lien que toutes les femmes ne sentent pas, mais qui peut être tout-puissant pour celles qui sont capables de le sentir. En fin de compte, la liberté, dangereuse pour un grand nombre, est pour certaines la condition la plus favorable qui les met en face d'elles-mêmes et leur interdit de manquer à la foi jurée. Les éléments nouveaux se mêlent donc aux anciens : c'est ce mélange qui maintient la vertu des femmes et l'intégrité de la plupart des ménages moyens.

Pour le devoir d'obéissance, l'art féminin avait été de l'esquiver en lui donnant une adhésion apparente. Le seul mot d'obéissance n'est plus supporté désormais, et le devoir lui-même, dans la vie conjugale, n'a plus l'occasion de s'exercer. Il arrive encore à des femmes de déclarer que leurs maris sont très autoritaires. Si l'on regarde aux manifestations de cette autorité, on découvre que c'est le refus d'une invitation, la volonté de passer les vacances à la mer plutôt qu'à la montagne ou inversement, et quelque menu fait de ce genre. D'ailleurs, à celles qui se plaignent d'une telle tyrannie, il se trouve toujours une majorité d'autres pour déclarer qu'elles ne la toléreraient pas. Ce qui les dispense toutes d'obéir à leurs maris, c'est qu'en fait les maris ne commandent plus. Il n'est pas un ménage moderne, même de ceux qui vivent avec quelque peine, où les décisions qui intéressent la vie commune ne soient prises d'un accord commun. C'est cela, ou bien la rupture.

A ce point d'évolution, on doit constater que la conception du Code civil est, pour une part, transformée. L'autorité maritale ne devait s'exercer que dans l'intérêt de la femme et du mariage : elle ne s'exerce pour ainsi dire plus, parce que ni la femme ni le mariage ne paraissent plus intéressés. Cependant, il en est resté un effet considérable : l'incapacité de la femme mariée. On a vu que, dans le domaine de l'administration ména-

gère, cette incapacité était supprimée, en fait, et que la femme accomplissait seule tous les actes nécessaires : il a suffi que la jurisprudence la considérât comme mandataire de son mari. La femme bourgeoise n'en a pas réclamé davantage. C'est donc le mari, sous le régime usuel de la communauté d'acquêts, qui, seul, gère à sa guise le patrimoine commun et celui de sa femme. Il y a plus. Le Code civil a institué des garanties très fortes pour la protection des biens personnels et des droits de la femme : une hypothèque légale pèse sur les immeubles du mari, et assure ainsi cette protection. Or, la pratique notariale s'est avisée que la femme pouvait subroger les tiers dans cette hypothèque : que le mari veuille emprunter, la femme cédera sa place, son rang au créancier qui n'hésitera plus, dès lors, à prêter son argent. Il est évident qu'une telle subrogation est un acte dangereux pour la femme, un abandon de droits qui l'expose à la ruine. Il semble donc qu'elle devrait ne la consentir qu'à bon escient, et, quand elle est sollicitée de la donner, qu'elle devrait se renseigner avec soin sur l'utilité de l'emprunt. Il est malheureusement certain que sur dix, vingt femmes mariées et même davantage, il n'en est pas une qui ait cette prudence élémentaire. Elles signent sans savoir, sans demander ce qu'elles font. Elles poussent plus loin l'insouciance : pour la vente des immeubles communs, l'acheteur court

un risque si, plus tard, la communauté est mauvaise ; mais il est un moyen de le mettre à l'abri, c'est que la femme figure dans l'acte de vente avec son mari. Là encore, c'est un abandon de droits, c'est un danger ; mais c'est aussi une simple signature à donner, et la femme la donne sans hésiter.

Si indépendante, si ombrageuse même quant à sa personne, on la voit donc, quant aux biens, aussi soumise que ses devancières ; à proprement parler, elle est comme étrangère. Sans doute, c'est que le plus souvent, elle ne trouve pas plus tard à le regretter. Et il faut reconnaître, dans cette confiance qui paraît excessive, une preuve que les maris de cette classe, l'immense majorité des maris sont des administrateurs habiles et sages.

En réalité, sauf cette habitude de s'en rapporter aveuglément au mari pour tout ce qui peut s'appeler la question d'argent, l'existence de la femme est autre que jadis. L'administration ménagère qui lui appartient complètement a beaucoup changé. Une femme ne trouve plus à s'occuper chez elle aux mêmes soins : plus de linge à ranger dans les armoires ; on ne fait plus de provision pour toute une existence ; on raccommode à peine ; le bon marché permet de renouveler et il en est de même pour les vêtements. Le sucre, ménagé naguère avec tant de précaution, coûte si peu qu'on ne craint pas de le gaspiller. Une cuisinière, une

femme de chambre exécutent des ordres sans que la maîtresse de la maison s'avise de les surveiller sans cesse : les domestiques, qui ont changé, elles aussi, ne le supporteraient pas, et elle-même n'en a nulle envie. Maîtresse et souveraine dans la maison, elle a tôt fait d'épuiser cette souveraineté, et il lui reste des loisirs. Elle vit davantage hors de chez elle. Elle aurait trop de loisirs si les enfants ne l'occupaient. Mais ils l'occupent beaucoup plus qu'il n'arrivait autrefois. Du temps de sa mère ou de ses aïeules, ils s'éloignaient dès la neuvième ou dixième année vers la pension et le couvent. Maintenant, ils restent à la maison, suivant seulement un cours, un externat. Elle les a donc continuellement près d'elle ; les exercices de la première communion l'absorbent tout un temps, puis les exercices scolaires auxquels il faut bien qu'elle s'associe, quand elle ne peut pas prendre une institutrice ou une répétitrice. Elle vit davantage avec eux : elle vit davantage pour eux.

Et le mari ? dira-t-on. Il semble précisément que ce soit là le changement essentiel de la famille. Personnage exclusif, jadis, le mari est relégué au second plan, dès lors que les enfants sont venus. C'est en lui que se scellait l'union de la famille ancienne, dans son autorité, dans sa prédominance effective. C'est en eux que se scelle l'union de la famille moderne. C'est eux qui unissent fortement les parents, et alors même que des germes de

division se seraient développés entre les époux, la présence des enfants suffit à maintenir le groupe. Il est à noter que la famille moyenne échappe à ce mal, trop certain dans d'autres classes : la diminution volontaire des naissances. On y voit couramment deux enfants, le plus souvent trois, parfois davantage. En ce sens, ce monde bourgeois continue ses traditions : il conserve également celle de l'économie, qui paraît, ailleurs, si compromise.

*
* *

Telle apparaît, en somme, cette famille bourgeoise, à la fin du ^{xix}^e, au commencement du ^{xx}^e siècle. Elle présente, au regard de celle des quatre-vingts années précédentes, une modification profonde : elle est une association fondée, entre égaux, sur le consentement et qui n'a pour véritable garantie de sa durée que la libre volonté des contractants ; elle trouve sa raison d'être, son appui, sa force, dans les enfants ; enfin, si elle demeure une cellule vivante et agissante de l'organisme social, elle vit et agit pour elle-même, sans presque s'inquiéter de lui, comme si elle se sentait à peine rattachée à lui. Sous ces réserves, elle garde des caractères permanents, dont les plus marqués sont le dévouement du chef à tous les siens, la vertu de la femme, l'amour des parents pour les enfants, l'effort de

tous vers un meilleur sort, — un ensemble de sentiments et d'habitudes qui, s'ils ne tendent plus à observer une discipline et à fortifier une classe, servent tout de même comme d'activité régulatrice au pays.

CHAPITRE III

LA FEMME RICHE, L'OUVRIÈRE, L'INTELLECTUELLE

Grands phénomènes du XIX^e siècle.

Révolution économique. — La richesse mobilière et l'industrie. — La grande richesse se révèle et s'affiche. — Influence sur la vie féminine. — L'existence américaine. — Destruction de la famille. — La condition de l'ouvrière. — Le mal des grandes villes. — Alcoolisme et divorce. — La vaillance de la femme. — Matérialisme des lois qui la protègent : insuffisance morale. — Propagande néo-malthusienne.

L'individualisme. — Ses origines : l'essor que lui donnent les romantiques. — Son action sur la femme. — Le divorce. — L'émancipation : individualisme d'amour-propre. — Le féminisme et l'intérêt des femmes. — La classe nouvelle des travailleuses intellectuelles. — Dans le mariage, affirmation plus énergique d'un consentement tout individuel. — Disparition de l'autorité maritale. Égalité absolue des époux.

Les courants nouveaux qui ont passé sur la société française du XIX^e siècle et les chocs qui l'ont ébranlée se sont fait sentir jusqu'à ces couches intermédiaires où la bourgeoisie moyenne reste à l'abri des bouleversements. A côté d'elle, hors

d'elle, des effets plus prompts et plus complets se sont produits sur des classes sociales moins protégées.

S'il a suffi à la jeune fille bourgeoise de respirer l'air des temps nouveaux pour apporter dans le mariage des dispositions qui vont jusqu'à modifier la famille elle-même, d'autres, plus directement exposées, ont dû subir davantage les influences du dehors. Voici des événements considérables : l'essor de la vie industrielle, le développement de la fortune mobilière, d'où résultent des formes jusqu'alors inconnues de la richesse, et des conditions d'existence que les siècles précédents n'avaient pas soupçonnées ; c'est par un contre-coup assez affaibli que la famille d'un propriétaire, d'un fonctionnaire, d'un commerçant en éprouve les conséquences ; c'est par une secousse directe qu'elles agissent, en haut et en bas de l'échelle sociale, sur la femme de la bourgeoisie industrielle ou financière et sur l'ouvrière. En regard de ces phénomènes économiques, voici un fait d'ordre moral : l'individualisme. Le sentiment énergique de la personne qu'il excite d'abord, l'exaltation où il aboutit assez vite, le droit au bonheur dont il crée enfin l'illusion, n'apparaissent qu'adoucés et atténués dans un milieu social qui a des traditions prudentes, timides et conservatrices. Affranchies ou privées de ces contraintes, des jeunes filles, des femmes, et par elles,

la famille ont subi dans toute sa force l'assaut de l'individualisme. Du reste, ce n'est que par une série d'approches, par des progrès successifs et d'abord assez lents, que cette puissance, comme celle de l'argent, a pu se manifester tout entière, telle que nous la voyons aujourd'hui.

*
* *

Dans un pays qui n'avait connu si longtemps d'autre richesse, d'autre forme habituelle de la richesse, que la terre et les maisons, les mœurs étaient fortement imprégnées par le sentiment de la propriété, d'où résulte le goût de l'épargne. Ce goût implique de l'ordre, de la mesure dans les dépenses. Il suppose une particulière régularité des mœurs. Ainsi, il avait sa place et son rôle naturels parmi tant d'autres habitudes méthodiques et mesurées, dans ces familles bourgeoises qui mettent à profit les formes nouvelles de l'enrichissement. L'industrie, les mines, la mobilisation des capitaux créent de grandes fortunes. Mais les habitudes anciennes demeurent et ne permettent pas que l'afflux de l'argent culbute les règles essentielles de l'existence, touche aux principes qui font la famille solide et unie. Le luxe d'une de ces maisons opulentes, vers 1835 ou 1840, nous paraîtrait d'une pauvreté pitoyable. Il y a quelques années, un vieillard racontait que chez

son père, personnage considérable de la monarchie de Juillet, des soirées hebdomadaires étaient tout juste éclairées par quelques bougies, deux pour les joueurs de whist, les autres pour la table autour de laquelle les femmes brodaient en causant : vers neuf heures et demie, on passait des verres de sirop. Sans doute, la simplicité dont la famille de Louis-Philippe donnait l'exemple était partout imitée. Ce sont ces diverses raisons qui font que les nouveaux modes d'enrichissement, si rapides, si puissants, ne forment ni une nouvelle manière de vivre, ni même une nouvelle classe sociale. Il y a comme une absorption de l'influence de l'argent par l'influence des mœurs traditionnelles. La richesse élève une famille, lui acquiert de l'autorité et de la dignité, lui impose des devoirs charitables, mais ne change rien à sa constitution interne, ni à sa vie normale, entre les époux, entre les parents et les enfants.

Cet état commence à se modifier sous le second Empire : du moins, la richesse, qui se répand davantage, se montre, s'affiche un peu plus. Les vieux Parisiens, qui se rappellent leur ville avant les travaux d'Hausmann, en donnent un témoignage très frappant. Autrefois, la même maison réunissait des échantillons de toutes les classes sociales, depuis le riche propriétaire ou capitaliste du premier étage jusqu'à l'ouvrier des mansardes : ce rapprochement peut encore s'observer

dans des quartiers comme le faubourg Saint-Germain et l'île Saint-Louis, et dans les villes de province ; on aperçoit que la richesse y était contenue par le contact de la médiocrité, même de la misère, et que l'assistance y trouvait à s'exercer constamment, sans effort. La transformation de Paris a séparé les classes, en créant des quartiers réservés à la richesse, en refoulant vers les rues lointaines et vers l'enceinte les fortunes médiocres, les ouvriers, les pauvres. Dans les quartiers neufs aménagés pour elle, la richesse devait s'étaler davantage, et, par l'émulation spéciale que provoque l'argent, le luxe allait susciter de proche en proche un luxe toujours plus éclatant. D'ailleurs, vers le même temps, les fortunes se multipliaient avec les entreprises industrielles, avec les sociétés financières, avec la spéculation immobilière que déchaînaient les immenses travaux de voirie. Et, par réaction à la simplicité de Louis-Philippe, la Cour impériale donnait le modèle de la vie brillante et fastueuse. C'est alors que, pour maintenir ce train d'un bout à l'autre de l'année, la mode se répand des stations balnéaires — Dieppe, Biarritz — et des villes d'eau — Luchon, Vichy. Comme à Paris, comme dans les grandes villes, la richesse s'y manifeste avec plus de liberté, sous des formes plus voyantes. Toutefois, le prestige des fonctionnaires est encore intact : hors du cercle de la Cour impériale et des grands

personnages de l'État, ils sont peu fortunés ; leur existence est « honorable », comme on disait alors, mais modeste ; ils maintiennent ainsi, contre les tendances nouvelles du monde de la richesse, dont ils ne sont pas, les traditions bourgeoises.

C'est après 1880 que l'on aperçoit, ici comme pour la bourgeoisie moyenne, la secousse qui devait amener les changements décisifs. Les causes les plus diverses, les hommes les plus éloignés les uns des autres y travaillent dans un accord singulier. Les familles privées des fonctions publiques dirigent leurs enfants vers les « affaires ». Et, précisément, les affaires foisonnent : mines, métallurgie, transports, industries coloniales, etc. ; le commerce de banque s'étend prodigieusement ; la spéculation se développe sans mesure. En s'emparant du pouvoir, lui et son parti, Gambetta reprend le mot de Guizot : il veut créer une bourgeoisie républicaine et dit à ses amis : « Enrichissez-vous... — c'est-à-dire, gagnez de l'argent, qui est la condition première d'une bourgeoisie stable. »

A ce moment, aussi, des hommes d'excellentes intentions, mais d'une bonne foi par trop ingrate, s'en prennent à la culture classique dont ils sont les plus parfaits représentants. Ils découvrent que les jeunes Français sont des êtres superficiels et inutiles ; ils regardent avec envie les Anglo-Saxons ; ils veulent à tout prix que notre pays renonce aux vieilles méthodes du latin et du grec, que notre

Université se mette à former des hommes pratiques ; ils emploient enfin toutes les ressources de clarté, d'ingéniosité, d'éloquence qu'ils tiennent de l'éducation traditionnelle à démontrer que cette éducation doit être abandonnée. Ils sont écoutés, surtout dans le monde des familles anciennes, embarrassées de trouver pour leurs fils des carrières fructueuses.

Ainsi, de toutes parts, l'élan est donné. Il faut faire fortune. Et le mot n'a plus la signification de jadis, où la fortune était représentée par quelques centaines de mille francs, où le titre de millionnaire figurait la richesse. Le loyer de l'argent a baissé, les prix ont augmenté ; un millionnaire n'a que trente à quarante mille francs de rente : c'est l'aisance et rien de plus. De même qu'on recommande à notre admiration l'énergie positive des Anglo-Saxons et des Américains, c'est à la richesse américaine que l'on pense, — sinon aux milliardaires, du moins à ceux qui sont plusieurs fois millionnaires : il est nécessaire, désormais, d'avoir beaucoup d'argent pour se dire riche.

Depuis une dizaine d'années, les fortunes de cet ordre se sont édifiées ; un essor général de la prospérité publique les a favorisées : charbonnages ou phosphates, pétroles, automobiles, industries métallurgiques, valeurs étrangères, la hausse a été partout et dans la proportion du simple au triple, au quintuple ou davantage. « Les affaires », au

sens courant, c'est-à-dire les opérations des banquiers, des courtiers, des intermédiaires de toute sorte ont contribué à l'enrichissement, et la spéculation a fait le reste. A défaut de fortunes assises et durables, tout ce mouvement mettait d'ailleurs en une foule de mains de l'argent gagné très vite et sans beaucoup de peine, de cet argent qui se dépense aussi facilement qu'il est venu, et qui permettait donc de suivre le train nouveau de la richesse.

Il y a, en effet, un train nouveau : on l'a vu se mettre en marche, et tout ce qu'on peut en dire de plus exact, c'est qu'il est américain, lui aussi. On le dirait copié sur celui des milliardaires de New-York. Il consiste essentiellement à grouper les personnes riches et à leur imposer un genre de vie, dont l'objet est avant tout de montrer la richesse. Cette ostentation se manifeste d'abord dans la maison même : le nombre des loyers qui dépassent 10 000 francs s'est multiplié depuis dix ans. Les tapisseries, meubles anciens, objets d'art sont recherchés par tant d'amateurs que leur prix s'est élevé sans mesure. Le nombre des domestiques s'est augmenté pareillement. Et l'existence enfin, celle de la ville, celle des stations d'hiver ou d'été, celle du voyage, se compose de rites aussi nécessaires que follement coûteux : car ils ont toujours pour but d'attester la richesse. Mais c'est le luxe des femmes, c'est la vie qu'elles doivent

mener qui symbolisent le mieux ces habitudes nouvelles ; c'est par là aussi que la famille est directement atteinte.

Il est tout à fait américain de figurer, par la toilette d'une femme, par ses bijoux et ses fourrures, la réussite du mari. Ce n'est peut-être pas l'idée française. Le luxe des femmes semble s'être développé, répandu par contagion. A ce degré de recherche et d'éclat, c'est une occupation en même temps qu'un souci de tous les jours : il faut le préparer d'abord, le montrer ensuite, et l'existence y passe presque tout entière. On pense à une perpétuelle comédie qui prend aux comédiens toutes les heures de la vie, d'abord pour qu'ils la répètent, ensuite pour qu'ils la jouent. C'est en effet une représentation perpétuelle, où l'important est de bien tenir son rôle, le rôle qui consiste à montrer partout où la règle l'exige, les perles, les fourrures, les plumes, signes certains de la richesse. L'existence tout entière s'organise donc pour ce résultat, et il est bien vrai, comme on s'est amusé à le faire remarquer, que les femmes vouées à ce genre de vie se distinguent à peine des comédiennes de profession. Est-il besoin de chercher ce qui peut leur rester de loisirs pour leur famille, le mari et les enfants ? Elles subissent deux nécessités qui sont pareillement exclusives et du devoir et du sentiment familial : elles doivent vivre hors de chez elles, ou ne rester chez elles que pour

recevoir ; elles doivent porter tous leurs soucis à ces rites nombreux et divers de la richesse qui ne souffrent pas de distraction. Quand même les forces physiques ne s'épuiserait pas à des occupations si absorbantes, l'esprit ne saurait garder son attention dispose, ni le cœur sa sollicitude pour des intérêts étrangers et même opposés à ceux de cette existence. La famille se dissocie naturellement, faute d'un lien pour rester unie. Il y a un mari, une femme, des enfants juxtaposés : il n'y a pas de famille, parce que la femme ne peut absolument pas tenir à la fois et le rôle exclusif que le train nouveau lui impose, et le rôle d'épouse et de mère. C'est comme un état négatif qui comporte en soi une singulière sécheresse, qui est néfaste surtout par l'exemple. Encore est-ce mettre les choses au mieux que de parler du mari, des enfants à propos des femmes de ce monde trop riche, et riche exclusivement. Comme ces ménages du XVIII^e siècle, où il était convenu d'un accord tacite que chacun garderait sa pleine liberté, il arrive que ces sortes de mariages tournent à l'association de parade qui laisse chacun des époux libre de sa vie sentimentale et amoureuse. Quant aux enfants, ils peuvent être l'objet d'une affection singulière, à la fois distraite et passionnée. Mais le plus souvent il n'y a qu'un enfant ou il n'y en a pas. C'est dans cette classe que le mal de la dépopulation exerce tous ses ravages, alors que

la grande fortune devrait encourager le plus beau de tous les luxes, celui d'une nombreuse famille. En cela, notre monde de la richesse imite trop exactement la mode américaine. On n'a pas oublié de quelle éloquence indignée M. Roosevelt, à la Sorbonne, s'emportait contre les peuples qui n'ont plus le courage de mettre au monde et d'élever des enfants ; ces reproches, qui retentissaient à Paris et devant un public français, il les adressait d'abord à ses compatriotes, au monde américain de l'extrême richesse : il pouvait aussi bien le diriger contre les femmes françaises de la même classe. La fortune, qui a permis naguère à la famille bourgeoise de s'épanouir et de se fortifier, est devenue aujourd'hui le mal dont la famille, dans la bourgeoisie très riche, languit et meurt.

*
* *

Tout à l'opposé, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, les mêmes phénomènes économiques — l'essor industriel, l'activité des mines, des usines, de la circulation — ont développé des conséquences non moins funestes à la femme et donc à la famille. La femme du peuple ne connaissait jadis, et depuis si longtemps, d'autre occupation que celles de son ménage ou celles d'un petit commerce qui la retenait dans sa maison. La nouveauté qui résulte tout de suite des grandes découvertes du *xix^e* siècle,

c'est qu'elle est attirée hors de chez elle : elle travaille et elle vit au dehors, à l'atelier, à l'usine, car elle est assurée d'y gagner de l'argent. Le changement est considérable. Ce n'est pas le seul.

L'industrie a transformé les villes anciennes et créé des villes nouvelles. En un siècle, la population de Paris a quintuplé, de 500 000 habitants à deux millions et demi. Le même accroissement se constate dans les centres industriels du Nord, de l'Est, du Centre. Des villes comme Roubaix ou comme Saint-Étienne sont nées, exactement, de l'industrie. Une population si nombreuse, et surtout ouvrière, se fait son genre d'existence qui ne ressemble en rien à celui, ni des campagnes, ni des villes moyennes ou petites. On dirait que, dans cette cohue où il pulule, l'être humain perd, par l'effet du nombre, quelque chose de sa dignité et de sa responsabilité. Il n'est qu'une unité confondue dans la masse, et de là vient une particulière insouciance touchant sa destinée la plus prochaine, celle même du lendemain, et sa conduite, et sa moralité. La fatigue spéciale au travail de l'atelier, la promiscuité, les excitations de toute sorte achèvent de détourner ce qui pourrait rester de soucis immédiats ou lointains vers le besoin d'une distraction brusque et violente. L'alcool satisfait à ce besoin, et le plaisir du « comptoir » qui offre sa lumière, sa chaleur, sa gaiété, au sortir de l'usine. Les séductions sont plus nombreuses que partout ailleurs ; faut-il parler

même de séduction ? L'instinct joue librement : une fille se donne comme les autres se sont données avant elle, souvent dès qu'elle est nubile, et les enfants naturels se multiplient, de même que les unions libres. Il y a pis encore : il y a le vice et le crime. Les grandes villes ne leur sont que trop favorables. Et par une complaisance qui résulte encore de cette démission du sens moral, propre aux agglomérations excessives, il arrive que des ménages honnêtes subissent, sans gêne et sans résistance, le contact des êtres déchus ou tarés. Le mal, ici, se complique par la difficulté du logement. Dans ce qu'on appelle si justement le taudis, dans l'infecte bâtisse où grouillent, par centaines, les ménages ouvriers, ces contacts sont inévitables, et l'exemple le plus redoutable s'exerce sans contrainte sur ceux-là mêmes qui paraîtraient ne pas pouvoir le supporter.

On se demande ce que de telles conditions d'existence ont pu faire de la femme du peuple. Elle est devenue ouvrière par l'attrait irrésistible du salaire à gagner, de la pièce d'argent. Jadis, elle travaillait pour conserver, pour économiser, et le mari seul gagnait. Maintenant, elle peut gagner, elle gagne aussi. Seulement, il faut qu'elle sorte de la maison, et tout le danger est là. C'est pour elle un sort privilégié que d'atteindre encore pure à l'âge du mariage : à l'atelier, à l'usine, elle a été courtisée ; elle en a vu tant d'autres succomber ; elle

les a imitées trop souvent. Bien heureuse, ensuite, si l'amant ne l'abandonne pas avec un ou plusieurs enfants, s'il l'épouse, ou même s'il accepte de vivre avec elle. La vie du ménage commence très tôt pour elle. Et c'est, mêlée à celle du travail, une existence extrêmement pénible. Il faut dire, à l'honneur de ces femmes, qu'elles y déploient un courage, une volonté admirables : qu'elles aient seulement la chance de rencontrer un travailleur sobre et régulier, elles viendront à bout de leur tâche : elles trouveront le temps et la force, malgré l'atelier, de tenir les enfants propres, la maison en bon état. On est émerveillé de voir, dans l'élite de ce monde ouvrier, les prodiges que réalise la femme active, ingénieuse, économe, appuyée sur l'homme qui travaille et ne boit pas.

Aussi bien est-ce là, comme dans un terroir patiemment cultivé, que se prépare, grâce à ces efforts incessants, à ces qualités d'ordre et d'énergie, la moisson de ceux qui s'élèveront au-dessus du peuple proprement dit et viendront accéder à la bourgeoisie. Mais c'est une élite et qui ne se constitue que par l'effet d'une volonté sans défaillance. Dans la masse, les défaillances, et de toute espèce, alternent avec la sagesse et la bonne conduite. Une ville industrielle en pleine activité voit ainsi les ménages d'ouvriers vivre tout un temps d'insouciance : on a de l'argent ; on ne se refuse rien. Vienne le chômage : c'est tout à coup la

misère — et la plus affreuse. Un homme, qui n'est ni méchant ni buveur, se laisse entraîner volontiers, les jours de paye, à boire avec des camarades ; quand il rentre, il est ivre, sa poche est à moitié vide, il bat sa femme et ses enfants. Alors, pour faire marcher le ménage, c'est son salaire, à elle, qui doit suffire. Il arrive pis encore. D'autres maris ne se contentent pas de dépenser leur propre gain : ils s'emparent aussi de celui de la femme ; il ne reste rien ; la femme a travaillé, s'est épuisée pour rien. A ce point d'égoïsme féroce, le mari n'a plus qu'une vilenie à consommer, c'est de quitter femme et enfants, et de s'en aller. Il en vient là trop souvent, après une certaine durée de ménage, quand la femme a vieilli par l'effet de l'âge et d'une vie trop dure. Il en préfère une plus jeune et plus fraîche : il s'en va. Elle, après quelque temps, demande le divorce. La quantité de divorces motivés par l'abandon du mari est vraiment effrayante. Parfois, la femme se remet en ménage avec un autre homme. Parfois aussi, c'est elle qui s'en va, excédée.

* * *

Ce sont les méfaits les plus frappants de la vie industrielle et de la trop grande ville. On ne saurait nier que la liberté des cabarets et la loi du divorce y ont grandement ajouté. Le

pire ennemi des ménages ouvriers, c'est l'alcool qui absorbe le salaire, qui enrage le mari, quand il ne gâte pas à la fois le mari et la femme, qui prépare enfin des enfants dégénérés, rachitiques et tuberculeux. Et tandis que l'alcool fait son œuvre rongeuse sur la santé, sur la vaillance, le divorce est là, si facile, si tentant, une porte qu'on n'a qu'à pousser : devant un tribunal comme celui de la Seine, les divorces par défaut se présentent aux magistrats comme le grain au meunier ; la justice est débordée ; c'est à peine s'il lui reste le temps de moudre automatiquement ces affaires toujours pareilles : mari disparu, renseignements du commissaire qui le constatent, jugement qui rompt le mariage. Encore on en est à se plaindre que la machine soit lente ; on reproche à l'assistance judiciaire de ne pas accueillir plus de demandes.

A coup sûr, la loi du divorce n'était pas destinée à de tels abus, de même que la loi sur les débits de boissons n'avait pas pour objet de propager l'alcoolisme. Mais l'une et l'autre contenaient en germe les résultats qui se découvrent aujourd'hui. Le tort de ceux qui les votèrent fut de ne pas le comprendre. A cette heure, on sait combien il est difficile d'essayer quelques restrictions. Pour l'alcoolisme, qu'on veuille restreindre le nombre des débits, qu'on tente de surtaxer les boissons, aussitôt l'armée des débitants se

dresse, se mobilise, et le Parlement s'incline devant leur volonté. Quant au divorce, on risque l'accusation de cléricalisme dès qu'on parle de le rendre moins facile. Cependant il y va, sur l'une et l'autre de ces graves questions, du sort même de la classe ouvrière : l'alcool la décime, et le divorce y anéantit la famille au gré d'un caprice. Ce ne serait pas trop demander à une société démocratique où le pouvoir appartient au nombre, que de protéger la vie physique et morale de ceux qui sont précisément le nombre. Il est bien de veiller à l'hygiène des travailleurs dans l'usine, dans la forge, dans la mine : il serait meilleur de la préserver dans la mesure du possible, à l'heure où le travail cesse, et d'empêcher, du moins, qu'à chacun de ses pas l'ouvrier soit comme harcelé par la tentation du comptoir. Il est bien de garantir la femme contre la fatigue et la misère, dans la période critique de la grossesse; il est excellent de la guider dans les soins à donner au nourrisson ; il serait meilleur de ne pas l'exposer, dès qu'elle a perdu sa fraîcheur et sa jeunesse, à se voir laisser seule, avec ses enfants, par un mari qui *sait* qu'il n'a qu'à partir pour devenir libre et pour se remarier. L'alcool peut être, par accident, un tonique : il ne doit pas devenir la boisson de tous les jours. Le divorce est une sanction exceptionnelle : il ne doit pas devenir l'aboutissement normal du mariage.

L'expérience est ici convaincante : elle manquait aux hommes de bonne foi qui, par amour des grands mots, par illusion optimiste sur la nature humaine, ont déchainé ces fléaux à travers la classe ouvrière ; elle se heurte aujourd'hui à des intérêts encore tout-puissants, ou à un esprit de système qui s'inquiète essentiellement d'abolir la famille. Du moins sur d'autres points, et de grande importance, elle a également persuadé les esprits les plus divers. Parmi les dangers qui semblent guetter la jeune fille ouvrière, il a paru que celui de l'abandon après la séduction serait diminué si les formalités du mariage étaient réduites à l'indispensable. M. l'abbé Lemire, qui connaît si bien la psychologie du monde ouvrier, a décidé le Parlement à simplifier ces conditions, trop complexes, trop difficiles. La majorité matrimoniale a donc été abaissée pour les hommes ; à vingt et un ans, ils pourront se marier sans consentement ; ou, du moins, ayant sollicité le consentement de leurs père et mère, ils pourront passer outre au refus. A défaut de parents, ils ne seront pas arrêtés comme autrefois par la difficulté de recourir aux aïeuls ou de fournir jusqu'à huit actes de décès. Cette réforme est excellente et paraît donner, par la plus grande fréquence des mariages, les résultats espérés.

Un autre péril menace la femme ouvrière, on l'a vu : c'est que le mari, brutal, ivrogne,

tyrannique, ne mette la main sur le salaire qu'elle a gagné. Un abus si révoltant a fini par émouvoir le Parlement, et, le 13 juillet 1907, une loi est venue donner à la femme ouvrière la libre administration de son salaire. Déjà elle pouvait, sans autorisation maritale, se faire délivrer un livret de caisse d'épargne à son nom, déposer et retirer des fonds ; mais le droit du mari restait intact, d'exercer son pouvoir d'administrateur et d'exiger la remise de l'argent déposé. La loi du 13 juillet 1907, par une heureuse transaction, respecte en principe le droit du mari qui seul peut disposer du patrimoine commun et donc des gains tombés dans ce patrimoine ; mais elle réserve à la femme la liberté d'administrer ce qui provient de son travail. Ainsi la femme ne risquera plus d'être dépouillée après une vie de labeur, comme il lui arrivait jadis dans les mauvais ménages. C'est bien pour les mauvais ménages que cette loi rendra les plus grands services.

Dans les autres, elle favorisera seulement l'esprit d'épargne qui s'y développe si vite pour peu qu'il ne soit pas paralysé par le désordre de la conduite ou par le fâcheux hasard des maladies et du chômage. Les bonnes, les belles qualités ne manquent pas ici ; et c'est parce que ces femmes ouvrières en sont abondamment pourvues que, malgré l'atelier qui les attire hors de la maison, malgré la grande ville qui leur

inflige les pires exemples, malgré les faiblesses ou la grossièreté du mari, elles maintiennent le mariage et la famille où tendent et se satisfont tous leurs désirs.

* * *

Il est vrai, malheureusement, qu'en outre des obstacles ou des troubles qui viennent de la vie industrielle, de l'alcoolisme, du divorce, un danger tout nouveau se révèle. Des congrès récents ont dénoncé la propagande néo-malthusienne et montré, dans une ville comme Roubaix, l'abaissement rapide de la natalité. Des affaires récentes ont dévoilé que la clientèle des « faiseuses d'anges » s'étendait, même parmi des ouvrières et des mères d'une conduite d'ailleurs irréprochable. A cette heure, et si étrange que cela paraisse, la jurisprudence ne trouve pas dans la loi des armes contre la publicité qui est la cause première, et de la propagande, et de son succès : dès lors que l'annonce ne prend point une forme outrageante pour les bonnes mœurs, elle échappe, quels que soient son objet et sa substance, à toute répression. Une telle impunité est trop redoutable pour que le Parlement ne la fasse pas cesser. Il faut prendre garde ici que l'insouciance des pouvoirs publics deviendrait une faute d'autant plus grave que ses victimes sont des créatures plus dignes

d'intérêt. Une grande sollicitude s'est éveillée, depuis une douzaine d'années, touchant l'hygiène et la sécurité des travailleurs : elle n'a pu triompher encore, on l'a vu, de la coalition nouée entre les fabricants et les débitants d'alcool ; du moins elle est excellente en soi : elle a rendu l'atelier plus sain ; elle réussira peut-être à résoudre le problème des habitations ouvrières. Mais n'est-il pas remarquable qu'elle limite l'effort aux questions qui ne touchent que le bien-être matériel ? Il semblerait que, dans ce monde ouvrier, tout souci moral, et aussi tout danger moral soient comme inexistants. C'est faire trop bon marché de l'âme populaire qui exige, autant que la santé physique, des ménagements et du respect.

On discerne ici des vues trop superficielles ou trop systématiques. La phrase célèbre : « Il faut de la religion pour le peuple ! » a été combattue avec une extrême violence, au nom de la liberté de pensée dont le peuple ne saurait être privé. La formule était assurément fâcheuse. Mais dans son énergie maladroite, elle recélait une double vérité : la première, c'est que la morale traditionnelle trouvait dans un dogme indiscuté un fondement qu'il n'est pas facile de remplacer ; la seconde, c'est qu'une religion, malgré les excès qui peuvent être commis en son nom, offre à la fois une consolation et une élévation ; suivant le mot admirable de Maurice Barrès, les églises demeurent, pour les

humbles, les sanctuaires de vie spirituelle où ils s'égalent aux penseurs les plus nobles. Un mouvement politique et philosophique s'est fait contre les idées religieuses ; il a éloigné des temples une foule qui, par habitude, si l'on veut, aurait sans doute continué d'y porter ses pas. Qu'a-t-on essayé cependant, pour donner à l'âme populaire et les raisons de la morale, et l'aliment spirituel ? On n'a rien tenté, et on ne pouvait rien tenter. C'est une perte sèche, même pour les plus indifférents que l'idée d'une vie suprasensible imprégnait bon gré, mal gré.

Du moins, s'il n'est pas possible de réparer cette perte, est-ce un devoir de réprimer les excitations pernicieuses ; la puissance publique est mal faite pour enseigner la morale, cela n'est que trop certain ; mais elle peut et doit empêcher que la morale soit outragée. Il lui appartient de nettoyer la vue de toutes les images salissantes, et de veiller, comme pour une maladie contagieuse, à la prophylaxie des théories contraires à la conception. C'est son intérêt primordial de protéger la pureté des filles du peuple, et de défendre les femmes contre une propagande dont elle aurait elle-même à souffrir. Le sort de la famille ouvrière et l'avenir du pays en dépendent pareillement. Il y a là pour l'État un rôle nouveau, qui résulte de la vie industrielle et des agglomérations urbaines. C'est bien parce que cette vie entraîne les femmes au dehors,

les expose à des promiscuités de tous les jours, les soumet à ces entraînements du conseil et de l'exemple où triomphent les plus hardies, qu'autour d'elles il faut une plus grande vigilance.

* * *

Le monde de la grande richesse est assez nettement limité, celui du travail industriel ne l'est pas moins, et l'on suit donc facilement les effets qu'a produits dans l'un et dans l'autre, sur la femme et sur la famille, la métamorphose économique du *xix^e* siècle. Quant à la révolution morale qui s'est faite par l'individualisme, il semble qu'elle ait agi autrement. Elle n'a pas abattu l'édifice ancien pour reconstruire un bâtiment neuf. Elle s'est insinuée partout comme une eau qui va s'infiltrant, dès qu'elle trouve la moindre fissure : on l'aperçoit très loin de sa source et de son lit, sans comprendre d'abord par quels passages souterrains elle a pu se glisser. On voit ainsi l'individualisme rouler en liberté à travers une couche sociale où son chemin était ouvert d'avance ; mais on le reconnaît aussi, à des traces plus ou moins profondes, dans toute l'étendue, dans toutes les parties de notre société. Il est infiniment subtil et prompt. Une occasion lui suffit. Par le livre, par le journal, par la formule qui se répète de bouche en bouche, il pénètre

dans les maisons les plus sévères, dans les villages les plus reculés.

A vrai dire, il rencontrait en notre pays des natures admirablement disposées pour l'accueillir. L'influence extraordinaire de Rousseau est venue surtout de cet accord préalable. Il semble, en effet, que le caractère habituel des Français marque assez fortement cette tendance commune à tous les hommes, qui est de considérer les désirs et les besoins de leur personne avant de songer à ceux de la société. Tout être humain est essentiellement individu, accessoirement, et par nécessité, membre d'un groupe social. Cependant les Français ont montré, par le courage militaire, par la générosité, par le dévouement aux malheureux, un complet oubli de soi, et nul ne leur conteste, en même temps que ces vertus, les plus précieuses qualités qui donnent à la vie sociale de l'animation et du charme. Mais si longtemps dépourvus de l'individualisme raisonné, froid et résolu, tel qu'il existe chez les Anglo-Saxons, ils en ont cultivé toujours un autre, et ils l'ont poussé à son paroxysme : celui de l'amour-propre. On aurait tort d'en médire : c'est un ressort d'une puissance incomparable, et il suffit, pour en convenir, de voir comment Napoléon I^{er} sut le faire jouer. Toutefois, capable de déterminer les plus grandes actions, il sert aussi bien à exalter le sentiment de soi le plus dangereux pour la société. Qu'est-il

de plus dangereux que la conviction individuelle d'une excellence, d'une supériorité, en vertu de quoi chacun s'accorde à soi-même une confiance absolue, et nul ne saurait accepter ni discipline, ni hiérarchie ? La philosophie de Rousseau fournit à cette conviction la force d'une éloquence passionnée et les arguments de la logique la plus abstraite, la plus dédaigneuse des réalités. Son œuvre est comme un arsenal de guerre plein d'armes, de munitions, d'explosifs, où quiconque veut lutter contre la société peut se pourvoir abondamment. Son génie ne satisfait pas seulement l'amour-propre individuel ; il ne se contente pas de révolter ainsi l'individu contre le lien social ; il flatte et caresse si bien la sensibilité qu'il crée dans les âmes les plus pures une équivoque : puisque la nature est bonne, n'est-ce pas qu'on doit l'écouter, et n'est-on pas assuré de bien faire, dès lors qu'on l'écoute, fût-ce à l'encontre d'une convention, d'une règle établie ?

A peine Rousseau avait-il emporté ses premières victoires, — victoires brillantes et sérieuses à la fois, de mode et d'enthousiasme véritable, — qu'il triompha tout à coup sans mesure dans les lois et l'esprit de la Révolution. Pour ce qui est de la vie civile et de la famille, cette conquête amena très vite le divorce ; plus exactement, elle le déchaîna : presque tout de suite, le droit sacré de l'individu comprit aussi bien sa fantaisie. On divorçait sans

raison, et simplement parce qu'on en avait envie ; le récit pittoresque du divorce de Talma, qu'a laissé M^{lle} Fusil, semble raconter une partie de plaisir : les époux se quittaient sans rancune et sans hypocrisie, de même qu'ils s'unissaient sans illusion sur la durée d'un mariage qu'il n'était plus possible de prendre au sérieux.

Mais les temps n'étaient pas révolus, et cette invasion du droit individuel dans le mariage et la famille fut ensuite sévèrement refoulée. Elle reparut, moins brutale, infiniment séduisante sous la forme des fictions romantiques. Offrir à l'avidité des âmes jeunes la griserie du rêve sentimental qu'elles ne parviendront pas à épuiser, persuader les femmes, aux heures languissantes des après-midi et des soirs d'été, qu'elles souffrent de n'être pas comprises, ce fut la merveilleuse invention du romantisme. Aux jeunes gens et aux femmes il apportait le breuvage enchanté qui fait des aspirations les plus folles un signe de noblesse, qui poétise le dégoût de l'effort et l'ennui de la contrainte, qui pare de beauté toutes les défaillances, qui transfigure le moi en divinité. Profondément humains, quoi qu'on en ait dit, les romantiques ont senti, mieux que nul ne l'avait fait avant eux, les langueurs et les exaltations que subit trop souvent le cœur des femmes ; mais, loin de proposer contre ces crises le remède pratique de l'activité ou

l'hygiène morale de l'altruisme, ils les ont aimées pour elles-mêmes et ils les ont fait aimer. Ainsi s'est insinué l'individualisme sentimental. Ses effets les plus sûrs sont de rendre bien pesant le lien du mariage, en même temps que de fournir l'excuse la plus flatteuse à celles qui s'en veulent affranchir. Le roman de Flaubert est l'histoire véridique d'une femme qui symbolise l'exaltation du moi. Les procès de séparation en offrent des exemples pareils. La littérature avait touché, ici, un point vif de la sensibilité : désormais le droit de la personne s'oppose à la convenance sociale ; le droit de l'amour et de la passion s'oppose aux devoirs du mariage.

Plus tard, avec le rétablissement du divorce, cet essor individuel devait prendre une force brusquement accrue. Certes, l'influence directe des romantiques avait un peu faibli ; mais elle revenait, plus active et plus étendue, par un détour. Les Russes ont proclamé qu'ils étaient redevables à George Sand de leurs idées sur le droit individuel et sur l'indépendance des femmes. On ne lisait déjà plus George Sand vers 1884, mais on lisait avidement les Russes qu'elle avait formés. Et c'est alors que l'individualisme a repris un élan nouveau pour se manifester, cette fois, par des effets multiples.

Il représente encore, comme au temps des romantiques, le droit de l'amour. Mais le sentiment

et la rêverie ne servent plus à le déguiser. Une femme ne se dit plus incomprise ; un homme n'invoque pas l'égarement d'une passion fatale. Ils se bornent à déclarer qu'il est inutile d'endurer la charge d'un mariage fâcheux et qu'il est plus expédient de reprendre chacun sa liberté : car chacun doit, avant tout, jouir de la vie. Si l'on s'en rapportait seulement à la littérature, et surtout à celle du théâtre, on pourrait croire que ce cynisme est coulé pour jamais dans les mœurs. Les statistiques du divorce prouvent le contraire. C'est un état d'esprit et c'est une conduite qui existent assurément, mais à Paris et dans un monde restreint encore où, d'ailleurs, l'afflux des étrangers interdit de chercher l'histoire intégrale de la famille française. Toutefois, que le droit de la personne — droit à l'amour, droit au bonheur — soit si hautement vanté, si furieusement revendiqué à la scène ou dans le livre, et qu'il cause de trop nombreux divorces, c'est un fait ; c'est aussi une menace grave contre la famille. Il faut tenir compte ici de la loi d'imitation : l'action du théâtre est inouïe dans notre pays ; encore à Paris ne fait-on que s'en divertir ; combien de provinciales, incertaines, vaguement tourmentées, peuvent prendre pour la vérité, la vérité de Paris, la pièce qu'elles voient jouer ? Les divorces ont aussi comme un attrait de scandale. Il est assez connu que la contrainte la plus légère devient

presque odieuse quand on voit autour de soi d'autres s'en affranchir.

* * *

L'individualisme de la fin du ^{xix}^e siècle a revêtu des formes moins redoutables, et riches en promesses pour l'avenir. Les hommes n'y ont guère contribué et en ont peu profité : aussi bien avaient-ils déjà, célibataires, une complète liberté ; mariés, l'activité indépendante qu'impose la tâche de nourrir la maison, — sans compter la tolérance traditionnelle qui excusait les écarts de leur conduite, quand la dignité de la femme et la prospérité de la famille ne risquaient pas d'en souffrir. Ils n'avaient ainsi presque rien à conquérir. Les femmes, au contraire, avaient presque tout à gagner, et c'est pourquoi l'individualisme le plus récent s'est appelé justement *féminisme*.

Il faut prendre le mot au sens le plus compréhensif. Il définit d'abord cette tendance générale qui cherche à donner aux femmes une conscience plus forte de leur personne, qui, par suite, dans le mariage, veut supprimer le devoir d'obéissance et leur attribuer un rôle égal à celui du mari pour la direction de la vie conjugale ; c'est avant tout l'individualisme d'amour-propre, le plus naturel, le plus vigoureux, et, comme tel, il a pénétré partout. On ne saurait y voir un élément de concilia-

tion et d'entente : il a pu suffire, plus d'une fois, à pousser à l'extrême des différends qui auraient dû s'apaiser aussitôt. Mais il est vrai que les maris s'en sont assez bien accommodés, tantôt par le respect le plus sincère, et souvent par une certaine crainte des responsabilités et des embarras, qui fait accorder à la liberté des autres des égards dont on profite pour sa propre tranquillité.

Si c'est là le féminisme le plus actif, celui qui s'est fait le mieux connaître sous ce nom est un système — non pas seulement une tendance — qui revendique les droits de la femme pareils aux droits de l'homme. Par là, il faut entendre une condition juridique dans le mariage et une condition civile et politique dans la société, égales à celles des hommes. Ces revendications n'intéressent pas au même degré toutes les femmes et le succès que certaines ont obtenu n'est que d'une utilité très restreinte. Quand le féminisme s'occupe de l'épouse et de la mère, il agit évidemment pour toutes les Françaises ; ainsi la loi de 1891, qui assure à chaque époux l'usufruit de la moitié des biens de l'époux prédécédé, est d'intérêt général pour les femmes ; de même, la loi de 1896 qui confie après le divorce, à l'époux qui l'a obtenu, la garde des enfants, le droit de consentir à leur mariage ; de même encore, la loi qui a permis aux femmes de se faire remettre un livret de caisse d'épargne. Toutes peuvent bénéficier de ces lois. Par contre, que l'accès du

Barreau leur soit ouvert, qu'elles puissent concourir au Prix de Rome, quelques-unes seulement en profiteront. Il n'est pas sûr que les féministes les plus ardentes distinguent ainsi, dans leurs efforts, ceux qui procureront une utilité profonde et générale, ceux qui serviront des intérêts particuliers et limités. On aperçoit par là qu'aussi bien le féminisme sert une double cause, celle des femmes, celle des féministes proprement dites. Tout ce qu'il a fait pour la première est marqué jusqu'à présent au coin de cet esprit pratique où se reconnaissent l'immense majorité des Françaises. Ces lois sur l'usufruit, sur le droit de la mère, sur les caisses d'épargne, — de même qu'on l'a vu précédemment pour la loi de 1907 sur le salaire des femmes mariées, — entament sans doute le droit ancien du mari ou de ses parents proches, mais dans une pensée de justice et pour des fins très sages qu'elles ont su atteindre. Elles sont donc excellentes, et on ne voit pas que ni le mariage, ni la famille en éprouvent le moindre dommage. Le féminisme ne serait pas moins heureux dans ses résultats, s'il réussissait à persuader les jeunes filles et les femmes qu'elles doivent justifier, par des mérites nouveaux, l'égalité qu'elles tendent à établir. Cette égalité est mieux que certaine dans la littérature et les arts ; dans le monde du petit commerce, la femme égale presque toujours le mari ou le dépasse, par

l'activité, la prévoyance, l'adresse ; à la campagne enfin, la paysanne, toujours soumise à l'époux, lui donne à la maison ou même dans les champs l'aide d'un travail aussi acharné que le sien. Mais dans la bourgeoisie aisée ou riche, sinon très riche, les bénéfices de l'indépendance et de l'égalité semblent avoir été tout de suite recueillis, sans grande compensation. A coup sûr, la culture intellectuelle est meilleure ; elle n'est pas suffisante : après les études qui cessent vers dix-sept ans, c'est brusquement le repos et le repos définitif, alors que les hommes commencent à cet âge l'effort le plus sérieux et qui durera toute leur vie. On ne demande pas de faire, de ces jeunes filles, des pédantes ; mais le travail de leur jeunesse pourrait se poursuivre, se mûrir, porter tous ses fruits : celles qui se sont plu à le continuer ainsi en ont tiré de merveilleux profits. Du moins il s'est formé, depuis que le féminisme a vraiment organisé son action, un monde nouveau, celui des travailleuses intellectuelles. Le mariage est plus difficile, et beaucoup de jeunes filles, d'ailleurs, ne pensent pas, comme leurs devancières, qu'elles doivent se marier. Cependant, il faut vivre, donc gagner sa vie et travailler.

Cet élan mérite le respect et même l'admiration. Il aurait seulement besoin de s'ordonner : parmi les professions où les femmes se sont précipitées, un choix est nécessaire, ou plutôt une sélection se fera : les doctresses ont un avenir, les avocates

semblent n'en pas avoir. Il ne faudrait pas, au surplus, que cette belle activité où les femmes trouvent d'abord un gagne-pain, cessât tout à coup dès qu'elles trouvent un mari. Le fait n'est pas rare, et il est arrivé souvent que la même jeune fille qui a su lutter avec vaillance pour elle-même, abandonnât soudain à l'homme, au mari, — suivant la vieille conception — la charge de les faire vivre tous les deux. Et c'est peut-être une très bonne résolution. C'est peut-être aussi un acte de fâcheuse faiblesse. A défaut de dot, le mari a pu considérer que le travail de sa femme contribuerait à supporter les charges du ménage. Il y a là comme un engagement tacite et qui doit être tenu. C'est bien ainsi que le comprennent tant de femmes qu'on voit donner au mariage cette forme moderne et féministe dans le sens le plus noble du mot : une association, une collaboration, où, à l'égalité nouvelle des conditions, répond une égalité nouvelle des efforts. Ce sont là, dira-t-on, des cas isolés ? Ils le sont de moins en moins. Ils se multiplient dans le monde universitaire ; ils sont chaque jour plus nombreux parmi les employés de commerce.

Est-ce à dire que ce souci nouveau de la personne — qu'il excite seulement l'amour-propre des femmes, ou qu'il les entraîne à revendiquer des droits, ou qu'il fasse d'elles les associées du mari, égales à lui dans l'effort journalier — laisse intacte l'idée du mariage et de la famille ? Ce serait invrai-

CHAPITRE IV

L'ENFANT DANS LA FAMILLE BOURGEOISE

L'effort du ^{xix}^e siècle pour améliorer le sort de l'enfant. — Instruction plus facile ; vie de famille plus douce : hygiène, sports, divertissements. — Noblesse de cette tendance. — Ses excès. — Soucis exclusivement matériels. — Indifférence morale. — L'enfant, devenu centre de la famille, ne trouve plus de discipline qui le contraigne. — Ruine de l'autorité paternelle. — L'enfant victime des soins exagérés qu'on prend de lui.

Avec la naissance de l'enfant, l'objet du mariage est accompli ; la famille s'est formée. Il faut faire vivre cet enfant, le nourrir, l'élever ; sa présence est une cause de préoccupations infinies, une source de joies constamment renouvelées. Les soins des parents et leur assistance se prolongeront jusqu'à ce qu'il devienne adulte, et souvent même bien après ; plus tard, dans la vieillesse ou dans la gêne, ils compteront à leur tour sur son assistance et sur ses soins ; ils attendront enfin de lui l'aide suprême et la pitié dernière à l'heure de la mort.

Depuis que le mariage existe, cette histoire ne semble pas avoir changé ; elle déroule dans un ordre qui paraît immuable les faits qui tiennent le plus intimement à la nature physique et morale de l'homme.

Cependant, si l'on compare une famille du premier Empire à celles d'à présent, on sent bien que la condition de l'enfant n'est plus la même ; cette famille de 1812 n'était pas davantage celle des comédies du XVIII^e siècle, ni celle de Molière. Depuis cent ans, les différences se sont d'ailleurs étendues plus vite et plus loin qu'elles n'avaient pu faire dans les siècles précédents ; car la nouveauté de ce XIX^e siècle est que le souci général, non pas seulement celui des parents, mais de l'opinion publique et de l'État lui-même, s'est porté d'une ardeur extraordinaire sur la personne et le sort de l'enfant.

On doit reconnaître encore ici l'influence de Rousseau, dont notre société moderne, après tant d'années, recueille pêle-mêle les idées généreuses ou pratiques en même temps que les utopies, et continue de subir l'éloquence passionnée. Il avait dit que les parents n'exercent l'autorité paternelle que dans l'intérêt de l'enfant. Il avait commandé aux mères de nourrir leurs enfants ; il avait donné pour l'hygiène du premier âge les conseils les plus intelligents et les plus utiles ; il avait voulu que l'enfant apprit toujours et de

bonne heure un métier manuel ; et la mode avait accueilli d'un bel enthousiasme ces remontrances véhémentes.

Après la Révolution, la mode était passée : allaitement maternel, hygiène, métier manuel, rien ne restait. Et pour la condition de l'enfant dans la famille, pour la mesure et l'exercice de la puissance paternelle, les excès des lois révolutionnaires faisaient souhaiter un retour aux anciennes habitudes françaises. Cette puissance paternelle est donc restaurée : de même que l'autorité maritale est l'armature du mariage, elle constitue l'armature de la famille. Comme l'autorité maritale, elle est d'ordre public, c'est-à-dire qu'aucune convention particulière, aucun abandon ne peut lui porter atteinte. Cependant les conseillers d'État de Bonaparte jugent préférable de ne pas lui fixer de règles ; et, après l'avoir proclamée, ils reprennent une idée chère aux pays de la France coutumière : ils laissent aux mœurs le soin de régler comment elle s'exercera. C'est donc ici l'usage qui servira de guide et de régulateur. Ainsi le pouvoir du père comporte qu'il ait l'enfant sous sa garde, qu'il décide de l'éducation, qu'il autorise ou défende le mariage, pour les filles jusqu'à vingt et un ans, pour les garçons jusqu'à vingt-cinq ans. En récompense, on accorde au père, et, de même, à la mère survivante, un bénéfice que les pays coutumiers ne connaissaient pas,

mais auquel les pays de droit écrit tenaient extrêmement : l'usufruit des biens personnels de l'enfant, jusqu'à ce qu'il ait dix-huit ans ou qu'il soit émancipé.

Un pouvoir ne se conçoit pas sans une sanction qui, en définitive, le fasse respecter. L'ancienne France avait, non pas une sanction, mais deux. Les lettres de cachet permettaient, avec l'autorité du roi ou seulement du lieutenant de police, de saisir et d'emprisonner le fils ou la fille rebelles ; le Parlement avait tenté vainement de contrôler cet arbitraire : l'absolutisme des mœurs politiques encourageait le despotisme domestique. Ce n'était pas tout ; le père disposait d'une autre arme, non moins redoutée : il avait le droit de déshériter ses enfants. Ici, sans doute, sa liberté n'était pas complète, et les cas d'exhérédation avaient été limités ; mais la sanction, restreinte aux fautes les plus graves, n'y perdait rien de son efficacité. Dans la nouvelle France, issue de la Révolution, les lettres de cachet disparaissaient ; l'arbitraire paternel était supprimé. Le père conservait, sous le nom de droit de correction, la faculté de solliciter l'arrestation et l'internement de son fils : sur sa requête, la justice prononce et délivre l'ordre ; quand l'enfant a « moins de seize ans commencés », cet ordre doit être accordé ; mais si l'enfant a seize ans commencés, s'il possède un état, s'il a des biens personnels,

si le père est remarié, dans chacun de ces cas, le juge peut rejeter la requête. La sanction d'autrefois est ainsi ramenée aux limites qu'imposent les idées de liberté. Quant à l'exhérédation, elle n'existe plus. A moins de se rendre indigne par une tentative de meurtre sur ses parents ou en portant « contre eux une accusation capitale jugée calomnieuse », l'enfant est assuré, quelles qu'aient été ses fautes, de recueillir dans leur succession ce qu'on appelle la réserve, et qui peut atteindre jusqu'à la moitié.

Telle est la puissance paternelle de 1804, — très forte encore puisqu'elle est qualifiée d'ordre public, très adoucie cependant puisqu'elle n'a plus qu'une sanction atténuée, au surplus astreinte à s'assouplir suivant l'évolution des mœurs. Elle se présente enfin avec un caractère nouveau et qui domine tous les autres : elle ne doit connaître d'autres fins que la protection de l'enfant, elle est établie dans son intérêt. Ici reparait l'idée révolutionnaire née de l'influence de Rousseau : c'est d'elle que le *xix^e* siècle va tirer de si vastes conséquences. Et déjà, dès 1804, la mère doit à cette idée d'être investie, elle aussi, de la puissance paternelle ; jadis, elle n'y participait point ; désormais, puisque l'intérêt de l'enfant en est la cause unique, elle la reçoit en même temps que le père ; elle ne l'exerce pas, il est vrai, tant qu'il peut l'exercer lui-même ; mais qu'il disparaisse, qu'il soit interdit ou absent, elle le

remplacera. Avec le temps, avec les mœurs qui se modifient, avec les idées qui changent, d'autres effets plus graves surgissent peu à peu.

*
* * *

Le romantisme retrouvait dans Rousseau l'exaltation de la personne et les droits de la nature, c'est-à-dire de l'amour, qui offraient à ses poètes une richesse lyrique si abondante. Il retrouvait aussi l'enfant ; et l'enfance, sa grâce, sa faiblesse, les malheurs dont elle pouvait être la victime sans défense, découvraient soudain des sources d'émotion et de poésie encore inconnues et comme inépuisables. Le romantisme s'en empara. Il célébrait ainsi tout à la fois le culte du moi et l'amour de l'enfant ; il excitait pareillement le sentiment personnel de chaque individu pour soi-même, et le sentiment public en faveur de l'enfant. Toute une littérature se créa rapidement dont l'enfant fut le héros. La sensibilité générale et surtout peut-être la sensibilité populaire furent remuées, attendries, secouées par le roman, les vers, le théâtre. Puis vinrent les études psychologiques, morales, pédagogiques. Après la littérature, l'action commençait. On la voit en train aux environs de 1880 : elle donne ses premiers effets dans la fin du siècle ; puis elle redouble d'énergie, et nous assistons

à son épanouissement. Son objet est le souci passionné de l'enfance ; son but, c'est le développement méthodique du corps et de l'esprit ; ses moyens se mesurent constamment aux forces comme aux besoins de l'enfant.

Quelques faits suffisent à montrer la transformation qui s'est opérée ici dans les mœurs. Voici un vieillard né aux environs de 1830 : comme il avait onze ans, son père, général commandant un département du plateau central, décida de l'envoyer à Paris, au lycée Saint-Louis, continuer ses études en vue de l'école de Saint-Cyr. L'enfant partit avec deux camarades de son âge ; ils prirent place tous les trois dans la diligence qui mettait près de quatre jours pour faire le trajet ; ils voyagèrent ainsi ; ils arrivèrent pour entrer tout de suite comme internes au lycée, et il ne fut question pour eux de retourner dans leurs familles qu'au temps des grandes vacances, où ils repartirent tous les trois comme ils étaient venus. M. Lavissee raconte, dans ses *Souvenirs*, la vie des internes au collège de Laon : elle était d'une extrême rudesse, et les soins les plus élémentaires d'hygiène, de propreté même, y restaient négligés avec une insouciance qui paraît incroyable. Dix ans après la guerre, et même davantage, le régime de l'internat était à peine changé. Quelques minutes devaient suffire pour la toilette : la claustration commençait aussitôt, à

l'étude et en classe; dans les récréations qui l'interrompaient, les cours trop étroites ne se prêtaient guère aux jeux, et, dès quinze ans, tous les internes y renonçaient, pour se promener indéfiniment le long des quatre murs, en fumant à la dérobée. Le dimanche et le jeudi, ils marchaient un peu : une promenade de deux heures, monotone, guindée, sans plaisir. Le seul exercice était la leçon de gymnase, non pas un jeu, une leçon aux agrès, dans un bâtiment fermé.

Aujourd'hui, certes, il reste encore beaucoup à faire. Quelles différences cependant entre la vie de l'écolier d'à présent et celle du lycéen d'il y a trente ans ! Jadis d'abord, dans une classe, les externes ne formaient qu'une minorité. C'est le contraire, maintenant. Dans un grand lycée de Paris, une classe de philosophie compte, sur quarante élèves, trois pensionnaires, et c'est à peu près la proportion habituelle qui ne change que pour les classes préparatoires aux grandes écoles. A ces pensionnaires, qui ne sont plus que la minorité, que l'exception, on a fait des conditions physiques d'existence plus saines et confortables. Ils ont plus d'espace et plus de liberté. Les sports, dont le goût s'est si vite répandu, ne demeurent plus étrangers, comme autrefois, aux bons élèves. Et des jeunes gens de dix-sept ou dix-huit ans jouent aux barres, à la balle, à la paume, sans penser qu'ils vont déchoir. Sans

doute la culture physique, comme toutes les modes, est allée jusqu'à l'outrance : il ne faut pas nier qu'elle ait d'abord installé dans les manières et jusque dans l'esprit d'un trop grand nombre une fâcheuse brutalité. Mais d'autres, qui sont la majorité, ont recueilli le profit véritable, qui consiste en ce que nulle éducation à cette heure, dans n'importe quel milieu, ne se fait plus suivant le régime ancien, sans air, sans exercice.

C'est au même souci de l'enfant, à cette science nouvelle dont il est l'objet qu'il faut attribuer aussi tant de réformes bonnes ou mauvaises de l'enseignement. Certaines paraissent détestables, comme celle qui limite à une heure la durée de chaque classe, et sous prétexte de ne pas fatiguer les jeunes cerveaux, leur impose une sorte de voltige intellectuelle où ils ont, chaque fois, à donner l'effort de la mise en train. Il est, en revanche, des progrès évidents, ceux qui rendent l'enseignement plus facile et plus attrayant, qui ont transformé le livre, rendu l'histoire et la géographie vivantes. Qu'elles aboutissent ou non à des résultats heureux, les intentions sont toujours dirigées vers le bien de l'enfant ; on cherche à lui faire la vie meilleure, la tâche aisée.

Naturellement, tous ceux qui ne connaissent que l'externat — et c'est la masse — trouvent chez eux d'autres avantages et plus de douceur encore. Dès qu'il arrive au monde, l'enfant con-

centre sur sa personne l'attention la plus minutieuse. Son hygiène et sa santé sont surveillées avec une sévérité implacable. Bains, vêtements, tétées régulièrement espacées, les règles sont absolues et scrupuleusement suivies. D'ailleurs, les médecins spécialistes de l'enfance se sont multipliés, et dans toute maison, non pas même riche, mais déjà aisée, l'enfant a son médecin qui commande souverainement et qui est toujours obéi. Dès qu'il atteint deux ans et demi ou trois ans, il passe aux mains de la bonne ou gouvernante étrangère. Ainsi il apprendra, comme elles doivent être apprises, c'est-à-dire en parlant, sans effort, sans livre, la langue allemande ou l'anglaise. Déjà on s'inquiète de l'amuser et d'occuper son esprit : les images, et bientôt les livres écrits pour lui le divertissent en effet. Il y a mieux : on lui fait son journal quand il n'a que six ou sept ans ; et, à mesure qu'il grandira, d'autres journaux le suivront d'âge en âge. Des écrivains se mettent en frais pour lui de contes, de romans, de récits de voyage, de science facile. Des milliers de gens travaillent ainsi à cause de lui et pour lui. Les jeux de plein air et les sports lui sont offerts de très bonne heure ; il aura son tennis, il fera de la bicyclette ; il patinera, il montera à cheval. En même temps, à Paris, le théâtre donne pour lui les représentations des matinées classiques ; et à quinze ans, quand il sait danser, il a, tout l'hiver,

les matinées de danse... Il semble qu'on cherche toujours, qu'on veuille toujours lui découvrir quelque distraction nouvelle, qu'on invente aussi quelque moyen de fortifier, en l'amusant, ses muscles et ses os, d'instruire, sans même qu'il s'en aperçoive, et de meubler son esprit. Rien n'est plus touchant, à coup sûr, que cette perpétuelle sollicitude ; et il n'est pas douteux que la vie de l'enfant, dans la bourgeoisie même qui n'est pas la plus riche, lui doive d'être devenue infiniment plus agréable et plus douce, parce qu'elle est constamment adaptée à sa personne, exclusivement composée pour lui.

* * *

Il faut constater ce bénéfice : il faut même y insister, avant de regarder aux pertes qui peuvent le balancer ; et on ne peut enfin qu'admirer l'élan général qui l'augmente chaque jour. Tous les parents s'enorgueillissent à part soi de faire ainsi pour leurs enfants beaucoup plus que, naguère, on avait fait pour eux-mêmes : chez eux, un sentiment plus tendre, plus empressé, plus inquiet que l'amour d'autrefois se satisfait à cette préoccupation incessante d'appliquer les bonnes méthodes et d'aplanir à l'enfant toute difficulté.

Est-il nécessaire de marquer les défauts de cette éducation qui est le modèle où la plupart des parents

tâchent de se conformer? Ces défauts tiennent tous en un seul, à savoir qu'elle néglige ou même qu'elle compromet la formation morale de l'enfant : assurément ni l'hygiène la plus intelligente et la plus attentive, ni le goût et la pratique des exercices sportifs ne sont exclusifs d'une éducation morale, non plus que les progrès de l'art pédagogique. Cependant, il est certain que l'exclusion s'est faite et continue de se faire. Il semble qu'en s'inquiétant de développer les forces physiques de l'enfant et de lui offrir un enseignement plus accessible, on ait accompli envers lui les devoirs essentiels, les seuls devoirs. On a créé des classes de morale ; c'est une idée respectable et d'ailleurs naïve. Mais la véritable éducation morale ne se donne pas par des leçons ; elle résulte, elle ne peut résulter que de la vie elle-même. Or, si cette vie de l'écolier moderne est plus facile que celle de ses devanciers, elle manque des deux éléments qui la rendraient profitable à sa formation morale : elle a diminué la discipline, elle a diminué l'effort. On est allé, tout de suite, de la rudesse ancienne à l'extrémité contraire. Les anciens lycées ressemblaient trop à des casernes : ceux d'aujourd'hui laissent trop, à des élèves qui ne sont après tout que des enfants, une liberté dont ils n'ont pas la raison d'user avec sagesse ; parler de classes « facultatives » à des garçons qui n'ont pas encore dix-huit ans, n'est-ce pas leur offrir une tentation

à laquelle il est puéril de croire qu'ils ne céderont pas? Mais si la discipline se relâche ainsi, c'est qu'on craint de surmener ces jeunes cerveaux. On ne gagne rien à de telles précautions. Les natures vives, les intelligences promptes n'en avaient nul besoin, et les hommes les plus distingués d'à présent ont fourni jadis, dans leur temps d'études, sans en être incommodés, un travail triple de celui qu'on réclame aujourd'hui. C'est à d'autres qu'on a pensé, aux plus médiocres, aux plus paresseux qui ont peine à suivre l'enseignement : leur peine sera toujours la même, et ils ne profiteront même pas d'un changement qui nuit à l'élite. La conséquence, du moins, est évidente; on a voulu diminuer l'effort : on l'a diminué, et en même temps, le goût, l'habitude de le donner. Sous l'impulsion d'un professeur énergique, une classe peut encore imposer à l'élève un entraînement vigoureux. Mais c'est là une action tout individuelle, et non plus un régime normal qui se soutienne d'un bout à l'autre des études.

La perte est évidente : la science de l'enfant s'est faite avant tout physiologique ; et elle l'a considéré trop exclusivement en lui-même, dans son état présent, au lieu de relier à l'enfance l'avenir de l'homme qu'elle prépare seulement, mais qu'elle doit préparer. De là sont venus tous ces faits qu'on voit déjà se manifester : l'enfant y perd le sentiment de la règle qui est la condition

première d'une société ; il reçoit une instruction seulement utilitaire, dont, homme, il ne pourra tirer aucune utilité, et il achève son temps d'écolier sans avoir reçu ce qui importerait le plus à toute son existence, une formation intellectuelle et morale, l'habitude de l'effort et l'art de le bien employer.

Ces graves erreurs de l'enseignement atteignent les enfants de la bourgeoisie où se recrute, pour une bonne part, l'élite de la nation. Elles réagissent tout de suite sur la famille elle-même. Dans le régime qui dura depuis le commencement du siècle jusqu'à la veille de sa fin, il faut bien voir que le lycée, non seulement par l'instruction, mais par la formation morale, complétait l'œuvre de la famille ; encore une fois, formation morale doit s'entendre ici des habitudes imposées par la vie journalière ; le lycée ne s'occupait pas d'éducation, en ce sens que la pensée et le cœur de l'enfant n'y étaient l'objet d'aucun soin, et on a pu le lui reprocher avec raison ; mais la rudesse de sa discipline, l'effort constamment soutenu agissaient fortement sur les caractères, et, sauf les révoltés qui se rencontrent toujours, les trempaient pour toute la vie. La famille comptait, elle avait besoin de compter sur cette épreuve ; à coup sûr, elle seule pouvait accomplir la tâche plus délicate d'éveiller dans le premier âge et de fortifier ensuite des sentiments tels que le respect de soi et l'attachement aux traditions familiales. Mais elle était

aidée par la douceur même que, malgré tout et en contraste avec le régime du lycée, elle offrait à l'enfant. Cette aide lui manque aujourd'hui. Hors d'elle, l'enfant ne reçoit plus la forte empreinte de la règle. Sa tâche en devient donc plus malaisée ; et justement elle est moins faite pour la remplir. Elle est, en effet, toute concentrée sur cet objet : le souci de l'enfant, et c'est bien pourquoi elle se trouve trop souvent incapable d'en tirer des effets pratiques et salutaires.

*
* * *

En soi, ce souci a une grandeur, une beauté qu'il ne faut pas même discuter. L'amour paternel ou maternel ferait encore aujourd'hui des miracles, et plus même qu'autrefois : c'est comme un foyer intact dans le cœur de tant d'hommes et surtout de tant de femmes qui, d'ailleurs, montrent les traces des ravages les plus lamentables. Après les pires déchéances, il reste ardent et pur : toute la noblesse d'une créature humaine semble s'y réfugier, et si abaissée qu'on l'imagine, on peut croire qu'un sacrifice ne lui coûtera pas pour le bien de son enfant. Le bien de l'enfant, on l'entend couramment, dans la famille, au sens de la santé physique, de la vie agréable et de la réussite. On ne néglige rien pour l'assurer sous cette forme, ni l'argent, ni la peine au besoin ; on l'assure en effet,

Toutefois, il y faut plus d'argent et plus de peine, parce que les exigences qu'on veut contenter s'accroissent avec la continuelle satisfaction. Et la valeur même de ces distractions, de cet agrément qui ne peut être que relative, diminue, parce que l'existence ne fournit pas la comparaison des sévérités d'autrefois. L'idéal de la plupart des parents, dans la bourgeoisie d'à présent, serait de n'avoir jamais à reprendre, à gronder, à punir un enfant : autant dire qu'ils rêvent de trouver la nature humaine tout à coup sans reproche. Ils abandonnent le devoir de la sévérité, même de la plus tendre, aux gouvernantes étrangères, et tout ce qu'ils peuvent faire de mieux est de ne pas les trop contrarier. Quant à eux-mêmes, qu'on ne leur demande pas de corriger d'abord chez l'enfant les mauvais instincts, et de lui enseigner jour par jour une discipline qui serait comme l'application d'un idéal moral. Ils risqueront des observations ; mais ils manquent du courage si pénible et si nécessaire qu'il faut pour punir. Ils l'avouent eux-mêmes en disant qu'ils aiment trop leurs enfants pour les voir malheureux. Ils savent cependant, ils ont entendu dire et ils se rappellent pour soi que la contrainte qui empêche ou réprime une faute ne rend pas un enfant malheureux, et du reste lui épargne pour l'avenir de véritables malheurs. Ils n'ignorent pas non plus, ils ont appris jadis et ils gardent en eux-mêmes, la nécessité de quelques

principes d'existence supérieurs aux satisfactions d'un appétit. Mais rien de tout cela ne compte plus ; tout s'efface devant le plaisir de l'enfant, sa robustesse, son succès. Et les parents se savent assez de gré, ils ont la conscience assez tranquille en mesurant le sacrifice dont ils ont payé ces résultats : il n'est pas exagéré de dire qu'ils en éprouvent une joie morale aussi profonde que s'ils avaient fait tout leur devoir.

Ils ne font pas tout leur devoir, et cela ne saurait surprendre après ce qu'on a vu du mariage moderne et des dispositions nouvelles qu'y apportent les époux. La famille, telle que les rédacteurs du Code en avaient fixé le type d'après les traditions et les usages, reposait sur la puissance maritale et la puissance paternelle, d'ailleurs établies, l'une dans l'intérêt de la femme, l'autre pour la protection de l'enfant. Ces deux principes ne pouvaient pas rester indépendants : ils tiennent l'un à l'autre. On conçoit très bien qu'un homme, de qui l'autorité de mari n'est pas contestée, exerce aussi sans discussion son autorité de père. On conçoit moins bien qu'entre des époux qui se considèrent et qui se conduisent comme des égaux, l'un prétende, à l'exclusion de l'autre, diriger l'éducation des enfants. Ils y auront en réalité même part, et du coup l'autorité paternelle, dont le Code avait réservé l'exercice au père seul, est singulièrement affaiblie. Il est en effet très fréquent, et naturel au

surplus, qu'une tentative de sévérité, du côté du père, trouve chez la mère une résistance involontaire, mais spontanée : il en a été ainsi de tout temps ; seulement la volonté paternelle s'imposait, et si quelque adoucissement pouvait la rendre moins rigoureuse, elle s'exécutait cependant : elle n'était pas mise en doute. Ce conflit éternel tourne autrement aujourd'hui : entre un père qui voudrait corriger ou punir, et une mère qui ne voudrait pas, l'enfant a toutes les chances de s'en tirer au meilleur compte. Il faudrait ainsi un accord entre les parents pour reconnaître que la contrainte est nécessaire et qu'élever un enfant ce n'est pas seulement pourvoir à son bien-être. Mais où prendre les raisons de cet accord et les motifs de se déterminer à des mesures, à une surveillance qui serait l'œuvre de longues années et de tous les instants ?

*
* * *

C'est une œuvre très difficile : elle exige, non pas seulement cette abnégation qui consiste à se priver soi-même d'un plaisir pour le profit de l'enfant ; mais une abnégation qu'on pourrait dire supérieure, car c'est à un sentiment très vif et très vite douloureux qu'il faut imposer un sacrifice. Plus un père, une mère aiment leurs enfants, et plus il leur sera pénible de refuser une satisfaction, de réprimander une faute, d'infliger le chagrin le

mieux mérité. La tâche des parents a toujours été, par là, pleine d'ennuis et de souffrances ; il est bien vrai que toutes les punitions, c'est eux-mêmes qui les subissent d'abord et le plus cruellement. Du moins, le principe d'autorité, en assurant la discipline, en la faisant accepter, leur épargnait les occasions de sévir : quand l'obéissance est habituelle, la règle indiscutée n'est presque plus une contrainte, et ceux qui ont charge de la maintenir n'ont pas à s'y donner beaucoup de peine. Les familles d'autrefois, il y a seulement une quarantaine d'années, étaient ainsi plus aisément et mieux gouvernées par des parents qui, souvent, s'inquiétaient moins de leurs enfants. Au surplus, armés de cette autorité qui jouait si sûrement, ils avaient, pour la manier, une force admirable : c'est qu'ils y croyaient ; ils avaient foi en eux-mêmes, en leur mission ; ils sentaient enfin, dans leurs mains, les destinées mêmes de la famille. Cette force est plus qu'affaiblie, si elle n'est pas complètement anéantie. Il semble que toute la confiance que donnent aujourd'hui les parents au médecin, d'abord et par-dessus tout, à l'hygiène, aux méthodes pédagogiques, ils l'aient perdue envers eux-mêmes. Ils sont hésitants : ils n'osent plus se décider ; ils se demandent s'ils ne vont pas se tromper, et ils sont ainsi privés de la condition première de toute autorité, à savoir le sentiment qu'on est qualifié pour ordonner et se faire obéir.

Il arrive même qu'un respect, mal compris, excessif de la personne de l'enfant les gêne pour le contraindre : on entend certains d'entre eux déclarer avec l'accent le plus sincère qu'il n'est pas permis de contenir l'essor naturel d'un enfant ; l'individualisme les a pénétrés à ce point, qu'ils se reprocheraient de porter atteinte à l'indépendance d'un individu, en essayant d'imposer à leurs propres enfants une discipline. Pour d'autres, la raison de ne pas agir est plus simple : la tâche les ennuie, les dépasse ; leur égoïsme ne s'en accommoderait pas, car il en pâtirait chaque jour. Pour tous enfin, ce qui manque, c'est le sentiment qu'ils devraient et pourraient agir au nom de cette personne sociale, supérieure à leurs propres personnes et à celle de l'enfant, la famille.

On saisit ici une conséquence inattendue des idées nouvelles et de ce changement qui a déplacé l'axe de la famille pour faire de l'enfant le centre de toutes les préoccupations. Sans doute, c'est du jour où l'enfant naît que la famille est complète, et il doit donc éveiller, lui, sa santé, son éducation, son avenir, les soucis les plus attentifs. Mais la famille ancienne, et celle du Code civil, et même celle d'il y a trente ou quarante ans tenait subordonnés à ses intérêts et à ses fins les individus qui la composaient : c'était pour y veiller que le mari, que le père recevait l'autorité maritale et l'autorité paternelle ; et le groupe devait en effet d'avoir son exis-

tence propre, indépendante de celle des individus, à ce qu'il reposait sur la force légale de cet homme, gardien de sa solidité. On a voulu, — et c'est même trop dire, — on a peu à peu admis que le groupe n'eût plus besoin d'être commandé, et qu'il cherchât à se former, que son union se scellât sur la tête de l'enfant. C'était une impossibilité : il n'y a plus de famille, plus de groupe social, plus de personne morale supérieure dont les individus subissent l'influence, du moment que l'idée même de cette supériorité est exclue ; et elle se trouve exclue par le fait que personne n'est plus chargé de la maintenir, qu'au contraire tous les intérêts sont désormais assujettis à un seul des membres du groupe. Le père pouvait mésuser de son autorité, c'est-à-dire s'en servir suivant son caprice ou à son profit ; mais la famille, trahie par lui, n'en subsistait pas moins. L'enfant le mieux doué et du caractère le plus facile ne fera jamais qu'en sa personne puisse surgir la force sociale de la famille. Il donnera des satisfactions, du bonheur même à ses parents ; leur union sera un fait heureux, mais fortuit, relatif à leurs goûts, à leurs tendances particulières et qui n'intéressera que de loin la société ; car le lien qui fera cette union ne sera que celui des convenances particulières, non pas le sentiment et le respect d'une famille envers qui chacun a ses devoirs, à qui chacun est étroitement attaché.

Il ne suffisait donc pas de dire, ou de penser, ou de sentir, que la famille, désormais, trouverait dans l'enfant sa signification véritable, sa joie, sa vie même. En lui assignant cette cause et cet objet, on empêchait du coup qu'elle existât. On la réduisait définitivement à une association de fait, où les individus restent chacun ce qu'ils sont, et n'abandonnent rien à l'être moral de la société qui, aussi bien, ne se crée pas. Et il se trouve que l'enfant, raison innocente de cette disparition de la famille, est le premier à en ressentir les effets. Il aurait besoin de connaître cette force morale, plus puissante que les individus ; il la connaissait jadis dans l'autorité qu'elle donnait au père. Comment la connaîtrait-il aujourd'hui que le père ne la connaît plus lui-même ? Imagine-t-on des hommes de nos jours, des pères de trente à trente-cinq ans se disant : « C'est pour la famille dont je suis, que je renouvelle, que mon fils continuera, que je dois l'habituer à une discipline » ?...

Ceux qui pensent encore à se tenir ce langage ne sont plus qu'une exception, même dans le monde de la bourgeoisie la plus régulière. Pour les autres, c'est-à-dire la très grande majorité, il reste que, faute de sentir qu'ils représentent la famille elle-même et que leur autorité vient d'elle, ils ne l'exerceront guère ; l'éducation qu'ils pourront donner résultera surtout de leur exemple : elle vaudra ce qu'ils valent eux-mêmes ; peut-être sera-

t-elle excellente ; en tout cas, leur tâche est évidemment plus ardue que celle qui consistait autrefois à établir et maintenir une discipline par le moyen d'une autorité reconnue.

*
* *

Pour l'éducation de l'enfant, comme pour le mariage, il semble ainsi que les changements aboutissent à des résultats analogues ; le système ancien, dans son harmonieuse simplicité, donnait à chacun une tâche plus facile ; les mœurs nouvelles imposent aux parents envers l'enfant, comme aux époux l'un envers l'autre, un rôle infiniment plus délicat. L'individu, de plus en plus affranchi, n'en a pas moins besoin d'une surveillance et d'une règle ; mais c'est de soi-même seulement qu'il les doit attendre. La belle idée du Code civil, qui maintenait la double autorité maritale et paternelle en les destinant au bien de la femme et de l'enfant, s'est trouvée débordée par l'enfant comme par la femme. A cette heure, la famille bourgeoise la plus parfaite est une association tout affectueuse, qui ne doit sa paix, sa prospérité, sa durée même qu'à des soins intelligents, tendres et persuasifs. Elle représente un long, un admirable effort : elle mérite par là tous les respects, mais elle décourage aussi le plus grand nombre des imitateurs, même des mieux disposés. L'intérêt, à défaut de cette

sollicitude difficile, donne à des familles de plus en plus nombreuses une certaine cohésion, en se mêlant à l'affection naturelle : suivant l'expression courante, on « s'aime bien » ; et d'ailleurs les enfants ne dédaignent, dans la maison paternelle, ni l'existence gratuite, ni les cadeaux, qui leur laissent toute leur indépendance et la font seulement plus agréable.

A ce degré, que subsiste-t-il de la puissance paternelle ? Évidemment presque rien, en ce sens qu'elle se confond de plus en plus non pas avec l'intérêt de l'enfant, mais avec ses convenances. Le droit de garde est plutôt le droit de l'enfant à une installation confortable ; le droit d'éducation ne comporte que le choix d'un établissement, lycée ou collège, et du genre de baccalauréat ; en revanche, il oblige impérieusement le père à procurer à l'enfant le même régime d'exercices et de divertissements dont jouissent ses camarades. Pour le mariage enfin, il ne peut plus être question que de conseils ; les mariages imposés par les parents, on avait cessé d'en voir dès le début du xix^e siècle ; on ne les reverra plus ; quant à ceux que les parents déconseillent, il ne manque pas sans doute d'enfants et surtout de filles qui ne se décideraient pas à passer outre. Mais les exemples du contraire abondent. C'est pour eux-mêmes que les jeunes gens entendent se marier, et si, dans la bourgeoisie, ils se servent peu de la loi de 1907 qui a abaissé l'âge de la majo-

rité pour les fils, du moins ils en ont tiré un sentiment plus fort de leur indépendance. Ici encore, et mieux que dans l'éducation, on constate que la vieille idée de la famille qui dominait, par l'autorité des parents, ces mariages bourgeois, a presque complètement disparu. Les parents font de leur mieux pour marier leurs enfants de la manière la plus heureuse ; mais ils réussissent ou ne réussissent pas : c'est affaire aux enfants de le dire ; quant à eux, leur volonté n'y est pour rien.

Le divorce devait encore réduire une puissance déjà si diminuée. Il faut régler le sort des enfants, et leur intérêt seul guide le magistrat : par conséquent, s'il apparaît que la mère offre plus de garanties, c'est à elle qu'ils seront confiés. Voilà du coup la puissance paternelle en échec dans les mains du père ; il est dépouillé d'un de ses attributs, la garde. Ce n'est qu'un commencement. Ces enfants confiés à la mère, il faut pourvoir à leur éducation ; le père, toujours investi de la puissance, revendique le droit de décider, et il semble en effet que ce droit ne puisse lui être contesté : cette puissance n'est-elle pas d'ordre public ? Ici, les magistrats interprètent la loi et leur propre jugement ; ils doivent statuer dans l'intérêt de l'enfant, et ils ont estimé que cet intérêt exigeait de confier la garde à la mère ; ils estiment maintenant, pour la même raison, que le droit d'éducation lui appartient, à elle seule. Et c'est encore un attribut de

sollicitude difficile, donne à des familles de plus en plus nombreuses une certaine cohésion, en se mêlant à l'affection naturelle : suivant l'expression courante, on « s'aime bien » ; et d'ailleurs les enfants ne dédaignent, dans la maison paternelle, ni l'existence gratuite, ni les cadeaux, qui leur laissent toute leur indépendance et la font seulement plus agréable.

A ce degré, que subsiste-t-il de la puissance paternelle ? Évidemment presque rien, en ce sens qu'elle se confond de plus en plus non pas avec l'intérêt de l'enfant, mais avec ses convenances. Le droit de garde est plutôt le droit de l'enfant à une installation confortable ; le droit d'éducation ne comporte que le choix d'un établissement, lycée ou collège, et du genre de baccalauréat ; en revanche, il oblige impérieusement le père à procurer à l'enfant le même régime d'exercices et de divertissements dont jouissent ses camarades. Pour le mariage enfin, il ne peut plus être question que de conseils ; les mariages imposés par les parents, on avait cessé d'en voir dès le début du xix^e siècle ; on ne les reverra plus ; quant à ceux que les parents déconseillent, il ne manque pas sans doute d'enfants et surtout de filles qui ne se décideraient pas à passer outre. Mais les exemples du contraire abondent. C'est pour eux-mêmes que les jeunes gens entendent se marier, et si, dans la bourgeoisie, ils se servent peu de la loi de 1907 qui a abaissé l'âge de la majo-

rité pour les fils, du moins ils en ont tiré un sentiment plus fort de leur indépendance. Ici encore, et mieux que dans l'éducation, on constate que la vieille idée de la famille qui dominait, par l'autorité des parents, ces mariages bourgeois, a presque complètement disparu. Les parents font de leur mieux pour marier leurs enfants de la manière la plus heureuse ; mais ils réussissent ou ne réussissent pas : c'est affaire aux enfants de le dire ; quant à eux, leur volonté n'y est pour rien.

Le divorce devait encore réduire une puissance déjà si diminuée. Il faut régler le sort des enfants, et leur intérêt seul guide le magistrat : par conséquent, s'il apparaît que la mère offre plus de garanties, c'est à elle qu'ils seront confiés. Voilà du coup la puissance paternelle en échec dans les mains du père ; il est dépouillé d'un de ses attributs, la garde. Ce n'est qu'un commencement. Ces enfants confiés à la mère, il faut pourvoir à leur éducation ; le père, toujours investi de la puissance, revendique le droit de décider, et il semble en effet que ce droit ne puisse lui être contesté : cette puissance n'est-elle pas d'ordre public ? Ici, les magistrats interprètent la loi et leur propre jugement ; ils doivent statuer dans l'intérêt de l'enfant, et ils ont estimé que cet intérêt exigeait de confier la garde à la mère ; ils estiment maintenant, pour la même raison, que le droit d'éducation lui appartient, à elle seule. Et c'est encore un attribut de

la puissance paternelle retiré au père. Reste le droit de consentir au mariage. D'après le Code civil, quel que fût l'avis de la mère, la volonté du père pouvait, à elle seule, autoriser ou défendre ce mariage. La loi de 1896 décide au contraire qu'en cas de divorce, si la mère a reçu la garde de l'enfant, elle a reçu en même temps le droit d'autoriser, à elle seule, ou d'interdire le mariage. Cette fois la puissance paternelle, entre les mains du père, n'est qu'un titre sous lequel toutes les pages ont été enlevées. C'est l'intérêt de l'enfant et c'est aussi l'incapacité du père à remplir ses devoirs qui ont tout fait. La loi de 1907 est même allée plus loin. Elle a supposé que celui des parents qui avait la garde et qui, donc, pouvait consentir ou s'opposer au mariage, s'y opposait, tandis que l'autre y donnait son approbation. Il a paru que ce partage d'opinions pouvait être défavorable à l'intérêt de l'enfant ; et on a transféré aux tribunaux le droit de prononcer souverainement. Ni le père, ni la mère ne comptent plus : les juges les remplacent ; car la raison la plus impérieuse commande que le droit d'autorisation ou d'opposition leur soit retiré, et c'est toujours l'intérêt de l'enfant.

Ces conséquences extrêmes découlent naturellement du principe. Même aux mains du père le plus soucieux de son rôle, la puissance paternelle s'est affaiblie, non parce que le Code l'avait destinée à l'intérêt de l'enfant, mais parce que les

mœurs ont exagéré, faussé la notion de cet intérêt.

Il était inévitable que, dans le conflit des parents qui se résout par le divorce, le même intérêt devînt prédominant, et fit d'abord céder la puissance, et finît par régner seul, comme si elle n'existait plus.

Elle a beau retenir son caractère d'ordre public ; ce n'est qu'une parure dérisoire. En fait, elle ne vit que par l'intérêt de l'enfant ; dès qu'elle prétend s'en passer ou le contrarier, elle meurt.

CHAPITRE V

L'ENFANT DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

La révolution économique et la vie industrielle néfastes à l'enfant pauvre. — Lutte entreprise pour le protéger. — Placement en nourrice. — Limitation du travail. — Instruction obligatoire. — Intervention de la puissance publique, contre des parents indignes ou incapables, dans l'intérêt de l'enfant. — Atteintes successives à l'autorité paternelle. — Destruction complète par la déchéance que prononcent les tribunaux. — L'intérêt de l'enfant plus fort que la puissance paternelle.

Dans la famille bourgeoise, c'est seulement le divorce qui, en la détruisant et en compromettant le sort de l'enfant, atteint du même coup, et diminue, et supprime la puissance paternelle aux mains du père. Sauf ce cas extrême, la puissance reste en droit telle que le Code l'a établie ; et, en fait, avec toutes les atténuations que les mœurs ont imposées, il dépend encore du père de l'exercer, c'est-à-dire de trouver en soi la douceur, la fermeté, la vigilance qu'elle réclame de lui désormais.

Dans la famille ouvrière, il en va tout autrement. Le père n'est plus libre ; sa puissance, à lui, n'est qu'un nom. Les attributs en ont été tour à tour affaiblis. L'intérêt de l'enfant a paru commander, et, de plus en plus, commande cet affaiblissement.

* *
* *

Dangereuse pour la femme, la vie industrielle est trop souvent néfaste pour l'enfant. Dès l'heure de sa naissance, les méfaits commencent, et ils se suivent jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge d'adulte.

Avant tout et par-dessus tout, ce sont les négligences et la mauvaise nourriture dont il est victime durant le premier âge. Comment pourrait-il en être autrement ? La mère a dû interrompre son travail pour le temps des couches. A peine relevée, elle retournera à l'atelier : elle quittera la maison. Un nourrisson à garder, à allaiter, à soigner, c'est une charge, une fatigue, un souci qui s'ajoutent à tant d'autres : souvent, il n'est même pas possible matériellement que la mère emporte l'enfant, qu'elle trouve où le déposer pendant le travail, qu'elle ait le loisir de lui donner le sein. A la maison, s'il est malade, il faut compter sur la bonne volonté d'une voisine pour s'occuper de lui et le soigner : d'ailleurs pas d'air, une hygiène presque toujours imprudente ; la maladie d'un enfant du premier âge, dans la famille ouvrière, c'est presque toujours

la mort ; la statistique de ces décès est effrayante : elle est scandaleuse.

C'est donc une tentation très forte de placer l'enfant en nourrice. On évitera ainsi les périls du mauvais air et de l'abandon ; du même coup, on supprimera les ennuis et les peines de ces premiers temps. Il n'y a certes, dans la pensée des parents, rien de barbare, ni de méchant, au contraire. C'est leur vie et son train mécanique qui les poussent à la solution la plus simple. De même, ils tâcheront de découvrir la nourrice la moins coûteuse. En somme, pour un peu d'argent, le moins possible, ils lui transmettront leurs devoirs et leur responsabilité. Et il est évident que l'enfant peut en profiter ou en pâtir. Il aura plus de chances ou de s'élever ou de succomber. Le placement, par le fait seul de remettre l'enfant à une personne étrangère, hors de la maison, comporte par lui-même une part énorme de hasard.

Cependant, hasard ou soins attentifs, qu'il ait été nourri par sa mère, ou qu'il ait trouvé une nourrice diligente et saine, en un mot qu'il ait réussi, par quelque moyen, à franchir les périls de la première année, voilà l'enfant qui vit, qui grandit. Quelle sera son existence ? Et quelle éducation physique ou morale recevra-t-il dans sa famille, de ses parents ? On n'est malheureusement pas embarrassé pour répondre. Ici encore, le plus souvent, ce n'est pas la bonne volonté, ce ne sont pas

les sentiments affectueux, ce n'est pas le sacrifice de soi qui font défaut chez ces parents, et surtout chez la mère. Mais, avec ces dispositions excellentes, comment s'y prendre pour veiller sur l'enfant ? Ce qu'il lui faut, c'est un foyer ; c'est la douceur de la maison ; un père et une mère qu'il voit vivre, qu'il sent forts et tendres auprès de lui, qui lui diront qu'il ne doit pas tout se permettre ni envers soi, ni envers les autres, qui lui montreront enfin, par leur seul exemple, eux, les tout-puissants de la maison, qu'il y a des règles de conduite auxquelles tout le monde est soumis. De cette vie de famille, que connaît cet enfant ? Presque tout ou presque rien, suivant ce que sont ses parents, suivant qu'ils forment un de ces ménages unis qu'on rappelait à propos de la femme ouvrière, ou qu'ils écoutent chacun leur fantaisie ; suivant même que le père résiste, une fois sur deux, à la tentation du cabaret et que la mère trouve le temps de rester chez elle, ou que l'un et l'autre sont trop bien retenus au dehors pour ne pas laisser, et l'enfant, et la maison à l'abandon.

Voici, dans la banlieue de Paris, deux logements qui se touchent, deux familles qui vivent côte à côte. Toutes les deux ont éprouvé le malheur de la maladie et du chômage, et elles ont fait appel à l'assistance privée. On vient les voir, et dès l'entrée, on est fixé : ici l'incurie, le désordre ; là l'effort le plus patient et le plus méritoire pour tenir bon

contre l'infortune, et garder le logis propre, les enfants décemment habillés. On cause, on se renseigne ; et les deux histoires montrent en effet, d'une part un mari qui n'est pas mauvais homme, mais qui a toujours bu, une femme qui n'est qu'insouciance et bavardage ; d'autre part, auprès d'un mari sobre, et qui s'acharne à travailler, et qui recule, pour ne pas perdre ses journées, une opération nécessaire, une femme active, industrielle, qui n'éprouve aucun embarras à vaquer au ménage, à surveiller ses enfants, en même temps qu'à faire son ouvrage de confectionneuse. Et les conséquences se découvrent aussitôt : dans la première famille, les filles sont coquettes et légères, les garçons paresseux ; dans la seconde, chacun est en classe, en apprentissage, déjà placé. Ainsi, dans les deux cas, le présent peut avoir ses duretés ; mais d'un côté l'avenir n'est que menaces de misère et de chute morale ; de l'autre, il offre la perspective la plus certaine de bonne conduite et de prospérité.

Ce sont des exemples qui se reproduisent indéfiniment : leur rapprochement et leur contraste rendent plus frappante la conclusion qu'ils imposent, à savoir que le sort des enfants, au sens le plus plein du mot, dépend, dans la famille ouvrière, de la conduite et de la valeur morale des parents ; que ceux-ci, à leur tour, on l'a déjà vu, sont trop souvent entourés des périls que comporte la vie

industrielle : alcoolisme, promiscuité, taudis ; qu'enfin c'est la résistance de ces père et mère à de si dangereux assauts qui décide de l'avenir de leurs enfants. Autrement dit, le hasard, le hasard seul, ici encore, est maître de cet avenir.

Il faut pousser plus loin l'examen de ces existences enfantines. Encore une fois, les parents, dans la grande majorité, aiment leurs enfants et se dévoueraient sans hésiter pour leur épargner quelque mal. Mais la vie leur apparaît gouvernée par des règles, commandée par des besoins. La première règle, c'est qu'il faut travailler dès qu'on le peut ; il n'est que juste d'attendre de l'enfant qu'on a péniblement élevé et qui représente une dépense, quelque travail pour payer sa nourriture, son logement, son entretien, une contribution aux charges de la maison. Donc, sitôt qu'il en a la force, vers treize ou quatorze ans, on lui cherchera de l'ouvrage. Justement l'industrie, l'atelier offrent cet ouvrage : ils prendront l'enfant qu'on leur amène. Et sans doute, à la campagne, un fermier prendra de même le petit garçon ou la petite fille que les parents n'entendent pas nourrir à ne rien faire. Mais ce ne sera que pour leur commander une tâche qu'ils peuvent accomplir sans péril pour leur santé présente, pour leur développement physique : garder les bêtes, apprendre à les soigner. La vie sera souvent rude, en plein air, avec quelques taloches, parfois : elle ne sera pas plus rude que dans la maison

paternelle ; et elle restera toujours saine. A l'atelier, à la fabrique, à la mine, une foule de besognes peuvent être dangereuses ou nuisibles ; la seule durée du travail, dans une atmosphère confinée et pleine de miasmes, risque d'altérer gravement les forces insuffisantes du garçon ou de la fille de quatorze à dix-huit ans. Cependant, l'appât du gain exerce son attrait. L'usine offre du travail et de l'argent : il faudra donc que les parents résistent à cette offre, ou du moins, que d'eux-mêmes ils décident que leur enfant ne travaillera pas à toutes les besognes, ne dépassera pas, dans sa journée, un certain nombre d'heures. Mais si quelques-uns ont cette énergie, d'autres, à côté d'eux, ne l'auront pas ; et c'est alors une autre crainte, de voir leur enfant écarté, parce qu'ils auront voulu pour lui des conditions exceptionnelles dont ne s'accommode pas la marche rapide, uniforme d'une grande entreprise industrielle. La bonne volonté de ces parents aura beaucoup de peine, même si elle exige ces conditions, à les obtenir : et c'est pourquoi, le plus souvent, elle ne les exigera pas.

L'enfant est ainsi exposé par le jeu naturel de la vie industrielle à s'user prématurément, sans que, d'ailleurs, personne y mette la moindre cruauté : les choses sont ainsi ; cette immense machine a besoin, avant tout, de rouler ; dans sa course, qui est une merveille d'ingéniosité scienti-

fique, l'être humain ne figure plus qu'une valeur diminuée ; l'enfant y est emporté : il suit le sort commun. Seulement il n'est pas en état de subir les fatigues même normales, et cette vie fait de lui, très vite, une victime.

Cependant, il peut arriver que des parents soient coupables envers lui d'un pire méfait que cette acceptation trop indifférente des nécessités de la vie industrielle. Il y a des parents véritablement barbares. Ce n'est pas une question de classe ni de métier, et cette déformation ou cette atrophie du sentiment paternel tient évidemment à la personne même. Seulement, suivant les milieux, elles se réalisent en actes différents : dans la bourgeoisie, ce sera, — les exemples se rencontrent — une persécution morale dont la férocité peut flétrir et dévier une âme à jamais ; dans le milieu populaire, ce seront les mauvais traitements, les coups, les sévices physiques les plus atroces. Il est bien connu que ces abominables brutalités dérivent directement de l'alcoolisme. L'homme qui boit chaque jour plusieurs verres d'absinthe est en perpétuel état de fureur, et il se déchaîne sur les êtres qui sont, sans défense, à sa portée, la femme, l'enfant. Quand la femme boit, elle aussi, alors c'est l'enfant tout seul qui supporte les horreurs de cette double démence. Les voisins entendent des bruits de batterie, des cris... Mais quoi ! Chacun est maître chez soi : ils craignent de s'attirer, s'ils interviennent,

quelque mauvaise affaire. Ils ne se décident qu'au cas de ces excès qui révoltent, qui forcent toute prudence.

*
* *

Voilà des faits déplorables que nul n'avait prévus à l'aube du *xix^e* siècle : il n'était pas possible de les prévoir, puisqu'ils sont nés des phénomènes nouveaux que ce siècle a produits. Le Code civil avait cru donner à l'enfant des garanties suffisantes, en disant, en laissant entendre que la puissance paternelle s'exercerait dans son intérêt et pour sa protection, en remettant son éducation physique et morale, sa santé et son âme aux soins de la famille. Mais que représente donc cette puissance paternelle qui, dès la naissance, dispose de l'enfant et l'abandonne à une nourrice de hasard, qui, plus tard, le livre au vagabondage de la rue ou le force à des travaux pénibles, qui, enfin, n'use envers lui que de brutalité ? Que représente aussi cette famille, ce père ou cette mère, et parfois les deux, qui ne lui offrent les leçons que de l'inconduite et du vice ? Les mots mêmes de puissance paternelle, de famille, deviennent une dérision. Toutefois la loi demeure, les articles du Code sont précis : jusqu'à la majorité, l'enfant reste soumis à l'autorité des parents. L'idée n'est même pas venue qu'ils puissent en abuser, ni abuser de leur force

pour faire souffrir un être qui est la chair de leur chair : ainsi le Code pénal a édicté des peines aggravées contre l'enfant qui maltraite ses parents ; mais il ne dit rien des parents qui maltraitent leur enfant, et qui sont donc simplement exposés aux sanctions ordinaires des coups et blessures.

Toute cette législation, habile, mesurée et faite d'équilibre ne convenait plus aux circonstances nouvelles ; du moins, ceux qui prenaient conscience des dangers courus par l'enfant n'y trouvaient aucun moyen de le préserver.

Des hommes attentifs observaient ces dangers. Il en est un surtout, dont le nom doit rester populaire, pour les beaux sentiments de sympathie et le grand effort de générosité qu'il représente : c'est Théophile Roussel. A cette heure où les œuvres charitables, les œuvres d'assistance, et notamment celles qui s'occupent de l'enfant, se sont multipliées, on oublie trop la noblesse et la perspicacité de cet homme qui fut un initiateur et un excitateur. Il avait eu le mérite de regarder, et après avoir vu, de ne pas détourner les yeux. Il avait regardé la condition de l'enfant dans les milieux ouvriers de la ville industrielle, de la cité moderne : il avait été effrayé de tant de misères qui s'abattent sur lui, et il commença dès lors une croisade pour le protéger et le sauver.

La difficulté venait tout entière de la famille qui aurait dû être la sauvegarde, et qui devenait l'ins-

trument de souffrance, de mort. Était-il donc possible de s'en prendre à elle, de toucher à ce principe d'ordre public, la puissance paternelle ? Il y avait des précédents, et Théophile Roussel s'en inspira.

La puissance paternelle, si conforme qu'elle puisse être à l'ordre de la nature, n'en est pas moins une création de la loi, et ce que la loi a ainsi édifié, elle peut le changer. La famille est une cellule essentielle du corps social : mais le corps social représenté par l'État peut intervenir et la suppléer si elle ne s'acquitte pas de sa fonction. Telles étaient les idées qui avaient eu cours durant la Révolution. On en reconnaît l'esprit et les tendances. Une fois encore, on retrouve la philosophie pédagogique et sociale de Rousseau.

C'est bien lui qui avait voulu que l'enfant fût d'abord nourri par sa mère, mais, ensuite, fût soustrait à l'influence de sa famille pour appartenir à l'État. Et il est inutile de rappeler de nouveau le succès extraordinaire de l'*Émile*, où se présentaient, avec une éloquence aussi persuasive qu'irritante, ces idées originales sur l'éducation. Trente ans plus tard, le 9 août 1793, en présentant à la Convention le rapport sur son projet de Code civil, Cambacérès s'exprimait ainsi :

« La voix impérieuse de la raison s'est fait entendre : *il n'y a plus de puissance paternelle* ; c'est tromper la nature que d'établir ses droits par la contrainte.

« Surveillance et protection, voilà les droits des parents ; nourrir et élever leurs enfants, voilà leurs devoirs.

« *Quant à l'éducation, la Convention en décidera le mode et les principes.*

« La nourriture ne se prescrit pas ; mais rien n'est indifférent dans l'art de former les hommes...

« Les enfants seront dotés en apprenant, dès leur tendre enfance, un métier d'agriculture ou d'art mécanique... »

Voilà des formules péremptoires : « Plus de puissance paternelle, — la Convention décrètera le mode et les principes de l'éducation... » C'est la théorie absolue du droit de l'État sur l'enfant, à l'exclusion des parents dont le rôle se réduit à le surveiller et le protéger, à le nourrir et l'élever. Si persuadée que fût la Convention de son pouvoir et si disposée qu'elle pût être à régler par décrets impérieux la formation de l'âme et de l'esprit de l'enfant, elle ne se décida pas cependant à consacrer cette intervention souveraine de la puissance publique. Un an plus tard, en présentant son deuxième projet, le 9 septembre 1794, Cambacérès renonçait à décréter « le mode et les principes de l'éducation ». Déjà, le décret des 29 frimaire, 5 nivôse an II (19-25 décembre 1793), sur l'organisation de l'instruction publique, avait dit :

« Les instituteurs ou institutrices sont sous la surveillance immédiate de la municipalité ou sec-

tion, *des pères, mères, tuteurs ou curateurs*, et sous la surveillance de tous les citoyens... » (Art. 1, section II.)

Ce pouvoir de surveillance, reconnu aux parents et à ceux qui les remplacent, exclut l'omnipotence de l'État. Et il apparaît donc que, pénétrée d'idées pédagogiques qui l'auraient conduite logiquement à confisquer l'enfant, — suivant la formule de Cambacérès, — l'assemblée révolutionnaire hésita et céda devant la force des habitudes et des sentiments.

Ce qui frappe d'abord, dans l'histoire des lois du XIX^e siècle relatives à la protection de l'enfance, c'est que l'intervention de la puissance publique, longtemps après la Révolution, a été réclamée pour la première fois par Théophile Roussel dans un esprit exactement opposé à celui des conventionnels. Ils étaient des théoriciens ; il était homme pratique. Partisans de la mainmise de l'État sur l'enfant, ils ne voulurent pas la décréter ; libéral et défenseur des initiatives privées, il recourut à l'État et il obtint son concours, parce qu'il le jugeait indispensable à l'intérêt de l'enfant.

*
* *

A la veille de la guerre, la mortalité des enfants du premier âge était, à Paris, de 51,6 pour 100, plus de la moitié ; dans un département comme la

Creuse, elle s'abaissait à 13 p. 100. Roussel dénonça, parmi les causes les plus certaines de cette mortalité, « l'industrie nourricière », et il réclama contre ce fléau des mesures énergiques, à savoir la surveillance la plus stricte, qui suppléerait celle que les parents auraient dû exercer, mais qu'ils n'exerçaient pas. Donc, que les nourrices qui prennent des nourrissons fassent une déclaration; que des médecins soient chargés de les visiter, elles et les enfants; que les parents eux-mêmes aient à déclarer qu'ils ont placé leurs enfants en nourrice... Ce sont les règles principales de la loi du 23 décembre 1874, connue sous le nom de loi Roussel, et c'est la première manifestation légale d'une tendance et d'une volonté qui devaient trouver dans la suite tant d'occasions de s'exprimer. L'intérêt de l'enfant domine toutes autres considérations; dès lors qu'il l'exige, on n'hésitera pas à gêner la liberté des parents, à restreindre l'exercice de leur puissance paternelle, en les forçant à cette déclaration qui est évidemment, en soi, une atteinte à leur pouvoir.

Roussel s'autorisait ici d'un précédent : à la fin de l'ancien régime, une ordonnance avait demandé aux parents une déclaration pareille quand ils plaçaient un enfant en nourrice. Il faut dire que l'ordonnance est de 1762, l'année même de l'*Émile*, et qu'elle semble avoir été directement inspirée par le livre de Rousseau. Elle n'était plus

appliquée, si elle l'avait jamais été ; et le mal qu'elle avait voulu conjurer n'était plus le même. Ce n'était plus cet égoïsme d'une classe riche et soucieuse de son bien-être, contre quoi Rousseau s'était emporté : c'était, maintenant, le mal des grandes villes, — la mère travaillant au dehors, le logis étouffé, souvent l'hôtel meublé, — et toute la population ouvrière s'y trouvait exposée. Faute de pouvoir contraindre ces mères, qui n'en ont parfois ni la force ni le temps, à nourrir elles-mêmes leurs enfants, faute de pouvoir espérer que pères et mères choisiraient judicieusement la nourrice et la surveilleraient si peu que ce fût, l'État devait intervenir et remplacer la famille insuffisante, même au risque de toucher à l'intégrité de la puissance paternelle. A coup sûr et quoi qu'on puisse penser des droits de la famille, l'intervention de l'État fut ici mieux qu'utile, bienfaisante et nécessaire.

* * *

Avec la démocratie qui devenait le régime politique et, en partie, le régime social de la France, ces interventions vont se répéter, mais empreintes d'un autre caractère. La théorie, dont Roussel ne s'était pas soucié, va réapparaître telle que la professaient les révolutionnaires, et même plus systématique. C'est encore l'intérêt de

l'enfant du peuple qui sera habituellement invoqué; mais, dans la pensée des réformateurs, il rejoindra, pour la fortifier, l'idée qu'on appelle étatiste : ainsi, on soutient à la fois que l'enfant n'appartient qu'à lui-même et que, cependant, l'État a le droit et le devoir de s'emparer de lui.

L'enseignement public a fourni le champ le plus vaste à cette thèse et, par suite, à la lutte qu'elle provoquait en se heurtant à la thèse contraire. Qu'on le remarque, toutefois ; en 1882, quand parut la loi qui établissait l'enseignement gratuit et obligatoire, le but hautement et sincèrement poursuivi était d'assurer aux enfants du peuple les avantages de l'instruction ; il ne semblait pas que le suffrage universel pût rester dépourvu de ce bénéfice : le citoyen qui vote, sachant écrire ou lire le nom de son mandataire. Au surplus, les souvenirs de la guerre hantaient tous les cerveaux, et cette phrase était répétée partout : « C'est l'instituteur allemand qui a fait la victoire allemande ». Un intérêt national se confondait avec l'intérêt de l'enfant et justifiait donc la pression de l'État sur la famille pour lui imposer l'obligation scolaire, en lui assurant, par contre, la gratuité.

Ce qui est fâcheux, c'est qu'à l'usage, cette belle idée n'ait pas donné tous ses effets, et que même on ait voulu lui en faire produire qui la contredisaient absolument.

Elle n'a pas donné tous ses effets, en ce que

l'obligation scolaire, qu'on avait considérée comme facilement acceptable par tous les parents, a rencontré d'assez vives résistances : la résistance, ici, c'est l'abstention ; elle est toute passive et donc plus difficile à vaincre. A la ville comme à la campagne, les parents préfèrent garder leurs enfants, parce qu'ils en ont besoin pour quelques travaux ; ou, plus simplement, ils ne pensent pas à les envoyer à l'école : ils se désintéressent. Les sanctions de cette attitude ne sont pas appliquées : elles seraient inutiles. Et, chaque année, l'arrivée des recrues au régiment fait constater par le nombre des illettrés combien l'instruction obligatoire trouve d'insoumis. Certes, la loi de 1882 n'y perd rien de son grand caractère ; mais, en fait, l'empressement des familles ouvrières et paysannes n'a pas répondu à l'attente des législateurs de 1882. Trente ans après qu'ils fondèrent leur édifice, il faut reconnaître que, pareil à telles de ces écoles qui furent bâties partout, hâtivement et d'autorité, l'édifice présente déjà des lézardes : il n'est pas assez solide, il a besoin d'être consolidé.

Or, au moment où ces insuffisances de la loi de 1882 se révèlent si nettement, alors que trop d'enfants, par la faute des parents, restent encore sans instruction, ce n'est pas l'idée bienfaisante d'il y a trente ans que certains cherchent à fortifier ; c'est l'esprit de système qu'ils veulent faire triompher. L'idée et le système s'opposent l'une à l'autre :

l'idée, c'est de donner à l'enfant du peuple, et pour rien, le bienfait de l'instruction qu'il ne peut payer ; le système, c'est de s'emparer de l'enfant et, par lui, de l'avenir, en faveur d'une thèse philosophique et d'un régime politique et social. Les points de vue sont directement contraires. Quant à l'utilité immédiate, le second paraît des plus dangereux. Ceux qui veulent s'emparer de l'enfant proposent le monopole de l'enseignement : l'État seul aura le droit d'enseigner. C'est la logique de leur système ; mais ce n'est pas le moyen de remédier au mal que tout le monde constate. Ils suppriment les écoles libres, en effet, et par suite ils atteignent les enfants qui reçoivent dans ces écoles l'instruction. L'étatisme l'emporte évidemment, dans ces projets, sur l'intérêt de l'enfant. Il n'est pas besoin de montrer qu'en même temps il porte, aux droits de la famille, une atteinte grave. On a fait à la loi de 1882 une critique que les intentions certaines de ses auteurs auraient dû lui épargner ; on lui a reproché de violer, par la laïcité, la liberté des consciences, alors que tous les hommes qui présidèrent à sa naissance et à ses premières applications, Jules Ferry entre tous, entendaient que l'instituteur respectât scrupuleusement les croyances de ses élèves. Du moins, à côté de l'école communale, l'école libre restait ouverte pour les familles qui voulaient qu'une certaine instruction et qu'une éducation reli-

gieuse fussent données à leurs enfants. Si cette école disparaissait, la liberté serait certainement diminuée, et, plus que la liberté, le droit des parents qui est de choisir, pour leurs enfants, le genre d'enseignement qu'ils estiment le meilleur.

Ces projets, dits de défense scolaire, visent à ce que l'obligation scolaire soit mieux respectée, et par suite, à ce que les parents ne puissent plus, par indifférence ou mauvais vouloir, y soustraire leurs enfants. L'empiétement de la puissance publique sur la liberté de la famille et sur le pouvoir paternel est incontestable ; mais il se justifie suffisamment par l'intérêt de l'enfant. Or c'est là le critère qui peut montrer jusqu'où cette intervention sera légitime, et où elle commencera d'être abusive. Tout ce que commande l'intérêt de l'enfant, la loi pourra l'imposer aux parents : donc obligation rigoureuse de l'envoyer à l'école, et sanctions efficaces, si cette obligation n'est pas exécutée. En revanche, tout ce qui excédera cet intérêt devra être laissé de côté : par conséquent le monopole, qui ne tend pas seulement à pourvoir l'enfant d'instruction, mais à lui imposer une certaine instruction et à fortifier l'État au détriment de la puissance familiale.

* * *

La puissance familiale allait se heurter, par

ailleurs, à la puissance publique. Dès lors que l'intervention de l'État et de la loi semblait nécessaire, pour protéger l'enfant contre l'insouciance ou l'impuissance de la famille, le danger du travail excessif ou malsain devait fixer l'attention. La loi du 2 novembre 1892 ouvre une série d'actes législatifs ou réglementaires qui se continue, qui n'est pas close.

Ses prescriptions sont des plus simples, et elles témoignent, par leur modération même, combien elles étaient nécessaires.

Elle interdit le travail des enfants qui n'ont pas treize ans révolus : c'était donc que des parents n'attendaient pas cet âge. Elle décide que, au-dessous de seize ans, les enfants ne pourront pas travailler plus de dix heures par jour : c'est donc qu'on les faisait travailler davantage. Elle défend enfin le travail de nuit : c'est donc qu'il était en usage. Rien ne peut mieux montrer que cette énumération de quels excès l'enfant était victime, et comment son intérêt exigeait qu'ici l'État le protégéât contre sa famille même. La loi de 1892 est allée plus loin. Elle s'applique à tous les établissements : elle fait exception seulement pour ceux où ne sont employés « que les membres de la famille sous l'autorité du père, de la mère, du tuteur ». Cette réserve est inspirée par la pensée que ni père, ni mère, ni tuteur n'abuseront des forces de l'enfant. Toutefois, même dans

ces établissements familiaux, il se peut que la santé de l'enfant soit exposée ; et le même article de loi, qui les exempte de la surveillance, la leur impose, quand ils emploient une chaudière à vapeur ou un moteur mécanique, quand ils sont insalubres ou dangereux : il importe alors, en effet, de prendre des mesures de précaution particulières ; il importe, par suite, que des inspecteurs veillent à ce que ces mesures soient observées. Sans doute, c'est une atteinte grave non seulement à la puissance paternelle, mais encore à l'inviolabilité du domicile et à la liberté familiale, que cette intrusion des inspecteurs dans un établissement qui est celui de la famille, et d'elle seule. Mais ces atteintes, cette intervention de l'État sont justifiées par le même principe supérieur et nouveau auquel on est convenu de subordonner les règles anciennes : l'intérêt de l'enfant.

On trouvera la même justification, aussi certaine, aussi éclatante, pour les lois et décrets qui ont suivi la loi de 1892.

Voici le décret du 3 mai 1893 qui s'occupe des mines, minières et carrières, pour leur étendre les mêmes procédés d'intervention, de règlement et de surveillance. N'était-ce pas une nécessité ? Il suffit de voir ce que le décret défend, pour reconnaître à quels dangers l'enfant était soumis : défense de le faire travailler plus de huit heures, quand il n'a pas seize ans, plus de dix heures quand

il n'a pas dix-huit ans, sans, d'ailleurs, dépasser cinquante-quatre heures par semaine ; défense de lui donner un autre travail que le tri et le chargement des minerais, la manœuvre et le roulement des wagonnets ; défense enfin de le faire travailler à l'extraction, quand il n'a pas seize ans, et même, quand il n'a pas dix-huit ans, de l'employer autrement que comme aide... On juge, par ces interdictions, à quels excès on en était venu, et combien l'intervention de l'État fut ici salutaire.

Le décret du 13 mai 1893 énumère de la même manière, par tous les travaux qu'il défend, les méfaits de la vie industrielle envers l'enfant. Ce décret vise toutes les industries. Il interdit à l'enfant le graissage et le nettoyage des machines, la manœuvre des scies circulaires et à ruban, le service des robinets à vapeur, le soufflage par la bouche dans les verreries, etc. ; il interdit aussi de faire porter aux enfants, dans l'atelier, des fardeaux qui excéderaient 10 kilos pour ceux de quatorze ans, 15 kilos pour ceux de dix-huit ans... Le règlement devient ainsi de plus en plus minutieux.

La loi du 30 mars 1900 a dépassé la sévérité de ces prescriptions en fixant d'un coup à dix heures la durée de la journée de travail pour les enfants de seize à dix-huit ans.

Encore une fois, rien n'est plus justifié, rien n'est plus légitime que cette action de l'État, dût-elle

se traduire par une gêne tracassière dans les habitudes industrielles. Toutefois ces lois d'intervention, et surtout la dernière, devaient avoir sur le sort de l'enfant des répercussions qui montrent assez combien la vie moderne est devenue complexe, combien il est difficile d'y toucher sur quelque point sans amener, par ailleurs, des réactions fâcheuses.

L'ensemble de ces mesures, destinées à établir une protection nécessaire, faisaient à l'enfant dans toutes les industries une condition spéciale, conforme à son âge et à ses forces. Mais la marche des grandes industries est elle-même trop délicate pour s'accommoder de distinctions qui entraînent des lenteurs et des frais. Plutôt que de s'y astreindre, les chefs de ces industries ont pris le parti le plus simple : ils ont supprimé le travail des enfants. Et, du coup, s'est ouverte cette crise de l'apprentissage dont on commence à mesurer les terribles effets. Les enfants ne sont plus à l'usine ; la maison paternelle ne leur offre que le vivre et le couvert ; il leur reste la rue. C'est là qu'ils se réfugient, qu'ils vivent, et qu'ils prennent les habitudes de ne rien faire, sinon de mal faire, dont toute leur existence peut être gâtée. Il a été révélé par un fonctionnaire de la préfecture de police, à une séance de la Société des prisons, que plus de 20 000 enfants erraient ainsi, sans occupation, sans surveillance sur le pavé de Paris.

Alors, on se demande : que faire ? Les esprits

systématiques ne se rendent pas à ces leçons de l'expérience et ils voudraient pousser plus loin l'intervention, en attendant que l'État socialiste, monopolisant toutes les industries, y fasse prévaloir le règlement à outrance. Il paraît plus opportun, plus pratique, et donc plus sage de chercher d'un autre côté. L'intervention de l'État a sans doute protégé l'enfant, et elle a eu raison de le protéger ; mais, en conflit avec les nécessités industrielles, elle produit ce résultat imprévu et contraire aux intérêts qu'elle voulait servir : l'enfant est sans emploi, il n'y a plus d'apprentissage. Pour corriger cet excès, ce sont d'autres forces que celles de la loi et de la puissance publique qui doivent se mettre en œuvre : associations, chambres de commerce, chambres syndicales. Intermédiaires entre l'État et l'individu, ces organismes semblent pouvoir jouer, à l'avenir, un rôle considérable et des plus utiles. L'État est comme une machine trop lourde, trop lente, et qui ne peut s'assouplir aux multiples exigences de la vie. Plus proches de la vie, et d'ailleurs puissamment organisées, souvent riches, ces associations sont en mesure de compléter l'œuvre de la puissance publique. Pour l'apprentissage, notamment, alors que l'État ferait des lois, ouvrirait des écoles, elles peuvent agir d'une manière immédiate, effective : il est reconnu qu'il n'y a pas d'apprentissage hors de l'atelier ; c'est ainsi, justement, et par l'organisa-

tion de tels ateliers, qu'une association comme celle des classes moyennes, qu'une chambre de commerce comme celle de Limoges entreprennent de remédier à la crise et de venir au secours de l'enfant. Cet effort est commencé : il se poursuivra, soutenu par des hommes qui voient dans la réussite, à la fois l'intérêt de l'enfant et celui de l'industrie, c'est-à-dire le leur même; on a le droit de croire qu'il aboutira. Il en est de ce mouvement, comme de la plupart des grands courants d'action sociale que nous avons vus se former, par exemple sur la question des logements ouvriers. Le difficile est qu'ils naissent; mais une fois en train, rien ne les arrête plus.

On aperçoit ici, dans toute leur étendue, les réactions de la vie moderne, de tout ce que cette vie comporte d'intérêts, de sentiments, et de théories sur le régime de la famille. Rien n'était plus simple que la conception ancienne de cette cellule, même au temps du Code civil : la puissance du père s'exerçant dans l'intérêt et pour la protection de l'enfant. Mais on s'est avisé que, par l'effet de l'existence industrielle, le pouvoir paternel agissait au rebours des fins qu'on avait prévues. L'avènement de la démocratie, et l'infiltration du socialisme d'État offraient le moyen de corriger ces abus par l'action énergique de la loi et de la surveillance administrative; on a aussitôt employé ce moyen. Seulement un autre mal s'est révélé :

l'enfant n'a plus trouvé de travail. Il fallait une autre action encore pour accommoder sa condition à celle de l'industrie ; ce sont les associations qui se chargent de l'entreprendre. A travers cette évolution, le rôle de la famille, et celui du père surtout, ont été constamment diminués : à vrai dire, ils l'étaient déjà, et c'est pourquoi l'intervention de l'État devenait indispensable. Mais il est remarquable que les efforts de l'association, s'ils aboutissent, comme on est en droit d'y compter, à la restauration de l'apprentissage, pourront aussi bien rapprocher l'enfant de la famille ; du moins, le pouvoir paternel n'aura plus l'occasion de ces excès où le menait le jeu mécanique de la vie industrielle, et que l'intervention de l'État a supprimés. Il pourra s'exercer dans la famille même, et redevenir ce qu'il doit être.

*
* *

C'est l'avenir, dans l'hypothèse la plus favorable. Quant au présent, on ne peut nier que la puissance des parents, dans la classe ouvrière, ait été singulièrement restreinte. On a fait plus encore : on a osé supprimer, en certains cas, cette puissance même.

Cette hardiesse est due à Théophile Roussel. Et il faut en dire, comme de celle qui l'avait conduit à surveiller l'industrie nourricière, à corriger l'insou-

ciance des parents, qu'elle fut aussi juste dans son inspiration que bienfaisante dans ses résultats.

Le problème était celui-ci. Voici des parents que le Code civil investit de droits sur la personne de l'enfant, et de devoirs envers lui. Les devoirs, ils n'en remplissent aucun ; les droits, ils en abusent. On voudrait agir en faveur de cet enfant, le transplanter dans un milieu sain, lui donner de bons exemples, le sauver enfin. Mais cela n'est possible que du consentement des parents, et s'ils refusent, aucune puissance ne les fera céder. Car ils détiennent, eux, cette puissance paternelle qui est d'ordre public, et que tous, autorité de l'État comme particuliers, doivent respecter : pratiquement, le père le plus indigne pourrait requérir le commissaire de police d'enlever son enfant aux personnes charitables qui l'auraient recueilli.

A ce point, l'alternative se posait de la façon la plus énergique et la plus nette : la puissance paternelle et l'intérêt de l'enfant se heurtaient directement ; il fallait choisir l'une ou l'autre.

On ne s'étonne pas que Théophile Roussel ait choisi l'intérêt de l'enfant. C'est l'aboutissement naturel de toute l'évolution du ^{xix}^e siècle, — et dans une âme généreuse, dans un esprit pénétré des habitudes nouvelles de la pensée, qui se porte vers l'avenir plutôt qu'en arrière, qui s'inquiète de l'individu, qui est possédée enfin par le souci d'un devoir social.

La loi de 1889, élaborée par Roussel, organise la déchéance de la puissance paternelle. Elle est très simple : elle décide que, suivant les cas, la déchéance doit ou peut être prononcée. Les tribunaux devront la prononcer après certains crimes et délits commis par les parents. Ils pourront la prononcer contre « les pères et mères qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse, par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ». Voilà tombée la puissance qui, de protectrice, était devenue malfaisante, et paralysait tous les efforts qui pouvaient être tentés au profit de l'enfant. Les tribunaux ont à dire et ils peuvent dire librement sous quelle autre autorité il sera placé ; ce sera la puissance de la mère, ou la tutelle de droit commun, ou enfin celle de l'Assistance publique, d'un particulier, d'une institution charitable. On va ainsi à l'extrémité la plus audacieuse ; c'est une véritable mort civile dont ces parents indignes sont frappés en tant que parents ; d'une part, ils sont dépouillés de tous leurs droits, garde, éducation, correction, consentement au mariage, usufruit légal ; d'autre part, ces enfants, civilement orphelins, sont traités comme tels ; et le tuteur, l'Assistance publique, la société de patronage, sont investis sur eux des pouvoirs qui servent précisément à protéger les véritables orphelins.

Il semblait que la loi de 1889, en détruisant la puissance paternelle toutes les fois qu'elle devenait redoutable à l'intérêt de l'enfant, eût à la fois atteint les limites de la hardiesse, et sauvegardé cet intérêt. Cependant, la pratique ne tarda pas à révéler qu'elle était insuffisante, trop absolue et toutefois inefficace. Il se présentait, en effet, des cas très nombreux où les tribunaux et les sociétés de patronage se trouvaient pareillement embarrassés : des enfants étaient exposés, par la négligence, par la faiblesse de leurs parents, à cet abandon moral d'où ils commençaient de glisser sur la pente de la paresse, du vagabondage et des plus mauvaises actions ; des sociétés, averties, les auraient aussitôt recueillis ; mais les parents, soit résistance aveugle, soit scrupule sentimental, refusaient leur consentement. Comment les contraindre ? Ils n'étaient pas de ceux que la loi de 1889 a visés ; ils ne méritaient pas la déchéance ; et d'ailleurs, ce qu'il suffisait de leur retirer, ce n'était pas la puissance paternelle, mais seulement un attribut de cette puissance, c'est-à-dire la garde. Or la loi de 1889 ne permettait pas une telle distinction ; elle ne comporte que la déchéance complète, avec la flétrissure qui en résulte. Elle devait donc être reprise et corrigée.

L'occasion s'en présenta en 1897, lorsque le crime des époux Grégoire souleva dans toute la France la révolte et l'indignation publiques. Une

loi avait été votée, dès 1898, pour punir de peines plus sévères le crime des parents envers leurs propres enfants : désormais la faiblesse de la victime, la qualité paternelle ou maternelle chez les auteurs des coups et blessures devinrent des circonstances aggravantes qui purent entraîner la peine des travaux forcés. Mais la loi de 1898 fit davantage ; et, par un détour, elle vint combler les lacunes que l'expérience avait fait découvrir dans la loi de 1889 sur la déchéance.

Ce n'était pas tout que de punir sévèrement les parents des enfants martyrs ; il fallait ensuite régler, pour l'avenir, le sort de ces enfants : on proposa que le juge d'instruction pût statuer provisoirement sur la garde, et confier les enfants soit à l'Assistance publique, soit à une personne ou à une société charitable. Et ce fut ici que l'ingéniosité de M. Béranger sut profiter de l'occasion pour faire insérer dans la loi nouvelle la disposition générale dont on avait besoin. Puisque le juge d'instruction allait statuer sur la garde, pourquoi ne pas étendre son pouvoir, et, en même temps, celui des tribunaux, à d'autres cas où c'est justement la garde qui fait difficulté, aux cas où les parents ne savent pas, ne peuvent pas l'exercer, sans, toutefois, avoir mérité la déchéance ? Sans doute, la loi qu'on était en train de voter était essentiellement dirigée contre les parents barbares, poursuivis pour avoir commis des crimes et délits sur

la personne de leurs enfants ; les dispositions relatives à la garde de ces enfants n'y étaient qu'accessoires, et il pouvait paraître étrange d'y mêler d'autres dispositions qui atteindraient les parents, non pas coupables de sévices, mais seulement incapables de surveillance, qui régleraient la garde des enfants, non pas martyrs, mais moralement abandonnés. Cette étrangeté n'effraya pas M. Bérenger ; il proposa de viser « tous les cas de délits ou de crimes commis *par des enfants*, ou sur des enfants ». Délits ou crimes commis sur des enfants, c'est l'objet même de la loi, la répression d'un forfait comme celui des époux Grégoire. Délits et crimes commis *par des enfants*, c'est ce qu'on ajoute à la loi ; c'est le cas de ces enfants moralement abandonnés qui, faute d'une autorité paternelle assez vigilante, arrivent à mal faire. On réunit ces cas si différents, parce qu'ils posent le même problème, celui de la garde, et on décide que le juge d'instruction provisoirement, le tribunal définitivement, statueront sur cette garde.

L'idée, assurément hardie, mais si ingénieuse de M. Bérenger, a donc fourni la solution cherchée. Les parents indignes seront déchus de leur puissance dans les termes de la loi de 1889. Mais les parents seulement incapables, et dont l'incapacité se révélera par cette preuve trop significative, le crime ou le délit de leurs enfants, pourront être

privés de la garde ; c'est-à-dire que leur qualité de père ou de mère, leur puissance paternelle ne feront plus obstacle aux mesures qui doivent assurer le relèvement et le salut de leurs enfants.

*
* *

On suit la courbe du mouvement qui, depuis une quarantaine d'années, n'a subi ni fléchissement, ni arrêt. Partie d'une pensée généreuse, d'un souci à la fois sentimental et social qu'éveillait la condition pénible de l'enfant dans l'existence industrielle du *xix^e* siècle, elle s'élève rapidement. De la loi de 1874 sur le placement des enfants en nourrice jusqu'à celle de 1889 qui supprime la puissance paternelle, jusqu'à celle de 1898 qui enlève aux parents le droit de garde, ce sont des atteintes de plus en plus profondes à l'autorité des parents, à la famille elle-même. Il fallait bien en venir à détruire cette autorité, à retrancher cette famille, dès lors qu'on entendait faire prévaloir l'intérêt de l'enfant. On en est venu jusque-là. Toutes les fois que cet intérêt l'exige, l'enfant est enlevé à ses père et mère et la tâche de l'élever est confiée, comme on l'a vu, soit à l'Assistance publique, soit à une société de patronage, soit à une personne charitable.

Assurément, c'est le moyen d'écarter le plus grand mal, celui qui vient de l'abandon moral.

Est-ce le moyen de donner à l'enfant le plus grand bien ?

Après cet effort de trente ou quarante années, qui ne tendait qu'à arracher l'enfant d'un milieu malsain, voici qu'un autre effort commence pour lui rendre, dans des conditions nouvelles, la douceur, l'agrément, l'appui, tous les bienfaits de la famille.

CHAPITRE VI

L'ENFANT ABANDONNÉ OU COUPABLE ET LA PUISSANCE PATERNELLE

Interventions de l'État et leurs effets. — La protection du travail de l'enfant supprime ce travail. — Les peines ou les acquittements prononcés par les tribunaux ne corrigent pas l'enfant coupable. — Les colonies pénitenciaires le vicient souvent au lieu de l'améliorer. — Idée nouvelle : après l'action de l'État qui a anéanti la famille, l'action individuelle qui la remplace ou la reconstitue. — Apprentissage. — Tribunaux pour enfants et liberté surveillée. — Patronages.

En moins de dix ans, la révolution des idées et des lois contre le principe de la famille intangible avait été complète. Ses caractères essentiels, comme on vient de le voir, étaient de supprimer la puissance paternelle, en tout ou en partie, dans les cas où l'intérêt de l'enfant l'exigeait impérieusement, et de substituer à cette autorité détruite ou diminuée la tutelle protectrice de l'Assistance publique, ou des personnes et des

institutions charitables. Au total et en fait, les tribunaux étaient investis d'un pouvoir quasi souverain, pour décider si la famille méritait ou non de garder son enfant ; et le seul motif qui devait inspirer leur décision était l'intérêt de l'enfant.

Il est intéressant de constater que le sentiment général et le désir de protéger l'enfant des classes pauvres ont trouvé cette expression énergique : la famille est jugée. Elle est jugée en ses bonnes et mauvaises actions. Elle n'est plus le groupe compact qui, de par le mariage qui le fonde, est revêtu d'une dignité et d'une autorité quasi sacrées. Elle est appelée à rendre compte, et les parents ont à savoir qu'ils doivent se montrer dignes de leur puissance paternelle. La justice les interroge, examine leur conduite, et suivant ce qu'elle y découvre, dit qu'ils peuvent ou ne peuvent pas conserver leurs droits de parents.

Ce pouvoir des tribunaux est formidable. Il est vrai que, suivant la loi de 1889, il s'applique à des cas exceptionnels, ceux des parents indignes. Mais, suivant la loi de 1898, il peut s'étendre indéfiniment : il s'exerce toutes les fois qu'un enfant comparaît en justice pour quelque délit, et malheureusement, c'est par milliers qu'il faut compter, chaque année, les enfants coupables. Voilà donc des milliers d'« espèces » où les tribunaux ont à juger et l'enfant, et la famille, — l'enfant pour dire s'il a eu quelque discernement de sa faute et

quel régime il convient de lui imposer ; — la famille, pour décider si elle est capable de continuer auprès de lui sa mission éducatrice et protectrice.

Cette tâche des tribunaux est singulièrement délicate. Sans doute, dans les procès de divorce, il faut aussi que les juges statuent sur le sort de l'enfant ; mais c'est pour attribuer la garde, soit au père, soit à la mère, sans détruire en elle-même la puissance paternelle, sauf dans des hypothèses extrêmement rares où l'intérêt de l'enfant commande qu'il soit confié à une tierce personne ; et, de toutes manières, cet enfant est normal : son intérêt est simplement l'intérêt habituel de tous les enfants.

Ici, les circonstances sont très différentes ; et le problème est beaucoup plus complexe, beaucoup plus grave. Les tribunaux jugent d'abord l'enfant, non pas l'enfant en général, mais ce petit individu qui s'est rendu coupable d'un méfait, — vagabondage, vol, abus de confiance, filouterie, — qui a ses tendances vers le bien et vers le mal, ses qualités et peut-être ses vices, qui est capable de s'amender ou de faire pis... Un jugement ne sera qu'inutile et même qu'injuste et néfaste, si les magistrats n'ont pas examiné soigneusement cet esprit, ce caractère, toute cette nature encore incertaine et qui peut se modifier suivant les directions qu'on va lui imprimer. Et c'est en quoi

la tâche de la justice est d'abord si difficile.

Elle ne l'est pas moins en ce que les juges doivent ensuite choisir les mesures les mieux adaptées à la personne de ce mineur et les plus efficaces pour son relèvement. Rien n'est si différent du rôle habituel dévolu aux magistrats et qui consiste à mesurer une peine à la gravité d'un méfait, à la culpabilité du malfaiteur. Il n'y a pas ici de malfaiteur contre qui la société doive se défendre ; il n'y a qu'un enfant que son intérêt essentiel est de réformer. Mais comment le réformer ? Il faut avoir égard à la diversité des natures : ce qui serait excellent pour l'une serait dangereux pour l'autre. Les tribunaux peuvent, par exemple, rendre l'enfant à sa famille qui offre de le reprendre après la faute. Mais que vaut cette famille ? Doivent-ils lui faire confiance ? Et même en ce cas, l'enfant ne gagnerait-il pas à en être quelque temps séparé ?... Ne serait-il pas mieux aux mains d'un patronage, ou sous la tutelle de l'Assistance publique qui le placerait, à la campagne, chez des cultivateurs ?... C'est tout cela que les tribunaux doivent apprécier ; c'est donc, en même temps qu'un pouvoir immense, un rôle ardu entre tous qui leur est attribué par les lois nouvelles, par l'esprit nouveau. Dès lors que la famille ne remplit plus son office ancien, et que la société doit l'y suppléer par une organisation différente, on aperçoit combien cet office était complexe et combien il

est difficile de remplacer artificiellement ce groupe naturel.

On s'en est aperçu durant les années qui ont suivi cette loi capitale de 1898, et les tribunaux ont éprouvé quelque embarras à exercer ce ministère un peu effrayant qui les constitue les arbitres de la famille ouvrière et du sort de l'enfant.

Certains cas même n'avaient pas été prévus, et présentaient aux juges une difficulté presque insoluble. Ainsi une mère avait délaissé son enfant, quelques mois après la naissance ; puis, mariée, et d'accord avec le mari qui avait reconnu sa paternité, elle demandait à reprendre cet enfant. Les tribunaux, à plusieurs reprises, s'étaient posé cette question : « Ces parents ne sont pas déchus de leur puissance paternelle ; est-il possible de leur refuser la garde, même si l'enfant est mieux là où il a été placé, dans la famille campagnarde qui l'élève, que dans sa propre famille ? » Question très délicate, évidemment ; conflit de nouveau très aigu entre le droit des parents et l'intérêt de l'enfant. Une autre loi, celle du 27 juin 1904, a réglé ce conflit. Est-il besoin de dire dans quel sens ? Les travaux préparatoires le précisent avec vigueur dans la formule que voici : « L'intérêt de l'enfant, tel doit être l'élément de décision, non pas prépondérant, mais unique ». Dès lors, les magistrats disposaient d'un critère infaillible. C'est pourquoi la Cour de cassation maintient invariablement, aujour-

d'hui, qu'ils doivent fermer les yeux à toute autre considération.

Le pupille de l'Assistance publique, jadis délaissé, est réclamé par ses père et mère ; quelle réponse est la plus conforme à son intérêt ? Le tuteur le déclare, après l'avis du conseil de famille, et s'il a déclaré que le changement réclamé serait contraire à cet intérêt, les tribunaux ne peuvent passer outre ; ils doivent refuser la remise. Leur tâche se trouve grandement simplifiée ; c'est le directeur général de l'Assistance publique, certainement plus en état de fournir une opinion éclairée, qui dicte en quelque manière leur décision. D'ailleurs, — remarquons-le encore, — l'échec de la puissance paternelle est ici le plus complet que nous ayons vu. Les parents ne sont pas déchus ; l'enfant n'est pas un de ces petits coupables pour lesquels il y a urgence à modifier la garde ; ils veulent seulement reprendre l'exercice de leurs droits, abandonnés jadis pour des causes peut-être respectables : ils veulent retrouver l'enfant que, souvent, ils n'ont pas cessé d'aimer ; ils peuvent, en un mot, invoquer le droit le plus fort, le sentiment le plus impérieux... Cela ne suffit pas. Du jour de l'abandon, par le fait même du délaissement, ils se sont démis, en faveur de la société, de leurs pouvoirs et de leurs droits : maintenant, la société les juge ; elle ne reconnaît à leur réclamation qu'une valeur relative ; par eux-mêmes, ils ne sont

rien, et c'est l'enfant qui est tout ; c'est donc pour lui, et pour lui seul, suivant son intérêt exclusif, que la demande sera admise ou repoussée, sur l'avis du directeur de l'Assistance publique.

*
* *

Ainsi réduite pour l'enfant abandonné, la mission des juges demeurerait étrange, pour ne pas dire impossible, quant à l'enfant coupable. On leur fournissait pour le premier l'aide d'un double avis, celui du tuteur, celui du conseil de famille, qui leur permettait de juger avec sûreté ; pour le second, ils n'avaient ni l'expérience, ni les moyens d'information, où trouver les raisons de prescrire les mesures les plus favorables.

Quelque temps passa. Et, soudain, il apparut qu'une institution nouvelle, déjà prospère en Amérique, offrirait une issue à ces embarras inextricables où la pensée bienfaisante de la loi de 1898 risquait d'échouer piteusement. En 1906, M. Juhiet, revenant des États-Unis, fit connaître à Paris l'idée, le mécanisme, les résultats du tribunal pour enfants — Children Court — qu'il avait étudié à Chicago.

L'idée, conforme à l'esprit qui avait inspiré les lois françaises, était de traiter l'enfant, non comme un coupable, mais comme un être à réformer et à rendre meilleur. Le plus urgent avait paru de le

séparer tout de suite des adultes, et de le faire comparaître, non pas devant le juge habituel, mais devant un magistrat spécial choisi pour son expérience de l'âme enfantine ; non pas suivant les formes solennelles de la justice, mais dans la familiarité d'une conversation où, seul avec le magistrat, il ne serait empêché ni par la forfanterie, ni par la timidité, de se laisser connaître.

En fait, tel était ce tribunal spécial pour enfants : le juge tête à tête, dans son cabinet, sans appareil, sans publicité, avec l'enfant, pour l'interroger, gagner sa confiance, et savoir son humeur, son caractère, ses penchants. Comme de juste, il ne pouvait être question de condamnation ni de peines pour ce prévenu qui ne ressemblait pas aux autres, devant ce tribunal si différent des autres. Le juge, en effet, cherchait uniquement, et dans la liberté d'un pouvoir souverain, quelle mesure ordonner pour ramener l'enfant au bien. Or, parmi ces mesures se retrouvaient, comme en France, l'envoi dans la colonie pénitentiaire pour les natures rebelles et déjà perverties ; la remise aux patronages pour les natures plus faciles et seulement fautives par accident ; à la famille, enfin, quand elle paraissait capable de remplir son office. Mais s'ajoutant à ces mesures, les combinant avec ingéniosité, les renouvelant par une pratique assez hardie, se trouvait aussi la liberté surveillée.

Cette méthode nouvelle procédait d'une pensée

profondément sage et juste : rien ne vaut, rien ne peut remplacer pour l'enfant la famille qui est sa protectrice naturelle, et qui lui donne, en même temps que des soins, cette tendresse, ce sentiment infiniment doux d'être aimé, dont la privation se fait sentir toute la vie. Sans doute ! Mais il a été malheureusement reconnu que cette famille de l'enfant coupable n'avait pas su accomplir une si belle tâche, et que le remettre entre ses mains était plus qu'une imprudence, une faute grave. Comment donc concilier ces deux évidences : — loin de la famille, l'enfant est comme un arbre transplanté qui, trop souvent, ne s'épanouira qu'avec peine ; — dans sa famille, l'enfant coupable ne trouvera pas la surveillance et la fermeté dont il a besoin ? Est-il même une conciliation possible ?

Oui, la conciliation est possible, sinon toujours, du moins dans une foule de cas. Cette famille peut donner à l'enfant la protection et la tendresse, l'assistance morale et la douceur du foyer ; cet enfant peut profiter de ces bienfaits et adopter résolument une meilleure conduite — à une condition : c'est qu'elle et lui soient aidés ; c'est qu'à côté de la famille quelqu'un s'applique, non pas à la remplacer, mais à la fortifier un moment ; c'est qu'à côté de l'enfant, une voix lui rappelle qu'il doit se bien conduire, et lui remontre que dès lors, auprès des siens, la vie lui sera plus facile et plus agréable que partout ailleurs, tandis qu'il

s'expose, s'il ne veut pas se corriger, à l'existence du patronage ou même de la colonie pénitentiaire. Le juge des États-Unis a vu qu'avec cette aide, l'enfant et la famille pouvaient être l'un et l'autre replacés dans l'ordre naturel ; et l'ayant vu, il en a fait aussitôt l'expérience. Il disposait à cet égard de toutes les facilités, puisque aucun code, aucune loi ne restreignait son pouvoir. Il a donc ordonné, après enquête et dûment renseigné, que l'enfant coupable serait rendu à sa famille ; mais, en même temps, il entendait que ce fût là une épreuve : *probation*. Une personne choisie par lui — *probation officer* — était chargée de surveiller cet enfant, et, plus encore, de le conseiller, de l'encourager, de le soutenir : le juge était averti, par des rapports fréquents, du résultat de cette assistance ; il savait si l'enfant y trouvait l'énergie de se mieux conduire, et comprenait l'avantage de vivre libre auprès des siens ; ou bien, au contraire, si malgré la famille, malgré le secours du *probation officer*, il restait indifférent, incorrigible. Et dans le premier cas, le magistrat relâchait peu à peu la surveillance, laissait à l'enfant toute sa liberté : l'épreuve était finie ; elle avait rétabli toutes choses dans leur état véritable. Dans l'autre cas, l'enfant était remis à un patronage, ou même envoyé en correction : évidemment, alors, la famille ne pouvait suffire à le corriger.

Ingénieuse à coup sûr, cette idée nouvelle de recourir comme moyen suprême à la famille, — mais à la famille aidée par le *probation officer*, — ne pouvait valoir que suivant ses résultats positifs. Et ces résultats, c'était la proportion des enfants qui, sur le total des essais de liberté surveillée, ne commettaient plus aucune faute et avaient donc trouvé la voie véritable du retour au bien. Or quelle a été cette proportion ? Tout de suite, elle a été considérable ; elle n'a cessé de grandir, elle démontre donc, et de la manière la plus directe ; que la « probation », l'épreuve, tentée avec prudence, suivie avec attention, réussit d'une part à corriger l'enfant, d'autre part à rétablir entre sa famille et lui ces liens que les plus charitables efforts ne parviennent jamais à remplacer.

On sent l'importance de cette heureuse tentative ; dans l'ordre moral, c'est comme l'analogie d'une découverte scientifique ; c'est une révolution qui succède à celle où la famille avait été si rudement atteinte ; on aurait envie de dire que c'est une contre-révolution, si on ne considérait qu'il a fallu d'abord intervenir dans la vie de la famille, la juger, la détruire parfois pour en arriver à reconnaître qu'il était possible, avec quelque ménagement et quelque soin, de la reconstituer.

Il n'est pas surprenant que, sitôt révélées en France, l'institution du tribunal pour enfants et l'épreuve de la liberté surveillée aient excité la

curiosité, puis l'ardeur de toutes les personnes attachées à ce problème passionnant : le sort de l'enfant coupable, les moyens de le sauver. Aussitôt, en effet, commença cette étude, puis cette propagande, enfin cette action législative qui aboutirent à solliciter du Parlement une loi.

Toutefois, si ce mouvement a fini par déclancher l'intervention de la puissance publique, il a pris d'abord et il a gardé constamment un caractère original : c'est par des initiatives isolées qu'il s'est mis en train ; c'est par des actes individuels, essayés à côté de la loi, qu'il s'est manifesté. Avant même que le tribunal pour enfants fût créé en France, on a tenté de le faire fonctionner, et on y a réussi ; avant qu'aucun texte législatif parlât de la liberté surveillée, on a voulu en risquer l'expérience, et on l'a risquée et on s'en est bien trouvé. C'est une histoire qui montre que l'esprit français est moins routinier qu'on ne le dit ; et c'est aussi une preuve nouvelle qu'en cette matière l'État a continuellement besoin d'être éclairé et même assisté par les particuliers : son intervention est toujours pesante et raide. Cet essai, qui précéda la loi de plusieurs années, se fit avec une extrême simplicité. A l'audience de la huitième chambre correctionnelle, trois jeunes gens comparaissaient pour vols à l'étalage : l'un des trois, mineur de seize ans, en était à sa première faute, et les renseignements recueillis sur lui n'étaient ni bons ni mau-

vais. Sa mère, veuve, demandait à le reprendre et promettait de le surveiller. Mais le tribunal hésitait à contenter ce désir, par crainte que la surveillance ne fût imparfaite. Un avocat bien connu pour le zèle qu'il a déployé dans les œuvres de l'enfance, Me Rollet, s'avança à la barre et soumit aux magistrats la proposition suivante :

« Le tribunal pourrait donner la garde de cet enfant au *Patronage de l'enfance* dans les termes de la loi de 1898. Et le *Patronage* essaiera de le mettre en liberté surveillée ; c'est-à-dire qu'il le rendra à sa mère, mais qu'il le fera visiter et surveiller par un de ses membres, et, à la moindre faute, le reprendra pour le placer suivant son intérêt. »

Cette proposition fut agréée par le tribunal, et c'est ainsi, sans fracas, par un détour ingénieux, que fut inaugurée dans notre pays la « probation » américaine, qui reçut en France et garde le nom de « liberté surveillée ».

Elle a pris peu à peu de l'extension, non pas toutefois autant qu'on le pourrait souhaiter. Cette lenteur a plusieurs causes ; et c'est, d'abord, que certains échecs ont amené des méfiances et des hésitations ; et c'est aussi que la liberté surveillée comporte un groupe nombreux de personnes expérimentées et dévouées qui en sont les agents essentiels : il faut du temps pour recruter ces personnes. Mais si nous n'avons pas imité la promp-

titude d'une ville comme Chicago à trouver les ressources d'argent et de personnes qui permettent d'agir vite et largement, du moins l'expérience française a été démonstrative autant que l'expérience américaine. La liberté surveillée est un moyen de salut, sinon infaillible, en tout cas plus efficace que tous autres ; et ce qui l'établit, c'est que le nombre des enfants ainsi rendus à la famille et qui récidivent dans le mal est en proportion très faible. On l'a vu ; on l'a répété. Il s'est fait de la sorte, autour du tribunal spécial et de la mesure nouvelle, une agitation de propagande qui a gagné le Parlement ; et après quelques années de pratique, une loi a été votée.

Cette loi ne fait que consacrer les essais commencés en 1906 et soutenus, depuis, par le concours le plus heureux des hommes d'œuvres et des magistrats. A vrai dire, elle est timide : elle reste timide par la résistance des juristes intransigeants qui n'ont pas cru pouvoir sacrifier les principes les plus solides de notre droit pénal et les habitudes de notre pratique judiciaire. Ainsi le juge des enfants est unique aux États-Unis, en Angleterre ; mais c'est que ces pays ont depuis longtemps, pour tous les délits et pour tous les malfaiteurs, l'habitude de ce magistrat unique. En France, la pluralité des juges nous est toujours apparue comme une garantie du prévenu ; et on a eu beau faire valoir que le mineur n'était pas un prévenu ordinaire,

que son intérêt serait mieux sauvegardé par une conversation familière avec un « Monsieur » en redingote que par une comparution devant trois personnages vêtus de la robe. La résistance a été invincible. Il convient de dire, d'ailleurs, qu'elle s'appuyait sur un argument très fort : en cas de complicité, cas fréquent, d'un adulte avec l'enfant, il aurait bien fallu revenir au tribunal de trois magistrats, et il y aurait eu, par suite, des juridictions distinctes, l'une pour l'enfant seul coupable, l'autre pour l'enfant complice d'un adulte.

Quoi qu'il en soit et quoi que réserve l'avenir, la loi met à peu près l'enfant hors du Code pénal. L'idée ancienne qu'il n'est pas un malfaiteur et qu'il faut le ramener au bien, non pas le punir ni se défendre contre lui, se trouve nettement consacrée. Au-dessous de treize ans, il comparaitra devant la Chambre du conseil. Au-dessus de treize ans, il aura son tribunal spécial, c'est-à-dire une Chambre, une audience qui lui seront réservées, et la loi a fini par admettre, non sans peine, que la publicité de cette audience serait restreinte à quelques personnes. Enfin la liberté surveillée est reconnue : elle devient moyen légal.

C'est d'elle qu'on est en droit d'attendre de grands effets. Sans doute, il faut qu'elle s'organise, qu'on s'y accoutume, que les personnes qui tiendront le rôle des *probation officers* apprennent à le remplir, qu'enfin les enfants et

les familles retrouvent, avec cette aide qui leur sera donnée, le courant de la vie normale. Mais l'espérance est mieux que permise : elle est commandée par les résultats acquis jusqu'à ce jour et par l'évidence qu'on est ici dans la vérité.

*
* *

Parmi tous les efforts qui se dépensent au profit de l'enfant physiquement ou moralement abandonné, entre toutes les méthodes qui s'emploient à son salut, il faut retenir que les résultats les plus heureux se présentent dans deux cas : c'est le nourrisson délaissé à l'âge de quelques mois, que l'Assistance publique place à la campagne dans une famille où il est élevé et qui s'y incorpore avec le temps, au point d'y être aimé et de s'y trouver content comme dans une famille véritable ; c'est l'enfant coupable à qui le juge accorde la liberté surveillée, et qui, sous la direction du surveillant, apprend ou plutôt réapprend à connaître le bienfait de la famille, tandis que les parents eux-mêmes apprennent à leur tour ou réapprennent à exercer envers lui leur rôle protecteur.

Ces deux cas offrent, l'un avec l'autre, une analogie qu'on ne peut méconnaître : chaque fois, la famille s'applique avec un soin particulier à remplir sa mission de vigilance, d'affection et d'éducation. Il semble paradoxal que des culti-

vateurs à qui l'Assistance publique remet un de ses pupilles le traitent aussi bien et mieux qu'ils ne feraient leur propre enfant. En réalité, l'existence familiale a gardé dans les campagnes sa vigueur et son efficacité presque intactes, par la double raison qu'elle rapproche sans cesse le père, la mère, les enfants, et qu'elle ne rencontre pas, comme celle des grandes villes et de la classe ouvrière, les tentations multiples de mal faire, le mauvais exemple, la contagion. Mais si cette existence, en elle-même, est moralement plus saine, plus réconfortante, plus vraiment familiale, il s'y ajoute, pour le pupille de l'Assistance publique, une circonstance favorable, le contrôle régulier des inspecteurs. Cette famille qui a recueilli l'enfant serait promptement rappelée à ses devoirs, si elle paraissait les oublier : elle perdrait le bénéfice que représente l'enfant, si elle ne s'appliquait pas à l'élever convenablement. Et c'est ainsi, par l'intérêt, par le stimulant qui lui vient d'une surveillance assez stricte, que la famille d'occasion est amenée à se conduire aussi bien et même mieux qu'une famille véritable. — Pour l'enfant coupable et mis en liberté surveillée, il en est de même. La surveillance ne profite pas seulement à l'enfant qui y trouve la force de résister aux entraînements. Elle sert aux parents. Le plus souvent, ils ont péché par faiblesse, par insouciance, par ce laisser-aller qui fait qu'on s'en

remet au hasard d'arranger les choses. Ils sont désolés de découvrir que leur enfant, à ce régime, est en train de mal tourner. Aux audiences correctionnelles où comparaissent ces petits malheureux, on entend des pères, des mères protester avec véhémence que, désormais, si l'enfant leur est rendu, ils s'en occuperont très soigneusement. Ce sentiment est sincère. Il ne suffirait peut-être pas, une fois apaisée la crainte de ne plus voir leur l'enfant, à faire persévérer ces parents dans leurs bonnes intentions. Mais la liberté surveillée entretient la crainte ; en même temps, les conseils du surveillant affermissent les bonnes intentions et créent des habitudes nouvelles de vigilance et de fermeté. La famille, ainsi, refait sa propre éducation, à peu près comme le blessé, après un long intervalle d'inaction, réapprend l'usage de ses membres. Quand l'épreuve a réussi et que l'enfant est désormais rétabli dans la voie du bien, il est certain que la famille, elle aussi, est rétablie dans sa fonction trop longtemps négligée.

Ces deux exemples sont des plus significatifs : ils enseignent pareillement que l'enfant est sauvé presque à coup sûr par la famille, naturelle ou artificielle, lorsque celle-ci retrouve, sous une action intelligente, attentive, son rôle véritable.

Il est malheureusement, dans les rangs trop pressés de l'enfance coupable, un très grand nombre de sujets à qui on ne peut pas donner,

d'une manière immédiate et directe, cette famille naturelle ou artificielle : leurs parents ne veulent plus d'eux ou sont indignes ; et il n'est pas possible de les placer, comme des pupilles de l'Assistance, parce qu'ils sont déjà vicieux, dangereux. Cependant on s'efforce d'agir sur eux : on lutte ardemment pour les rendre meilleurs. Quand est-ce donc qu'on réussit ? Les faits, ici, fournissent une réponse invariable et certaine : les colonies pénitenciaires, où la vie est commune entre plusieurs centaines d'enfants, avec une discipline rigoureuse, ne donnent que des résultats désastreux, parce que la contamination s'y fait avec une force impossible à maîtriser, et que la répression la plus impitoyable ne parvient qu'à déchaîner dans les âmes la révolte, la violence, la haine. Au contraire, les sujets les plus difficiles résistent rarement au régime de la cellule qui les isole, et à l'action continue du directeur qui les entretient, les apaise par des paroles affectueuses, réveille leur énergie et les force doucement, par autorité et par persuasion, à reconnaître qu'ils doivent se soumettre, se bien conduire, travailler.

Qu'est-ce à dire ? Ce directeur se conduit simplement envers chacun d'eux comme un père envers son enfant. Ce qu'il exerce envers ces malheureux, c'est la puissance paternelle, tantôt sévère, et tantôt amicale ; c'est le devoir de protection, et c'est la mission éducatrice, résumée en ces conseils dont

le but est de montrer la règle du bien et du mal, la nécessité de faire le bien et de s'abstenir du mal. Ainsi, dans le cas extrême de ces jeunes âmes ravagées, jusque dans cet enfer que semble d'abord la maison de correction, il faut reconnaître comme le seul moyen d'action, l'esprit, l'intelligence, le sentiment même de la famille figurés par cet effort du directeur qui tend et qui réussit, dans l'isolement de la cellule, à ramener les pires révoltés... Le reste, la colonie où les enfants vivent groupés comme à la caserne, comme dans une pension, ne peut convenir qu'à ceux qui vivraient aussi bien dans une pension ou à la caserne. Ce n'est pas là, ce n'est pas avec ce régime qu'on peut espérer redresser des âmes, raffermir des caractères. Cependant la moyenne des abandonnés y trouvent, avec la subsistance, l'apprentissage d'un métier et l'habitude d'une discipline : ils en sortent capables de se bien conduire et de gagner leur pain. Mais là encore, l'influence personnelle d'un directeur ou d'une directrice imprime soudain à l'œuvre tout entière un caractère nouveau, et marque ces jeunes hommes, ces jeunes filles d'une empreinte dont toute leur vie peut être changée. On en a vu le plus bel exemple à Darnetal où la mère Marie-Ernestine a élevé, au sens exact, comme une vraie mère élèverait ses enfants, des générations de pauvres filles, — et avec un tel soin, un tel succès,

une entente si pratique des devoirs féminins, que les jeunes cultivateurs des environs venaient chercher parmi elles l'épouse modèle en qui ils pourraient se fier absolument.

Partout ainsi se justifie comme une loi scientifique, cette insigne vérité : il faut à l'enfant la famille, — tendresse et fermeté, soins consacrés à sa personne par ses parents, surveillance qu'ils exercent sur lui, paroles de bon conseil, exemple plus efficace que les paroles, et, par-dessus tout, atmosphère d'affection, de confiance, de sécurité. Tout cela vient-il à manquer ? La famille naturelle est-elle insuffisante ou nuisible ? Il est vite fait de l'écarter. Mais pour ce qui est de l'enfant lui-même, il serait ainsi victime d'un autre mal : tantôt la sécheresse et l'indifférence du pensionnat où il ne pourrait s'épanouir, tantôt la rudesse et la promiscuité de la colonie pénitentiaire où il ne pourrait que s'endurcir et se corrompre davantage. Écarter la famille, ce n'est donc que l'opération élémentaire, primitive, qui rappelle ces interventions de la vieille chirurgie dont la chirurgie moderne ne fait que rire. Il y a mieux à tenter. Il faut donner à l'enfant la famille, telle qu'elle devait être. Et cela est toujours, sinon facile, du moins possible, même avec les êtres les plus vicieux. L'expérience le montre par des faits éclatants. Désormais et de plus en plus, ce sera la règle des œuvres qui voudront

travailler pratiquement et sûrement au salut des enfants abandonnés ou coupables. Suivant qu'ils sentiront ou non cette influence affectueuse, qui n'est pas celle du précepteur de l'*Émile*, mais qui emprunte aux meilleures affections paternelles ou maternelles leur secret pouvoir, ils seront enrichis pour toute leur existence de forces morales, ou bien ils resteront tels que ces malades soulagés par quelque empirisme et qui retombent à la première atteinte.

CHAPITRE VII

ASCENDANTS ET COLLATÉRAUX

La grande famille d'autrefois, telle qu'un arbre poussant de nombreux rameaux : parents, ascendants, descendants, collatéraux. — Règles du Code civil qui montrent l'importance des ascendants. — Changement des mœurs : l'enfant absorbe les affections et l'autorité des ascendants disparaît. — Par contre, ils réclament et obtiennent près de lui une place plus grande. — Échec de la puissance paternelle. — Les collatéraux. — Affaiblissement plus caractérisé du lien de jadis. — Dispersion des familles. — Le groupe familial rompu.

L'enfant est devenu le centre et la clef de voûte de la famille dans la classe bourgeoise ; il est appuyé, dans la famille de la classe ouvrière, par la toute-puissance de l'État et par la sollicitude des personnes charitables. Cette famille, au sens courant, c'est le père et la mère. Il serait surprenant que la condition, tellement plus forte et plus large, de l'enfant auprès d'eux n'eût pas exercé quelque attraction hors de ce cercle étroit. On ne saurait

douter de cette attraction, pour ce qui est des grands-parents, aïeuls ou aïeules, paternels et maternels. Mais le changement qui en est résulté semble coïncider avec une évolution plus vaste.

Quelle était la place des grands-parents dans la famille, au début du *xix^e* siècle et de la société moderne? Qu'est-elle après cent ans? La comparaison fait ressortir une des transformations les plus saisissantes qu'aient subies l'idée et la vie familiales. A vrai dire, ce qu'on aperçoit tout de suite et clairement, c'est que la famille du Consulat était encore telle qu'un arbre, qui poussait, sous la forme d'autres petites familles, des rameaux liés au tronc, et recevant de lui leur sève, et lui communiquant leur jeune force; les enfants mariés restaient, auprès de leurs père et mère, des enfants, et parents à leur tour ils restaient subordonnés, en fait, à l'autorité du chef de la famille. Aujourd'hui... Chacun peut regarder autour de soi. Il semble que les rameaux, sitôt poussés, se détachent pour mener une vie indépendante et se suffire à eux-mêmes. Telle est la vue générale qu'on prend à considérer le passé, le présent. Il faut s'y appliquer de plus près pour percevoir les causes, la nature véritable et les résultats du changement.

*
* *

Une discipline très exacte, une autorité non seu-

lement acceptée, mais profondément respectée, ont des racines si vigoureuses dans l'être moral et dans les habitudes journalières, qu'elles ne semblent pouvoir finir qu'avec la vie même, et de celui qui commande, et de celui qui obéit. Elles imprègnent également l'une et l'autre personne. Là où la puissance paternelle a été très solide et fortifiée par les mœurs comme par le consentement des enfants, il est donc naturel qu'elle se soit maintenue, dans les rapports des parents et des enfants, même après que ceux-ci avaient dépassé la majorité : il est naturel que l'aïeul soit demeuré chef reconnu de la famille, et qu'enfin la famille, agrandie par la naissance des petits-enfants, soit demeurée une, avec cette armature unique. Il en était ainsi, surtout dans les pays du Midi où on sait que la puissance paternelle, imitée du droit romain, retenait les enfants, même majeurs, de par la loi. Il en était ainsi, par la force des mœurs, sinon de la loi, dans les pays de coutume où l'on sait aussi que le père disposait, pour faire obéir ses volontés, de moyens tels que l'exhérédation et la lettre de cachet.

Il convient d'ajouter que les conditions économiques de l'existence aidaient ici grandement les mœurs et la loi : la famille pouvait rester groupée autour de son chef. Elle le pouvait, parce qu'elle trouvait à vivre en se multipliant sur la même terre, dans la même ville : le domaine qui avait nourri les parents, nourrissait aussi les

enfants, du moins l'aîné, successeur désigné, et ceux de ses frères et sœurs qui ne « s'établissaient » pas. A la ville, l'emploi du père ou son commerce servaient aux enfants, soit pour leur trouver un emploi similaire, — office ou charge, — soit pour les utiliser dans le même commerce. Et toujours l'aîné, continuateur de la famille, restait dans la maison, après son mariage ; on y gardait aussi, on y recueillait au besoin les frères et sœurs célibataires ; les autres ménages restaient aussi proches que possible, et constamment réunis à la souche paternelle par les anniversaires, par les cérémonies régulières.

Ce n'était pas une loi nouvelle comme le Code civil qui pouvait modifier ces traditions séculaires. Aussi bien ne cherchait-il pas à les modifier. Il proclamait qu'à tout âge l'enfant doit honneur et respect à ses parents. Il investissait les aïeuls et aïeules du droit de consentir au mariage de leurs petits-fils et petites-filles, quand le père et la mère avaient disparu. Il leur donnait, dans le même cas, la tutelle, et pour la grand'mère comme pour la mère, il faisait exception au principe qui interdit aux femmes d'être tutrices. Au décès des petits-enfants, les ascendants héritaient chacun dans leur ligne, à défaut de père et de mère, de frères et de sœurs ; et même ils avaient une réserve, c'est-à-dire un droit de succession garanti que n'ont pas les frères et sœurs ; ils jouissaient aussi du droit de retour

qui leur permet de reprendre le bien par eux donné aux petits-enfants, quand ils le retrouvent en nature dans la succession de ceux-ci... Moralement et pécuniairement, le Code civil leur fait donc une situation juridique égale à celle que reconnaissaient les habitudes.

Toutefois le même Code a modifié la puissance paternelle, comme on l'a vu, en la disant établie dans l'intérêt de l'enfant. Et il a modifié non moins gravement l'héritage, en décidant que la succession des parents se partagerait par portions égales entre les enfants. Ces deux nouveautés paraissent avoir réagi fortement sur la famille ancienne, — la grande famille unie et ramifiée, de l'aïeul et de l'aïeule aux petits et arrière-petits-enfants, — qui, d'ailleurs, subissait en même temps, comme le groupe restreint du père, de la mère, de l'enfant, l'action des phénomènes moraux, économiques, sentimentaux du XIX^e siècle.

On s'explique assez bien qu'une autorité paternelle puisse se maintenir indéfiniment, quand elle est vraiment une autorité — c'est-à-dire un principe de commandement fortifié par une discipline, — et qu'elle trouve un soutien inébranlable dans les sentiments respectifs de celui qui l'exerce et de celui qui la subit. Telle était l'ancienne puissance. Mais en lui donnant pour fin exclusive l'intérêt de l'enfant, on a transformé son caractère. A vrai dire, ce n'est plus une autorité qui se suffise

à elle-même, et dès lors que ses fins seront accomplies, que l'enfant sera élevé, qu'il sera marié à son tour, on n'aperçoit pas ce qui pourrait en rester. Il reste un lien légal, ce qui est tout autre chose, et certains devoirs d'assistance, certains droits de succession, mais dont la réciprocité montre bien que l'idée de puissance y est étrangère. Et si les grands-parents deviennent tuteurs, consentent au mariage de leurs petits-enfants, c'est à défaut des père et mère.

Sans doute, les mœurs ont maintenu quelque temps entre les parents et les enfants majeurs, mariés, les rapports d'autrefois. Même après le milieu du siècle, on pouvait voir, du moins dans un monde très attaché aux traditions, des hommes, des femmes de trente, quarante et cinquante ans, mariés et parents, aussi soumis envers leurs père et mère qu'au temps de leur enfance. Mais c'est qu'avec les habitudes morales d'autrefois, subsistait aussi l'habitude d'une vie commune, dans le même château, dans la même maison, ou, du moins, d'existences très rapprochées les unes des autres. De grands changements étaient déjà survenus. A côté de l'agriculture, des emplois publics, des professions libérales et du commerce, l'industrie et la banque réclament les activités. Elles demandent aussi de l'argent et le paient largement. Les conditions anciennes des fortunes et des professions, si vite

modifiées, dispersent les membres d'une famille, suivant ce que le père lui-même aperçoit de plus utile pour l'avenir de chacun. La grande ville attire les jeunes gens, avides de faire fortune. Et les fortunes, en effet, plus rapidement édifiées, isolent tout de suite ceux qui les ont faites ; elles fondent aussitôt l'indépendance. D'ailleurs, l'indépendance est comme le vœu universel, par où chaque génération nouvelle manifeste en hâte qu'elle entend faire triompher le droit de l'individu. Si l'on se souvient que, dans le même temps, la puissance paternelle s'affaiblissait partout, aux mains du bourgeois le plus riche comme aux mains de l'ouvrier, on ne s'étonnera pas que, très vite, la grande famille à trois et quatre degrés se soit dissociée, perdant avec son ancienne unité les plus forts des sentiments et des usages qui l'avaient si longtemps maintenue. Une fois de plus, c'est ici l'évolution qu'on a déjà pu suivre dans l'histoire du mariage et dans celle de l'enfant.

Il s'y présente, cependant, un fait nouveau, celui de l'égalité des partages successoraux, qui entraîne la division périodique de la fortune constituée par des parents. On ne saurait nier que l'égalité des partages ait contribué, en quelque mesure, à la destruction de la « grande » famille. La vie de cette famille et sa cohésion dépendaient en partie de la maison, du domaine, du bien, où les parents pouvaient retenir leurs enfants, où l'aîné

de ceux-ci les continuait, qui était enfin le symbole de la famille elle-même. Le droit d'aînesse est supprimé ; la succession des parents se divise en autant de parts égales qu'il y a d'enfants. Que peut devenir la maison, le domaine, le bien familial ? Le plus souvent, on s'en défait, on le vend, parce que c'est le plus clair de la succession, ou parce que, pour prendre dans son lot cette portion de l'héritage, il faudrait qu'un des enfants payât à ses cohéritiers une « soulte » trop considérable. Si même le bien peut être ainsi gardé à une génération, il ne le sera pas à la génération suivante. On observe que, dans la plupart des provinces, une terre, une maison ne restent pas plus de quarante à cinquante ans à la même famille. Pour qu'il en soit autrement, il faut des successions opulentes qui permettent d'attribuer le domaine à l'un des enfants sans le surcharger ; ou bien il faut une de ces familles de vieille race, qui mettent au-dessus de tout le souci de garder leur rôle traditionnel, et qui, par des mariages avantageux, peuvent, en effet, s'y tenir. Ces cas sont des exceptions. Dans la classe moyenne, le fait général et constant, depuis le début du xix^e siècle, c'est la vente périodique des propriétés, à des intervalles qui ne dépassent guère une quarantaine d'années. Balzac dénonçait déjà cet effet de l'égalité des partages ; il en montrait l'influence sur la vie familiale. Il est certain que, surajouté à tant d'autres, ce phéno-

mène a rendu la famille instable autant que la propriété où elle avait ses assises. L'extrême mobilité caractérise les événements économiques de ce siècle, la naissance et la disparition des fortunes. Il n'était pas possible qu'elle n'atteignît pas aussi la famille dont elle usait aussitôt la vigueur ancienne, faite, pour une bonne part, de permanence et d'immobilité.

Il n'y a pas plus de trente ans, à Paris comme en province, malgré tant d'influences qui travaillaient contre elle, la grande famille subsistait pourtant par une sorte de consentement pieux. Le dimanche était réservé à des réunions où on se retrouvait, à deux, trois ménages, avec tous les enfants, chez les grands-parents. C'était un dîner à Paris, un déjeuner dans les villes du Midi ; on considérait comme un devoir d'y assister, et les enfants les plus jeunes y prenaient leur place. Peu à peu, cette habitude a fléchi : les enfants ont maintenant leur existence séparée ; on se ferait scrupule de leur imposer une veille qui, d'ailleurs, avec les heures tardives du dîner, serait une fatigue extrême. Ils ne prennent pas leurs repas même avec leurs parents : pourquoi les mettrait-on à la table de leurs grands-parents ? Cette table reste ouverte sans doute : mais la réunion n'est plus un rite nécessaire ; elle devient accidentelle suivant les convenances de chacun. Le dîner de famille est encore accepté quand il peut être un

plaisir ; sitôt que, pour les uns ou les autres, il représente un ennui, une gêne, une corvée, on s'en affranchit.

Cette modeste fête avait une signification qui, tant qu'elle a été comprise, suffisait à la préserver. Les sentiments sont autres : les idées ont changé. Une affection même très sincère et prête à des actes de véritable dévouement doit s'accommoder, dans la vie ordinaire, avec la liberté de chacun et le bon plaisir ; souvent même, elle leur est subordonnée. Qu'on regarde aujourd'hui les familles les plus unies : il faut un désir très vif des grands-parents, et, plus encore, un souvenir particulier de leur autorité, chez eux et chez leurs enfants, pour que, dans la même ville, cette simple manifestation des réunions régulières ne subisse pas quelque atteinte. Toutefois, durant l'été, la maison de campagne offre une ressource précieuse. Il est agréable pour des frères et sœurs, tous mariés, de se retrouver avec leurs enfants, comme au temps de leur propre enfance, auprès des grands-parents ; du moins, cette réunion peut être agréable, si l'affection réciproque des frères et sœurs s'est comme prolongée dans la sympathie de leurs ménages. Et il est d'ailleurs avantageux pour ces ménages, qui ne disposent pas encore de toute la fortune à venir, qu'une hospitalité gratuite leur soit offerte, avec le bienfait du grand air et de la vie de campagne pour les enfants. Alors, et

tant que dure ce séjour dans la maison des grands-parents, la famille complète est rétablie. Il n'importe que ce soit un peu par un artifice. En réalité, on distingue ici que c'est une fois de plus l'intérêt de l'enfant qui sert à nouer le lien familial ; — des enfants, c'est-à-dire des frères et sœurs, et aussi des petits-enfants. Tous, ils trouvent agrément et profit à la réunion qui les groupe chez le grand-père et la grand'mère. Et si l'on garde d'un commun accord la convention ancienne d'un témoignage affectueux et respectueux donné aux grands-parents, en fait personne ne s'y trompe ; et ceux-ci savent bien que la maison resterait vide trop souvent, si elle ne plaisait pas pour diverses causes, surtout pour la santé des petits-enfants ; à ceux qui viennent l'habiter. Mais quoi ! ils ne s'étonnent pas qu'il en soit ainsi ; depuis que leurs enfants sont au monde, ils sont habitués à leur reconnaître une place privilégiée. Ils ne sont pas surpris que ces enfants, pères et mères à leur tour, les imitent et les dépassent dans cette habitude.

La vie courante présente ainsi, sous la forme la plus parfaitement bourgeoise, cet état sentimental où M. Paul Hervieu trouva la matière de son beau drame : *la Course du flambeau*. C'est constamment que l'enfant est préféré aux grands-parents dans le cœur des père et mère, et, à vrai dire, dans tous les actes de l'existence. On voit ici, dans sa force, cette attraction exercée par lui ;

il a concentré sur sa personne tous les soucis de ses père et mère ; il a paru, en toutes circonstances, lui et son intérêt, préférable à la dignité de leur puissance paternelle, à la vivacité de leur affection. Comment ne l'aurait-il pas emporté sur les sentiments moins forts, sur la condition moins favorable dont les grands-parents auraient pu se prévaloir ? Il est le centre de la famille restreinte ; il l'est aussi bien de la grande famille, si tant est qu'elle subsiste.

D'ailleurs les grands-parents n'ont pas résisté à cette évolution. Ils l'ont même encouragée ; et ce qui achève de la caractériser, c'est que leur situation, assurément diminuée, — puisque la grande famille qu'ils gouvernaient n'existe plus, — s'est, par ailleurs, affermie au regard de l'enfant. On leur demandait de s'oublier pour lui : ils se sont oubliés, en effet ; mais, en même temps, ils ont réclamé auprès de lui une place qu'ils ont fini par conquérir.

* * *

Le grand-père et le petit-fils, la vieillesse et l'enfance, le déclin de la vie et son aurore, — parmi les contrastes où s'est plu le lyrisme des romantiques, il en est peu qui prêtent davantage à l'effusion sentimentale. Ce fut un de leurs thèmes les plus heureux. *L'art d'être grand-père* l'a solennisé en strophes inoubliables. L'enfant y

symbolise la faiblesse ; il ne faut lui faire nulle peine, même légère ; et mieux vaut céder à toutes ses fantaisies que de voir passer sur son visage l'ombre d'un regret, la mélancolie d'un chagrin fugitif. C'est à peine si le poète exagérât ainsi le sentiment public : l'exagération n'est que dans le lyrisme des vers, mais le sentiment lui-même est celui de tous les grands parents. Dans le courant de tendresse qui a précipité la France du *xix^e* siècle et surtout de la fin de ce siècle vers l'enfant, le grand-père et la grand'mère ont été portés plus loin que le père et la mère. Ils disaient que c'était leur rôle, n'ayant pas la responsabilité de l'éducation, de gâter leurs petits-enfants, même sans mesure. Et le danger n'eût pas été grave, si, en effet, cette responsabilité était demeurée au père et à la mère ; mais eux-mêmes, on ne l'a que trop bien constaté, s'en déchargent ou, du moins, s'appliquent à l'alléger, en rejetant l'ennui d'imposer une discipline. Par suite, au lieu que les gâteries des grands-parents adoucissent une certaine rigueur imposée par le père et la mère, c'est une douceur qui s'ajoute à une autre, et qui doit s'exagérer pour se faire sentir.

Telle est l'habitude dans la bourgeoisie aisée ou riche. Les familles modestes ont mieux conservé, surtout celles de la campagne, les rôles respectifs des grands-parents et des parents. Si les premiers n'ont plus la dignité patriarcale d'autrefois au

regard des petits-enfants, du moins, parce que les père et mère maintiennent encore une règle, une discipline, ils ont, eux, la ressource de les faire fléchir quelquefois, et de représenter ainsi l'indulgence à côté de la sévérité, — d'une certaine sévérité.

Mais l'état le plus fréquent, c'est une sorte de rivalité où les uns et les autres semblent se disputer à qui manifestera le sentiment le plus tendre. Cette querelle de sensibilité ne date pas d'hier. Dans une famille d'aujourd'hui qui vit son existence normale, elle ne produit guère qu'un excès d'indulgence, et de la faiblesse. Survienne une crise, et que la famille soit troublée par la mort du père ou de la mère, par un divorce, alors elle s'exaspérera vite pour devenir un conflit des plus douloureux ; et dans ce conflit, la puissance paternelle se trouvera directement en lutte avec le sentiment.

Un mari devient veuf : il a des enfants. Il se brouille avec ses beaux-parents, et quand ceux-ci réclament de voir leurs petits-enfants, il répond que leur influence lui paraît mauvaise : investi de la puissance paternelle, et, par suite, d'un droit de garde absolu, il repousse donc leur demande. Le grand-père et la grand'mère s'adressent alors aux tribunaux. On devine de quel ton, par quels arguments ils soutiennent leur réclamation. C'est leur amour pour la fille qu'ils ont perdue et qui

revit dans ses enfants ; c'est aussi leur amour de grands-parents qu'ils invoquent. Et tout le pathétique de la douleur renaissante, de la tendresse frustrée vibre en accents déchirants dans leur prière qui est aussi bien une plainte... A cette supplication le père oppose nettement et froidement le droit, la loi. La puissance n'est qu'à lui ; il en use souverainement, et nul ne peut se permettre, quand il a jugé que telles visites nuiraient à ses enfants, de dire qu'il a mal jugé. Entre cette sollicitation et cette résistance, que vont faire les magistrats ? C'est ici l'un des exemples où l'on aperçoit le mieux, dans les arrêts de la justice, le reflet des mœurs, des opinions et des sentiments.

Voici la Cour de Nîmes qui décide, en 1825 : « Le père veuf a le droit de refuser de faire conduire l'enfant chez l'aïeul maternel à des heures et jours fixes ». La puissance paternelle, principe d'ordre public, ne doit donc subir aucune restriction. Même idée encore, en 1853, dans un arrêt de la Cour de Paris, où il est dit que le père peut se refuser, « d'une manière absolue », à laisser voir l'enfant par l'aïeul maternel. Le 10 février 1855, la Cour de Montpellier précise dans les termes les plus énergiques : « Le père ne doit compte à personne des motifs de son opposition ;... les motifs de sa détermination ne doivent pas être examinés... » La Cour de Bordeaux tient à peu près le même

langage, en 1860, quand elle décide que « le père a le droit d'interdire les relations de l'enfant avec l'aïeul maternel, ... qu'il ne doit compte à personne de ses motifs ». Ainsi jusqu'en 1860, les arrêts de justice reconnaissent à la puissance paternelle une force telle qu'ils n'admettent pas qu'on la puisse discuter même dans ses décisions les plus dures. Il est vrai que trois de ces arrêts avaient été rendus par des Cours du Midi; c'est bien dans le Midi que les souvenirs d'une autorité souveraine et sans contrôle s'étaient le mieux conservés. Mais dans la France tout entière, le respect de cette autorité, le sentiment qu'elle ne devait souffrir ni examen ni contrainte dominaient évidemment les esprits et formaient la coutume.

Cependant, dès 1857, la Cour de Cassation avait cassé l'arrêt de la Cour de Montpellier. Elle disait simplement : « L'abus ne saurait se couvrir du voile du droit pour échapper au contrôle de la justice ». C'était donc qu'elle admettait ce contrôle, qu'elle le recommandait, qu'elle l'imposait aux tribunaux pour ramener l'exercice de la puissance paternelle aux limites qu'ils estimeraient justes et suffisantes. Et tout aussitôt après avoir posé la règle, elle ajoutait, en effet, que, « subordonnés à la puissance paternelle », les droits des ascendants ne sauraient lui être entièrement sacrifiés sans d'impérieuses raisons « dont le père de famille sera le premier, *sinon le seul juge* ».

Tout le changement des idées et des mœurs tient dans ces quatre mots : « sinon le seul juge ». La puissance paternelle, la véritable, celle du Code civil, celle de la première moitié du *xix^e* siècle réside tout entière dans les mains du père ; et certes le droit de garde, le droit d'éducation qu'elle comprend, comportent naturellement que le père, seul, juge qui ses enfants verront et qui ils ne verront pas. Mais les rédacteurs du Code avaient dit eux-mêmes que les mœurs auraient à régler l'exercice de cette puissance. Or les mœurs ont bien changé, puisque voilà des magistrats de la Cour suprême, nécessairement imprégnés par elles, qui viennent dire : « Non, le père n'est pas le *seul* juge des raisons qu'il invoque pour sacrifier les droits des ascendants ». Et l'on aperçoit que, du coup, la Cour de cassation porte au droit du père une atteinte définitive. Nulle réclamation n'est plus intéressante, ni plus digne de faveur que celle des ascendants. Si le père est seul à l'apprécier, elle peut être repoussée ; si d'autres que lui, c'est-à-dire les tribunaux, viennent la juger, elle a toutes les chances de triompher. L'humanité l'exige, et l'amour de l'aïeul pour ses petits-enfants, et le respect dû à son âge, à son malheur. Les arguments les plus touchants sont pour lui. Et la Cour de cassation a voulu que les tribunaux eussent à les examiner. C'est à coup sûr un progrès dans l'ordre du sentiment ; mais c'est

à coup sûr, aussi, une brèche irréparable à l'autorité paternelle.

Dès lors qu'elle était ouverte, elle devait s'agrandir de jour en jour. Un demi-siècle après l'arrêt de la Cour de cassation, on peut voir jusqu'où la puissance paternelle se trouve entamée par l'empiétement de l'aïeul.

Les premières réclamations de l'aïeul ne visaient qu'à obtenir les visites de ses petits-enfants : car il demandait à les voir, tels jours, à telles heures fixées, et bien entendu il ne prétendait d'aucune manière les retenir chez lui en séjour : ceci, c'est de la garde, et il ne pensait pas, il n'aurait jamais pensé à usurper, si peu que ce fût, un droit qui appartient tout entier au père. Mais ces prétentions modestes ont changé : du moins telles circonstances peuvent amener l'aïeul à réclamer beaucoup plus et peuvent décider le tribunal à le lui accorder. Voici un père qui, par les nécessités de sa carrière diplomatique, se déplace fréquemment, et il se trouve que ces déplacements rendent illusoires, impossibles les occasions où sa belle-mère pourrait recevoir les visites des petits-enfants. L'aïeule se plaint, et elle n'hésite pas à proposer qu'on remplace les visites, quine lui sont pas faites, par un séjour des petits-enfants chez elle, à Pâques et aux grandes vacances. La solution est audacieuse ; car c'est ainsi la garde elle-même dont le père a le mono-

pole et qui va lui être enlevée pour la durée de ces séjours. Le tribunal reculera-t-il devant cette hardiesse ? Non, il ne recule pas. Elle lui paraît juste; elle lui paraît sage. Il proclame toutefois le droit absolu du père ; mais, d'abord, il a soin de maintenir « cet autre droit *parallèle* et aussi imprescriptible des grands-parents qui n'ont point démérité, de demeurer en rapports avec leurs petits-enfants et de recevoir leurs visites ». Puis il ajoute que; si le droit de garde est le monopole du père, « les nécessités de la pratique peuvent être telles qu'elles commandent parfois, tout en laissant au père l'intégralité juridique du droit, d'en assortir l'exercice de certaines modalités qui aboutissent à un régime mixte, en l'absence duquel le droit de visite, contrarié par des circonstances spéciales et insurmontables telles que l'éloignement ou la maladie, deviendrait purement théorique et illusoire... »

Voilà, certes, une décision très humaine et très équitable. L'humanité et l'équité plaident pour cette grand'mère, que les hasards de la carrière de son gendre exposaient à ne plus voir ses petits-enfants. Plutôt que de la laisser privée de leur visite, le tribunal n'hésite pas à les lui remettre en garde, c'est-à-dire à entamer le droit de garde, monopole incontestable de la puissance paternelle. C'est à cette extrémité qu'aboutit l'évolution, et on y reconnaît l'influence souveraine de l'enfant.

Cette influence a contribué pour beaucoup à user la puissance paternelle, et d'abord à disperser la grande famille d'autrefois, à détrôner l'aïeul, chef ancien de la lignée et la tenant tout entière groupée sous son autorité. Les enfants, mariés, chefs de famille à leur tour, se sont affranchis de leurs parents, pour donner à leurs propres enfants le plus fort de leurs affections. Mais voilà que sur ces enfants eux-mêmes, l'aïeul et l'aïeule viennent réclamer des droits. Ce ne sont plus ceux d'une autorité à jamais détruite : ce sont ceux du sentiment et de la tendresse. Ils paraissent dignes d'attention ; puis ils semblent préférables ; ils finissent par être préférés. Le conflit se renouvelle ainsi entre la puissance et le sentiment, entre la loi familiale et la sollicitation individuelle. Et l'issue en est toujours la même. Naguère, la loi familiale, personnifiée dans l'aïeul, avait été négligée pour le sentiment qui mettait l'enfant au-dessus de lui, dans le cœur des père et mère. Aujourd'hui, il arrive de même que la puissance paternelle du père est vaincue au profit de l'aïeul par la tendresse qui lui fait réclamer ses petits-enfants. Et toujours, et de plus en plus, c'est l'enfant qui tient en échec la puissance ; c'est à cause de lui, c'est par des raisons sentimentales qui naissent de lui et se rattachent à lui, que l'autorité du père est en déroute.

*
* * *

L'évolution n'est pas moins saisissante pour ce qui est des collatéraux, frères, sœurs, cousins.

Leur place dans la famille d'autrefois était marquée par deux caractères : groupement et hiérarchie. La famille ne restait pas seulement unie ; le droit d'aînesse y distribuait les frères et sœurs, les cousins, leurs familles autour de la branche maîtresse de l'arbre familial, c'est-à-dire de l'aîné ; l'importance de l'aîné grandissait par ce cortège nombreux de parents, et, d'ailleurs, leur profitait à tous : le devoir familial d'assistance l'obligeait constamment envers tous. On retrouve des traces encore nettes de ces habitudes dans les provinces un peu reculées, en Bretagne, dans le Plateau central. L'usage y persiste encore de faire un « aîné », c'est-à-dire d'avantager un des fils, qui, en retour, assiste ses frères et sœurs, et, par exemple, les recueille dans leur vieillesse. Mais l'égalité des partages a fait disparaître presque partout groupement et hiérarchie.

Toutefois, à l'époque du Code civil, l'union des frères et sœurs, et même des cousins, était encore telle que la loi avait dû en tenir compte : certaines de ses règles sont visiblement inspirées par le fait que le lien de parenté garde sa force, même quand il s'étend en ligne collatérale à des degrés très éloi-

gnés, par le fait aussi que la vie familiale est très intime et qu'elle rapproche constamment les collatéraux. Voici, pour ce second fait, les prohibitions de mariage. Le mariage est interdit entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu ; de même entre le beau-frère et la belle-sœur. Pourquoi ces défenses ? Parce qu'on redoutait que les uns et les autres ne fussent trop facilement entraînés par les tentations que peuvent offrir la communauté d'existence et la familiarité des rapports quotidiens ; on a pensé que la faute serait en quelque sorte encouragée par l'espoir d'un mariage qui viendrait la réparer, qui légitimerait un enfant : on a supprimé l'espoir, pour laisser à la faute les périls qui serviront à en détourner. On n'aurait certainement pas songé à rendre la faute dangereuse, en rendant impossible toute réparation, si l'on n'avait pas constaté que les occasions de faillir étaient trop fréquentes ; et en définitive, ces occasions ne pouvaient venir que des habitudes anciennes où oncles et nièces, tantes et neveux, beaux-frères et belles-sœurs, vivaient, ou dans la même maison, ou dans une intimité si usuelle qu'elle en paraissait nécessaire.

Quant à l'autre fait, celui de l'extension du lien familial qui, d'ailleurs, ne perd rien de sa solidité, on en voit la preuve dans les successions. Un homme meurt sans enfants, ni père et mère, ni frères ou sœurs. Il n'a pas laissé de testament,

pas manifesté sa volonté dernière. En pareil cas, la loi s'efforce de suppléer à son silence, de deviner ses intentions, de distribuer sa fortune suivant ce qu'il aurait voulu lui-même. Or que décide la loi, interprète des volontés tacites du défunt ? Elle appelle à lui succéder ses cousins jusqu'au douzième degré. Qu'on se représente ce que sont de tels parents. Ce sont ceux qui, pour trouver l'auteur commun avec le défunt, doivent remonter à la sixième génération, soit, en moyenne, à beaucoup plus d'un siècle en arrière, à cent trente, cent cinquante ans et davantage. Le langage courant a dénommé, parmi les cousins, d'abord les cousins germains, fils de frères, puis les issus de germains ou petits-fils de frères, et encore les issus d'issus, ou arrière-petits-fils de frères. Au delà on dit simplement : cousins ou petits-cousins. La parenté semble se perdre. Or les cousins au douzième degré que la loi appelle à succéder, sont, par rapport au défunt dont ils recueillent l'héritage, des *petits-fils d'issus d'issus* ; autrement dit, leur bisaïeul avait eu lui-même pour bisaïeul l'auteur commun, d'où le défunt descend par autant de degrés. S'ils viennent du même sang, il faut avouer qu'après tant de générations, ce sang s'est mêlé à beaucoup d'autres : il n'en reste que quelques gouttes. Cela suffit, cependant. Cela suffit si bien que le conjoint, mari ou femme, de la personne décédée, se trouve évincé par les cousins du douzième degré. Qu'est-ce

donc à dire? C'est que, malgré l'éloignement de la parenté, le lien n'a pas disparu. Les rédacteurs du Code civil n'ont pas imaginé par fantaisie d'aller chercher ces parents lointains, pour leur donner, de préférence au conjoint, l'héritage. Telle n'était pas leur méthode, on le sait de reste. Ils n'inventaient pas ; ils constataient l'usage et les mœurs ; ils les consacraient. En établissant le droit de succession au profit des collatéraux du douzième degré, ils reconnaissaient qu'en fait cette parenté collatérale avait ses droits, parce qu'elle avait sa force et sa réalité.

On ne s'étonnera pas dès lors que les collatéraux aient reçu du même Code civil plusieurs droits importants. Ces droits se rattachent tous à l'idée de famille. Les collatéraux sont de la famille : à ce titre, ils ont un intérêt, aussi bien moral que pécuniaire, à ce qu'elle ne subisse nulle souillure, nulle atteinte, à ce qu'elle maintienne sa vigueur et son intégrité.

Voici un mari qui meurt au loin ; et, plus de trois cents jours après qu'il avait quitté sa femme, celle-ci met au monde un enfant. Cet enfant est certainement adultérin : le mari vivant aurait pu le désavouer. Parce qu'il est mort, la famille va-t-elle subir la présence de cet intrus ? Les collatéraux, seuls héritiers, vont-ils être évincés par lui ? La loi ne l'a pas voulu : elle a donné aux collatéraux le droit de désaveu que le mari aurait

exercé : elle leur impose seulement de l'exercer eux-mêmes dans un bref délai.

Voici un enfant que la mort de ses père et mère laisse orphelin. Il faut pourvoir à sa tutelle, et c'est le conseil de famille, — à défaut d'un choix fait par le survivant des père et mère, — qui va nommer le tuteur. Or le conseil se compose de six parents ou alliés, domiciliés soit dans la commune même, soit dans la distance de vingt kilomètres : les frères et beaux-frères d'abord, puis les cousins, fussent-ils à un degré tel que le douzième. La parenté est encore ici reconnue, affirmée. Et comme l'esprit général du temps témoigne de la défiance envers les femmes qui, aussi bien, n'ont pas, dans la famille, l'importance des parents mâles, les collatéraux lointains, cousins au huitième ou dixième ou douzième degré, évinceront les sœurs : ils siégeront au conseil, tandis qu'elles n'y seront pas appelées. Telle est l'ordonnance de la famille : c'est ainsi qu'elle apparaît ; on voit la place qu'y tiennent les collatéraux et l'influence que la loi leur accorde, en conformité des mœurs, dans des questions aussi graves que le choix d'un tuteur, et les décisions qui engagent l'avenir d'un orphelin.

Plus tard, quand l'orphelin voudra se marier, s'il est mineur, c'est encore le conseil de famille composé comme on vient de le voir qui donnera ou refusera son consentement, qui permettra ou

interdira le mariage. Certains collatéraux, le frère et la sœur, l'oncle et la tante, les cousins germains sont même armés d'un droit plus fort. Ils peuvent s'opposer au mariage si le consentement du conseil de famille n'a pas été obtenu, ou s'ils ont à faire valoir l'état de démence du futur époux. Et ceci touche à un droit plus étendu, d'une importance vraiment extraordinaire, où la force du lien de famille et le pouvoir qu'il comporte, se révèlent plus complètement. *Tout parent peut provoquer l'interdiction.* On entend bien : l'interdiction, c'est-à-dire la mesure qui retranche un être humain de la société, en le rendant incapable d'accomplir aucun acte de la vie civile. Encore l'interdiction doit-elle être prononcée par les tribunaux, qui ne frappent un individu de cette déchéance qu'après une longue procédure et avec des précautions rigoureuses. Mais les collatéraux en général, quels qu'ils soient et par cela seul qu'ils sont parents, ont reçu de la loi de 1838 un droit suprême qui passe tous les autres : cette loi permet de placer un individu dans un établissement d'aliénés, sur la vue d'un certificat de médecin ; voilà donc le frère, le cousin, l'arrière-petit-cousin qui pourra faire enlever son parent, le faire interner, — et cela, la discussion de la loi l'indique expressément, parce que l'intérêt de la famille veut qu'il en soit ainsi.

*
* *

Que l'idée de famille soit entendue aujourd'hui d'une tout autre manière, et qu'elle ait perdu le sens de jadis à l'égard des collatéraux, c'est ce que prouvent des faits abondants.

Le mariage du beau-frère et de la belle-sœur, de l'oncle et de la nièce, de la tante et du neveu, bien loin de l'interdire avec l'ancienne sévérité et de n'en accorder les dispenses qu'avec parcimonie, on ne veut plus l'empêcher : on le favorise même. Et la raison en est que les dangers d'autrefois qui motivaient la règle, les périls de cette intimité contre lesquels on voulait éveiller la résistance en rendant le mariage difficile, sinon impossible, — ces périls ont disparu parce qu'elle-même l'intimité disparaissait. Et c'est là une circonstance assez significative.

Le rôle des collatéraux dans la famille, en face de l'enfant adultérin, au regard de l'orphelin ? Il est extrêmement diminué. La loi n'a pas changé ; mais ce qui montre à quel point les mœurs se sont modifiées, c'est qu'un collatéral, fût-il un frère, hésitera beaucoup avant d'intenter une action en désaveu et préférera un arrangement ; c'est que, pour former le conseil de famille, le plus souvent le juge de paix use de la faculté que lui donne la loi d'appeler des amis plutôt que des cousins.

Mais l'évolution se manifeste surtout pource qui est des intérêts pécuniaires, et non plus moraux. Autrefois, les cousins, fussent-ils au douzième degré, venaient prendre la succession tout entière, sur laquelle il n'était pas permis au conjoint, mari ou femme, de recueillir un centime ; et cela, par interprétation de ce qu'on estimait la volonté tacite du défunt : il était censé préférer à son conjoint toute sa parenté, et quiconque, jusqu'au douzième degré, pouvait se réclamer de son sang. Il a paru qu'une telle interprétation devenait fausse et que la volonté de la personne qui meurt sans testament n'est pas de dépouiller complètement l'époux au profit des cousins et petits-cousins. La loi de 1891 a décidé que le conjoint survivant aurait l'usufruit de la moitié des biens que laisse le défunt. La présomption d'autrefois est, pour ainsi dire, renversée ; on suppose maintenant que la volonté tacite de l'« intestat » est de laisser au survivant au moins la jouissance de la moitié de sa succession : et cette supposition est, en effet, dans l'immense majorité des cas, conforme à la vérité. Cependant les collatéraux restent héritiers, suivant ce qu'a voulu le Code civil, c'est-à-dire jusqu'au douzième degré. Mais leur droit n'est plus supporté qu'avec une défaveur croissante. Les taxes fiscales les frappent durement au delà du quatrième degré, qui est celui des cousins germains : l'État prélève, sur l'héritage recueilli

par les cousins plus éloignés, une part qui va de 18 à 29 p. 100, à savoir, en moyenne, le cinquième de la succession. On peut prévoir qu'avant longtemps le droit successoral des collatéraux sera supprimé pour les degrés si lointains. C'est ici la force souveraine des faits qui triomphe. Ce droit successoral tombera, parce que déjà, depuis longtemps, se sont détachés de l'arbre familial ces rameaux lointains, qui n'aident plus à sa prospérité, à sa vie, et qui n'ont donc plus rien à réclamer de lui.

La parenté collatérale, dans son ensemble, subit la loi générale de ce temps. Sa valeur et son efficacité se mesurent aux convenances. Il peut y avoir attachement très ferme entre cousins très éloignés ; mais ce n'est pas parce qu'ils sont cousins, c'est qu'ils se conviennent réciproquement. Le lien de famille, à lui seul, ne réunit plus ces parents qui ont à chercher dans un passé reculé leur auteur commun. On a vu, depuis une trentaine d'années, se faire ce changement. Dans la génération née vers 1830, la parenté collatérale était encore très vivace ; elle l'était moins dans la génération de 1850, moins encore dans celle de 1870 à 1875 ; dans celle qui date de 1890, l'idée de ce lien, réunissant des petits-fils ou arrière-petits-fils de frères, n'est même plus comprise.

Les seuls collatéraux qui subsistent sont les cousins germains, quand les frères ou sœurs, dans

la même ville, ont gardé des habitudes affectueuses et des relations constantes. En définitive, il faut restreindre un peu plus cette parenté ; on ne la voit vraiment agissante qu'entre frères et sœurs, c'est-à-dire dans le groupe des parents et des enfants. C'est là, en effet, que les collatéraux se trouvent rapprochés par la communauté de vie où s'écoule leur enfance. Et dans la famille d'aujourd'hui, il y a entre eux, par la vertu des soins extrêmes dont ils sont l'objet, une solidarité plus parfaite. Ils sentent très bien qu'ils sont à la fois, tous et chacun, la partie essentielle de la famille, telle qu'on est convenu de l'envisager. Et ce sentiment de leur importance, même quand il ne s'accompagne d'aucune méchanceté, les oppose naturellement aux parents, les unit tous ensemble, davantage. De tout temps, l'âge, la vie commune, le jeu, ont noué entre eux des liens exceptionnels ; ils ont maintenant un lien nouveau, qui dure tant qu'ils restent dans la maison paternelle et qui vient précisément de ce que la famille vit par eux et pour eux.

CHAPITRE VIII

LES DOMESTIQUES

L'élément affectif et moral dans les rapports anciens des domestiques et des maîtres : Devoirs réciproques ; le domestique, partie intégrante de la cellule familiale. — Changements qu'apportent la Révolution et le Code civil. — D'une part, émancipation légale des serviteurs ; de l'autre, leur infériorité consacrée par l'article 1720. — Changement plus grave : le lien d'autrefois, au lieu d'être affectif et moral, devient contractuel. — Égoïsme et orgueil des maîtres. — Avidité des serviteurs. — Relations d'aujourd'hui : indifférence d'un côté, indépendance de l'autre. — Conséquence dans l'éducation de l'enfant. — Les bonnes étrangères et l'ancienne bonne française.

Chaque année, parmi les prix de vertu qui récompensent des vies de dévouement et de charité, il en est que l'Académie décerne à des domestiques : ce ne sont pas les moins bien mérités. Les discours, qui offrent en exemple à tous le récit de ces existences dévouées, révèlent soudain des types d'humanité que l'on pouvait croire abolis : quelque fille de la campagne s'est mise en service, dès sa

première jeunesse, auprès de maîtres peu fortunés ; elle a beaucoup travaillé ; le temps a passé, emportant sa jeunesse ; puis le malheur s'est abattu sur ses maîtres, la ruine, la maladie ; elle n'a pas voulu les quitter ; elle a continué de les servir sans plus attendre aucun gage ; bien mieux, elle a renversé les rôles, et c'est elle qui, de ses économies, les a fait vivre, en même temps que ses soins apaisaient leurs souffrances et prolongeaient leurs jours. De telles créatures vivent à notre époque ; on nous le dit, on nous le prouve, et leur conduite, d'une grandeur morale si émouvante, est aussi certaine que les méfaits quotidiens dont les journaux nous font le rapport minutieux. Qu'est-ce à dire, sinon que la nature humaine est inépuisable en ressources de bonté aussi bien qu'en instincts malfaisants, et que, comme par défi, le besoin de s'oublier soi-même, de s'immoler, d'aimer, au sens le plus noble et le plus désintéressé, s'accroît à mesure que l'individualisme propage ses exigences et son implacable dureté ?

Ces héroïnes de la vertu sont des domestiques, souvent. D'ailleurs nul ne s'y trompe. Dans leur classe, et bien que leur nombre ne faiblisse pas d'année en année, elles sont des exceptions. Il est remarquable, toutefois, que ce soit précisément cette classe qui ne cesse de fournir encore de nos jours de si beaux modèles. Et si l'on constate que ces modèles restent rares, il faut retenir qu'ils se

reproduisent à travers toute la France, toujours pareils chez des personnes de la même condition, qu'on dirait unies par la secrète parenté de leurs simples cœurs.

On entend dire parfois : « C'est un excellent serviteur : il était né pour être domestique ». Rien ne serait plus injuste que de donner à cette parole une signification méprisante. Il faut y voir, au contraire, un hommage. Le mot de Beaumarchais est d'une éternelle vérité. Dire d'un domestique : « il est bon domestique », c'est lui reconnaître un ensemble de mérites que beaucoup de maîtres pourraient lui envier : application au travail, fidélité, sûreté. Ce ne sont pas en eux-mêmes des mérites inférieurs. Il est certain seulement que, dans la diversité des êtres, on en voit qui tendent naturellement vers la dépendance, comme d'autres se montrent incapables de la supporter. Un sentiment assez vif d'ordre, de hiérarchie, une confiance instinctive en ceux qui occupent les degrés plus élevés de l'échelle sociale, une crainte naturelle de l'initiative et un penchant vers les tâches réglées et définies, enfin un besoin indéfinissable, mais très puissant, de s'attacher à quelque chose de durable et de fort, — telles sont sans doute les dispositions qui préparent le bon domestique. Et dans le nombre il en est d'humbles ; mais il n'en est pas de basses, et la plupart peuvent contribuer, autant que la fierté la plus impa-

tiente, à faire une âme d'une noblesse morale incontestable.

*
* *

C'est bien parce qu'il en est ainsi, et parce que les mérites du bon domestique sont d'une qualité morale évidente en même temps que de l'utilité la plus agréable pour ses maîtres, c'est bien pour ces raisons de haute confiance et d'extrême commodité que la famille d'autrefois faisait à ses serviteurs une si large place. A proprement parler, elle les avait incorporés en soi-même. Elle les tenait pour parties intégrantes de la cellule familiale, de la maison, du groupe de personnes, des longues habitudes ; ils étaient associés à toute cette existence, car toute leur vie s'écoulait auprès des mêmes maîtres, du moins dans la même famille ; et, commençant à les servir dès l'enfance, ils grandissaient, puis vieillissaient avec eux. Comme Le Play l'a justement observé, l'ancienne société n'attachait aucun dédain à l'idée de domesticité. Aussi bien voyait-on, auprès du roi, les plus grands seigneurs rechercher des emplois qui étaient précisément ceux que nos mœurs laissent aux domestiques, ceux de la chambre, de la table, de l'écurie. Sans doute faut-il voir dans ces habitudes une survivance des rapports féodaux qui rangeaient le vassal sous les ordres et dans la dépendance du

suzerain, jusqu'à lui imposer cette sorte de services. En ce sens, la domesticité se distinguait profondément du servage : elle ne comportait aucune aliénation de liberté, et elle impliquait, par contre, de nombreuses et mutuelles obligations.

Dans la famille, on voit ainsi que les devoirs du serviteur envers le maître sont comme récompensés par les devoirs non moins impérieux du maître envers le serviteur. Avant tout, ce sont les bons traitements, et mieux encore, c'est une manière affectueuse de reconnaître en toute occasion la place qui appartient au domestique, le rôle qui lui revient dans les affaires où la famille est intéressée. Tout le monde a été frappé de l'importance que Molière donne ainsi aux servantes et aux valets. Cette importance, elle est dans les actes eux-mêmes : Dorine, Toinette, interviennent librement pour critiquer la conduite de leurs maîtres, conseiller un mariage, dire leur façon de penser sur les personnes qui fréquentent la maison. Et le maître se fâche, bougonne, crie, cherche sa canne. Mais, en fin de compte, il subit les remontrances de la « coquine ». Il l'injurie quelque peu, mais il ne pense pas à lui donner ses huit jours. En fait, s'il s'irrite de paroles assez vives, il ne s'étonne pas trop qu'on ait l'audace de les lui adresser ; il est donc habitué à ces façons d'observer et de juger ses actes, de le reprendre quand il paraît se tromper ; et cette habitude est donc installée dans la

famille, où Molière l'a peinte parce qu'il l'y avait vue. D'ailleurs, outre que les allures de ces domestiques ont une liberté qui nous révolterait aujourd'hui, il est bien sûr qu'elles révèlent l'attachement le plus étroit. Toutes ces servantes n'agissent que parce qu'elles aiment leurs maîtres et les enfants de leurs maîtres, la maison, la famille. On sent dans leur langage cet amour profond, et c'est bien pourquoi la colère des maîtres peut s'exaspérer, mais comme elle ferait contre un proche, contre un enfant, qui, pour avoir manqué à la discrétion et au respect, ne deviendrait pas un étranger, ne cesserait pas d'être de la maison. On voit l'union très forte entre les uns et les autres. Et l'on remarque aussi, dans ce langage audacieux et dru que tiennent servantes et valets, un signe de la familiarité où ils vivent avec leurs maîtres, et ceux-ci avec eux. Ils ne parlent pas à la troisième personne : ils s'adressent directement au maître et lui disent « vous ». D'où il résulte que leur parole a bien plus de vivacité, qu'elle porte tout de suite, qu'elle peut être confidentielle, amicale, insolente, ce que la troisième personne, qui est à proprement parler impersonnelle, ne permet que difficilement ou même ne permet pas. Quant au maître, son habitude est invariable. Il tutoie ses domestiques ; et aussi bien le maître ses servantes, que la maîtresse ses valets. A elles seules, ces formes de langage révéleraient, s'il était néces-

saire, les rapports confiants et même affectueux qui unissent ces êtres en les maintenant chacun à sa place. Encore aujourd'hui, dans les vieilles familles où les habitudes traditionnelles se sont le mieux conservées, on retrouve ce tutoiement dans la bouche des maîtres, et qui représente, comme autrefois, un lien plus fort et d'une autre nature que celui des mœurs modernes.

*
* * *

C'est évidemment la force de la famille qui avait produit, dans l'ancienne société, la race de tels domestiques et qui l'avait incorporée à la maison. L'affaiblissement et la modification de la famille devaient changer à la fois l'esprit et la condition des serviteurs. Dès avant la Révolution, le mouvement était commencé. A vrai dire, depuis longtemps la vie de Cour avait exercé son influence. Liés si étroitement aux destinées de la famille elle-même, les domestiques avaient subi les contre-coups de l'ébranlement dont elle souffrit, dans l'aristocratie française, quand il lui fallut quitter ses terres pour faire figure à Versailles et à Paris. Qu'y avait-il de commun entre la valetaille oisive et vicieuse d'un grand seigneur, et les domestiques groupés dans l'existence patriarcale du château ? On le vit bien au temps de la Terreur. Chez les uns, il n'y eut que haines, que fureur de vengeance et de pil-

lage ; chez les autres que dévouement porté jusqu'à l'héroïsme. Dans la famille bourgeoise qui avait mieux gardé ses mœurs, la secousse révolutionnaire se fit sentir d'une autre manière, en ce sens qu'avec des effets immédiats moins saisissants, elle en eut d'autres, plus lents, mais beaucoup plus graves, et qui allaient transformer la condition générale des serviteurs.

La bourgeoisie avait fait la Révolution : elle avait proclamé les droits de l'homme et l'égalité des citoyens devant la loi. La société consulaire, en rétablissant l'ordre et le droit privé, restait profondément imprégnée de ces idées nouvelles. Or, au regard des domestiques, il semble que les bourgeois aient été préoccupés des fâcheuses conséquences que ceux-ci pourraient en tirer.

C'est une chose que d'inscrire dans les lois un principe comme celui de l'égalité, et c'en est une autre que de gouverner une maison, de commander à des serviteurs et d'en obtenir l'obéissance. Le lien d'autrefois était encore plus moral que légal ; sans doute, la législation se montrait extrêmement rigoureuse envers les domestiques, et la jurisprudence l'appliquait avec sévérité ; en 1751, un arrêt du Parlement condamne au carcan et au bannissement un valet qui s'est montré insolent envers son maître. Mais ce n'était pas cette rigueur qui avait fixé la condition des domestiques, ni qui avait pu réduire leur place au foyer de la famille. En fait, sui-

vant la coutume de chaque contrée, le domestique s'engageait à telle époque : il fournissait ses services pour tel prix ; et cette convention représentait beaucoup plus qu'un contrat ordinaire, par lequel deux personnes s'entendent pour que l'une s'engage à faire un ouvrage que l'autre s'engage à payer un certain prix ; c'était aussi, et surtout, la promesse tacite et réciproque de ces devoirs que l'habitude imposait, et au domestique, et au maître ; c'était la maison qui accueillait ce nouvel habitant ; c'était le commencement de cette existence commune où le serviteur venait accéder à la famille du maître. Voici cependant que le Premier Consul et les anciens jacobins établissent le statut de la société nouvelle, si profondément marquée par la Révolution. Il faut régler le contrat des domestiques et des maîtres, puisqu'en définitive c'est un de ceux qui intéressent le plus directement la vie privée des citoyens. Quelle règle va-t-on lui appliquer ? Celle des Droits de l'homme qui fait tous les citoyens égaux devant la loi et qui leur assure à tous une même liberté ? Ou bien celle qui vient de la tradition et qui, corrigée, complétée, interprétée par les obligations morales, impose au serviteur une condition légale inférieure ? On voit bien que les conseillers d'État, représentants et guides de la société nouvelle, ont éprouvé quelque embarras. Mais ils ont résolu la difficulté en adoptant l'une et l'autre règle : l'une pour garantir aux domestiques

leur liberté, privilège naturel de l'homme, l'autre pour les maintenir au regard du maître dans une condition subordonnée. Deux articles du Code font le statut des serviteurs. Le premier défend d'engager ses services à vie : par suite, il protège la liberté individuelle contre de tels engagements. L'autre déclare que, dans un conflit entre le maître et le domestique sur la quotité, sur le paiement des gages, la parole du maître sera seule crue.

On remarque combien cette disposition est exorbitante du droit commun. Quand deux citoyens sont en discussion sur le point de savoir si l'un est débiteur de l'autre et de quelle somme, leurs affirmations ont en elles-mêmes une valeur égale. Il est inouï de dire que l'une des deux comptera seule et que l'autre sera comme si elle n'existait pas : cela parce que la première viendra du maître, et que la seconde viendra du domestique. Cependant les auteurs du Code civil n'ont pas craint d'établir, dans une loi faite pour tous et qui suppose constamment l'égalité de tous, une exception si surprenante. Pourquoi l'ont-ils fait ? C'est évidemment que l'usage les contraignait ou plutôt les persuadait. Dans la société qui sortait de la Révolution, les idées nouvelles d'égalité civile et de complet affranchissement laissaient intacts, dans les mœurs, l'habitude de tenir les domestiques pour soumis à une discipline, le besoin de les y soumettre en effet. Pour satisfaire à cette

habitude et à ce besoin, on assurait la prédominance absolue du maître dans toutes les difficultés relatives aux gages.

*
* * *

Ainsi le *xix^e* siècle commence avec cette règle singulière qui consacre à la fois et dément l'œuvre de la Révolution. Mais on aperçoit que le tout n'était pas de maintenir l'infériorité légale des domestiques par le moyen d'un article de loi. L'essentiel eût été que cette infériorité continuât de trouver, comme par le passé, de larges compensations, dans le traitement que le maître et la famille tout entière faisaient à leurs serviteurs. Or c'est là ce qui a changé par un effet nécessaire des changements que subissait la famille elle-même.

Comment la famille aurait-elle pu laisser aux serviteurs leur place d'autrefois, alors qu'elle ne parvenait pas à conserver celle des collatéraux et même celle des grands-parents? On entend parler ici de la *grande* famille, celle qui comprenait, comme un arbre à plusieurs étages de branches, plusieurs générations. C'était bien là que les domestiques trouvaient le mieux à se former d'abord, à s'attacher de père en fils aux fils et petits-fils des mêmes maîtres, à profiter enfin du bienfait moral qui résulte des longues traditions. A mesure que cette *grande* famille se morcelait, les dynasties de

serviteurs se dispersaient comme elle. On peut s'en convaincre encore aujourd'hui, en observant que les familles de vieille aristocratie, installées dans une terre où elles vivent huit ou dix mois de l'année, sont aussi les seules qui gardent auprès d'elles ces lignées de domestiques, fils, petits-fils, arrière-petits-fils de domestiques attachés à la même maison. On comprend non moins clairement que les familles détachées de l'arbre, répandues à travers la France, isolées les unes des autres, prennent des serviteurs au hasard de leurs convenances, là où elles vivent, et sans pouvoir ni leur assurer ni espérer d'eux la continuité de jadis.

En même temps, le régime que l'on pourrait dire intérieur de chaque maison, les rapports réciproques du maître et du domestique changeaient profondément. Il est évident que, du côté des maîtres, on aurait bien voulu conserver l'excellence du service, la sécurité parfaite et le solide attachement dont on savait que les domestiques d'autrefois faisaient constamment preuve. Mais il eût fallu que dans la famille, dans la maison si grandement modifiées, l'individu fît effort pour compenser et même pour réparer ce bouleversement. Or c'est à peu près le contraire qui s'est produit. Qu'on prenne une famille de bonne bourgeoisie, vers le milieu du XIX^e siècle : une fortune moyenne, des maîtres disposés à traiter leurs domestiques en toute circonstance d'une manière bienveillante.

Il n'en est pas moins vrai que, n'étant attachés à eux par aucun lien du passé, ils considèrent qu'ils doivent en avoir, comme on dit, pour leur argent : ils prennent en somme des salariés qui doivent obéir d'abord à tous les ordres, accepter toutes les observations, et d'ailleurs exécuter scrupuleusement leur tâche. Il est entendu que ces maîtres, qui sont de bons maîtres, montreront de la politesse dans leurs paroles et seront raisonnables pour la mesure des services qu'ils demandent ; mais enfin, et avant tout, ils veulent être servis, parce que telle est la première condition qui fait l'existence agréable, et parce qu'ils ont payé pour ce résultat. On en arrive ainsi à l'exécution pure et simple d'un contrat : promesse de salaire d'un côté, promesse de services de l'autre. Qui ne voit que, réduits de la sorte, les rapports du maître et du domestique risquent de devenir d'une froideur, d'une sécheresse, d'une banalité que les meilleures intentions ne réussiront pas à vaincre. L'élément affectif et moral avait donné aux rapports d'autrefois un caractère de souplesse, de facilité et de force. Il peut encore le donner aujourd'hui, quoique à un degré moindre. Seulement, autrefois cet élément était fourni par l'habitude, c'est-à-dire qu'il s'imposait de lui-même, qu'il se glissait naturellement dans les rapports quotidiens, sans réclamer le plus léger effort, et même pour les esprits ou les tempéraments les moins bien disposés.

Aujourd'hui, c'est le contraire : l'atmosphère n'est plus, l'habitude est rompue ; il faut donc, suivant l'expression courante, que chacun y mette du sien, et beaucoup. Ce qui était dans le passé l'œuvre puissante de la vie familiale ne peut plus être que le résultat difficile et méritoire des bonnes dispositions et des efforts attentifs de chacun.

Est-il certain que ces bonnes dispositions, les bourgeois de la nouvelle France les aient eues, que ces efforts, ils les aient faits ? Dans la haute bourgeoisie de l'industrie, de la finance, il semble qu'on y ait peu songé : elle constituait une aristocratie nouvelle, portée vers le luxe et la représentation ; ses domestiques ont trouvé dans ce train une condition analogue à ceux de l'aristocratie de Cour : du bien-être, de l'argent et nul attachement véritable. La bourgeoisie moyenne, celle des fonctions publiques, des propriétaires, de la petite noblesse provinciale et rurale, a mieux conservé la tradition : du moins, elle a tâché de s'y maintenir. Mais trop souvent, et dans la petite bourgeoisie presque toujours, il est arrivé que l'influence des idées issues de la Révolution s'est exercée au rebours de son désir et de sa bonne volonté.

Il aurait fallu redoubler de soins pour retenir les serviteurs dans les liens de dépendance presque affectueuse qui tombaient de jour en jour. Mais, précisément, il apparaît que les plus minces

bourgeois, orgueilleux de l'importance que la Révolution leur a attribuée, s'appliquent à la faire sentir dans leur propre maison. Ils sont aussi exigeants qu'on avait pu l'être jamais envers leurs domestiques ; mais en même temps ils réclament, jusque dans la forme du langage, un respect tout nouveau. Il n'est pas de petite bourgeoise qui n'entende que sa bonne à tout faire lui parle à la troisième personne, comme jadis les plus grands seigneurs ne parlaient pas toujours au roi. Entre les maîtres et les serviteurs, il semble qu'un mur d'indifférence s'élève, et cela dans le temps où les uns et les autres auraient eu besoin de se rapprocher davantage. Du côté des premiers, il n'y a donc pas eu ce souci d'établir avec les seconds, par des témoignages incessants de bienveillance et même de sollicitude, l'attachement que la famille avait cessé de créer et qui ne pouvait venir que d'eux. Ceux qui ont de la délicatesse et de la bonté les montrent à leurs domestiques comme à tout le monde. Mais des maîtres conscients de leurs devoirs, appliqués à les remplir, voulant en un mot que leurs domestiques soient traités et se considèrent comme étant parties de la famille, ce sont des cas individuels et qui deviennent rares. Même ils ont à pâtir, dans cette tâche, de la défiance et de l'âpreté provoquées par d'autres maîtres dans la classe des serviteurs qui, pourtant, n'avait pas besoin de cette excitation.



La condition des serviteurs et l'idée même qu'ils s'en font, qu'on s'en fait, ont suivi, en effet, dans ce ^{xix}^e siècle, une évolution singulière. Elle est devenue un métier : or, parmi les métiers manuels, elle a perdu en dignité, tandis qu'elle gagnait considérablement en profit pécuniaire et matériel. Les deux changements sont concomitants, et ils dérivent tous les deux d'abord de ce que la domesticité est aujourd'hui un métier, comme celui d'ouvrier, et aussi de ce que la Révolution a supprimé toutes les différences de classes.

A mesure que disparaissaient les anciennes habitudes familiales qui associaient à des maisons riches ou aisées des générations de serviteurs, le rôle des domestiques devenait plus nécessaire, comme condition première du bien-être dont le goût se répandait. Et si ce n'était pas par des liens d'obligation affectueuse et morale qu'on pouvait s'assurer des serviteurs, on pouvait les attirer et les fixer par de l'argent : on leur offrait d'ailleurs une existence plus douce que celle de la campagne, la nourriture plus abondante et meilleure, l'agrément de la ville, et, en tout cas, plus de mouvement, de vivacité, de distractions. Ce sont bien ces appâts qui les ont tentés, et qui, chaque année, entraînent tant de jeunes gens à quitter la

terre pour se placer. Seulement, détachés de leurs maîtres, isolés dans la maison, ils se rapprochaient les uns des autres : ils n'avaient pas de peine à comprendre que leur situation s'était faite plus humble dans une société égalitaire et libre, que cependant leurs services étaient devenus plus nécessaires, et le résultat de ces changements devait être qu'ils s'entendraient pour exiger en retour plus d'indépendance, plus de bien-être et plus d'argent.

Le premier effet de ces revendications se manifeste en 1868 : depuis nombre d'années déjà, depuis que la Révolution de 1848 leur avait attribué le suffrage, les domestiques, citoyens égaux à tous les autres, réclamaient l'abrogation de cet article du Code civil, qui, en déclarant leur parole sans valeur, leur infligeait par rapport au maître une intolérable inégalité. Ils triomphent en 1868, et l'article 1720 est alors abrogé. D'autres signes attestent le même désir d'indépendance. Dans la maison d'autrefois, du moins dans la maison bourgeoise, les chambres de domestiques tenaient à l'appartement : elles étaient au même étage et sous la même clef. La maison du second Empire, et surtout l'immeuble de luxe qui sert à former les quartiers de la richesse, donne aux domestiques un logis séparé : un logis ignoble, une mansarde étroite et sombre, sous les toits, glaciale en hiver, étouffante en été, où la lucarne qui l'éclaire mesure

l'air et la lumière ; un logis immoral, où femmes et jeunes filles se trouvent dans la promiscuité la plus dangereuse, avec des voisines de hasard, avec des hommes, exposées par suite à toutes les tentations et à toutes les surprises, libres évidemment, mais d'une liberté dont les périls dépassent l'agrément. Ce logement figure comme le symbole de la condition nouvelle du serviteur et de ses rapports avec le maître. D'une part indifférence, de l'autre indépendance. Le maître ne s'inquiète pas de savoir si le domestique est décemment logé, si la pudeur d'une jeune fille ou d'une femme ne court pas quelque risque, si un jeune homme ne va pas se débaucher. Et le domestique se soucie peu de ces inconvénients et de ces dangers : avant tout il veut être libre, son service fini, de devenir ce qu'il lui plaît.

Les exigences de bien-être et d'argent se sont rapidement accrues. Les gages ont atteint des prix qui auraient paru fantastiques, il y a quarante ans. A cette époque, le vin représentait un luxe que la table des domestiques ne connaissait pas : lequel supporterait aujourd'hui, même à la campagne, de boire de la piquette ? Les congés étaient ignorés : quel domestique, homme ou femme, n'a pas maintenant son dimanche par mois et même plus souvent ? Quant à ces profits matériels et quant à l'indépendance, il est vrai de dire que la condition des domestiques s'est trans-

formée. Ce n'est plus par des liens affectifs et moraux qu'elle est associée à l'existence des maîtres : c'est par le bien-être et par le gain. Ainsi elle reflète assez bien les tendances utilitaires, matérialistes et jouisseuses qui ont marqué la fin du *xix^e* siècle et les premières années du *xx^e*. C'est pourquoi la classe des domestiques, fortement annexée par ces avantages matériels au monde de la richesse, professe en masse des opinions résolument conservatrices. Envers les maîtres, les serviteurs peuvent montrer individuellement des exigences inouïes, de l'âpreté et quelque secrète rancune ; mais ils profitent trop bien de la richesse pour ne pas défendre vigoureusement ses intérêts contre qui vient la menacer.

* * *

Dans ces changements si profonds et si continus, il était resté du moins, comme souvenir du passé, — et du meilleur, — un type de domestique, la bonne d'enfant. Sur elle, l'évolution avait moins de prise ; car bon gré, mal gré, son service l'attachait directement et tout de suite à la famille même. Nourrice que l'on gardait après le sevrage, ou nourrice sèche qui berçait et soignait l'enfant allaité par la mère, elle le prenait encore vagissant ; elle vivait avec lui ; elle veillait sur lui ; elle dirigeait ses premiers pas, apaisait ses pre-

mières souffrances, et suppléait constamment la sollicitude maternelle. Tout cela, pour de l'argent, bien entendu. Mais un métier qui comporte tant de vigilance et qui ne peut même se bien exercer qu'avec amour, crée naturellement une intimité, une affection, une reconnaissance. Dans la famille, la bonne d'enfant était plus et mieux qu'une domestique ; pour elle, « son » enfant était beaucoup plus que le fils ou la fille des maîtres. Il lui appartenait un peu ; elle le faisait sien par le dévouement qu'elle consacrait à son bien, par la tendresse qu'elle lui donnait souvent, par le retour d'affection et de caresses dont il la payait presque toujours... Et ce type lui-même a disparu. La nourrice d'aujourd'hui n'est jamais conservée comme bonne : sitôt l'enfant sevré et sûr de ses pas, on la remplace par une étrangère, allemande ou anglaise. C'est l'intérêt de l'enfant qui paraît l'exiger. On a trop reproché aux Français d'ignorer toutes les autres langues que la leur. Il convient que l'enfant apprenne l'allemand ou l'anglais dès le bas âge, et le moyen le plus sûr, comme le plus facile, est de le mettre aux mains d'une étrangère qui le fera parler constamment, sans lui demander le moindre effort : à sept ans, il aura l'accent, le vocabulaire, le tour même les plus irréprochables.

On ne saurait contester que cette habitude nouvelle donne à l'enfant un instrument de cul-

ture intellectuelle, un moyen de se communiquer, une chance de se pousser, plus tard, dans les affaires qui réclament de plus en plus la connaissance des langues étrangères. Toutefois ces avantages se paient par les pertes les plus regrettables.

La bonne française jouait auprès de l'enfant un rôle qu'elle seule pouvait tenir, et dont il faut reconnaître la valeur. Elle n'apportait pas que ses soins physiques, sa sollicitude, son affection. Elle agissait aussi sur la formation de cet esprit et de cette âme. Sortie du peuple, elle offrait à l'enfant de la classe aisée ou riche ce présent que, plus tard, à l'âge d'adulte, à l'âge mûr, il ne retrouvera jamais : la confiance, l'abandon d'une âme populaire. Dans l'intimité de la chambre ou des promenades, seule avec lui, elle se laissait vivre, dans la vérité de son langage et de ses manières de sentir ou de penser. Et certes, il va de soi que les erreurs, les superstitions, les absurdités mêlées en elle au bon sens et à toutes les traditions campagnardes, pouvaient être recueillies pêle-mêle par le petit garçon et la petite fille, avides et crédules. Il est probable que ses fautes d'éducation ne leur plaisaient pas moins que ses plus robustes qualités. Mais, ce mélange qui s'insinuait jour par jour dans ces jeunes âmes, c'était aussi, c'était surtout la sève nationale du plus lointain passé, telle qu'elle coule dans le peuple des campagnes où la civilisation des villes ne l'a pas tout à fait altérée :

le langage d'abord, ces formes raccourcies, imagées qui mettent devant les yeux, avec la couleur et le relief de la vie, les objets matériels et les vérités d'expérience que le mot abstrait va bientôt cacher pour toujours ; puis ces vérités elles-mêmes, ces idées de morale et de philosophie pratique où se résument l'observation séculaire de tous les travers des hommes, le sentiment de leur faiblesse, l'ironie résignée de leur soumission au destin ; enfin, et surtout, ce qui n'est écrit nulle part et ce qui est l'essentiel de la tradition, une manière de comprendre toutes choses, de rire et de s'attrister, les modes et les habitudes les plus anciens de la sensibilité française.

L'enfant apprenait ou, plus exactement, recevait tout cela de la bonne française. Il lui arrivait aussi bien de prendre d'elle un fort accent de terroir. Avec le temps, avec les camarades ou les amies, l'accent se perdait vite. De même, l'éducation de la famille et les leçons de l'école faisaient rapidement un tri parmi les enseignements recueillis naguère de la bonne : les naïvetés, les superstitions ne restaient plus qu'à l'état de souvenirs très chers, pareils à ceux des jouets du premier âge, pareils à ceux des chansons qui avaient bercé le sommeil, au temps du petit lit qui remplaçait le berceau. Mais quelque chose demeurerait intact, le résidu de l'échange qui s'était fait, jour par jour, entre ces deux âmes toutes proches,

celle de la femme du peuple et celle de l'enfant. Elle avait donné librement le trésor des plus lointaines traditions de la sensibilité populaire ; il en gardait une impression indélébile et pour toute sa vie. Il était à la fois plus près de ce peuple qu'il avait pu connaître, sans application, sans recherche, dans sa nature véritable, et plus près aussi de l'âme même de son pays qui ne se maintient que dans la vie lente et conservatrice des campagnes, avec sa fraîcheur et sa simple originalité.

CHAPITRE IX

L'HÉRITAGE

Thèse de Le Play et de M. Paul Bourget : le domaine a fondé la famille ; sa disparition, par l'égalité des partages et la restriction de la liberté testamentaire, a ruiné la famille ; le rétablissement du droit d'aînesse ou de cette liberté la reconstituera. — Discussion. — Dans le passé, la famille a trouvé un appui dans le domaine, mais s'est fondée et a duré par la force des sentiments. — Le domaine a disparu, moins par l'égalité des partages que par l'effet des phénomènes économiques, et la famille a été surtout atteinte par la diminution d'un sentiment. — Impossibilité de toucher à l'égalité, devenue dogme à son tour : on peut étendre les cas d'exhérédation.

Il est de toute évidence que l'héritage, ses lois, ses variations tiennent de près à l'histoire de la famille et ont pu contribuer à son évolution. Mais quelle fut l'étendue de cette influence ? Quelle est sa part dans les changements qui ont été constatés jusqu'ici ? Quel serait son rôle dans l'avenir le plus prochain ?

Dans la préface qu'il a écrite pour sa pièce,

le *Tribun*, M. Paul Bourget a exposé sur ce sujet ce qu'il considère comme la loi même de la famille, et il en a déduit l'erreur de la Révolution, ainsi que le sens du changement qui s'imposerait au législateur d'une société rétablie dans l'ordre et dans la tradition. Ces idées sont formulées avec la remarquable plénitude où M. Paul Bourget sait exprimer complètement sa pensée : elles ont à la fois la vigueur, la force démonstrative, l'autorité. En même temps, M. Paul Bourget marque avec insistance qu'il ne les présente pas comme les éléments d'une thèse, construite dans son esprit pour satisfaire à des goûts qui le portent vers les formes anciennes de la Société française ; tout au contraire, elles se dégagent de l'observation et de l'expérience ; elles offrent ainsi, suivant lui, le caractère rigoureux des lois scientifiques. Elles sont donc pour nous aussi intéressantes par cette origine, que par la sincérité, la pénétration et le talent de l'écrivain.

M. Paul Bourget ne parle de l'héritage qu'à propos du groupe familial, qui n'est pas la cellule première — père, mère, enfants, — mais cette cellule complétée par les ascendants et par les descendants. Pour que ce groupe familial, que nous avons appelé la *grande famille*, par opposition à la cellule proprement dite, puisse se continuer et durer, il lui faut l'appui ferme de l'héritage, c'est-à-dire du bien qui, lui, demeure et sert comme

d'assise immuable aux générations successives. Tel est le principe que M. Paul Bourget tire des leçons du passé. Et dès lors il aperçoit, dans l'œuvre de la Révolution et du Code civil touchant l'héritage, une des causes qui agirent le plus efficacement pour détruire la famille. Dans l'ancienne France, le droit d'aînesse, on le sait, assurait la transmission du bien au fils aîné, continuateur du père, et sa conservation dans le groupe familial qui toujours s'y pouvait rattacher. La Révolution et le Code civil, en décidant la suppression du droit d'aînesse pour établir l'égalité des partages, et en limitant d'ailleurs la liberté testamentaire, ont préparé la division, l'anéantissement du bien familial, et donc la diminution de la famille elle-même. Il apparaît ainsi à tous les esprits clairvoyants que le moyen le plus sûr de rendre à la famille son ancienne vitalité serait de corriger la loi de l'héritage, soit par le rétablissement du droit d'aînesse, soit par la liberté testamentaire, qui permettraient la conservation du bien, gage de la continuité de la famille elle-même.

On ne saurait manquer d'être frappé, quand on suit ce raisonnement, par l'ordre logique des idées et par l'étroite dépendance qui les relie comme les mailles d'une chaîne. Rien n'est plus séduisant pour la pensée que cette rigueur qui rappelle les procédés infaillibles des sciences mathématiques. Au surplus, on reconnaît ici, mais renouvelées par

l'expression saisissante qui les ramasse et les condense, les idées de Le Play. C'est bien ainsi, posant d'abord comme une vérité acquise l'union ancienne de la famille et du bien de famille, qu'il dégageait la preuve d'une erreur sociale infiniment grave, commise par les Jacobins mal assagis du Code civil, quand ils décrétèrent le morcellement obligatoire de l'héritage et par suite la dispersion, la mutilation de la famille. Le Play ajoutait à ces effets désastreux la diminution de la natalité. N'est-il pas évident que, pour ne pas voir le bien se diviser, la famille s'appauvrir et rapidement disparaître, les parents ont intérêt à restreindre les naissances ? L'héritage divisé, n'est-ce pas fatalement, dans un nombre incalculable de familles, l'enfant unique ?

*
* *

Pour discuter et vérifier des raisonnements si vigoureux, le plus simple est de regarder tour à tour les différentes pièces dont leur mécanisme se compose et qui jouent, une fois montées, avec tant d'éclat et de sûreté.

Puisqu'il est question d'abord de l'ancienne France et que c'est elle qui fournit la vérité principale où tout le mécanisme s'attache, est-il exact qu'elle ait obtenu la force de la famille en lui assurant la continuité d'un héritage intégral ?

On remarquera que la force de la famille, dans cette ancienne France, était certaine, incontestable, au-dessus de toute discussion ; et par contre, on observera que la loi ne protégeait si complètement que M. Paul Bourget semble le croire ni l'intégrité de l'héritage, ni la liberté testamentaire du père de famille.

Les pays de droit écrit, c'est-à-dire toutes les provinces du Midi, suivaient la loi romaine de Justinien : la succession s'y partageait également entre tous les enfants ; la famille n'y trouvait donc aucun soutien pour sa continuité.

Quant aux pays coutumiers du Centre et du Nord, parmi les dispositions infiniment diverses des coutumes, les règles essentielles distinguaient les biens d'après leur origine et leur nature, les héritiers d'après leur sexe. Elles admettaient le droit d'aînesse ; elles reconnaissaient en général au père une certaine liberté testamentaire. Mais certaines coutumes réservaient le droit d'aînesse pour les seuls biens nobles, étant donné qu'il venait directement de la féodalité et qu'il avait d'abord accompagné l'hérédité des fiefs ; elles ne le reconnaissaient pas pour les biens roturiers. — Les biens avaient été recueillis par succession, et ils étaient *propres* ; ou ils avaient été acquis par tout autre moyen et ils étaient dits acquêts ; or les coutumes ne permettaient pas les libéralités préciputaires sur les *propres* au delà du tiers, du quart, ou même du

cinquième. — Enfin, les biens étaient meubles ou immeubles : dans la plupart des coutumes, le partage des meubles se faisait également entre les enfants. — Il faut ajouter que, quant à l'inégalité des sexes entre les héritiers, si les mâles étaient en principe favorisés, plusieurs coutumes ne permettaient qu'au père noble d'exclure sa fille... Dans l'ensemble, ce n'est donc pas la simplicité d'une règle uniforme; c'est au contraire la variété la plus abondante, où se marque la tendance de donner à l'aîné un avantage, mais restreint le plus souvent au bien immobilier, au bien noble et à l'enfant mâle. Qu'est-ce à dire ? sinon que ces règles successorales portent encore l'empreinte du régime féodal et du système des fiefs ; qu'elles révèlent d'autre part le fait bien connu que la seule forme de la richesse était la terre, le bien-fonds, la propriété immobilière ?

Non seulement l'égalité des partages est la loi de tous les pays du Midi ; non seulement, dans les pays du Centre et du Nord, le droit d'aînesse n'est pas absolu ; mais là où il existe, il n'est que la résultante de ces deux causes anciennes et profondes : le système des fiefs et la prédominance exclusive de la richesse immobilière. Ce sont aussi bien ces deux causes qui, dans le régime des successions, et, d'une manière plus générale, dans les habitudes et dans les mœurs, ont favorisé la permanence et la continuité de la famille. Il est donc excessif

de voir notre ancien droit tout entier organisé pour la défense de l'héritage et du bien de famille. Cette défense était fournie par l'organisation même de la propriété féodale, et, plus encore, par le fait économique de la fortune immobilière, et il faut le dire enfin, par un ensemble de sentiments très puissants, soigneusement entretenus, qui rivaient les enfants au domaine, au château, à la maison, parce que c'était le berceau de la famille.

Au lieu de dire : « La famille s'est maintenue et elle a duré *parce qu'elle a pu conserver son bien* », on serait presque tenté de dire : « La famille a conservé son bien, *parce qu'elle a duré* ». Ce serait encore une proposition excessive. Mais il semble exactement, absolument certain, que, si la conservation du bien a été favorisée par la loi, si elle a été encouragée par le régime féodal et par les conditions économiques de la richesse, elle a été, beaucoup plus encore, commandée, voulue par la force d'un sentiment. On en trouverait maints exemples dans des familles de bourgeoisie provinciale, précisément en ces pays de droit écrit qui pratiquaient l'égalité des partages : alors que nulle règle n'obligeait les héritiers, qu'ils pouvaient donc vendre et partager le bien paternel, ils s'efforçaient par tous moyens de le conserver à l'un d'eux qui, fût-il le plus jeune, prenait le titre d'ainé ; et ils agissaient ainsi parce que ce bien, c'était une terre, et parce que cette terre était celle de la famille où ils savaient

que père, grand-père, ancêtres avaient vécu... Un tel sentiment et qui donne de tels effets ne saurait être négligé. Il a servi jusqu'à la veille de la Révolution et quelque temps après, beaucoup plus que les règles juridiques, tantôt muettes, tantôt incomplètes, du partage, à maintenir dans les familles le même bien et, par suite, à leur donner une garantie de durée.

Il doit être entendu, au surplus, que la famille dont on parle ici, dont M. Paul Bourget parle lui-même, ce n'est pas la cellule du père, de la mère et de l'enfant, mais le groupe familial qui comprend en outre les ascendants, les descendants et les collatéraux. C'est en effet sur ce groupe et sur lui seul que la transmission du bien, de génération en génération, peut agir pour lui assurer une existence et une continuité. Quant à la famille proprement dite, sa force, sa vitalité, et si l'on peut s'exprimer ainsi, sa santé lui sont garanties par de tout autres causes. Dans les conditions les plus humbles, et sans qu'il y ait, ni qu'il n'y ait jamais eu de terre héréditaire, le père, la mère, les enfants peuvent former une famille parfaite. Et l'on arrive, sur la première proposition où s'articule tout le raisonnement que nous essayons de vérifier, à une plus grande précision. En définitive, ce n'est pas à la famille même, c'est à la grande famille, c'est au groupe familial, que l'ancienne France a fourni des garanties de durée, et cela,

non pas par des lois successorales, — droit d'aînesse, inégalité des partages, et liberté testamentaire, — qui n'étaient ni générales, ni uniformes, ni absolues, mais par le régime des biens, par la nature immobilière de la richesse, enfin par l'attachement très vif des héritiers à la propriété de la famille.

* *
* *

La Révolution et le Code civil ont tout changé, dit-on, et leur impardonnable erreur fut de porter, par ce bouleversement du système de l'héritage, une atteinte très grave à la famille.

Remarquons ici encore qu'il faut dire : au groupe familial. Mais est-ce vrai que l'égalité des partages et la limitation du droit de tester ont été funestes à ce groupe, en provoquant la disparition rapide du bien de famille, en incitant les parents à restreindre les naissances ? Oui, semble-t-il, cela est vrai, mais dans une certaine mesure et d'une certaine manière qui ne sont pas tout à fait telles qu'on les énonce.

Et d'abord il n'est pas douteux que, par crainte de voir le bien dépecé entre plusieurs enfants, nombre de parents aient limité les naissances. Voici un mot authentique recueilli, durant la guerre franco-allemande, d'une mère, paysanne aisée, dont le fils venait d'être tué : « Ah ! si nous avions pu croire qu'il nous serait enlevé, nous en

aurions eu un autre ! » Un enfant devait donc suffire à continuer la famille, un seul enfant gardant le bien intact. On surprend ici l'effet certain de la loi qui établit l'égalité des partages. Mais il faut se garder d'une généralisation que d'autres faits contredisent. S'il était exact que l'égalité des partages et la crainte de voir le bien divisé eussent provoqué directement, absolument, la crise de la natalité, on constaterait cette crise dans les vingt, trente, quarante années qui ont suivi le Code civil ; on observerait que les naissances diminuent partout en France, en même temps que s'applique, du moins dans le Centre et le Nord qui ne le connaissaient pas, le nouveau régime successoral. Or la vérité est toute différente. D'une part, les naissances n'ont pas faibli dans ce laps de temps, bien au contraire, et la crise de la natalité ne date que des vingt dernières années, alors que le Code civil devenait centenaire. D'autre part, il est constant pour tout le monde que cette crise est essentiellement morale ; elle se développe à mesure que s'affaiblit le sentiment religieux, que s'accroît le besoin de jouissance ; et, tandis qu'elle atteint sa plus haute intensité dans les régions de bien-être et de violence antireligieuse, elle ne se fait nullement sentir dans les provinces qui, comme la Bretagne, ont gardé leurs croyances, et avec ces croyances, une règle de moralité.

Il semble donc que Le Play a manifestement

exagéré les conséquences de la loi du partage : cette loi a pu contribuer à la limitation des naissances, mais d'une manière accessoire, et, somme toute, assez faible : tant que n'apparaissent pas les autres causes, économiques et morales, ses effets restent insignifiants. On pourrait, au surplus, citer l'exemple de la Belgique où la même loi, en vigueur jusqu'à ces temps derniers, n'a nullement entraîné l'abaissement de la natalité.

Reste l'autre effet, sur lequel M. Paul Bourget attire l'attention : l'égalité des partages anéantit le bien de famille, et par suite, le groupe familial.

Ce bien — cela paraît sûr — servait au groupe d'armature, et, en disparaissant, il l'a profondément atteint : il lui a retiré son support matériel ; il l'a laissé flottant, incertain, livré à l'aventure. Support matériel, c'était cela en effet que le bien héréditaire, mais consacré et fortifié, on l'a vu, par des idées et par des sentiments. Or si, matériellement, il s'effrite et il fond par l'égalité des partages, bien plus vite encore il perd la force des sentiments et des idées qui lui donnaient son inestimable valeur.

On conçoit que, dans une aristocratie, les cadets acceptent, par solidarité familiale, la réduction de leur part héréditaire. On conçoit la même résignation dans une bourgeoisie qui entend être une classe. On ne le comprend plus dans une société qui a commencé par proclamer l'égalité des citoyens

devant la loi ; si cette égalité a quelque chance de se réaliser complètement et d'être revendiquée âprement, c'est bien entre frères, entre héritiers du même degré, et c'est là en effet qu'elle s'est tout de suite manifestée. On tenait jadis au bien familial ; on admettait facilement que le père fît un « aîné » pour le conserver. On tient désormais avant tout à l'égalité des parts ; on y tient tellement qu'on accepte mal les avantages qui donneraient à l'un des héritiers le moyen de garder le bien. Il ne faut pas oublier que la quotité disponible du Code civil n'est pas négligeable : avec un enfant, elle est de la moitié ; avec deux, du tiers ; avec trois ou plus de trois, du quart. Ainsi, le père qui laisse deux enfants a le droit de décider que l'un disposera des deux tiers de sa succession, l'autre n'ayant qu'un tiers. Avec trois enfants, il peut ordonner que l'un aura la moitié, tandis que chacun des deux autres ne recueillera qu'un quart. De tels avantages permettraient souvent à l'enfant qui les reçoit de prendre dans son lot le bien familial sans avoir à payer une soulte trop élevée. Mais les parents ont toujours hésité, depuis le Code civil, à faire ces avantages, parce qu'ils savaient trop bien que, du même coup, ils créeraient ces haines ou du moins ces inimitiés tenaces qui naissent du sentiment d'une injustice : car l'idée générale de l'égalité est si puissante que les héritiers tiennent pour une injustice la préférence dont l'un d'eux

est l'objet. Qu'importe que la conservation du bien soit à ce prix ! Avant tout, chacun son droit.

Il y a autre chose. Pour conserver le bien, il ne faut pas seulement l'avantage pécuniaire qui compense à peu près le sacrifice de l'indemnité versée aux copartageants. Il faut encore et surtout que l'un des héritiers tienne à cette conservation. Or le changement est ici encore plus grave. La tentation est très forte d'aliéner le bien. A moins que d'exploiter soi-même le domaine, on vit beaucoup plus à la ville ; dans la bourgeoisie, c'est la nécessité d'élever les enfants et de gagner de l'argent ; dans les familles paysannes, c'est l'attrait des salaires plus élevés ; pour tout le monde, c'est l'influence de la richesse mobilière. Le bien ne représente plus la seule forme de la fortune ; transformé en capitaux mobiliers, il donnera dans l'industrie, ou même dans les emprunts d'État, des revenus supérieurs, sinon égaux, et qui ne coûtent aucune peine. La révolution économique du *xix^e* siècle passe ici en importance la révolution politique et sociale. C'est une force irrésistible qui mobilise de plus en plus la terre et qui vient la chercher dans les mains mêmes de l'héritier unique, pour la muer en actions, obligations, titres de rente. Après deux ou trois générations, une succession moyenne ne comprend plus que des valeurs de portefeuille, sans aucun actif immobilier, et certes, à ce moment, ce n'est pas l'égalité des

partages qui peut rien pour affaiblir le sentiment familial.

La mobilisation du sol, au *xix^e* siècle, a été, pour ainsi dire, accompagnée d'une mobilisation des familles bourgeoises. Dans les cadres administratifs de la nouvelle France si fortement constitués par Napoléon, elles sont entrées en masse ; elles ont formé, nous l'avons déjà dit, cette vigoureuse et belle classe des fonctionnaires publics, qui si longtemps maintint dans toute la bourgeoisie, et par elle, dans la nation tout entière, une stricte discipline morale. Les nécessités de la fonction même obligeaient ces familles à se déplacer sans cesse ; si les magistrats pouvaient suivre toute leur carrière dans leur pays natal, investis à la fois d'une autorité publique, du prestige de la propriété et de celui de la tradition, la plupart des fonctionnaires administratifs devaient passer d'une ville à l'autre, du nord au midi de la France, sans pouvoir ni se fixer nulle part, ni retourner pour un temps appréciable dans leur pays d'origine. A coup sûr, il semble que cette mobilité devait être funeste à la force de la famille ; et s'il est vrai que le détachement du bien héréditaire ait désagrégé le groupe familial, à plus forte raison cela paraît-il certain de cette dispersion obligatoire qui ne permettait aux membres du groupe que de se voir accidentellement et comme par hasard ; c'est donc ainsi dans la classe des fonc-

tionnaires, déracinés du sol originaire, condamnés à la vie errante, que le lien familial se sera le plus vite et le plus complètement relâché.

Or c'est le contraire qui s'est produit : c'est dans la classe des fonctionnaires que ce lien a gardé très longtemps, et tant qu'elle a existé, le plus de vigueur. Encore aujourd'hui, on pourrait citer de ces familles qui, suivant les habitudes d'il y a quarante ou cinquante ans, forment un groupe très uni, où tous les événements, soit heureux, soit malheureux, sont ressentis par chacun des membres comme s'ils lui étaient arrivés à lui-même. Comment cela se peut-il ? Par quel ciment mystérieux ces pierres qu'on voit dispersées se trouvent-elles si fortement jointes ? Il n'est pas d'autre raison que le sentiment qui anime et qui réunit, malgré la séparation, tous les individus de ces familles. Jadis, sans doute, ils auraient probablement vécu côte à côte, dans la même ville, dans la même province. Dispersés par l'effet des courants du nouveau siècle, ils n'ont pas perdu d'abord le sentiment séculaire qui était comme le culte de la famille ; ils l'ont même éprouvé d'autant plus efficace qu'ils étaient loin les uns des autres. Une correspondance régulière, des nouvelles portées par des amis communs les ont tenus rapprochés. Et il en a été ainsi, tant que ce sentiment a gardé sa vigueur ; il en est encore ainsi dans les familles où il a pu rester intact. Il apparaît une fois de plus

que les faits matériels tels que le bien, le domaine qui demeure, peuvent aider, comme ils ont aidé dans le passé, à la permanence et à la continuité d'un groupe ; mais que la raison véritable, profonde, essentielle de cette permanence et de cette continuité est toute morale.

La vérité, sans doute, pour ce qui est de l'influence de l'égalité des partages sur les destinées de la famille, semble à peu près telle que les révolutionnaires et que Bonaparte l'avaient aperçue. Ils ont voulu supprimer à jamais l'aristocratie terrienne ; ils y ont pleinement réussi. On compterait les familles de la noblesse de 1789 qui ont pu garder le domaine héréditaire ; et dans la plupart de celles qui l'ont en effet conservé, on découvrirait un événement qui les a aidées, tel que l'alliance avec une famille de bourgeoisie industrielle ou financière, ou la participation à quelque grande entreprise. En revanche, combien d'autres ont vendu le domaine et se sont, ou transplantées, ou transformées, ou anéanties, pour faire place à une autre aristocratie toute artificielle qui s'est anoblí elle-même et qui déjà, en maints endroits, disparaît à son tour ! Certes, l'œuvre destructive de la Révolution et du Consulat a été, en ce sens, aussi complète qu'on l'avait alors souhaitée. Mais cette destruction de la noblesse par l'égalité du partage ne fut pas la destruction ni de la famille, ni du groupe familial. La nouvelle loi successorale

a pu changer les conditions d'existence de ce groupe et le moins favoriser. Elle ne suffit pas à altérer les sentiments qui faisaient sa force et sa cohésion.

D'autres causes ont agi, économiques, morales surtout. Il est arrivé que dans la même famille, entre frères et sœurs, plus encore entre cousins, des efforts inégaux, des différences de conduite, des mérites mal répartis amenaient rapidement, dans les conditions sociales, de tels contrastes que les rapports devenaient difficiles et finissaient par cesser. Il est arrivé que chacun a tiré de son côté, subissant l'influence individualiste qui sacrifie, non seulement par intérêt, mais même par négligence, par insouciance, tout ce qui est étranger à l'individu même. On peut voir dans la même ville des parents assez proches, des cousins, qui passent des semaines et des mois sans chercher à se réunir ni même à se rencontrer. On peut en voir qui, d'un bout à l'autre de France, ou de France à l'étranger et aux colonies, se gardent réciproquement, par une affection intacte, par le culte de leur commune origine, par les lettres fréquentes où cette affection et ce culte s'entretiennent, l'active et parfaite fidélité du sentiment. Cela est vrai des classes les plus humbles comme les plus élevées ; et on pourrait le constater, par exemple, chez ces nombreux émigrants du Plateau central qui, de Paris, d'Espagne, de l'Est,

du Nord, gardent toujours ces attaches. Que faut-il en conclure, sinon que dans le premier cas, celui des cousins de la même ville, l'idée de famille n'existe plus ; que dans l'autre, elle a gardé sa vigueur et qu'elle suffit.

*
* *

Notre loi successorale doit-elle être réformée dans un sens où elle puisse aider à la conservation du bien familial ? Toutes les personnes le souhaitent ardemment qui, suivant les théories de Le Play, et comme M. Paul Bourget dans son éloquente préface de *Tribun*, voient les destinées du bien et du groupe étroitement liées. Mais même quand on constate, par l'observation des faits, que ce lien n'est pas si rigoureux, et que la famille trouve ailleurs les éléments de sa vitalité, on aperçoit l'utilité qu'elle tirerait et, plus encore, la vie normale du pays, d'une certaine stabilité des domaines héréditaires. La mobilité en est venue à un excès qui a pour effets immédiats d'accroître l'afflux des ruraux vers la ville, de dépeupler les campagnes et de répandre la misère en même temps que l'alcoolisme, la tuberculose, toutes les tares physiques. C'est pour combattre ce mal, plutôt que pour consolider le groupe familial, que fut votée la loi récente dite du Bien de famille. L'idée en est empruntée aux pays anglo-

saxons ; on a voulu imiter le *homestead* des États-Unis. Par une déclaration notariée, une donation, un testament, l'immeuble, domaine ou maison, est institué bien de famille, à condition que sa valeur n'excède pas 8 000 francs. Dès lors, il est insaisissable : les créanciers antérieurs à la constitution gardent leurs droits par une opposition ; les créanciers postérieurs ne peuvent saisir ni le capital, ni les revenus ; ils en sont avertis par une publicité qui accompagne la constitution. C'est là un premier avantage de la loi ; et le second est que des héritiers, parmi lesquels se trouvent des mineurs, auront à attendre, pour exiger le partage, que ces mineurs aient tous atteint la majorité ; ainsi seront évités les frais exorbitants du partage en justice qui a pour but, sans doute, de protéger complètement les incapables, mais qui n'atteint ce but qu'au prix d'une dépense dont ils sont les premières victimes.

Voilà tout ce qu'on a osé faire ; et il faut ajouter, tout ce qu'on a pu faire, — mettre le bien à l'abri des poursuites ruineuses, retarder l'heure du partage pour le rendre moins onéreux. Quant à toucher à l'égalité des partages, quant à la restreindre, nul n'y pourrait sérieusement songer. Comment, en effet, imposer une restriction, alors que les mœurs ne permettent même pas d'user de celles que le Code civil tolère aujourd'hui ? Nous l'avons indiqué déjà, et c'est une vérité pratique dont les

notaires se porteraient garants : la quotité disponible ne sert à rien ; les pères de famille redoutent de la donner à tel ou tel de leurs enfants, par crainte de créer la discorde ; et, en fait, l'usage en est tombé en désuétude. Les mœurs commandent les lois et ne les subissent pas aisément. En matière de partage, elles comportent la plus stricte égalité ; elles ne permettent pas qu'un des héritiers reçoive, par le moyen de la quotité disponible, une part plus forte que les autres. N'est-il pas évident qu'une loi qui prétendrait imposer l'inégalité heurterait des habitudes trop résistantes ? qu'une loi qui élèverait la quotité disponible ne serait pas plus appliquée que le Code civil qui admet la quotité d'à présent ? qu'en un mot l'égalité des partages représente aujourd'hui une tradition nationale, plus jeune que l'inégalité, mais qui a pour elle l'assentiment universel et la puissance de la vie courante ?

Il en résulte sans doute, quant à la destinée des familles issues du même groupe, qu'à chaque génération, pour toutes ces familles, la nécessité se renouvelle d'un effort qui leur permettra de s'élever. Cette nécessité ne semble pas regrettable. Dans l'ancienne France, les cadets y ont trouvé l'énergie qui souvent les a fait réussir. L'effort est après tout, dans la société moderne, la loi générale qui oblige tous les individus. Et l'essentiel pour chacun n'est pas tant de recueillir une part d'héri-

tage qui lui rende l'effort plus facile, mais bien d'hériter les qualités morales qui le lui feront aimer et de sentir la cohésion du groupe familial qui l'y encouragera sans cesse. Bien loin de favoriser cet effort, l'inégalité des partages le rendrait tout de suite odieux par la comparaison que les héritiers non avantagés feraient de leur sort avec celui de l'héritier privilégié.

Cependant la loi successorale pourrait exercer d'une autre manière son influence sur les destinées de la famille, en renforçant l'autorité du père qui en a quelque besoin, on le sait de reste. Suivant le Code civil, un enfant a, sous le nom de *réserve*, un droit absolu sur une part de la fortune de ses parents : c'est bien un droit absolu, puisque l'indignité seule le lui enlève. Or l'indignité frappe l'héritier condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt, celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse, enfin le majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la justice. Mais elle n'atteint pas l'enfant qui, par sa mauvaise conduite, a causé à son père les plus grands chagrins, ni celui qui par son indifférence le laisse abandonné tel qu'un étranger. Cet enfant garde son droit intact : le père ne peut lui enlever que la quotité disponible.

On comprend de telles règles à une époque où les mœurs comportaient le respect et le dévouement des enfants, où même leur mariage dépen-

dait, en fait, de la volonté paternelle. Ces règles paraissent excessives aujourd'hui. Et pour les mettre en accord avec les mœurs, il conviendrait que les parents pussent en certains cas exhéréder leurs enfants ingrats. Ce serait, d'ailleurs, une manière assez efficace de restaurer la puissance paternelle. Il est juste qu'un héritage soit mérité par ceux qui vont le recueillir. Et s'il semble impossible de toucher à l'égalité des partages, si l'intérêt de la famille ne paraît pas au surplus réclamer ce changement, du moins aux mains du père il faut mettre la liberté — liberté soigneusement réglée — d'enlever sa fortune à l'enfant qui a démerité. C'est là la réforme souhaitable, et c'est aussi, comme le montre l'exemple des Codes étrangers, la réforme possible.

CHAPITRE X

CONCLUSION

Disparition de toute discipline familiale. — Puissance maritale fortement minée. — Puissance paternelle de plus en plus menacée. — Cependant la discipline est nécessaire, mais avec un caractère nouveau : qu'elle soit acceptée au lieu d'être imposée. — Générations qui ont connu l'éducation sans discipline. — Nécessité d'un examen de conscience. — Restauration de la discipline sous sa forme moderne et par la seule persuasion. — Difficultés de la tâche qui reflètent toutes les difficultés de la vie contemporaine.

L'évolution de la famille française ne pouvait apparaître, dans toute son ampleur et toute son exactitude, que par l'analyse des divers éléments que l'on a coutume de réunir sous ce nom de *famille*. En rapprochant les résultats qui se sont révélés tour à tour, il est permis de fixer maintenant avec précision les traits essentiels du groupe contemporain, ainsi que la mesure et le sens du changement qui l'a fait si différent de celui d'autrefois.

La famille s'est certainement affaiblie. Elle s'est

affaiblie d'abord, parce qu'elle s'est restreinte. En laissant se détacher peu à peu les rameaux poussés sur le tronc, elle a naturellement perdu une bonne part de sa force ancienne : là où des collatéraux, même éloignés déjà, des cousins et petits-cousins restaient liés les uns aux autres par l'affection, par le sentiment d'une vigoureuse solidarité, il n'y a plus que des groupes dispersés, des individus isolés : du moins, tel est le cas le plus fréquent.

A l'action destructrice des phénomènes économiques, il eût fallu opposer une résistance consciente et résolue. C'est tout le contraire qui s'est produit. De toute part, on a favorisé cette usure rapide des liens de jadis ; et on l'a favorisée par ce besoin universel d'affranchissement individuel, par cette impatience de toute contrainte qui ont caractérisé dans l'ordre moral, comme la mobilité de la richesse dans l'ordre économique, la fin du xix^e siècle et le début du xx^e. L'idée la plus moderne semble se présenter ainsi : « On choisit bien ses amis suivant ses goûts, ses convenances, et la sympathie qu'ils inspirent. Pourquoi subirait-on, sous prétexte de parenté, des êtres qu'on ne choisirait pas comme amis ? » Au surplus, quand ces parents ont été séparés par les hasards de l'existence, il faudrait un effort pour maintenir, par la correspondance, par des rencontres, le lien distendu : on ne fait guère cet effort, ou, du moins,

on ne le prolonge pas. Cependant, il n'en est pas ainsi partout. On trouve à Paris même, dans la bourgeoisie traditionnelle, et plus encore en province, dans l'aristocratie terrienne, dans le peuple des campagnes, le sentiment opposé ; et il n'est pas exagéré de dire qu'il assure à tous ceux qui le mettent constamment en pratique une force incroyable : la force des intérêts toujours unis et procurant à chacun des membres du groupe le profit, l'avancement le plus fructueux ; la force d'une tenue morale qui oblige chacun de ces membres à une certaine conduite, lui impose une responsabilité, et, d'ailleurs, l'aide à la supporter. Or c'est cela qui est gravement diminué, sinon tout à fait perdu, quand le groupe familial s'est rompu, ou plus simplement s'est dissocié à mesure qu'il se formait. On écarte le plus souvent ces parentés, ces cousinages indéfinis qui pourraient gêner. Et ils ne gênent plus, en effet ; mais on s'est à coup sûr appauvri, et surtout, on a tari ces féconds réservoirs d'énergie que constituaient les groupes familiaux, intacts, solides et sans cesse alimentés par le sentiment de ce que chacun devait à la famille et pouvait attendre d'elle.

La perte n'est pas moins certaine du côté des domestiques, par le fait de cet autre changement qui les a séparés de la famille, et qui a transformé le lien de jadis en un contrat strict et sec : c'est encore un appauvrissement, pour eux comme pour

les maîtres, comme pour la famille même que d'avoir affaibli presque toujours, sinon supprimé, l'idée des obligations réciproques par où ils s'incorporaient à la famille pour ajouter à sa force et en bénéficier. Et, ici encore, la comparaison des habitudes les plus récentes avec celles d'autrefois, qu'on voit persister en certaines régions par la bonne volonté commune des maîtres et des serviteurs, permet de mesurer l'étendue de la perte. Une force morale a été peu à peu anéantie : il faut dire même une des formes les plus sûres et les plus efficaces de la fraternité humaine.

Sans doute, quelque chose demeure, on l'a vu : c'est la solidarité d'intérêts unissant au monde de la richesse celui des domestiques qui en retirent du bien-être et des profits matériels. Est-il besoin de dire que cette union n'est que la déformation de l'ancienne alliance, et qu'il n'en faut attendre, ni pour les individus, le même bienfait d'un devoir affectueux, ni pour la famille, la vigueur que donne la communauté des sentiments ? C'est à peu près ainsi, du reste, qu'entre parents, entre cousins, subsiste un lien intéressé qui les rapproche soudain pour le bénéfice qu'ils peuvent s'assurer les uns aux autres : divisés, dispersés, sans attaches ni traditions communes, ils trouvent cependant à se grouper pour recueillir, les uns par les autres, quelque profit ; l'un d'eux fera profiter les autres de sa réussite, et, contre les étrangers, ils décou-

vriront qu'ils sont du même sang. Cette survivance du sentiment ancien et d'une association qui fut moralement si puissante, se réduit donc à une coalition d'intérêts : et encore n'est-ce pas un fait habituel.

La famille, restreinte à la cellule primitive du père, de la mère et de l'enfant, s'y est affaiblie par le changement des rapports qui établissaient entre ces trois êtres une parfaite cohésion. Au début du *xix^e* siècle, deux idées cimentaient cette union : la puissance maritale et la puissance paternelle. L'une et l'autre faisaient du mari et du père un chef sur qui pesaient, avec les plus grands devoirs, les plus lourdes responsabilités, mais qui était armé des droits nécessaires pour obtenir la soumission de tous à sa volonté, c'est-à-dire au bien de la famille. Ces droits, la loi les avait pris dans les mœurs pour les lui donner. On a vu que les mœurs, peu à peu, tendaient à les lui retirer. Il est bien d'inscrire dans un Code qu'une femme doit obéissance à son mari, mais à la condition que les habitudes générales comportent cette obéissance ; sinon, le Code aura parlé en vain, de même qu'il a beau dire que la femme doit suivre partout son mari : si elle se refuse à le suivre, il n'est aucun moyen de l'y contraindre. Ainsi, lentement, mais continûment, la puissance maritale s'est affaiblie : le mari et la femme sont devenus, dans le mariage, des associés égaux en droits. Il n'importe, à cet

égard, que la loi continue de les dire inégaux. L'essentiel, c'est la vie, et précisément la vie substituée de plus en plus aux règles légales un état différent ou même contraire.

Est-ce une perte pour la famille? On ne saurait le nier, du moins pour sa cohésion et pour sa solidité. Il ne faut pas oublier que l'autorité maritale ne devait avoir, suivant le Code civil, d'autres fins que l'intérêt de la femme et celui du mariage. On s'aperçoit encore aujourd'hui que le premier de ces intérêts se trouve assez bien sauvegardé par cette autorité, puisque, pour la gestion de leurs biens, les femmes continuent de s'en remettre aveuglément à leurs maris et qu'elles n'ont donc pas à en pâtir. Quant à l'intérêt du mariage lui-même et par suite de la famille, il se fortifiait naturellement dans une puissance maritale reconnue et acceptée par l'usage. Il n'était pas indifférent à l'existence et à l'avenir de la famille, il était au contraire très utile qu'elle eût un chef, que ce chef fût revêtu, de par son titre même, d'un prestige dont, comme individu, il pouvait être fort souvent dépourvu. Une certaine déférence, qui en résultait chez la femme, rendait évidemment plus sûr et plus facile le train de la vie conjugale. Cette sûreté et cette facilité sont grandement altérées par l'égalité nouvelle qui met en présence deux êtres pareillement satisfaits de leur jugement et décidés à faire prévaloir chacun le sien. C'est

donc là une perte : car la famille a moins de chances, sous ce régime de libre discussion, de développer une force supérieure aux convenances individuelles ; et cependant, pour qu'elle existe vraiment, pour qu'elle offre aux individus ses ressources de vigueur, de bien-être, de bonheur, il faut d'abord qu'elle les absorbe, qu'ils se donnent à elle, et non qu'ils la subordonnent à soi.

Entre les parents et l'enfant, les mêmes constatations n'ont pas moins de rigueur. Comme la puissance maritale, la puissance paternelle s'est affaiblie, et sous l'action des mêmes phénomènes économiques, psychologiques, moraux. D'une part, dans les classes bourgeoises, on la voit s'abandonner elle-même par l'effet de mille causes : négligence, insouciance, et, à vrai dire, crainte égoïste de l'effort, ou bien par excès de sensibilité, faiblesse de caractère, fausse conception de l'intérêt de l'enfant qui ne s'entend plus que de son hygiène, de son élégance et de sa réussite mondaine. D'autre part, dans les classes ouvrières, on voit la puissance publique, l'État, se placer entre le père et l'enfant, pour interdire au premier une foule d'actes dangereux que la vie industrielle a rendus possibles, pour surveiller l'usage que ce père fait de son autorité paternelle, pour la restreindre de toutes les façons, pour la supprimer au besoin. A l'égard de tous les parents, enfin, qu'ils soient riches ou pauvres, la loi a remis au magistrat des

pouvoirs presque absolus qui vont jusqu'à lui permettre, toutes les fois que la famille se rompt par le divorce ou se corrompt par la mauvaise conduite, de disposer souverainement de l'enfant. En ce cas, c'est la famille qui a provoqué elle-même, par son insuffisance, l'intervention de la puissance publique; et, d'ailleurs, cette intervention achève de la ruiner.

Dans tous les cas, on aperçoit que les événements économiques du *xix^e* siècle, le développement et la diffusion de la richesse mobilière, la prodigieuse extension de la vie industrielle ont imposé des conditions d'existence toutes nouvelles; la famille, en haut et en bas de l'échelle sociale, s'en est trouvée gravement atteinte. En même temps et partout, la crise morale de l'individualisme, la religion récente de la démocratie égalitaire ont exalté la conviction que chacun avait à poursuivre un objet exclusif, — l'épanouissement de sa propre personne. C'était beaucoup trop pour que le père et la mère eussent chance de conserver intacts, et le sentiment de leur mission éducatrice, et la force de l'accomplir; sans compter que l'enfant proposé à leurs soins respirait, bon gré mal gré, cette atmosphère moderne d'indépendance, et, pour un peu, de révolte, qui le rendait nécessairement moins docile. Et ce n'était pas tout encore : le plus singulier, le plus pénétrant effet de l'individualisme moderne se manifeste par l'exa-

génération universelle de la sensibilité ; dans la famille, il en résulte cette dangereuse illusion qui fait croire aux parents qu'ils ont épuisé leur devoir en donnant à l'enfant toutes leurs complaisances ; quelle que soit leur condition sociale, on les voit pareillement entraînés par cette tendresse à consentir tous les sacrifices pour qu'il soit satisfait ; et dans le monde du travail comme dans celui de la richesse, cette habitude produit la même conséquence, à savoir que l'enfant tient beaucoup plus à lui-même, et beaucoup moins à eux. Dans cet amour paternel ou maternel qui se refuse à voir autre chose que le plaisir et le bien-être matériel de l'enfant, il ne semble pas douteux que ce soit un égoïsme qui se contente : égoïsme raffiné, enveloppant, pour le plus grand agrément de chacun, l'être même où chacun se retrouve et se survit ; mais égoïsme plus redoutable que s'il se restreignait à un individu, car il compromet l'avenir, au delà du présent.

Au total, et si l'on veut essayer de resserrer plus encore les résultats de cette étude, il faut dire que ce qui est en péril, ce qui est même compromis, c'est une discipline, ce sont toutes les disciplines inventées par l'expérience séculaire, installées par le long usage et qui faisaient à la famille proprement dite, — père, mère, enfant, — aussi bien qu'au groupe familial, — ascendants, descendants, collatéraux, — une armature si solide. Pour la première

fois, semble-t-il, au XVIII^e siècle, Rousseau commence à les entamer ; mais elles résistent à la secousse, et d'abord jetées à bas par les lois révolutionnaires, elles se rétablissent, plus fermes à la fois et plus souples. Cependant la vie économique du pays est bouleversée par des découvertes, par des inventions, par un régime nouveau de la richesse, du travail, des échanges. Les disciplines familiales sont de nouveau et sourdement ébranlées.

Elles tiennent encore pourtant. Mais plus insinuante, plus virulente aussi, une influence morale et sentimentale les pénètre, les décompose. L'avènement de la démocratie précipite ses effets. Et, vers la fin du XIX^e siècle, éclate comme une révolte générale qui, appliquant avec une sorte de fureur l'optimisme intransigeant et passionné de la philosophie de Rousseau, du droit naturel, renverse toutes les disciplines, par suite et entre toutes, celle de la famille.

L'aboutissement de cette évolution est ainsi de retirer à l'individu, homme, femme, enfant, toute barrière et tout appui. Il reste maître de suivre sa fantaisie et son instinct. Du moins, tout concourt à l'en persuader. Et si, parfois, ils'aperçoit, par un réveil un peu rude, que cette idée n'était qu'une illusion, ces leçons individuelles ne profitent guère même à celui qui les reçoit. La vie est ainsi, pour la plupart, pleine de périls, dont les disciplines d'autrefois servaient précisément à les protéger.

Quant aux êtres les mieux doués par l'élévation de la pensée et l'énergie du caractère, s'ils ont quelque orgueil à se dire libres, ils ont plus de peine à suivre, sans aucun soutien, le chemin du simple devoir ; la vie leur est plus difficile. Cette double constatation s'impose aux esprits les plus inattentifs comme aux plus optimistes.

*
* *

Constater n'est pas tout à fait conclure. Reconnaître des faits, en discerner les causes, en voir les résultats, ce n'est pas encore satisfaire complètement la curiosité de quiconque cherche à se renseigner impartialement sur les tendances de son époque ; ce n'est pas apaiser le désir légitime de quiconque, retiré en soi-même, se compare à ceux qui l'ont précédé, à ceux qui le suivent, et risque vers l'avenir un coup d'œil inquiet. Il suffit d'aimer un peu son pays pour se demander où le portent ses destinées ; et, pour ce qui est de la vie intérieure de ce pays, de ses mœurs privées, de sa santé morale, c'est une question que les plus modestes ont souvent à se poser, quand ils parcourent les années écoulées, qu'ils réfléchissent sur eux-mêmes, qu'ils regardent autour d'eux. Où donc nous mène cette évolution de la famille, si rapide et si complète depuis un quart de siècle ? Cette interrogation est naturelle chez les vieillards

qui se rappellent comment, aux environs de 1880, quand ils étaient en pleine maturité, ils l'ont vue se dessiner avec hardiesse, ils l'ont favorisée ou combattue, et en tout cas, ils l'ont subie dans leur propre famille, chez leurs parents et leurs enfants. Ces enfants d'alors, aujourd'hui pères et mères, ont grandi dans cette atmosphère qui était en train de changer ; ils n'ont pas connu l'éducation sévère qui avait été celle de leurs parents ; ils n'ont pas éprouvé les mêmes disciplines, et parents à leur tour, ils ont encore relâché les règles qui s'étaient adoucies pour eux. Enfin leurs propres enfants approchent maintenant de l'âge où ils tenteront de fonder une famille : il en est de mariés, d'autres qui se marieront avant peu ; et eux aussi, à la veille de mettre au monde la génération nouvelle, peuvent et doivent faire un retour sur eux-mêmes, examiner ce que leur éducation a fait d'eux, se demander ce qu'ils feront de leurs enfants.

Or, à tous, vieillards, hommes et femmes d'âge mûr, jeunes gens prêts au mariage, ces vingt-cinq ou trente dernières années qui leur appartiennent en commun offrent d'abord une décadence certaine de la famille. Traditionnels ou novateurs, tous doivent être d'accord qu'elle s'est diminuée parce que les disciplines qui assuraient sa vigueur ont été altérées ou renversées. Toutefois, en constatant cette perte, ils seraient ingrats envers

leur propre temps s'ils ne lui tenaient aucun compte de ce qu'il fit ou voulut faire de bon et de beau. En ce sens, il est injuste de refuser quelque noblesse au mouvement audacieux d'émancipation que ce temps précipita ; parce qu'on en a vu tous les méfaits, on n'est que plus à l'aise pour trouver que cette hardiesse procède chez un très grand nombre d'un véritable courage, et qu'elle réclame de chacun une plus active énergie.

Cette vie qu'on a faite plus difficile, il se rencontre de plus en plus des vaillants qui savent la mener droit et bien : ce sont ces femmes qui travaillent, on ne peut pas dire comme des hommes, mais mieux que beaucoup d'hommes ; ce sont ces hommes dont on admire le labeur dans tous les ordres d'activité, et l'endurance dans les industries nouvelles, et le dévouement ou l'intrépidité comme soldats, comme explorateurs, comme aviateurs. Pour juger cette époque, il ne faut pas regarder seulement à la statistique criminelle où l'on a l'affliction de voir se multiplier, dans les rangs de la jeunesse, les recrues de l'armée des malfaiteurs. On n'a pas le droit d'oublier les autres, les honnêtes, les courageux, les braves. Et c'est leur rendre simplement justice que de reconnaître en eux des individus d'une trempe morale dont tous les siècles et tous les pays pourraient s'enorgueillir. C'est rendre justice aussi à l'époque qui les forma. L'individualisme, chargé de tant de

responsabilités, trouve ici mieux que des circonstances atténuantes ; car il a développé, avec la conscience de soi, quelques-unes des plus belles qualités humaines. Et si, par ailleurs, en plus d'une de ses entreprises, l'époque a fait faillite, ici, sans aucun doute, elle s'est promptement et copieusement enrichie.

Ce n'est pas une moindre conquête, ni un progrès moins certain que le souci moderne de l'enfant. Il en est résulté des excès et des défaillances dans la famille bourgeoise, trop de soins exclusivement physiques, un relâchement de l'autorité paternelle. Mais pour la classe ouvrière, qui avait moins à redouter les mêmes faiblesses, il n'a tenu et il ne tient qu'à elle que ses enfants retirent de ce grand mouvement les profits les plus certains : dans le premier âge, les conseils d'hygiène et l'assistance qui, dès maintenant, ont si fortement réduit la mortalité ; plus tard, l'école qui donne gratuitement l'instruction primaire ; plus tard encore les œuvres post-scolaires, et la renaissance de l'apprentissage à laquelle travaillent tant de bonnes et puissantes volontés ; enfin, durant toute la période de l'enfance, le désir le plus sincère, le plus loyal, le plus généreux d'ouvrir à l'enfant pauvre l'accès de toutes les carrières. L'époque contemporaine a bien le droit de compter à son actif de tels résultats.

Ce qui lui fait plus d'honneur encore, c'est d'avoir

éveillé, sous une forme encore plus haute, l'intérêt passionné de l'enfant, c'est d'offrir comme un spectacle qui force le respect, celui de tous ces hommes, de toutes ces femmes charitables, dont la vie se consacre au salut matériel et moral des enfants les plus misérables. Ils ne peuvent empêcher, que de jour en jour, les fléaux modernes de la ville industrielle, de l'alcoolisme, des dégénérescences cruelles ne multiplient leurs victimes ; mais leur zèle s'en accroît pareillement ; ils trouvent sans cesse des imitateurs, et, à côté de la puissance publique, ils accomplissent une œuvre infiniment utile qui est de reconstituer la famille partout où ils la voient ébranlée, de la suppléer partout où elle est détruite. Ils composent comme un vaste cortège, discret, silencieux, qui va semant le bien, et ne réclamant pour sa récompense que la joie d'avoir accompli un admirable devoir.

Ainsi cette époque fiévreuse, tourmentée, tantôt soumise aux utopistes et aux hâbleurs, tantôt emportée par l'ardeur la plus clairvoyante et le bon sens le plus avisé, peut compter, parmi beaucoup d'erreurs et de fautes, des sentiments, des efforts, des résultats d'une véritable grandeur. Ceux qui l'ont faite telle qu'elle est, en la contemplant soit au déclin, soit au milieu de leur vie, trouvent une consolation à côté d'une tristesse, et près des causes de regrets, des motifs d'orgueil,

de confiance, d'espoir. Ils laisseront ainsi, non pas seulement des ruines à réparer, mais, déjà solides, les fondements d'un édifice nouveau qui peut avoir sa force et sa beauté. C'est à ceux qui en poursuivront l'achèvement, aux jeunes gens qui vont faire la France de demain, à voir, par comparaison à celle d'hier et d'aujourd'hui, ce que leur commandent, et leur propre intérêt, et les devoirs qu'ils ont envers elle.

*
* *

Ils ne manqueront pas de reconnaître que tout l'effort de ce temps s'est concentré sur eux, pour leur rendre la vie plus facile, plus agréable, plus douce ; et, s'examinant eux-mêmes, ils jugeront le produit de cet effort. La bonne foi intellectuelle qu'ils doivent à leur éducation et qui est un bienfait incontestable, les obligera, en même temps qu'ils verront que toutes les disciplines anciennes de la famille ont fléchi pour eux, à se dire qu'ils y ont perdu, et le pays avec eux, un principe de vigueur et de durée. S'interrogeant alors sur la conduite qu'ils tiendront à leur tour dans l'avenir le plus prochain, ils ne penseront pas sans doute à restaurer, par une réaction automatique, ces autorités qui furent affaiblies ou abolies pour eux : le mal serait pire que celui d'à présent, et on en peut mesurer l'étendue dans les rares

familles où une puissance paternelle intransigeante se heurte chaque jour à la résistance frémissante des enfants. L'évolution de demain ne saurait être heureuse que si elle est précisément une évolution. Ce n'est que par la liberté que les disciplines nécessaires peuvent être à la fois rajeunies et ranimées. Elles n'ont chance de reprendre quelque vie que si elles sont acceptées. Telle est la règle de ce temps, et à plus forte raison de celui qui le suivra. L'autorité ne se conçoit qu'alliée à la liberté ; l'ordre n'est obéi, la discipline n'a d'efficacité que par le consentement volontaire qui est la forme moderne de l'obéissance. Donc, là où jadis il suffisait de commander, il faut se donner la peine de persuader ; la persuasion, l'art de mettre en jeu la volonté non par une poussée extérieure, mais par ses propres moyens — ceux de la raison, et de la confiance, et de l'affection, — c'est la condition indispensable de toute autorité, désormais, et dans la famille plus que partout. Les jeunes gens qui vont recevoir le dépôt des destinées morales de leur pays, sont pénétrés de cette certitude ; ils y peuvent trouver les méthodes les plus sûres pour restaurer dans la famille ces disciplines dont les meilleurs sentent, par leur propre expérience, que leurs enfants tireraient grand profit.

Quant à eux-mêmes, après des années d'enfance et de jeunesse où ils ne les ont pas assez connues,

ils en ont pu découvrir le réconfort et la saine vertu d'énergie durant les deux ans de service militaire. Là aussi, le régime est bien changé. Ils n'ont pas trouvé la rudesse qui pliait leurs pères au temps du service de cinq ans, ni même celle de 1890 à 1905. Toutefois ils ont su qu'il fallait accepter une règle, obéir à une autorité, et pour quelles fins d'intérêt général, et avec quel profit individuel de tranquillité morale, de bien-être même. Tous ceux qui sont capables de quelque réflexion mesurent ainsi ce qu'ils ont gagné du fait seul d'une discipline. On ne leur demande pas d'installer chez eux, dans leur vie de ménage et de famille, quoi que ce soit qui rappelle ni le commandement militaire, ni le régime de la caserne. Mais ayant senti qu'une obéissance était nécessaire, ayant vu comment elle pouvait être le mieux obtenue, ils restent du moins imprégnés par cette expérience. Et c'est pourquoi, eux qui ont connu d'abord dans la famille de leurs parents une liberté à peu près absolue, ils apercevront presque certainement que, dans leur propre famille, cette liberté doit servir à faire accepter une discipline. Ils voudront que cette discipline existe ; et, s'ils le veulent, ils voudront aussi faire leurs efforts pour que leurs enfants le veuillent avec eux, c'est-à-dire le comprennent et y consentent.

La tâche est ardue, dira-t-on. Assurément. Elle est belle aussi. Elle a de quoi tenter l'élite de ces

jeunes gens que les autres suivront. Et n'est-ce pas, d'ailleurs, le caractère quasi sacré de la liberté humaine, qu'elle rende tous nos actes plus difficiles et plus beaux ?

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE D'IL Y A CENT ANS. — LE STATUT CONSULAIRE.

La société française et le Consulat. Effets de la Révolution. La bourgeoisie, à la fois traditionnelle et renouvelée par l'afflux des enrichis, attend son double statut : celui des biens et celui des personnes, c'est-à-dire de la famille. — Le Code civil, œuvre de transaction entre le passé et le présent, la tradition et la Révolution, le Nord et le Midi. — Maintien du divorce. Sécularisation du mariage. — Maintien des deux puissances, maritale, paternelle, comme armatures de la famille, mais l'une et l'autre avec une signification nouvelle : la puissance maritale dans l'intérêt de la femme et du mariage, la puissance paternelle dans l'intérêt de l'enfant. — Principes de l'évolution qui va se produire dans le xix^e siècle..... 1

CHAPITRE II

LA FAMILLE ET LA FEMME BOURGEOISES.

La femme de bourgeoisie moyenne. — La société du xix^e siècle, où domine la classe des fonctionnaires ; la correction de sa tenue ; sa forte discipline. — Influence sur la femme, par les idées religieuses et le souci de l'opinion. — Honnêteté de la femme mariée ; dévouement ; acceptation de l'autorité du mari. — La crise de 1880. Changements politiques et sociaux. Transformation de la société : le divorce. — Condition nouvelle de la femme : plus de barrières et plus d'appuis. — Les devoirs du mariage ne sont plus imposés, mais consentis. — Liberté de l'individu. — Affaiblissement de l'autorité maritale. — L'enfant devient le centre de la famille : par contraste, le mari reste maître incontesté des intérêts pécuniaires..... 31

CHAPITRE III

LA FEMME RICHE, L'OUVRIÈRE, L'INTELLECTUELLE.

Grands phénomènes du XIX^e siècle.

- Révolution économique.* — La richesse mobilière et l'industrie. — La grande richesse se révèle et s'affiche. — Influence sur la vie féminine. — L'existence américaine. — Destruction de la famille. — La condition de l'ouvrière. — Le mal des grandes villes. — Alcoolisme et divorce. — La vaillance de la femme. — Matérialisme des lois qui la protègent : insuffisance morale. — Propagande néo-malthusienne..... 73
- L'individualisme.* — Ses origines : l'essor que lui donnent les romantiques. — Son action sur la femme. — Le divorce. — L'émancipation : individualisme d'amour-propre. — Le féminisme et l'intérêt des femmes. — La classe nouvelle des travailleuses intellectuelles. — Dans le mariage, affirmation plus énergique d'un consentement tout individuel. — Disparition de l'autorité maritale : égalité absolue des époux..... 95

CHAPITRE IV

L'ENFANT DANS LA FAMILLE BOURGEOISE.

- L'effort du XIX^e siècle pour améliorer le sort de l'enfant. — Instruction plus facile. — Vie de famille plus douce : hygiène, sports, divertissements. — Noblesse de cette tendance. — Ses excès. — Soucis exclusivement matériels. — Indifférence morale. — L'enfant, devenu centre de la famille, ne trouve plus de discipline qui le contraigne. — Ruine de l'autorité paternelle. — L'enfant victime des soins exagérés qu'on prend de lui. 109

CHAPITRE V

L'ENFANT DANS LA CLASSE OUVRIÈRE.

- La révolution économique et la vie industrielle néfastes à l'enfant pauvre. — Lutte entreprise pour le protéger. — Placement en nourrice. — Limitation du travail. — Instruction obligatoire. — Intervention de la puissance publique contre des parents indignes ou incapables, dans l'intérêt de l'enfant. — Atteintes successives à l'autorité paternelle. — Destruction complète par la déchéance que prononcent les tribunaux. — L'intérêt de l'enfant plus fort que la puissance paternelle..... 137

CHAPITRE VI

L'ENFANT ABANDONNÉ OU COUPABLE ET LA PUISSANCE
PATERNELLE.

Interventions de l'État et leurs effets. — La protection du travail de l'enfant supprime ce travail. — Les peines ou les acquittements prononcés par les tribunaux ne corrigent pas l'enfant coupable. — Les colonies pénitenciaires le vicent souvent au lieu de l'améliorer. — Idée nouvelle : après l'action de l'État qui a anéanti la famille, l'action individuelle qui la remplace ou la reconstitue. — Apprentissage. — Tribunaux pour enfants et liberté surveillée. — Patronages..... 171

CHAPITRE VII

ASCENDANTS ET COLLATÉRAUX.

La grande famille d'autrefois, telle qu'un arbre poussant de nombreux rameaux : parents, ascendants, descendants, collatéraux. — Règles du Code civil qui montrent l'importance des ascendants. — Changement des mœurs : l'enfant absorbe les affections, et l'autorité des ascendants disparaît. — Par contre, ils réclament et obtiennent près de lui une place plus grande. — Échec de la puissance paternelle. — Les collatéraux. — Affaiblissement plus caractérisé du lien de jadis. — Dispersion des familles. — Le groupe familial rompu..... 193

CHAPITRE VIII

LES DOMESTIQUES.

L'élément affectif et moral dans les rapports anciens des domestiques et des maîtres : devoirs réciproques ; le domestique, partie intégrante de la cellule familiale. — Changements qu'apportent la Révolution et le Code civil. — D'une part, émancipation légale des serviteurs ; de l'autre, leur infériorité consacrée par l'article 1720. — Changement plus grave : le lien d'autrefois, au lieu d'être affectif et moral, devient contractuel. — Égoïsme et orgueil des maîtres. — Avidité des serviteurs. — Relations d'aujourd'hui : indifférence d'un côté, indépendance de l'autre. — Conséquence dans l'éducation de l'enfant. — Les bonnes étrangères et l'ancienne bonne française..... 223

CHAPITRE IX

L'HÉRITAGE.

Thèse de Le Play et de M. Paul Bourget : le domaine a fondé la famille ; sa disparition, par l'égalité des partages et la restriction de la liberté testamentaire, a ruiné la famille ; le rétablissement du droit d'aînesse ou de cette liberté la reconstituera. — Discussion. — Dans le passé, la famille a trouvé un appui dans le domaine, mais s'est fondée et a duré par la force des sentiments. — Le domaine a disparu, moins par l'égalité des partages que par l'effet des phénomènes économiques, et la famille a été surtout atteinte par la diminution d'un sentiment. — Impossibilité de toucher à l'égalité, devenue dogme à son tour : on peut étendre les cas d'exhérédation 247

CHAPITRE X

CONCLUSION.

Disparition de toute discipline familiale. — Puissance maritale fortement minée. — Puissance paternelle de plus en plus menacée. — Cependant la discipline est nécessaire, mais avec un caractère nouveau : qu'elle soit acceptée au lieu d'être imposée. — Générations qui ont connu l'éducation sans discipline. — Nécessité d'un examen de conscience. — Restauration de la discipline sous sa forme moderne et par la seule persuasion. — Difficultés de la tâche qui reflètent toutes les difficultés de la vie contemporaine..... 269

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
Rue de Mézières, 5, PARIS

SCIENCES SOCIALES ==
== ET POLITIQUES

L'Orientation Religieuse de la France actuelle, par **Paul Sabatier**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« M. Paul Sabatier suit dans l'évolution politique, intellectuelle, artistique, les efforts de l'esprit religieux et s'applique à nous faire pressentir ce qui peut résulter des multiples aspirations contemporaines vers une vie spirituelle complète et harmonieuse. »
(*Revue de Paris*.)

« M. Paul Sabatier affirme qu'il y a une renaissance du sentiment mystique réunissant dans une sphère commune les plus hauts esprits... Le problème angoissant qui se pose à l'heure actuelle, est de savoir si la véritable foi religieuse, qui est amour, l'emportera sur la fausse foi qui est scolastique et dialectique, et si la réconciliation pourra se faire entre le christianisme et la civilisation moderne. »
(*Mercur de France*.)

La Famille française et son évolution, par **Louis Delzons**.

Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Le sujet du remarquable ouvrage de M. Louis Delzons touche chacun de nous dans la vie de chaque jour. Par une série de romans, M. Delzons a fait ses preuves de psychologue. Son œuvre présente témoigne des mêmes qualités d'observateur. Avocat, rompu à la science et à la pratique du droit, il nous fait comprendre l'action réciproque des lois et des mœurs. L'esprit libre de tout parti pris, judicieux et sans chimère, il joint à une droite et ferme raison le souci du bien public. On ne saurait rêver un meilleur guide. »

(*Journal des Débats*.)

« Avec l'autorité du juriconsulte et l'expérience du romancier, qui a mesuré à la fois la valeur et la portée des articles de nos Codes et observé leur influence et leurs effets sur le caractère de la société contemporaine, M. Louis Delzons étudie les tendances nouvelles de notre époque; où mène depuis un siècle, en France, l'évolution de la famille, si rapide et si complète en ces dernières années. »
(*Revue des Deux Mondes*.)

L'Évolution de la France Agricole, par **Michel Augé-Laribé**.

Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

M. Augé-Laribé a étudié la situation économique de l'agriculture, les progrès des techniques, la répartition de la propriété, la dépopulation rurale, les associations, le développement du socialisme agraire et la fonction politique et morale de la démocratie paysanne. Il s'est imposé de présenter le résultat de ses recherches sans ce parti-pris d'optimisme qui se retrouve trop souvent dans les études et les discours consacrés à l'économie rurale. Il a voulu fournir au lecteur le moyen de juger par lui-même des progrès réalisés par l'agriculture française, mais aussi des difficultés qu'elle rencontre du fait que les villes ont détourné à leur profit les hommes et les capitaux.

Les Transformations du Droit Civil, par **Joseph**

Charmont, professeur à l'Université de Montpellier. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

M. Joseph Charmont nous montre de quelle manière et dans quelle mesure, par suite de l'évolution des idées et des mœurs, l'œuvre originale des rédacteurs du Code a été développée, complétée, corrigée. La famille s'est, depuis un siècle, sensiblement modifiée et avec elle la condition de la femme et celle de l'enfant. La propriété privée subit une évolution très caractéristique. Enfin, avec le développement de la grande industrie est née une idée nouvelle, celle du risque professionnel. Telles sont les grandes questions qu'aborde l'auteur dans cette étude toute objective et fortement soutenue.

Les Transformations du Droit public, par **Léon Duguit**, professeur de droit à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

M. Duguit démontre, par l'examen des faits, qu'un changement s'accomplit dans le droit public. Après avoir exposé les causes principales de cette transformation, l'auteur étudie successivement la loi, l'acte administratif, le contentieux administratif et, enfin, la responsabilité publique, en montrant que toutes les transformations qui apparaissent dans les institutions et la jurisprudence moderne se rattachent directement à la substitution de la notion de service public à celle de puissance publique. Le livre de M. Duguit n'est pas l'exposé d'une doctrine, il est une œuvre d'observation réaliste.

Paraîtront successivement :

A travers la France, par ARDOUIN-DUMAZET. — **Le Mouvement syndical**, par FÉLICIEN CHALLAYE. — **La Question sociale et le Mouvement philosophique au XIX^e siècle**, par GASTON RICHARD. — **L'Alsace-Lorraine**, par F. ECCARD. — **La Politique de l'Église catholique**, par MAURICE PERNOT. — **La Philosophie du Syndicalisme**, par ÉDOUARD BERTH. — **L'Organisation de l'Expérience sociale**, par CHARLES ROLLAND.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les Systèmes Socialistes et l'Évolution économique, par **Maurice Bourguin**, professeur d'Économie politique à la Faculté de droit de Paris. 3^e ÉDITION revue et corrigée, augmentée d'un index alphabétique des auteurs cités et des matières traitées. Un volume in-8^o cavalier (23^o × 16^o), 560 pages, broché. . . 40 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques :

Prix Wolowski et Prix J.-B. Chevallier.

« C'est là une œuvre forte et loyale qui vaut d'être méditée par les hommes de toutes les tendances et de tous les partis. La documentation en est sérieuse et sobre, les analyses pénétrantes et exactes. M. Bourguin combat les systèmes sans parti pris d'école et sans préjugé de classe. A la probité d'analyse et d'interprétation s'ajoute l'inspiration sociale et humaine la plus libre, la plus démocratique et la plus large. » (JEAN JAURÈS. — *L'Humanité*.)

« L'œuvre de M. Bourguin est le fruit d'un labeur considérable; le raisonnement pur y eut pour auxiliaire une méthode d'observation rigoureuse. Le lecteur, en même temps qu'il reconnaît l'analyste subtil et pénétrant, apprécie l'homme de cœur hauté par l'image obsédante de la misère. Il lui sait gré d'avoir écrit une œuvre d'une haute portée philosophique et scientifique tout à la fois. »

(*Revue d'Économie politique*.)

La Sociologie de Proudhon, par **C. Bouglé**, chargé d'un Cours à la Sorbonne. Un volume in-18, broché. . . . 3 fr. 50

« De Proudhon se réclament aujourd'hui les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, les réformistes radicaux socialistes, les anti-collectivistes. Pour les uns, c'est un anarchiste; pour les autres, un des maîtres de la contre-révolution. Qui croire? Où est l'unité de la pensée proudhonienne? M. Bouglé estime que c'est la sociologie de Proudhon qui fournit la clef de beaucoup de ses thèses, c'est-à-dire ce postulat que la société n'est pas la simple somme des unités qui la composent, que cette force collective est une réalité originale. La démonstration de M. Bouglé est judicieuse et brillante. »

(*Revue de Paris*.)

L'Individualisme économique et social : Ses Origines, son Evolution, ses Formes contemporaines, par **Albert Schatz**, professeur à la Faculté de droit de Lille. In-18, 600 pages, br. 5 fr.

« Ouvrage aussi remarquable par la concision élégante de la forme que par l'originalité de ses conclusions. L'ensemble en est constitué par l'exposé très clair et très complet des diverses théories individualistes, depuis Hobbes et Mandeville jusqu'à Nietzsche et Ibsen. Mais ce n'est pas seulement un exposé de doctrine, et ce livre n'intéresse pas que les économistes. Il constitue une œuvre de combat et, à ce titre, il s'adresse à tous les esprits indépendants, désireux de penser et d'agir par eux-mêmes, sans se laisser guider par leurs ambitions personnelles et les abus de toute coterie officielle. »

(*Le Monde Économique.*)

« Dans cette œuvre de haute tenue littéraire et scientifique, M. Schatz a eu à traverser toute l'histoire des doctrines économiques et sociales, et ce périlleux voyage il l'a accompli avec un rare bonheur. Son travail est dès maintenant la monographie fondamentale sur l'individualisme. »

(*Revue des Doctrines Économiques et Sociales.*)

Les Sociétés primitives de l'Afrique Équatoriale, par le D^r **A. Cureau**, gouverneur des Colonies. Un volume in-8° écu, 432 pages, 9 figures, 18 planches et 1 carte hors texte, broché. 6 fr.

« Pour écrire une étude psychologique et sociologique du noir congolais, peu d'hommes étaient aussi qualifiés que le D^r Cureau. Il a passé plus de vingt ans dans l'Afrique centrale qu'il a parcourue d'un bout à l'autre; il parle plusieurs idiomes du pays; il s'est depuis longtemps intéressé, en esprit curieux et averti, aux coutumes, à la vie mentale, sentimentale et sociale des indigènes. De là vient la valeur toute particulière de son livre dans lequel il décrit le milieu, l'individu, la famille, le village et les organisations supérieures au village. L'ouvrage du D^r Cureau est singulièrement vivant, car il résume des expériences vécues. »

(*Revue du Mois.*)

« Intéressante et utile contribution à l'étude des races primitives, conduite avec une méthode toute scientifique, d'ailleurs agréable à lire, où sont résumées de longues années d'observation. Ce travail offrira des documents précieux, tant aux coloniaux qu'aux sociologues, aux philosophes et aux historiens des religions. »

(*Le Correspondant.*)

Essais politiques et sociaux, par **R. W. Emerson**. Traduction M. DUGARD. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Il y a là, pour beaucoup, une sorte de révélation, car Emerson, maître universellement célèbre de la vie intérieure, est moins connu comme génie positif. Il fut cependant pénétré au plus haut point du respect des réalités. Guerre, propriété, éducation, gouvernement, rôle de l'écrivain, lutte des partis et des classes, il n'est pas une question que son idéalisme pratique n'ait approfondie en ces pages souvent admirables. »

(*Le Figaro.*)

L'Économie de l'Effort, par **Yves Guyot**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Ce livre n'est pas à proprement parler un traité d'économie politique; l'auteur dogmatise le moins possible; et à côté du précepte, il place toujours le fait qui l'éclaire et le justifie. Il ne définit pas seulement les trois entités maîtresses, la propriété, le capital et le travail; il en décrit les péripéties et les évolutions, multipliant les exemples pour les mieux faire comprendre... Livre intéressant où l'auteur a su condenser en 300 pages la substance de toute une bibliothèque d'économie politique, »

(*Le Siècle.*)

La Synergie sociale, par **Henri Mazel**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

L'auteur étudie dans ce volume l'action civilisatrice des énergies morales librement mises en commun. Comme cette étude porte à la fois sur le passé, le présent et même sur l'avenir, le livre abonde en aperçus d'histoire générale, en appréciations sur l'état de choses contemporain, et aussi en prévisions des âmes futures d'après quelques grands penseurs d'aujourd'hui. *La Synergie sociale* se rattache ainsi au mouvement actuel qui détache la sociologie de la biologie pour la rapprocher de la psychologie; à ce titre la lecture en est indiquée à tous ceux qui veulent se tenir au courant des nouvelles idées en sciences sociales.

L'Eglise catholique : sa Constitution, son Administration, par **André Mater**, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles. Un volume in-18, 460 pages, broché. 5 fr.

« Les questions concernant la constitution et l'administration de l'Eglise catholique rentrent aujourd'hui dans les préoccupations de tous, et l'un des problèmes les plus graves qui s'imposent à l'attention publique, c'est la forme juridique et durable que doivent prendre les relations entre prêtres et laïques pour le maintien et l'entretien du culte. M. Mater, en un résumé clair et concis, nous donne tous les textes et « précédents » qui permettent de concilier les traditions et ordonnances de l'Eglise avec les besoins et les nécessités de la société présente. » (*Revue de Paris*.)

« Voici un ouvrage d'une très haute importance et d'une belle valeur documentaire. L'auteur s'est soigneusement gardé de toute polémique. Toutes les questions qui intéressent l'Eglise sont examinées ici, chacune en un chapitre rempli de documents historiques du plus haut intérêt. » (*Le Figaro*.)

L'Émigration européenne au XIX^e siècle : Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie, Russie, par **R. Gonnard**, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon. Un vol. in-18, broché. 3 fr. 50

« Peu de livres sont aussi intéressants, aussi riches d'idées fécondes, de vues ingénieuses, d'aperçus nouveaux. Ce dont il faut surtout savoir gré à l'auteur, c'est qu'il nous sort des systèmes absolus et tranchants dont on nous a pendant longtemps rebattu les oreilles, qu'il n'accepte pas comme un dogme intangible la supériorité sacro-sainte de telle ou telle race. C'est là l'œuvre d'un historien réfléchi qui tente, sans parti pris, de voir clair dans le jeu compliqué des activités nationales. » (*Revue Universitaire*.)

Questions extérieures (1901-1902), par **Victor Bérard**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

Créances et routes turques. — Panama. — La Tripolitaine. — L'Alliance anglo-japonaise. — La guerre Sud-Africaine. — La Royauté espagnole. — L'Angleterre et la Paix.

« Remarquable par la justesse et l'originalité des vues, ce livre est un véritable manuel nécessaire à tous ceux qu'intéressent les problèmes de la politique extérieure contemporaine. » (M. MARION, — *Revue Universitaire*.)

QUESTIONS POLITIQUES

L'Appropriation du Sol : Essai sur le passage de la propriété collective à la propriété privée, par **Paul Lacombe**. Un volume in-8° écu, viii-442 pages, broché. 5 fr.

La méthode d'exposition adoptée par M. P. Lacombe n'est nullement dogmatique. Ayant conçu une hypothèse, il l'éprouve par une étude critique des travaux d'un certain nombre d'historiens partisans de l'hypothèse contraire, choisis pour leur valeur propre et pour l'autorité acquise par leurs ouvrages. Ce n'est qu'ensuite qu'il expose sa thèse personnelle. Ainsi le lecteur est mis en quelque sorte en possession du dossier de la question débattue.

On ne s'étonnera pas de trouver en ce livre les qualités si personnelles de l'auteur, cette franchise, cette simplicité pleine de finesse et de bonhomie, qui ajoutent à l'étendue de son savoir et à sa puissance de réflexion un charme très particulier, fort rare en ce genre d'ouvrages.

Nos Libertés politiques : Origines, Évolution, État actuel, par **Maurice Caudel**, professeur à l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18, 462 pages, broché. 5 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Sans révérence exagérée pour les formules consacrées, M. Caudel va au fond des choses et son livre est une très sincère et perspicace philosophie de l'histoire et de la politique depuis plus d'un siècle. Même ceux qui risquent d'irriter sa méthode ou qui seront surpris de ses conclusions trouveront le plus grand profit à suivre attentivement ses considérations. Elles sont établies sur une connaissance profonde des faits et sur une sincérité de raisonnement auxquelles il est difficile de ne pas rendre justice. Le sujet est traité avec une liberté de jugement et une acuité d'esprit qui réservent au lecteur de rares jouissances. »
(*Le Correspondant*.)

Traditionalisme et Démocratie, par **D. Parodi**. Un vol. in-18, broché. 3 fr. 50

« C'est un livre de grande valeur et solidement pensé que cette étude d'un intérêt tout actuel. Tous ceux qui s'appliquent aux questions sociales du temps présent trouveront plaisir non moins que profit à le lire. Par l'analyse des doctrines ou opinions de MM. Brunetière, P. Bourget, M. Barrès, comme par l'étude des notions d'égalité, de liberté, de démocratie, M. Parodi a très bien su opposer les deux tendances pragmatiste et rationaliste de notre temps. »
(*La Revue de Paris*.)

Syndicats et Services publics, par **Maxime Leroy**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« On lira avec beaucoup d'intérêt et de profit cet ouvrage qui traite sérieusement une question sérieuse. Il y a là un ensemble de faits, de phénomènes sociaux contre ou pour lesquels les beaux discours ne feront rien; ce qui importe, c'est de les connaître, de les préciser et d'en comprendre la portée; c'est à quoi M. Maxime Leroy a remarquablement réussi en étudiant « ces mouvements confus et diffus, qui pressent, menacent et débordent même les antiques notions du droit public auxquelles, depuis Rome, l'humanité attache tous ses sentiments d'ordre et de liberté. »
(*Le Figaro*.)

Problèmes politiques du Temps présent, par **Émile Faguet**, de l'Académie française, professeur à l'Université de Paris. Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

Sur notre régime parlementaire. — Armée et Démocratie. — Le socialisme dans la Révolution française. — La Liberté de l'Enseignement. — Les Églises et l'État.

« M. Émile Faguet apporte en ce volume cette même intelligence subtile et ce même esprit de sincérité qu'il déploie en sa critique des hommes et des œuvres. Sans vouloir donner de conseils, il s'attache du moins à nous expliquer son avis sur toutes les grandes questions qui ont occupé et divisé les esprits jusqu'à la fin du XIX^e siècle. On trouve partout, en ces études, des idées précises et fortes qui s'imposent à la réflexion. »

(Revue de Paris.)

Questions politiques, par **Émile Faguet**, de l'Académie française. Un volume in-18 (2^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

La France en 1789. — Décentralisateurs et Fédéralistes. — Le socialisme en 1899. — Que sera le XX^e siècle.

« Ces études sont toutes abondantes, réfléchies et documentées : l'auteur, tout en accordant la plus grande place au *socialisme*, a su y faire entrer toutes les questions intéressantes et trouver prétexte à nous donner de tous les problèmes sa solution personnelle. Le volume se termine par un long et curieux chapitre : « Que sera le XX^e siècle ? » M. Faguet apporte en cette vaste méditation toute l'autorité de son expérience et toute sa logique à la fois subtile et précise. »

(Revue de Paris.)

Études politiques, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Deux essais sur la *Souveraineté du peuple*, sur la *Déclaration des droits de l'homme* et M. Jellinek, deux notices sur A. Bardoux et Albert Sorel, telle est la matière de ce livre posthume. Comme dans les précédents ouvrages d'Émile Boutmy, on admirera, dans ces analyses d'esprits et d'idées, une grande finesse de psychologie et, dans le style, une forme subtile et nuancée. »

(Revue de Paris.)

« Ceux qui aborderont ce livre y trouveront cette finesse de l'observation, cette clarté, cette force de pensée qui marquent les ouvrages de M. Boutmy ; ils y prendront une utile leçon de discussion courtoise et d'impartialité sereine. »

(Revue Suisse.)

Études de Droit constitutionnel (France — Angleterre — États-Unis), par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18 (5^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

Ce volume renferme trois importantes études qui se font valoir et se complètent mutuellement. Dans la première, l'auteur nous expose un tableau critique et une classification aussi complète que possible des sources de la constitution anglaise. Le second « essai » ouvre une suite d'échappées et, pour ainsi dire, de vues latérales sur la constitution des États-Unis. Enfin la troisième étude forme en quelque mesure la conclusion des deux précédentes. L'auteur se propose de faire ressortir par une comparaison plus serrée et plus suivie avec la France, les différences non seulement de forme et de structure, mais d'essence, et de genre qui existent entre la constitution anglaise, la constitution des États-Unis et la nôtre.

Solidarité, par **Léon Bourgeois**. 7^e ÉDITION (9^e et 10^e mille), revue et considérablement augmentée. Un volume in-18, br. 3 fr. 50

« Cette thèse de M. Léon Bourgeois, si simple et si forte en sa nouveauté, obtint un grand retentissement lors de sa publication. Depuis, l'auteur a ajouté au texte primitif des morceaux inédits qui en augmentent la haute portée et l'intérêt considérable. »
(*Le Temps*.)

« Ce livre est un des meilleurs essais de critique sociale que nous ayons lus... On n'avait pas encore mis autant de clarté ni d'enchaînement dans l'exposition des résultats de la méthode scientifique appliquée aux questions de la vie sociale. »
(MAXIME FORMONT. — *Gil Blas*.)

La République démocratique : la Politique intérieure, extérieure et coloniale de la France, par **J.-L. de Lanessan**, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris, ancien gouverneur général de l'Indo-Chine. Un volume in-18, broché. . . . 4 fr.

« Il faut démocratiser la République », telle est la formule qui résume l'esprit et le but de cet ouvrage. L'ancien Gouverneur de l'Indo-Chine y étudie la genèse et les résultats de la Constitution de 1875, l'organisation des pouvoirs exécutif et législatif dans la République idéale, les moyens de rendre plus effectif l'exercice de la souveraineté nationale; et il esquisse, en terminant, un programme de réformes démocratiques capables d'être immédiatement réalisées. »
(*Journal des Débats*.)

LES AFFIRMATIONS DE LA CONSCIENCE MODERNE, par **Gabriel Séailles** :

★ **Les Affirmations de la Conscience moderne**, par **Gabriel Séailles**. Un volume in-18 (4^e ÉDITION), br. . . 3 fr. 50

« Le nom de l'auteur suffisait à recommander ce livre à tous ceux qui, dans une phrase harmonieuse, cherchent une pensée. Il traite d'un sujet qui ne doit laisser aucun de nous indifférent, et il le fait sur un ton qui concilie le respect de toutes les convictions avec la hardiesse de toutes les libertés... Ce livre est sérieux, profond, clair et accessible à tous. » (*Revue de Paris*.)

★★ **Éducation ou Révolution**. Un volume in-18, br. . 3 fr. 50

« Qui veut éviter la Révolution doit vouloir les réformes; et de toutes les réformes, la plus urgente est celle de l'éducation ». M. Gabriel Séailles, qui s'est fait un domaine de ces questions d'éducation sociale, préconise l'émancipation intellectuelle, mais en insistant sur le développement de l'humanité en l'homme et, pour cela, sur la reconnaissance de tous ses droits naturels. C'est très libéral et très haut comme tendance. » (*Journal de Genève*.)

« Ces deux volumes ont une forte et belle unité d'inspiration. Ils ne nous intéressent pas seulement parce qu'on y trouve des contributions à l'histoire des idées, mais parce qu'ils résument tout un côté de l'histoire morale des dernières années. »
(*Revue de Synthèse historique*.)

Choix de Discours de Charles Floquet (1885-1896).

Deux volumes in-8°, avec un portrait de Ch. Floquet et deux autographes en fac-similé. Les deux volumes, brochés 12 fr.

« Ces deux volumes, qui sont un pieux hommage, ont en même temps une valeur scientifique. Les textes qu'ils groupent et mettent à la disposition des historiens, dans un format maniable, sont des documents importants pour l'histoire de la Troisième République. »

(*Revue d'Histoire moderne et contemporaine.*)

« Il est toujours bon de publier les discours marquants des hommes politiques d'importance : les vieux y retrouvent avec émotion le souvenir des luttes passées, des grandes batailles livrées en commun, les jeunes y puisent des exemples salutaires, la fidélité aux principes, le respect de l'idéal, la foi dans l'avenir : on lira donc avec profit ces discours prononcés par Floquet dans les dix dernières années de sa vie. »

(*La République française.*)

Discours et Opinions de Jules Ferry, publiés avec commentaires et notes, par Paul Robiquet, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, docteur ès lettres (7 volumes). Chaque volume : in-8° cavalier, broché 10 fr.

« Le souci de l'exactitude a obligé l'auteur à nous présenter les discours de Jules Ferry tels qu'ils sont reproduits dans les documents parlementaires. Cet important recueil offrira ainsi une abondante collection de témoignages aux historiens à venir. »

(GASTON DESCHAMPS. — *Le Temps.*)

« Il est intéressant, à travers tant de pages, de suivre Jules Ferry comme l'un des porte-paroles les plus éloquents du parti républicain. On voit combien peu, de la situation d'opposant à celle de gouvernant, ont varié ses idées sur les droits de l'Etat, sur le développement de la démocratie par l'instruction, sur le relèvement de la France par la démocratie. A plus d'un titre, cette publication nous est précieuse : elle mérite de prendre place à côté de celle des discours de Thiers, de Jules Favre, de Gambetta. Ce sont là les vraies sources, les sources vives de notre récente histoire. »

(*Revue Bleue.*)

« Même dans les discours étrangers à la politique — éloges nécrologiques panégyriques d'artistes — se révèlent le don d'assimilation et l'universalité de vues de ce large esprit qui ne sut demeurer indifférent à aucune des manifestations de la vitalité du pays. »

(*Journal des Débats.*)

Du rôle colonial de l'Armée, par le général Lyautey.

Une brochure in-16 50 cent.

« L'utilisation de tous les éléments de l'Armée, officiers et troupe, pour l'œuvre coloniale, exige certaines conditions que l'auteur expose ici avec une clarté parfaite, une vivacité entraînante, et surtout une profondeur d'inspiration morale qui font de ces pages une prédication d'une très rare éloquence. »

(*La Quinzaine.*)

A consulter :

Le Président de la République, par HENRY LEYRET (p. 19).

Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page 3).

Questions du Temps présent. Collection de brochures in-16 à 1 fr. (voir page 18).

QUESTIONS D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT

La Liberté de l'Enseignement devant la Chambre, par **Ed. Aynard**, membre de l'Institut, député. Un volume in-18, broché. 2 fr.

Ce livre renferme les deux rapports de M. Ed. Aynard sur la liberté d'enseignement et sur le stage scolaire. Ces rapports sont suivis des débats parlementaires auxquels les deux questions donnèrent lieu. Tous ceux qui s'intéressent à ces discussions capitales, qui engagent l'avenir politique du pays, consulteront utilement cette publication.

La Réforme de l'Enseignement secondaire, par **Alexandre Ribot**, de l'Académie française, sénateur. In-18, broché. 3 fr. 50

« Disons tout de suite la vérité, la puissance et l'ampleur de l'ouvrage de M. Ribot. C'est une étude magistrale, aussi frappante par la clarté de l'exposition et la sévère beauté de la forme que par la sûreté, la précision et la richesse de l'information. C'est plus qu'un rapport, c'est un livre de haute pédagogie appelé à prendre place à côté des beaux rapports, devenus de beaux livres, de M. Gréard. »
(*Le Temps*.)

La Réforme de l'Enseignement par la Philosophie, par **Alfred Fouillée**, membre de l'Institut. In-18, broché. . . 3 fr.

« Les idées générales exposées par l'éminent philosophe sont de celles qui semblent appelées à diriger le siècle nouveau; elles ont une importance qui dépasse de beaucoup l'heure actuelle; elles paraissent bien devoir s'imposer d'une manière durable à l'examen des philosophes comme des hommes d'Etat. »
(*Journal des Débats*.)

Les Études classiques et la Démocratie, par **Alfred Fouillée**. Un volume in-18, broché. 3 fr.

« M. Fouillée regarde la culture classique comme indispensable au maintien de la grandeur nationale. Sans que l'élévation de la pensée enlève rien à la précision des détails, il expose et soutient, avec une grande force persuasive, un plan d'enseignement basé sur cette culture. Ce maître-livre sera désormais le bréviaire des amis de l'enseignement classique, et leurs contradicteurs eux-mêmes ne pourront se dispenser d'en faire cas. »
(*Le Temps*.)

L'Université et la Société moderne, par **Gustave Lanson**, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Un volume in-18, broché 1 fr. 50

« Ce livre mérite d'être beaucoup lu. Les opinions très personnelles et modérées de M. Lanson restent intéressantes, quelles que soient les décisions prises et les réformes consenties. C'est un des plus utiles commentaires et compléments des réformes; il peut servir de guide aussi à ceux qui ont à les appliquer. »
(*L'Enseignement secondaire*.)

L'Enseignement secondaire et la Démocratie, par **Francisque Vial**, professeur au lycée Lakanal. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Bordin.

« C'est l'œuvre d'un esprit très personnel, indépendant et vigoureux... On rencontre beaucoup de vues originales, suggestives, de pensées fortes, de remarques fécondes, d'idées justes dans le cours de ces analyses. Ce livre est à lire : il oblige à penser et à discuter. »

(G. LANSON. — *Revue Universitaire*.)

L'Enseignement professionnel en France : Son histoire, ses différentes formes, ses résultats, par **J.-B. Paquier**, docteur ès lettres, ancien prof. au lycée Saint-Louis. In-18, br. . . 3 fr. 50

« Voici un livre excellent et fortement documenté, où sont abordées dans toute leur complexité les deux questions de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage. Clair et méthodique dans son exposé, impartial dans ses appréciations et ses jugements, l'auteur ne laisse dans l'ombre aucun des éléments importants d'un problème dont la gravité préoccupe justement les bons esprits et les pouvoirs publics. »

(*La Revue Pédagogique*.)

A consulter :

L'Éducation et la Société en Angleterre, par **MAX LECLERC** (p. 24).
Questions du Temps présent. Collection de brochures in-16 (p. 18).

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Les Produits coloniaux : Origine, Production, Commerce, par **G. Capus**, docteur ès sciences, ancien directeur général de l'Agriculture en Indochine, et **D. Bois**, assistant au muséum d'Histoire naturelle, professeur à l'École coloniale. Un volume in-18, xvi-688 pages, 203 gravures et cartes, relié toile. . . 7 fr.

Les produits sont étudiés selon leur origine naturelle, c'est-à-dire qu'ils ont été groupés en trois classes, qui forment trois parties dans l'ouvrage : produits du règne végétal, produits du règne animal et produits du règne minéral; et pour chacun d'eux, on part de l'origine pour aboutir à l'usage pratique que l'on en peut faire. De nombreuses figures accompagnent le texte; un index alphabétique permet de trouver rapidement ce qui se rapporte au produit que l'on se propose d'étudier.

On se rend compte que cet ouvrage, unique aujourd'hui en son genre, sera le complément nécessaire de tout enseignement commercial et colonial. Il sera de première utilité aux élèves des écoles coloniales, commerciales et agricoles. Mais il prendra place également dans la bibliothèque du planteur, de l'industriel, du négociant et de l'administrateur, qui auront ainsi près d'eux un répertoire complet et détaillé des richesses naturelles qu'ils doivent exploiter et conserver.

Manuel d'Économie commerciale : La Technique de l'Exportation, par **Pierre Clerget**, professeur à l'École supérieure de Commerce et près la Chambre de Commerce de Lyon. Un volume in-18, vii-451 pages, relié toile souple. 4 fr. 50

« Écrit pour les élèves des écoles de commerce, ce manuel rendra de grands services à beaucoup d'autres catégories de lecteurs : aux étudiants de nos facultés de droit, aux commerçants soucieux de culture générale, aux hommes politiques, au grand public. On y trouvera, étudiées avec compétence et talent, un certain nombre de questions vitales pour notre pays et que tout le monde a intérêt à connaître. »
(*Revue d'Économie politique.*)

« C'est là un ouvrage extrêmement utile, non seulement à quiconque veut s'éclairer sur la pratique commerciale contemporaine, mais aussi à tous les hommes d'étude et de cabinet qui se préoccupent d'une adaptation des principes aux faits de chaque jour. Les renseignements statistiques y abondent. Une lecture approfondie de ce volume serait donc un très heureux complément, ou, mieux encore, une heureuse préparation à une étude doctrinale de l'économie politique. »
(*Le Polybiblion.*)

Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par **Daniel Zolla**, professeur à l'École nationale d'Agriculture de Grignon. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« On retrouve, dans ce volume, les qualités de netteté et de vigueur qui distinguent les écrits de cet économiste agronome, qui sait si bien rendre vivantes et attrayantes les discussions que soulèvent les problèmes relatifs à la terre. L'ouvrage est à lire en entier : il est instructif et d'une clarté limpide. »
(*Revue des Deux Mondes.*)

La Propriété rurale en France, par **Flour de Saint-Genis**, précédé d'un rapport de M. DE FOVILLE à l'Académie des Sciences morales et politiques. Un volume in-8° écu, broché. . . . 6 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Il est rare de rencontrer sur des sujets aussi étendus, des études aussi complètes, aussi consciencieuses, d'une telle richesse de documents, d'une érudition si vaste et en même temps d'un aussi libre esprit. Les statistiques de tout genre, l'enregistrement, les questions fiscales, le régime hypothécaire, le code de procédure, les enquêtes, les projets de réforme, n'ont aucun secret pour l'auteur et il ne nous laisse rien ignorer. » (*Rev. des Etudes historiques.*)

« Nous n'hésitons pas à recommander cet ouvrage à tous ceux qui s'intéressent en France aux questions de propriété foncière : ils y trouveront une mine inépuisable de renseignements utiles et de vues judicieuses. »
(*Annales des Sciences politiques.*)

Le Compagnonnage : son Histoire, ses Coutumes, ses Règlements, ses Rites, par **E. Martin Saint-Léon**. Un volume in-18, xxviii-374 pages, broché 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

Il n'est peut-être pas d'institution plus originale et plus pittoresque que le Compagnonnage avec ses rites mystérieux qui rappellent singulièrement ceux de la Franc-Maçonnerie, avec son tour de France et les coutumes qui s'y rattachent. L'auteur qui, depuis plusieurs années, poursuit son enquête, nous apporte les révélations les plus curieuses sur les rites et les usages du compagnonnage de nos jours.

La Mutualité : Ses principes, ses bases véritables, par **F. Lépine**, inspecteur de l'Enseignement primaire. 2^e ÉDITION, revue, corrigée et augmentée. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« On attend beaucoup de la mutualité, qui a rendu déjà de grands services. Mais il est permis de se demander s'il n'y a pas dans la législation même qui la régit des erreurs nombreuses et de toutes sortes. — M. F. Lépine a étudié tout cela de près; il a longuement observé et réfléchi. Tous ceux qu'intéresse la question liront cet ouvrage solide et précis où sont minutieusement signalées toutes les lacunes des systèmes actuels et où l'auteur propose d'utiles réformes. »

(*Revue de Paris*.)

La Fortune privée à travers sept siècles : L'Argent, la Terre, par le V^{te} **G. d'Avenel**. In-18 (3^e ÉDITION), br. . 4 fr.

« A la fois érudit, historien, moraliste et économiste soucieux des problèmes les plus contemporains, M. d'Avenel nous trace l'histoire de l'argent et de la terre à travers sept siècles. Œuvre minutieuse et colossale que l'auteur oriente vers un double but : mettre en lumière les côtés les plus obscurs et peut-être les plus intéressants de notre vie ancienne; projeter cette même lumière sur les problèmes sociaux d'aujourd'hui. Peu d'ouvrages auront rendu autant de services à notre histoire nationale. »

(A. RAMBAUD. — *Revue Bleue*.)

Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans : Salaires, Dépenses, par le V^{te} **G. d'Avenel**. In-18 (5^e ÉDITION), br. . 4 fr.

« Ce volume nous présente des conclusions tout à fait neuves sur l'évolution ancienne du salaire des journaliers, domestiques, ouvriers de métier de l'un et l'autre sexe. C'est une nouvelle étape parcourue dans cette histoire de la civilisation matérielle que l'auteur a entreprise et poursuit avec une science très informée et l'art si rare de donner une valeur et un attrait littéraire à une masse énorme de renseignements et de chiffres. »

(*Journal des Débats*.)

« M. d'Avenel a traité ce sujet avec une précision de détails, une clarté, un agrément pittoresque et une impartialité de jugement qu'on ne saurait trop louer. C'est la vie même du peuple en France, durant sept siècles, qui se déroule devant nous dans toute sa variété. »

(*L'Illustration*.)

Les Riches depuis sept cents ans, par le V^{te} **G. d'Avenel**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Dans ce livre qui fait tout naturellement suite à *Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans*, et où il passe en revue toutes les sortes d'appointements, de bénéfices, d'honoraires depuis le Moyen âge jusqu'à nos jours, M. G. d'Avenel a démontré une fois de plus comment l'histoire des chiffres bien interprétée devient la plus grosse part de l'histoire des hommes, comment le xix^e siècle où s'est fondée l'égalité dans les codes, a vu croître l'inégalité dans les fortunes; que l'influence des révolutions politiques sur le salaire réel a été nulle jusqu'en 1850; quels résultats prodigieux, au contraire, les découvertes scientifiques ont eues sur les salaires depuis cette date... On sait du reste pour les avoir déjà appréciés, l'intérêt de ces travaux si personnels et si originaux et quelle en est la portée économique. »

(*Revue des Deux Mondes*.)

Le Mécanisme de la Vie moderne, par le Vicomte **G. d'Avenel** (Ouvrage complet en 5 séries) :

Chaque série : un volume in-18, broché. 4 fr.

1^{re} série : *Les magasins de nouveautés. — L'industrie du fer. — Les magasins d'alimentation. — Les établissements de crédit. — Le travail des vins.* (5^e ÉDITION).

2^e série . *Le papier. — L'éclairage. — Les compagnies de navigation. — La soie, — Les assurances sur la vie.* (4^e ÉDITION).

3^e série : *La maison parisienne. — L'alcool et les liqueurs. — Le chauffage. — Les courses.* (4^e ÉDITION).

4^e série : *L'habillement féminin. — La publicité. — Le théâtre. — Le prêt populaire.* (2^e ÉDITION).

5^e série : *Les grandes hôtelleries. — La Bourse. — Les moyens de transport urbains. — Porcelaines et faïences. — Tapis et tapisseries.* (2^e ÉDITION).

« On ne saurait dire à quel point M. d'Avenel a réussi à rendre intéressants tous ces sujets si divers, de quelle espèce de vie pittoresque il a su les éclairer et les grandir en quelque sorte, se préoccupant surtout, en ses incessantes recherches, de trouver la preuve et la mesure des progrès accomplis de nos jours dans la division du travail, tandis que d'une plume si sincère et si délicate, toujours sobre et spirituelle, il démêlait la complexité du mécanisme de la vie moderne. Sur toutes ces questions, on n'a rien écrit de mieux informé, de plus consciencieux, ni — tout en étant agréable à lire — de plus grave, et qui prouve plus de largeur d'esprit. » (*Revue des Deux Mondes.*)

« On sait avec quelle ferveur ont été accueillies ces excellentes études. Comme toujours, en traitant de matières techniques et parfois d'apparence un peu aride, l'auteur s'attache à revêtir sa solide érudition d'une forme vraiment littéraire. Aussi lira-t-on avec autant d'intérêt que de profit ces chapitres instructifs et clairs, où l'on fera une ample moisson de notions exactes, utiles et très méthodiquement classées. » (*Journal des Débats.*)

Fleuves, Canaux, Chemins de fer, par **Paul Léon**, avec une Introduction de **PIERRE BAUDIN**, sénateur, ancien ministre. Un volume in-18, 4 planches hors texte, broché. 4 fr.

« Cet ouvrage consciencieux, très documenté et sa magistrale préface seront lus avec intérêt par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la France, au développement de son commerce et de son industrie. »

(*Journal des Débats.*)

« Ce livre est un exposé précis et documenté de la situation actuelle de l'industrie des transports en France et des méthodes à employer pour tirer le meilleur parti des instruments dont on dispose. Les solutions préconisées par l'auteur peuvent appeler la discussion, non le combat. C'est une lecture qui s'impose à tout esprit s'intéressant aux efforts de l'activité humaine, à tout homme d'action qui veut se faire une opinion raisonnée sur une question où sont en cause de graves intérêts nationaux. » (A. VACHER. — *Notes critiques.*)

Le Fer, la Houille et la Métallurgie à la fin du XIX^e siècle, par **Georges Villain**. Un volume in-18, br. . 3 fr. 50

« M. Villain s'est attaché particulièrement au développement de l'industrie et aux *trusts* auxquels le fer a donné naissance. Il a fait œuvre de savant et son livre, qui réunit la clarté de l'exposition à la précision des faits, constitue un des documents les plus intéressants et les plus précieux que l'on puisse avoir sur la matière. »
(*Journal Officiel*.)

« M. G. Villain, enquêteur judicieux, ne laisse de côté aucun des détails qui peuvent éclairer son sujet, et on ne peut songer à trouver moisson plus riche de faits. Ce sont les organisations de producteurs, syndicats ou comitès de vente, que l'auteur a surtout étudiées; et l'on ne saurait rencontrer de guide mieux informé pour bien connaître le fonctionnement de tous ces groupements nouveaux. »
(*Journal des Débats*.)

Voyage autour de l'Octroi de Paris, par **Charles Mayet**. Un volume in-18, broché. 2 fr.

Ce livre est toujours d'actualité. En mettant en lumière les vices rédhibitoires du système fiscal des octrois, l'auteur conclut à la nécessité de leur suppression et de leur remplacement par un système fiscal moins gênant, moins ruineux pour le commerce et l'industrie de notre pays.

Les Régimes douaniers : *Législation douanière et Traités de Commerce*, par **Bertrand Nogaro** et **Marcel Moye**, prof. à la Faculté de Droit de Montpellier. Un vol. in-18, br. 3 fr. 50

« Il n'y avait pas en langue française d'ouvrage synthétisant et mettant au point les multiples détails de l'organisation douanière. Les auteurs de ce livre ont résumé la matière souvent diffuse et complexe en un petit volume de lecture agréable et de consultation aisée. Ils ont dégagé les caractères essentiels des dernières tendances de la politique douanière contemporaine et ils ont ainsi éclairé une question dont les multiples subtilités rendent parfois difficile une claire compréhension. »

(*Revue économique internationale*.)

« Les auteurs de cet ouvrage se sont systématiquement abstenus de faire œuvre d'érudition ou de science abstraite. Ils ont voulu présenter au public le livre simple et pratique qui faisait défaut sur le sujet qu'ils abordent. »

(*Bulletin de la Société belge d'Études coloniales*.)

L'Or dans le Monde (*Géologie, Extraction, Économie politique*), par **L. de Launay**, membre de l'Institut, professeur à l'École supérieure des mines. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Le développement considérable de l'extraction aurifère (Transvaal, Australie, Mexique, Colorado, Alaska) est certainement un des traits caractéristiques de l'industrie minière à notre époque. Ce mouvement si singulier est examiné, dans ses causes et dans ses conséquences, par M. de Launay avec la compétence, le sens pénétrant et l'esprit philosophique dont il a donné tant de preuves. Quand on a terminé la lecture de cet ouvrage captivant, on reste malgré soi étonné, presque stupéfait, du grand nombre de conclusions et de prévisions du plus haut intérêt auxquelles on a été conduit. »

(**AUGUSTE HOLLARD**. — *Revue générale des Sciences*.)

Bulletin de l'Office du Travail, publié par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, paraissant le 20 de chaque mois.

ABONNEMENT ANNUEL (de janvier).

France et Colonies. 2 fr. 50 | Union postale 3 fr. 50
Le numéro. 20 cent.

A consulter :

Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page 3).
Syndicats et Services publics, par MAXIME LEROY (voir page 8).

QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT. Collection de brochures in-16.

Chaque brochure. 1 fr.

Littérature et Conférences populaires, par *Paul Crouzet*.

Le Rôle social des Universités, par *Max Leclerc*.

Le Baccalauréat de l'Enseignement secondaire (Projets de réforme), par *E. Boutmy*.

De l'Éducation moderne des Jeunes Filles, par *M. Dugard*.

L'Ame française et les Universités nouvelles, selon l'esprit de la Révolution, par *J. Izoulet*.

L'État et l'Église, par *Charles Benoist*.

Ce qu'on va chercher à Rome, par *Léon Ollé-Laprune*.

La Doctrine politique de la Démocratie, par *Henry Michel*.

M. Brunetière et l'individualisme (A propos de l'article « Après le procès »), par *A. Darlu*.

La Lutte contre le Socialisme révolutionnaire, par *Georges Picot*, de l'Institut.

Autour de la Conférence interparlementaire, par *Gaston Moch*.

Le Partimodéré; ce qu'il est, ce qu'il devrait être, par *Paul Lafitte*.

L'Impôt démocratique sur le Revenu, par *Kergall*.

Les Grèves et la Conciliation, par *Arthur Fontaine*.

La Morale de la Concurrence, par *Yves Guyot*.

Le Féminisme aux États-Unis, en France, dans la Grande-Bretagne, en Suède et en Russie, par *Kaethe Schirmacher*.

L'Émigration des Femmes aux Colonies, par *J. Chailley-Bert*.

Le Problème de la dépopulation, par le Dr *J. Bertillon*.

Les Pays de France. Projet de fédéralisme administratif, par *P. Foncin*.

La Politique coloniale de la France (L'Ago de l'Agriculture), par *J. Chailley-Bert*.

Le Gouvernement de l'Algérie, par *Jules Ferry*.

Lettres d'un Economiste classique à un Agriculteur souffrant, par *Ernest Brelay*.

Une voix d'Alsace, par *Ignotissimus*.

ÉTUDES ET ENQUÊTES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FRANCE

Le Président de la République : son rôle, ses droits, ses devoirs, par **Henry Leyret**. Un volume in-18, broché . 3 fr. 50

M. Leyret s'est placé dans son étude au double point de vue constitutionnel et objectif. Il examine les prérogatives du président de la République les unes après les autres, notant leurs avantages ou leurs inconvénients d'après l'expérience des trente dernières années. Il semble bien que l'irresponsabilité du premier magistrat de l'État n'a aucunement pour but d'entraver sa liberté d'action, que ses droits égalent ses devoirs, qu'en somme il dépend de sa volonté personnelle qu'il puisse remplir pleinement son grand rôle national. Cela du moins ressort du livre de M. Leyret, très complet et solidement documenté.

Les Grands Ports de France : Leur rôle économique, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Étude très précise, sans être extrêmement détaillée. Par là, elle intéresse non seulement les initiés, qui trouveront profit à voir comment un esprit informé et clairvoyant entre tous juge tel port, ses mérites, ses insuffisances, mais aussi tous les Français cultivés, désireux de connaître l'exacte situation de notre commerce maritime, exagérément décrié. » (*Revue Bleue*.)

« L'enquête scientifique de M. de Rousiers doit être méditée par tous ceux qui sont soucieux de la prospérité de la France maritime. » (*Le Figaro*.)

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger : Trusts — Cartells — Comptoirs — Ententes internationales, par **Paul de Rousiers**. (NOUVELLE ÉDITION, refondue, mise à jour et considérablement augmentée). Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Dans ce volume où sont mis en comparaison *trusts* américains, *cartells* allemands et *comptoirs* français, on se plaira à apprécier de nouveau la manière de M. de Rousiers, sa claire érudition et son expérience des affaires. En une succinte et complète exposition, l'auteur nous fait admirablement connaître les origines, les éléments et les effets des *trusts*, ces énormes engins dont l'Europe elle-même sentira la toute-puissance. » (*Revue de Paris*.)

Les Syndicats agricoles et leur œuvre, par le **Comte de Rocquigny** [*Bibliothèque du Musée social*] : 3^e ÉDITION augmentée d'une préface, exposant le mouvement syndical agricole de 1900 à 1908. Un volume in-18, 1 carte hors texte, broché : . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Nul n'était mieux indiqué que M. de Rocquigny, l'un des directeurs du Musée social, pour écrire ce livre documenté et intéressant qui rectifiera bien des erreurs, et où le lecteur trouvera tous les renseignements désirables. »

(HENRI MAZEL, — *Mercur* de France.)

Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail, par **Léon de Scilhac**. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Étude impartiale et très documentée du mouvement d'organisation ouvrier depuis un demi-siècle. Ouvrage fort utile à consulter pour les personnes qui, n'ayant pas suivi au jour le jour la grande évolution de l'idée syndicale, veulent connaître les formes par lesquelles s'est manifestée l'énergie corporative, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les idées successives qui ont eu cours dans le monde du travail. » (*Revue de Synthèse historique.*)

Les Congrès ouvriers en France (1876-1897), par **Léon de Scilhac** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-8° écu, broché 4 fr.

« Cet ouvrage est bien le mémento le plus substantiel et le plus commode qu'on puisse consulter sur l'histoire du socialisme en France. C'est avec raison que l'auteur a préféré laisser la parole aux rédacteurs officiels des congrès, au lieu d'en écrire, comme cela lui eût été facile, doctoralement l'histoire. Son livre forme ainsi le résumé des « protocoles » de ces congrès, et c'est ce qui lui donne son intérêt documentaire. » (*Le Temps.*)

Les Traités ouvriers. *Accords internationaux de Prévoyance et de Travail* (Textes officiels, commentaire et historique), par **Albert Métin**, directeur honoraire au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

M. Albert Métin nous expose dans ce livre, fortement documenté, la suite des faits qui ont abouti à la situation actuelle en matière de prévoyance et de protection internationale des ouvriers : Convention franco-italienne (1904); Conférences de Berne (1905 et 1906), etc. De très intéressants tableaux statistiques font connaître, en appendice, les catégories de la population bénéficiant des traités ouvriers, et présentent des notes comparatives sur le travail des jeunes gens, des adultes, et sur le travail à domicile dans les Etats occidentaux.

Les Sociétés coopératives de consommation, par **Charles Gide**, professeur d'Économie sociale à la Faculté de droit de Paris. *Deuxième Edition refondue et augmentée*. Un volume in-18, 306 pages, broché 3 fr. 50

La rédaction première de cet ouvrage, réduite au moindre nombre de pages, constituait un petit manuel destiné aux membres des sociétés coopératives et à leurs administrateurs. Cette *Deuxième Edition refondue et augmentée* contient plus du double des matières de la précédente. Elle ne s'adresse plus seulement aux seuls coopérateurs; elle s'adresse aussi aux personnes étrangères à la pratique de la coopération qui désirent cependant être renseignées sur l'importance et sur l'évolution du mouvement coopératif.

La Femme dans l'Industrie, par **R. Gonnard**, professeur à la Faculté de droit de Lyon. Un volume in-18, broché . . 3 fr. 50

« Voici un livre à recommander qui se lit avec beaucoup d'agrément. Les choses y sont présentées sous une forme vive, pittoresque et émue, et avec une certaine grâce qui convient bien au sujet. Les citations sont aussi très heureusement choisies. Ajoutez à cela une bibliographie très soignée qui fournit à ceux qui veulent approfondir davantage le sujet, tous les moyens de le faire. » (*Revue Économique.*)

Dix années de Politique coloniale, par **J. Chailley-Bert**,
membre du Conseil supérieur des colonies. In-18, br. 2 fr.

« A mesure que l'on a acquis une notion exacte des difficultés de la mise en valeur de notre empire colonial, on a appris simultanément comment il convient de les résoudre. Il s'est ainsi fait un travail immense dans les esprits, et M. Chailley-Bert, qui y a pris une si grande part, en a tracé une esquisse brillante qui se distingue, comme tous ses écrits, par l'abondance des idées et par la sûreté de la documentation. » (*Le Temps*.)

Le Recrutement des Administrateurs coloniaux, par
Émile Boutmy, membre de l'Institut, directeur de l'École libre
des Sciences politiques. In-18, broché 4 fr. 50

Notre Marine marchande, par **Charles-Roux**, ancien député.
Un volume in-18, broché. 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Bien que M. Charles-Roux s'en défende dans son « Avant-propos », son livre est un véritable traité sur la marine marchande. Ses études théoriques comme sa pratique des affaires et ses travaux au Parlement l'avaient admirablement préparé à cette tâche. L'ouvrage se recommande par son excellente méthode, sa clarté d'exposition et son généreux esprit. » (*Le Siècle*.)

Marine française et Marines étrangères, par
Léonce Abeille, capitaine de frégate, sous-directeur de l'École
supérieure de Marine. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Nul mieux que le commandant Abeille ne pouvait entreprendre et mener à bien cette tâche si ardue d'exposer ce qu'est et ce que doit être la marine française en elle-même et par rapport aux marines étrangères. Admirablement préparé par sa situation et de nombreuses années d'études, il a pu rédiger un véritable cours, rempli de faits que ne pourront se dispenser de connaître ceux qui s'intéressent à ces questions. » (*Le Polybiblion*.)

A consulter :

La Famille française et son évolution, par LOUIS DELZONS (v. p. 4).

L'Orientation religieuse de la France actuelle, par PAUL SABATIER
(voir page 4).

L'Évolution de la France agricole, par MICHEL AUGÉ-LARIBÉ (v. p. 4).

Questions politiques, par ÉMILE FAGUET (voir page 9).

La Propriété rurale en France, par FLOUR DE SAINT-GENIS (v. p. 14).

Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par D. ZOILA (v. p. 14).

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).

Questions du Temps présent. Collection de broch. in-16 (v. p. 18).

La Colonisation française dans l'Afrique du Nord, par V. PIQUET
(p. 29).

L'Afrique du Nord, par HENRI LORIN (voir page 30).

Les Musulmans français du Nord de l'Afrique, p. ISMAËL HAMET (p. 30).

L'Indochine française, par H. RUSSIER et H. BRENIER (v. p. 31).

ESPAGNE

L'Espagne au XX^e siècle : Étude politique et économique,
par **Angel Marvaud**. Un volume in-18 Jésus, avec une carte hors
texte en couleur, broché 5 fr.

Ce livre vient à son heure. Après quelques nuages passagers qui n'ont pas réussi à obscurcir leurs bonnes relations, la France et l'Espagne marchent aujourd'hui plus étroitement unies que jamais. M. Angel Marvaud a profité de fréquents et longs séjours dans la Péninsule, ces dernières années, pour réunir les éléments de son ouvrage. Il se place spécialement au double point de vue politique et économique pour étudier la situation actuelle du royaume voisin. Il explique, en remontant assez loin dans l'histoire de ce pays, les causes de sa décadence passée, et il insiste sur les efforts dépensés pour son relèvement. Si les crises politiques nombreuses qu'a traversées l'Espagne, au cours du XIX^e siècle, ont été autant de redoutables obstacles qui ont entravé ses progrès, M. Marvaud estime cependant qu'elle trouvera dans la mise en œuvre de ses richesses naturelles, aussi bien que dans les qualités natives de ses habitants, les moyens de poursuivre sa marche en avant et de renouer le fil de ses glorieuses traditions.

ALLEMAGNE

L'Impérialisme allemand, par **Maurice Lair**. Un volume in-18,
(2^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

« L'intérêt de ce livre n'échappera à personne. C'est un très sérieux document sur le développement politique et économique d'un des plus grands Etats d'aujourd'hui. M. Lair y fait, pour l'Allemagne, ce que M. Victor Bérard a fait pour l'Angleterre dans son ouvrage *L'Angleterre et l'Impérialisme*. Les deux volumes se complètent et s'éclairent mutuellement et seront inséparables l'un de l'autre sur la table de l'homme politique comme sur celle de l'homme d'étude. »
(*Annales des Sciences politiques.*)

Hambourg et l'Allemagne contemporaine, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« C'est là un livre d'éducation économique d'une valeur incontestable où nous retrouvons le talent si net, si concis, qui distingue les enquêtes de M. de Rousiers. »
(*La Géographie.*)

« M. de Rousiers étudie dans ce livre remarquable une des manifestations les plus caractéristiques de la puissance économique de l'Allemagne. Son enquête méthodique et minutieuse met en pleine lumière les faits les plus intéressants au point de vue économique et social. »
(*Le Temps.*)

Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne, par
A. Souchon, professeur à la Faculté de droit de Paris. Un volume
in-18, broché. 4 fr.

« Ce qu'étaient et ce que sont les cartells en Allemagne, voilà ce que nous apprend M. Souchon. Écrit dans un style très clair, accompagné de nombreux appendices donnant la traduction des divers traités du Komhaus, des traités des cartells de l'alcool, du sucre, etc., son livre sera lu en France avec autant d'intérêt que de profit, car il vient à son heure. »

(H. HITIER, — *Journal d'Agriculture.*)

L'Expansion allemande hors d'Europe (*Etats-Unis, Brésil, Chantoung, Afrique du Sud*), par **E. Tonnelat**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« C'est le tableau des ambitions, des méthodes, des déceptions de la *Welt-politik* impériale, dans ses tentatives d'expansion chez les Blancs, les Jaunes, les Noirs. Et c'est une psychologie précise et curieuse de l'Allemand qui, un peu honteux de sa langue à l'étranger, disposé à adopter pour patrie la terre où il peut vivre en paix, oublieux assez vite de son pays d'origine, finit par se fondre dans les autres peuples. » (*Revue de Paris*.)

« Ce livre est un de ceux qu'il faut lire avec attention, parce qu'il comporte en même temps un enseignement et une critique, tous deux également profitables à l'avenir économique de notre pays. » (*Gil Blas*.)

La France et Guillaume II, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18 (2^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

« Il n'y a pas de sujet qu'il faille toucher d'une main plus délicate. A cette heure, il était utile qu'un historien donnât, en des pages claires et précises, une idée des relations existant entre la France et l'Empereur allemand. Mais, pour traiter ces questions, il fallait une plume alerte, un esprit renseigné et clairvoyant, un tact spécial à discerner dans la masse des documents apportés par une actualité en fièvre d'information, ceux dont il convient de faire état. M. Bérard s'est acquitté de sa tâche avec bonheur. Il parle le langage de la raison sans se défendre d'une franchise audacieuse, lorsqu'il sent que cette franchise sert la cause de la vérité. » (*Le Figaro*.)

A consulter :

L'Émigration européenne au XIX^e siècle (*Allemagne, etc.*), par R. GONNARD (voir page 7).

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts, Cartells, Comptoirs*), par PAUL DE ROUSIERS (v. p. 19).

Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 20).

Marine française et Marines étrangères (*Allemagne, etc.*), par le C^t L. ABEILLE (voir page 21).

La Question polonaise, par R. DMOWSKI (voir page 28).

ANGLETERRE ET EMPIRE BRITANNIQUE

La Crise Anglaise : Scènes électorales. La Réforme constitutionnelle. Le Problème financier. La terre. Libre échange et réforme douanière, par **Philippe Millet**. Un volume in-18, br. 3 fr. 50

« Ce livre n'a rien d'académique : l'auteur décrit ce qu'il a vu et aussi ce qu'il a vérifié et appris dans les documents après qu'une conversation l'a mis sur la piste d'un problème. C'est la déposition d'un témoin impartial que sa connaissance de la langue et des mœurs anglaises et son goût de l'observation directe ont préparé à bien voir et à bien entendre. » (*Revue de Paris*.)

Le Développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18 (6^e ÉDITION), broché 3 fr. 50

Comment se sont formés les éléments essentiels qui constituent l'Angleterre politique moderne, voilà le problème dont M. Emile Boutmy va chercher la solution dans l'étude approfondie de son histoire. Nous suivons l'auteur, avec le plus grand intérêt, à travers les époques parfois si troublées des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles jusqu'à cette Angleterre contemporaine que l'évolution démocratique de nos jours semble en voie de transformer.

Essai d'une Psychologie politique du Peuple Anglais au XIX^e siècle, par **Émile Boutmy**. Un vol. in-18 (3^e ÉDITION), broché 4 fr.

« Cet ouvrage est une œuvre des plus importantes, des plus riches en observations profondes, fines et instructives... M. Boutmy a une connaissance approfondie de l'histoire et de la littérature anglaise. Il voit les choses en plein relief et en mouvement. Sa pensée et son style en font le tour et savent en saisir et en rendre tous les aspects. » (G. MONOD. — *Revue Historique*.)

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par **Paul de Rousiers**, avec la collaboration de MM. de CARBONNEL, FESTY, FLEURY et WILHELM (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18 (2^e ÉDITION), broché 4 fr.

« La pensée maîtresse exprimée par M. de Rousiers dans ce volume est que les *Trade-Unions* sont le résultat des conditions du travail salarié au xix^e siècle. Le « phénomène social des syndicats d'ouvriers est la manifestation d'une force existante; la science sociale a pour objet d'étudier cette force », c'est ce qu'a fait l'auteur avec une méthode solide, non seulement pour l'observation des détails, mais pour l'étude des rapports entre les faits sociaux. Cet ouvrage est l'un des meilleurs fruits scientifiques produits par le Musée social. »

(CH. SEIGNOBOS. — *Revue critique*.)

L'ÉDUCATION ET LA SOCIÉTÉ EN ANGLETERRE

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

★ **L'Éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre**, par **Max Leclerc**, avec un Avant-propos par E. BOUTMY, de l'Institut. Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché 4 fr.

« M. Max Leclerc a cherché ce que font la famille, l'État, l'École pour former les classes qui constituent l'élite politique, intellectuelle, industrielle, commerciale de l'Angleterre et qui ont fait la grandeur prodigieuse de ce pays. Le résultat de cette enquête, poursuivi avec une patience et une sagacité rares, est bien fait pour troubler les idées de la pédagogie continentale. » (*Revue de Paris*.)

★★ **Les Professions et la Société en Angleterre**, par **Max Leclerc**. Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché. 4 fr.

« Ce livre de M. Max Leclerc est une remarquable contribution à cette science nouvelle que les Allemands appellent la psychologie des peuples. Je crois qu'en France on n'a jamais rien écrit de plus pénétrant ni de plus réfléchi sur les mœurs et le caractère des Anglais. » (*Journal des Débats*.)

L'Angleterre et l'Impérialisme, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18, *une carte en couleur hors texte* (3^e ÉDITION), br. . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Théroutte.

« Ce livre magistral contient une série d'études faites de données précises, de chiffres exacts, nourries d'une abondance de renseignements neufs, et pourtant vivantes, séduisantes. Il n'est pas de tableau où ressorte avec plus de relief la crise dramatique du commerce et de l'industrie britanniques, et la croissance prodigieuse de l'Allemagne économique. » (*La Revue de Paris*.)

Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes (*Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud*), par **Pierre Leroy-Beaulieu**. NOUVELLE ÉDITION [3^e] ENTIÈREMENT REFOUNDUE. In-18, br. . . 4 fr.

Couronné par l'Acad. française et par l'Acad. des Sciences morales et polit.

« M. Leroy-Beaulieu nous donne, dans cet ouvrage d'un intérêt et d'une valeur incontestables, des observations toutes personnelles, originales, vivantes et pittoresques à la fois, faites sur les hommes et les choses et recueillies sur les lieux mêmes. » (*Revue des Deux Mondes*.)

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par **Eugène Aubin**. Un vol. in-18 (4^e ÉDITION), broché 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Furtado.

« M. E. Aubin a longtemps vécu au Caire : il a été témoin des événements qu'il nous raconte. Comme d'autre part il est allé aux Indes, il a pu aussi se rendre compte de l'organisation indienne et il nous en explique le mécanisme avec une clarté parfaite... C'est toute une analyse de la politique anglaise coloniale que le lecteur trouvera dans ce volume : souhaitons qu'il soit beaucoup lu en France et beaucoup médité. » (*La Revue de Paris*.)

A consulter :

Questions extérieures, par V. BÉRARD (voir page 7).

L'Émigration européenne au XIX^e siècle, par R. GONNARD (v. p. 7).

Études de Droit constitutionnel (France, Angleterre, États-Unis), par EMILE BOUTMY (voir page 9).

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).

Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 20).

Marine française et Marines étrangères, par LÉONCE ABEILLE (v. p. 21).

La Rivalité anglo-russe au XIX^e siècle, en Asie, par le D^r ROUIRE (voir page 32).

Révolutions de la Perse, par VICTOR BÉRARD (voir page 32).

L'Inde britannique, par JOSEPH CHAILLEY (voir page 34).

L'Inde d'aujourd'hui, Étude sociale, par ALBERT MÉTIN (voir page 34).

Le Canada, Les deux Races, par A. SIEGFRIED (voir page 37).

La Colombie britannique, par ALBERT MÉTIN (voir page 37).

La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par A. SIEGFRIED (v. p. 38).

L'Évolution sociale en Australasie, par L. VIGOUROUX (voir page 38).

AUTRICHE-HONGRIE

La Hongrie au XX^e siècle : Étude économique et sociale, par **René Gonnard**, professeur d'Économie politique à l'Université de Lyon. Un volume in-18, broché 4 fr.

« Voici un livre qui pourrait être fastidieux et que son auteur a su rendre intéressant, plus que cela : captivant, parce que, dès qu'on s'occupe de politique générale, on se rend compte que les amitiés ou les haines de peuple à peuple sont basées moins sur les tempéraments et la race que sur les nécessités économiques. L'ouvrage de M. Gonnard, écrit de première main, sur place et d'après des documents incontestables, est de ceux qui rendent service non seulement au lecteur, mais au pays. »

(*Le Correspondant.*)

« C'est là le livre le plus documenté qu'on puisse recommander au lecteur français désireux de se renseigner sur la Hongrie. »

(*EMM. DE MARTONNE. — Annales de Géographie.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17)
La Question polonaise, par R. DMOWSKI (voir page 28).

BELGIQUE

La Belgique morale et politique (1830-1900), par **Maurice Wilmotte**, avec une préface de ÉMILE FAGUET, de l'Académie française. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Voici un des ouvrages les plus documentés et aussi les plus lumineux que je sache. M. Wilmotte est un historien, un critique, un psychologue et un sociologue. Il s'est tiré avec bonheur de la tâche considérable qu'il avait entreprise. Je ne crois pas qu'il y ait sur l'histoire de la Belgique rien de plus pénétrant, rien de plus avisé et rien de plus définitif. »

(ÉMILE FAGUET. — *Revue latine.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 20).

ITALIE

Notes sur l'Italie contemporaine, par **Paul Ghio**. Un vol. in-18, broché 3 fr.

« Ce livre, agréablement écrit, mérite de retenir l'attention à cause des documents qu'il nous apporte et par la manière pénétrante et sagace dont l'auteur a entendu son office de critique psychologique, politique et social de l'Italie contemporaine. Le changement de politique qui s'y est manifesté au cours de ces dernières années et le rôle du parti socialiste dans la vie de la nation y sont particulièrement bien retracés. »

(*Revue Historique.*)

La Prévoyance sociale en Italie, par **Léopold Mabilleau**, directeur du Musée social, avec la collaboration de MM. CH. RAYNERI et DE ROCQUIGNY (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18, broché 4 fr.

La transformation économique de l'Italie date d'hier ; et l'on peut se montrer surpris de la rapidité de l'évolution de ce pays. Par quel miracle d'ingéniosité et d'énergie, par quels procédés l'Italie est-elle parvenue à tirer parti des conditions défavorables qui lui étaient faites, c'est ce qu'ont étudié les auteurs de ce volume. Ils nous exposent le résultat de leurs enquêtes par le menu, après nous avoir donné une vue d'ensemble qui permet de dégager l'idée maîtresse de l'œuvre et de situer à leur place respective les éléments dont elle se compose.

A consulter :

L'Émigration européenne (Italie, etc.), par R. GONNARD (voir page 7).
Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).

Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 20).

Marine française et Marines étrangères (Italie, etc.), par LÉONCE ABEILLE (voir page 21).

Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par G. LOTU (voir page 30).

RUSSIE

L'Empire Russe et le Tsarisme, par **Victor Bérard**. In-18 400 pages, 1 carte hors texte (2^e édition), broché. 4 fr

« Le peuple russe, dit M. Victor Bérard, ignore tout de la France ; le public français n'a de la Russie qu'une idée rudimentaire ou même une imagination assez fantaisiste. » Et l'éminent écrivain étudie le problème russe avec tout le calme et toute la liberté d'esprit de l'historien. Il n'est pas de livre dont la lecture s'impose plus impérieusement au public tout entier. » (*Le Temps*.)

Finlande et Finlandais, publié sous la direction de **Werner Söderhjelm**, professeur à l'Université d'Helsingfors. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

De jour en jour s'élargit le cercle de ceux qu'intéresse la Finlande. Nous, Français, devons aux Finlandais une sympathie particulière en échange de l'attachement qu'ils ont toujours témoigné à notre langue, à notre culture, à notre esprit. Ils viennent d'en donner une nouvelle preuve en publiant, en langue française, un ouvrage d'ensemble sur leur pays. Quiconque aura lu *Finlande et Finlandais* sera très exactement et très abondamment renseigné sur la géographie, l'ethnographie et l'histoire de la Finlande, sur la littérature, les arts, l'industrie, l'agriculture, les sports finlandais. La direction de cette œuvre a été assurée par M. Werner Söderhjelm, professeur à l'Université d'Helsingfors. C'est dire toute la valeur de cet ouvrage, dont chaque chapitre est signé d'un spécialiste.

La Question de Finlande, au point de vue juridique, par **René Henry**, professeur à l'École libre des Sciences politiques. Une brochure in-18. 1 fr.

M. René Henry, dont on connaît la compétence en matière de politique extérieure, nous donne l'exposé le plus clair et le plus attachant de la question finlandaise, l'une des plus brûlantes de l'heure actuelle : c'est un document de premier ordre, non seulement pour ceux que les problèmes de droit international intéressent, mais encore pour tous les amis de la liberté.

La Question Polonaise, par **R. Dmowski**. Traduction du polonais par V. GASZTOWTT, revue et approuvée par l'auteur. Préface de ANATOLE LEROY-BEAULIEU, de l'Institut. Un volume in-18, *une carte hors texte*, broché 4 fr.

« L'auteur de ce livre est certainement l'homme le mieux qualifié pour traiter le sujet qu'il présente aujourd'hui au public. Non seulement il le connaît à fond dans tous les détails, mais il a été aussi pendant ces dernières années la personnification des aspirations du peuple polonais, puisqu'il fut président du *Kolo* polonais à la deuxième et à la troisième Douma. Grâce à l'excellente traduction de M. Gasztowtt, cet ouvrage est d'une parfaite clarté. Il convaincra tout le monde. »
(*Journal des Débats*.)

Le Développement économique de la Russie, par **J. Machat**. In-18, 4 cartes et 10 diagrammes, broché. . 4 fr.

« On trouvera dans ce remarquable ouvrage les données les plus sûres et les plus complètes sur l'avenir prochain de la nation russe. La comparaison de tous les faits économiques étudiés avec les faits de même ordre chez les autres peuples contribue à en rendre la lecture singulièrement claire et attachante. »
(*Le Temps*.)

A consulter :

L'Émigration européenne au XIX^e siècle (*Russie, etc.*), par R. GONNARD (voir page 7).

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).

Marine française et Marines étrangères (*Russie, etc.*), par le C^t ABEILLE (voir page 21).

Révolutions de la Perse, par VICTOR BÉRARD (voir page 32).

La Rivalité Anglo-Russe au XIX^e siècle en Asie, par le Dr ROUIRE (voir page 32).

SUISSE

La Suisse au XX^e siècle. Étude économique et sociale, par **Pierre Clerget**, professeur à l'École supérieure de commerce et près la Chambre de commerce de Lyon (2^e ÉDITION, revue, mise à jour et augmentée, 1912). Un volume in-18, broché. . 3 fr. 50
Ouvrage couronné par la Société de Géographie commerciale de Paris.

« M. Pierre Clerget, qui a appartenu au corps enseignant suisse, étudie en ce livre bien documenté et fort intéressant, tous les problèmes que pose la Suisse contemporaine : population, organisation politique et fiscale, agriculture, industrie, commerce, situation internationale. Il montre à juste titre l'intérêt que présente pour nous l'étude de ce peuple chez qui tous les problèmes qui s'agitent dans notre pays sont résolus ou à la veille de l'être. »
(*La Revue*.)

TURQUIE

La Mort de Stamboul : *Considérations sur le mouvement des Jeunes-Turcs*, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

M. Victor Bérard expose ici les principaux événements et surtout les causes profondes qui ont amené la ruine de la Turquie d'Europe, cette « mort de Stamboul » qui, pour nous, aura des conséquences que l'on peut mesurer aujourd'hui. Depuis François I^{er}, nous pensions que la présence des Turcs à Constantinople nous était nécessaire « pour contre-peser l'excessive grandeur du corps germanique » et nous permettre de soutenir l'éternel « combat tant pour ravoir *le nostre*, que pour aller au devant de cette ambition qui vise à la tyrannie de toute la chrétienté » ; ainsi parlait un ambassadeur du roi Charles IX. — Que va devenir la politique française au Levant et dans la Méditerranée ? *La Mort de Stamboul* expose l'un des problèmes essentiels de notre existence nationale.

La Révolution Turque, par **Victor Bérard**. Un volume in-18 de 358 pages, broché. 4 fr.

« Dans ce volume on trouvera, clairement et impartialement résumé, ce que la Porte et l'Europe ont tenté depuis un siècle et demi pour la réforme de la Turquie ; ce que les Jeunes Turcs ont essayé, il y a trente ans, pour l'établissement du régime constitutionnel ; ce qu'Abd-ul-Hamid et l'entente austro-russe ont fait pour le maintien du régime de massacres ; comment enfin la crise est survenue. Est-il besoin de dire avec quelle aisance, quelle logique et quel art M. Victor Bérard sait rassembler un long passé et le braquer sur les faits contemporains pour les illuminer ? » *(Revue de Paris.)*

A consulter :

Questions extérieures, par VICTOR BÉRARD (voir page 7).

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par V. BÉRARD (voir page 32).

AFRIQUE

La Colonisation française dans l'Afrique du Nord : *Algérie-Tunisie-Maroc*, par **Victor Piquet**. Un volume in-8° écu, x-538 pages, (2^e ÉDITION). 4 cartes hors texte, broché. . . . 6 fr.

Cet ouvrage apporte plus qu'un simple exposé historique : le mot *Colonisation* y est entendu dans son sens le plus large ; le détail des rouages compliqués de l'administration française, le statut politique, judiciaire et financier des indigènes, la mise en valeur du pays dans tous les domaines, agricole, industriel, commercial, telles sont les principales questions qu'aborde l'auteur et qu'il expose dans une forme simple et sobre qui intéresse et qui séduit.

Accompagné de bibliographies placées en tête de chaque chapitre, ce livre sera le vade-mecum de tous ceux, chaque jour plus nombreux, qui veulent vraiment connaître l'œuvre française dans l'Afrique du Nord.

L'Affaire Marocaine, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, 470 pages (2^e ÉDITION), broché 4 fr.

« On ne saurait trouver meilleure mise au point de la question marocaine. C'est avec son talent habituel que M. Bérard a développé cette idée, que la France est capable, sans attentat à la souveraineté du chérif, sans atteinte à la liberté du commerce mondial, d'amener les Marocains à prendre leur place parmi les serviteurs de la civilisation et de la paix. » *(Journal des Débats.)*

L'Afrique du Nord (*Tunisie, Algérie, Maroc*), par **Henri Lorin**, ancien professeur au lycée Carnot de Tunis, professeur à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, 27 gravures, 3 cartes hors texte et un index, relié toile, 3 fr. 50; — broché 3 fr.

« L'ouvrage est divisé en quatre parties : esquisse géographique générale, géographie régionale, géographie économique et géographie politique. De nombreux croquis et gravures illustrent cet ouvrage que complètent des notes bibliographiques, un index et l'explication des termes arabes employés. Ce travail vient à son heure et il est appelé à rendre de nombreux services. »

(*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris.*)

Les Civilisations de l'Afrique du Nord (*Berbères, Arabes, Turcs*), par **Victor Piquet**. In-18, 4 cartes hors texte, br. . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Le gros travail de M. Victor Piquet se réfère au passé, long et parfois glorieux, du littoral méditerranéen du continent noir, mais il est propre à éclairer le présent obscur et complexe de la Berbérie. C'est une œuvre très consciencieuse, agrémentée d'abondantes citations de chroniqueurs arabes, et qui comble une lacune, car aucun ouvrage ne groupait encore dans une étude d'ensemble les grandes civilisations historiques qui se sont succédé en Tunisie, Algérie, Maroc. »

(*Revue Bleue.*)

Les Musulmans français du nord de l'Afrique, par **Ismaël Hamet**, officier interprète principal à l'État-Major l'Armée. Un vol. in-18, 2 cartes hors texte broché . . 3 fr. 50

« Étudier dans notre Afrique méditerranéenne la distribution de la population musulmane, les mélanges ou oppositions de races et la société qui en découle, l'évolution agricole, commerciale et intellectuelle de cette société et les résultats probables de son influence; essayer de déduire de cette étude quelques prévisions pour l'avenir : tel est le double but que l'auteur s'est assigné et qu'il a pleinement atteint. »

(*La Revue de Paris.*)

La France en Afrique, par le L-Colonel **Ed. Ferry**. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Montyon.

« Des renseignements précieux par leur précision, des aperçus exacts et des plus intéressants sur le monde musulman, telle est la caractéristique de cet ouvrage. »

(*La Dépêche Coloniale.*)

« Le L-Colonel Ferry doit à ses longs séjours en Afrique, une connaissance approfondie des hommes et des choses de l'Islam. Aussi ces pages, d'un style attrayant, méritent-elles de fixer l'attention. »

(*Revue de Géographie.*)

Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par **Gaston Loth**, directeur du Collège Alaoui, à Tunis. In-8° raisin, 500 p., 36 gravures et cartes dont 10 planches hors texte, br. 10 fr.

« Il n'est pas d'aussi important problème dans l'Afrique française, il n'en est pas qui ait donné lieu à autant d'opinions divergentes dans le monde de la science et de la politique de colonisation. Avec ses observations pénétrantes, ses statistiques précises, ses vues ingénieuses, ce volume est indispensable à quiconque s'intéresse à notre domaine africain. »

(*Revue Universitaire.*)

La Conquête du Sahara : Essai de Psychologie politique, par **E. F. Gautier**. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin, et par la Société de Géographie commerciale de Paris.

« Cet essai de psychologie politique, écrit d'une plume alerte par un explorateur et un savant, constitue à la fois la plus instructive et la plus attrayante des lectures. Une première partie raconte d'une façon nette et précise la conquête du « Sahara touareg » et celle du « Sahara marocain ». Puis suivent d'excellentes et pittoresques études, dont l'une, particulièrement suggestive, sur la race et les mœurs des Touaregs. Le volume se clôt sur la question du transsaharien, que l'auteur, se gardant des enthousiasmes exagérés comme des dédains injustes, sait mettre sagement au point. » (*Le Correspondant*.)

A consulter :

Les Sociétés primitives de l'Afrique équatoriale, par le D^r A. CUREAU (voir page 6).

L'Or dans le Monde, par L. DE LAUNAY (voir page 17).

L'Expansion allemande (Afrique du Sud, etc.), par E. TONNELAT (voir page 23).

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par E. AUBIN (v. page 25).

Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (Afrique du Sud, etc.), par P. LEROY-BEAULIEU (voir page 25).

ASIE

L'Indochine française, par **Henri Russier**, inspecteur des écoles en Cochinchine, et **Henri Brenier**, inspecteur conseil p. i. des services agricoles et commerciaux de l'Indochine. Un vol. in-18, 56 gravures dans le texte, 4 cartes en couleur hors texte, br. 4 fr.

Ouvrage couronné par la Société de Géographie de Paris.

« Avec le grand nombre d'images qui l'illustrent, c'est un livre d'un très vif intérêt où sont étudiés en des pages précises, alertes, pittoresques à l'occasion, le pays, les habitants, la mise en valeur, l'organisation politique et administrative de l'Indochine. » (*Le Figaro*.)

« Les plus authentiques renseignements et les plus importants ouvrages ont été mis à profit pour établir ce manuel clairement présenté et habilement distribué. Le lecteur, même non initié, trouvera dans ces pages l'indispensable et le suffisant. » (*Le Correspondant*.)

La Perse d'aujourd'hui : Iran, Mésopotamie, par **Eugène Aubin**. In-18, 450 pages, carte en couleur hors texte, br. . 5 fr.

« Il convient de recommander à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution actuelle de l'Asie, la *Perse d'aujourd'hui*, de M. Eugène Aubin, comme une source de première importance et qui, au mérite d'une abondante documentation, joint celui d'une exposition remarquable. » (*Le Polybiblion*.)

« On ne peut pas analyser ce livre; il faut le lire. Et beaucoup de ceux qui, chez nous, parlent de la Perse, de sa vie économique et sociale, de sa politique et de son passé, trouveront dans cet ouvrage de M. Eugène Aubin une documentation plus abondante et, à coup sûr, plus exacte. »

(*Bulletin de la Société d'Economie Politique*.)

Révolutions de la Perse : les Provinces, les Peuples et le Gouvernement du Roi des Rois, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, une carte en couleur hors texte, broché 4 fr.

« Des vingt-cinq siècles de l'histoire de Perse, M. Bérard a tiré la formule des révolutions persanes et c'est par la géographie du plateau de l'Iran et de sa ceinture de hautes montagnes, qu'il nous explique l'instabilité des dynasties qui, périodiquement, s'y fondèrent et s'y défirent. « L'Eternelle Perse », tel serait peut-être le titre le plus exact de ce livre qui, en ses descriptions et en ses déductions, nous peint, presque toujours d'ensemble, et avec le même éclat, la Perse des Achéménides, des Sassanides et des Kadjiars. »

(*La Revue de Paris.*)

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, 2 cartes hors texte, broché. 4 fr.

« Tout ce livre, avec son parallèle entre Turcs et Arabes, son histoire du chemin de fer sacré, son importante relation de « la politique du massacre », est rempli de documents précieux, émouvants, de renseignements et d'enseignements utiles. C'est une œuvre à lire, à étudier et à méditer. » (*Le Figaro.*)

La Révolte de l'Asie, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, 440 pages (2^e ÉDITION), broché 4 fr.

L'Asie et l'Europe. — Le Japon et l'Europe. — La descente russe. — L'Expansion japonaise. — Le rôle de l'Angleterre.

« M. Victor Bérard confronte tour à tour « l'Asie et l'Europe », « le Japon et l'Europe » ; il nous fait assister à « la Descente russe » et à « l'Expansion japonaise », et nous montre enfin avec une précision impressionnante « le Rôle de l'Angleterre ». Il faut lire ce livre qui présente un très vif intérêt et qui fera comprendre au public un certain nombre de questions brûlantes, dont tout le monde parle et que bien peu de gens connaissent. » (*Le Figaro.*)

L'Islam. Impressions et études, par le comte **Henry de Castries**. Un volume in-18 (5^e ÉDITION), broché 4 fr.

« Sous une forme attachante, littéraire et très personnelle, l'auteur aborde dans ce livre des questions de psychologie, d'histoire, de science religieuse et de philosophie, dont le développement et la solution sont de nature à transformer les notions le plus généralement répandues sur l'islamisme et sur son fondateur. »

(*Le Temps.*)

La Rivalité Anglo-Russe, au XIX^e siècle, en Asie (*Golfe Persique — Frontières de l'Inde*), par le **D^r Rouire**. Un volume in-18, 1 carte hors texte, broché 3 fr. 50

« M. le D^r Rouire expose dans cet ouvrage les données du problème extrême-oriental. Il fait un rapide et intéressant résumé de l'histoire moderne des puissances asiatiques, un récit plus complet des événements de leur histoire contemporaine depuis l'intervention active de l'Europe jusqu'à la fin de la guerre russo-japonaise. Son livre n'est pas seulement un historique pittoresque de la lutte séculaire entre l'Angleterre et la Russie ; c'est un guide précieux pour tous ceux qu'intéresse l'avenir prochain de l'Asie occidentale. »

(*Le Courrier Européen.*)

Le Japon d'aujourd'hui. Études sociales, par Georges Weulersse. Un vol. in-18 (5^e ÉDITION), broché 4 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Montyon.

« Ce volume très substantiel on même temps que d'une lecture fort attrayante est le résumé d'observations rapportées par l'auteur d'un voyage d'études qu'il a accompli en Extrême-Orient : c'est donc vraiment sur le vif, qu'il a pu peindre la société japonaise. Il s'est attaché à mettre en lumière tout ce qui, dans cette civilisation toute faite de juxtapositions, peut fournir une matière d'études précises au sociologue » (*Revue de Géographie.*)

Le Japon politique, économique et social, par Henry Dumolard, docteur en droit, ancien prof. de droit français à l'Université impériale de Tokyo. In-18 (4^e ÉDITION), broché. . . 4 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Admirablement documenté, l'auteur dédaignant de nous dépeindre « le Japon classique des estampes et des bibelots artistiques », nous offre le tableau du Japon, puissant empire de 45 millions d'hommes, et nous montre « ce que veut et ce que peut cette nation dont l'unique souci, depuis 35 ans, a été de se transformer et de s'aguerrir ». Son livre contient l'histoire de cette transformation matérielle, suivie d'un essai sur l'influence que pourra avoir une telle évolution sur la vie sociale. » (*Revue des Questions historiques.*)

Paix Japonaise, par Louis Aubert. In-18, broché . . . 3 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

« C'est autour de cette « Paix japonaise », que s'ordonnent aujourd'hui et se développent toutes les ambitions du Japon. M. Louis Aubert s'efforce de lever quelques voiles et de faire mieux comprendre les questions qui s'agitent entre le Japon et la Chine, entre les Japonais et les Américains, nous montrant dans toute son ardeur la lutte qui se produit en ce moment pour le Pacifique. Rempli de documents et d'observations judicieuses, ce livre apporte une contribution précieuse à une étude dont l'urgence paraît chaque jour plus impérieuse pour tous les peuples de notre civilisation. » (*Le Figaro.*)

Américains et Japonais, par Louis Aubert. Un volume in-18, 1 carte hors texte, broché. 4 fr.

Composé avec des documents de première main, le plus souvent inédits, ce livre, où les faits et les idées s'organisent vivement, clairement, fortement, est indispensable à quiconque veut connaître non seulement le conflit des diplomaties de Washington et de Tôkyô, mais encore les éléments permanents d'un durable conflit de races qui, pour la première fois, est l'objet d'un travail d'ensemble.

Chine ancienne et nouvelle. Impressions et réflexions, par Georges Weulersse. Un volume in-18 (2^e ÉDITION), broché. 4 fr.

« Ce n'est là, ni une œuvre d'érudition livresque, ni un simple recueil d'impressions. C'est une étude à la fois approfondie et vivante du contraste et de la lutte des « Deux Chines », dans lesquels l'auteur cherche l'explication du spectacle que nous présente l'Empire chinois à l'aube du XX^e siècle. »

(*Journal des Débats.*)

« M. Weulersse décrit d'abord ce qu'il a vu; puis il aborde l'étude économique et sociale de l'Empire Céleste et y consacre une série de chapitres très documentés et très suggestifs. On goûtera la dialectique serrée de ces réflexions autant que le charme des descriptions. » (*Revue de Géographie.*)

La Chine novatrice et guerrière, par le Commandant **d'Ollone**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Avec ses grandes divisions très précises consacrées tour à tour à la Chine guerrière, à la Chine novatrice, religieuse, administrative et sociale, puis à la Chine actuelle et à sa transformation, le livre est d'une lecture attrayante et facile; renseignements, faits et documents y sont présentés d'une façon vivante, sans recherche et sans pédantisme; c'est tout à la fois une étude très savante et une œuvre excellente de vulgarisation. » *(Le Figaro.)*

L'Inde d'aujourd'hui. Étude sociale, par **Albert Métin**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« C'est là un bon livre, plein de conscience, appuyé sur de vastes connaissances antérieures, sur une documentation suffisamment large et très impartiale. Je ne puis guère en faire un plus bel éloge. J'ajoute encore que je ne redouterais pas de mettre ce manuel entre les mains d'une personne qui n'aurait pas vu l'Inde; elle en aurait une idée exacte et juste. »

(J. CHAILLEY. — La Quinzaine coloniale.)

L'Inde Britannique (*Société indigène — Politique indigène : les Idées directrices*), par **Joseph Chailley**. Un volume in-8° raisin, 520 pages, 2 cartes en couleur hors texte, br. . . . 10 fr.

« Tous ceux qui s'intéressent aux passionnantes questions commerciales sauront gré à M. J. Chailley d'avoir accumulé pour eux les renseignements, les exemples, les constatations. L'Inde est de plus en plus un des problèmes les plus ardu de l'Asie contemporaine. M. Chailley aura le mérite peu banal d'en avoir exposé les données : libre à chacun d'en prévoir la solution la plus probable. En tous cas, cet important ouvrage est désormais indispensable à tous ceux que cette solution préoccupe. »

(Le Correspondant.)

Java et ses habitants, par **J. Chailley-Bert**. Un volume in-18 (3^e ÉDITION, corrigée et augmentée), broché. 4 fr.

« M. Chailley-Bert est allé à Java. Il y est demeuré plusieurs mois, et il nous transmet dans ce volume les résultats de son voyage. D'une lecture facile, voire même fort agréable, cet ouvrage contient des études étendues et pénétrantes sur la société indigène et la société européenne à Java; la concurrence économique entre Européens et Orientaux; la question chinoise; la concurrence politique entre Hollandais et Javanais; la question si complexe de l'éducation des indigènes. »

(Le Musée social.)

A consulter :

Questions extérieures (*Traité anglo-japonais, etc.*), par V. BÉRARD (voir page 7).

Marine française et Marines étrangères (*Japon, etc.*), par le Comm^e L. ABEILLE (voir page 21).

L'Expansion allemande (*Chantoung*), par E. TONNELAT (page 23).

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par EUGÈNE AUBIN (v. page 25).

AMÉRIQUE

Les États-Unis d'Amérique, par **P. d'Estournelles de Constant**. Un fort volume in-18, x-510 pages, broché. . . 5 fr.

M. d'Estournelles de Constant qui fit, en 1911, une brillante tournée de conférences aux États-Unis, en a rapporté un précieux dossier de faits, de documents, d'impressions, de réflexions. Livre vécu, ses *États-Unis d'Amérique* sont, en même temps qu'un magistral tableau d'histoire contemporaine, une vigoureuse synthèse de philosophie politique et sociale.

En un style plein de vie et de d'éloquence, l'auteur raconte, décrit, expose, juge. *Le pays* : son essor économique, ses luttes politiques, ses conflits internationaux, telle est la première partie de l'ouvrage. *Les problèmes* : progrès matériel et esthétique, poussée idéaliste, concurrence, armements, sont ensuite et tour à tour posés et résolus avec l'élévation et la sérénité de vues qui caractérisent l'apôtre de la paix internationale.

Sa conclusion, toute optimiste, est que, si les Américains ne doivent pas ambitionner d'être par le vieux monde des « maîtres », ils ont le devoir et le pouvoir d'être des « guides ».

Les États-Unis au XX^e siècle, par **Pierre Leroy-Beaulieu**. Un volume in-18, 480 pages (4^e ÉDITION), broché 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« M. Pierre Leroy-Beaulieu a vu de près toutes les choses dont il parle avec la compétence d'un économiste et le sens pénétrant d'un observateur très informé, qui sait mettre en relief le côté social aussi bien que le côté économique des questions qu'il aborde. Son ouvrage offre un tableau complet de l'activité du peuple américain, de toutes les productions du pays, de toutes ses forces et de toute son œuvre. »

(*Revue des Deux Mondes.*)

Les États-Unis, Puissance mondiale, par **Archibald Cary Coolidge**. Traduction de ROBERT L. CBU. Préface par ANATOLE LEROY-BEAULIEU, membre de l'Institut. In-18, broché . . . 4 fr.

« Ce livre nous présente une excellente histoire résumée des États-Unis dans leurs relations extérieures récentes, histoire écrite par quelqu'un qui l'a vraiment vécue, soit par ses lectures et ses conversations, soit par ses voyages. Le ton même de la leçon parlée ajoute à l'exposé fait par l'auteur une vivacité qui rend la lecture de son livre attrayante et facile. »

(*Revue Critique.*)

Éléments d'une Psychologie politique du Peuple américain, par **Émile Boutmy**. In-18 (3^e ÉDITION), broché. . 4 fr.

« M. Boutmy, plus que personne, était qualifié pour se livrer à des recherches aussi compliquées et en exposer avec une éblouissante clarté les résultats. Je crois que dans ce genre d'études où la psychologie se mêle nécessairement à l'érudition, où il faut que la psychologie soit aussi pénétrante que l'érudition se fait perspicace, ces *Éléments* sont un véritable chef-d'œuvre. C'est l'opinion unanime, incontestée. »

(J.-ERNEST CHARLES, — *Revue Bleue.*)

Aux États-Unis (*Les Champs. — Les Affaires. — Les Idées*), par le Vicomte **G. d'Avenel**. Un volume in-18, broché. . . . 3 fr. 50

« Préparé comme il l'était par ses nombreux et si importants travaux d'histoire et d'économie sociale, M. le V^{te} G. d'Avenel devait profiter de son séjour chez un peuple enfiévré d'affaires, de progrès, pour faire œuvre originale et noter, durant son voyage de l'Atlantique au Pacifique, les évolutions des idées et des œuvres aux États-Unis, assez récentes pour n'avoir pas encore eu d'annalistes. »
(*Revue des Deux Mondes*).

La Religion dans la Société aux États-Unis, par **Henry Barge**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Comment toutes les Églises des États-Unis, protestantes, catholiques, juives et indépendantes, ont quelque chose de commun ; comment elles sont plus voisines entre elles que chacune d'elles ne l'est de son Église-mère en Europe : voilà ce que l'auteur nous expose en homme qui habite les États-Unis depuis plusieurs années. Ce qu'il a vu et compris en observateur pénétrant, il le présente avec méthode et clarté. »
(*Revue des Deux Mondes*).

L'Idéal américain, par **Th. Roosevelt**, traduit par A. et E. DE ROUSIERS, avec une préface par PAUL DE ROUSIERS. Un volume in-18 (5^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

« Cet ouvrage constitue, dans la diversité des sujets qu'il embrasse, une synthèse de l'esprit américain de notre temps. Il est infiniment intéressant ; il ne vaut pas seulement par les lumières qu'il nous donne sur l'Amérique, mais encore par les enseignements qu'il comporte au point de vue social, et dont nous pouvons faire tous notre profit.... Cette œuvre, d'une très noble et très utile inspiration, méritait de traverser les mers. »
(*Le Figaro*).

Les Industries monopolisées (trusts) aux États-Unis, par **Paul de Rousiers** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché. 4 fr.

« M. de Rousiers est allé étudier sur place le fonctionnement et la composition des trusts, et dans une étude, dont on ne se lasse pas d'admirer la patiente sagacité, il nous en a donné une minutieuse et intelligente explication. Il est peu de livres plus utiles que celui-ci pour l'étude de l'organisation industrielle aux États-Unis et d'une compétence aussi sûre et aussi exacte. »
(*Revue historique*).

La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord, par **Louis Vigouroux** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Ouvrage intelligent et consciencieux.... Après avoir recherché les causes du mouvement qui, dans l'Amérique du Nord, a groupé les travailleurs et dans certains métiers les a réunis en grandes fédérations les portant à nouer des relations avec les syndicats ouvriers du monde entier, l'auteur a particulièrement étudié l'influence exercée sur le travail par la double concentration des employeurs d'une part, et de l'autre des employés. »
(*Le Temps*).

L'Anarchisme aux États-Unis, par **Paul Ghio**. Un volume in-18, broché. 2 fr. 50

L'auteur nous expose les « causes et formes de l'action révolutionnaire aux États-Unis » ; puis il nous présente les anarchistes intellectuels, et les anarchistes insurrectionnels qui tiennent aujourd'hui une si grande place dans la vie américaine. En manière de conclusion, l'auteur met en lumière les raisons de croire au triomphe final en Amérique des doctrines d'individualisme fécond et viril.

Le Canada, les deux races (Problèmes politiques contemporains), par **André Siegfried**. In-18, 420 pages (2^e ÉDITION), br. . . 4 fr.

« Nous retrouvons dans cette étude sur le Canada les qualités d'observation précise et la variété d'informations qui avaient fait le succès du précédent volume de M. Siegfried, *la Démocratie en Nouvelle-Zélande*. L'auteur est allé sur place recueillir les éléments de son travail. Son livre, essentiel, s'impose à l'attention du public français, qui ne s'est jamais désintéressé du sort de nos frères d'Amérique restés attachés à leur ancienne patrie. »

(*La Quinzaine coloniale.*)

La Colombie britannique, Etude sur la colonisation au Canada, par **Albert Métin**, docteur ès lettres, professeur à l'Ecole coloniale. Un volume in-8^o raisin, 20 cartes et cartons et 33 photographies hors texte, broché. 12 fr.

« Ce livre se présente dès l'abord au lecteur avec des références de premier ordre : il est l'utilisation intelligente, détaillée, synthétique de la collection considérable de publications officielles auxquelles le problème de la colonisation a donné lieu dans la Colombie britannique, comme dans les autres pays de civilisation anglo-saxonne ; mais il est aussi le résultat des enquêtes personnelles d'un esprit qui a su voir vite et bien et qui sait nous communiquer l'impression de la réalité vivante... Un tel livre peut être donné comme modèle aux monographies futures de « pays neufs et de colonies anglo-saxonnes. »

(*Revue du Mois.*)

L'Argentine au XX^e siècle, par **Albert B. Martinez**, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Finances de la République Argentine, et **Maurice Lewandowski**, docteur en droit. Avec une Préface de EMILE LEVASSEUR, membre de l'Institut et une Introduction par CHARLES PELLEGRINI, ancien Président de la République Argentine. (4^e ÉDITION revue et mise à jour, 1912). Un volume in-18, LXII-436 pages, 2 cartes hors texte, broché. 5 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Ce qui constitue la valeur de cette belle étude, c'est l'absence absolue de parti pris des auteurs. Ils ont dit ce qu'ils ont vu et constaté. C'est un mélange de critiques et d'éloges qui donne bien réellement le sentiment de la vérité. »

(*Le Temps.*)

« C'est l'édition revue et mise à jour d'un ouvrage qui décrit l'Argentine au quadruple point de vue économique, agricole, commercial, industriel et financier. Les auteurs ont fait ressortir la mise en valeur rapide des richesses de son sol et les débouchés nouveaux qu'il offre aux capitaux européens. »

(*Le Musée social.*)

« Quiconque désire savoir ce qu'est l'Argentine et ce qu'elle peut être, doit lire ce travail. »

(*American Geographical Society. New-York.*)

Le Brésil au XX^e siècle, par **Pierre Denis**. Un volume in-18 (4^e ÉDITION), broché 3 fr. 50

« On lira avec intérêt et profit ce que M. Denis dit du paysage brésilien, de la vie politique et des progrès de l'esprit fédéraliste, de la vie économique de ce pays. L'auteur possède, pour bien écrire, une sympathie dont il ne se défend pas à l'égard de cette vieille société agricole qui garde ses traditions, sa vie familiale, son folk-lore. »
(*Revue du Mois.*)

A consulter :

Études de Droit constitutionnel, par É. BOUTMY (voir page 9).

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).

L'Or dans le Monde, par L. DE LAUNAY (voir page 17).

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts, Cartells, etc.*), par PAUL DE ROUSIERS (v. page 19).

Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 20).

Marine française et Marines étrangères (*États-Unis, etc.*), par le C^t L. ABEILLE (voir page 21).

L'Expansion allemande, par E. TONNELAT (voir page 23).

Américains et Japonais, par LOUIS AUBERT (voir page 33).

Paix japonaise, par LOUIS AUBERT (voir page 33).

Océanie

La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par **André Siegfried**.
Un volume in-18, 1 carte en couleur hors texte, br. . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« De cette Nouvelle-Zélande que l'on a appelée le grand laboratoire et le champ d'essai des doctrines socialistes, M. Siegfried nous rapporte une étude documentée sur ces audacieuses innovations politiques : arbitrage obligatoire, vote politique des femmes, lois agraires, etc. Les illusions anglaises sur le loyalisme désintéressé et les véritables sentiments de cette communauté lointaine donnent une actualité piquante à ce livre curieux, sérieux, et pourtant très facile à lire. »
(*La Revue de Paris.*)

L'Évolution sociale en Australasie, par **Louis Vigouroux**.
(*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18, br. . . 4 fr.

« On trouvera dans cet ouvrage des vues très curieuses sur les causes du prompt développement des villes australiennes, sur l'origine du mouvement démocratique et sur la législation ouvrière. Partout l'auteur s'est efforcé de rattacher les faits observés à leur cause et d'en démontrer les conséquences. Tous les traits relevés par lui gagnent à cela beaucoup d'intérêt, de vie et de valeur scientifique. »
(P. DE ROUSIERS. — *La Science sociale.*)

A consulter :

L'Or dans le Monde (*Australie, etc.*), par L. DE LAUNAY (v. page 17).

Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (*Australie, Nouvelle-Zélande*), par PIERRE LEROY-BEAULIEU (voir page 23).

TABLE

PAR NOMS D'AUTEURS

	Pages.		Pages.
ABEILLE (C ⁱ). <i>Marine française et Marines étrangères</i>	21	CASTRIES (H. de). <i>L'Islam</i>	32
AUBERT. <i>Américains et Japonais</i>	33	CAUDEL. <i>Nos Libertés politiques</i>	8
— <i>Paix Japonaise</i>	33	CHAILLEY (J.). <i>L'Inde Britannique</i>	34
AUBIN. <i>Les Anglais aux Indes et en Egypte</i>	25	CHAILLEY-BERT. <i>Dix années de Politique coloniale</i>	21
— <i>La Perse d'Aujourd'hui</i>	31	— <i>Java et ses habitants</i>	34
AUGÉ-LARIBÉ. <i>L'Évolution de la France Agricole</i>	4	CHARMONT. <i>Les Transformations du Droit civil</i>	4
AVENEL (V ^{ie} G. d'). <i>Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans</i>	15	CLERGET. <i>La Suisse au XX^e siècle</i>	28
— <i>Les Riches depuis sept cents ans</i>	15	— <i>Manuel d'Economie commerciale</i>	14
— <i>La Fortune privée à travers sept siècles</i>	15	COOLIDGE. <i>Les Etats-Unis, Puissance mondiale</i>	35
— <i>Le Mécanisme de la vie moderne</i>	16	CUREAU (D ^r). <i>Les Sociétés primitives de l'Afrique équatoriale</i>	6
— <i>Aux Etats-Unis</i>	36	DELZONS. <i>La Famille française et son évolution</i>	4
AYNARD. <i>La liberté de l'Enseignement devant la Chambre</i>	12	DENIS. <i>Le Brésil au XX^e siècle</i>	38
BARGY. <i>La religion dans la société aux Etats-Unis</i>	36	DMOWSKI. <i>La Question Polonaise</i>	28
BÉRARD. <i>Questions extérieures</i>	7	DUGUIT. <i>Les Transformations du Droit public</i>	5
— <i>L'Angleterre et l'Impérialisme</i>	25	DUMOLARD. <i>Le Japon politique, économique et social</i>	33
— <i>La France et Guillaume II</i>	23	EMERSON. <i>Essais politiques et sociaux</i>	6
— <i>L'Empire russe et le Tsarisme</i>	27	ESTOURNELLES DE CONSTANT (D ^r). <i>Les Etats-Unis au XX^e siècle</i>	35
— <i>L'Affaire marocaine</i>	29	FAGUET (Emile). <i>Problèmes politiques du temps présent</i>	9
— <i>Le Sultan, l'Islam et les Puissances</i>	32	— <i>Questions politiques</i>	9
— <i>La Mort de Stamboul</i>	29	FERRY (Jules). <i>Discours et opinions</i>	11
— <i>La Révolte de l'Asie</i>	32	FERRY (Ed.). <i>La France en Afrique</i>	30
— <i>La Révolution Turque</i>	29	FLOUR DE SAINT-GENIS. <i>La Propriété rurale en France</i>	14
— <i>Révolutions de la Perse</i>	32	FLOQUET (Ch.). <i>Choix de discours</i>	11
BIBLIOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN.	3	FOUILLÉE. <i>La Réforme de l'Enseignement</i>	12
BOUGLÉ. <i>La Sociologie de Proudhon</i>	5	— <i>Les Etudes classiques et la Démocratie</i>	12
BOURGEOIS (Léon). <i>Solidarité</i>	10	GAUTIER. <i>La Conquête du Sahara</i>	31
BOURGUIN. <i>Les Systèmes socialistes</i>	5	GHIO. <i>Notes sur l'Italie contemporaine</i>	26
BOUTMY. <i>Etudes politiques</i>	9	— <i>L'Anarchisme aux Etats-Unis</i>	37
— <i>Etudes de Droit Constitutionnel</i>	9	GIDE. <i>Les Sociétés coopératives de consommation</i>	20
— <i>Le recrutement des Administrateurs coloniaux</i>	21	GONNARD. <i>L'Emigration européenne au XIX^e siècle</i>	7
— <i>La Constitution et la Société politique en Angleterre</i>	24	— <i>La Femme dans l'Industrie</i>	20
— <i>Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX^e siècle</i>	24	— <i>La Hongrie au XX^e siècle</i>	26
— <i>Éléments d'une psychologie politique du peuple américain</i>	35	GUY-GRAND (G.). <i>Le Procès de la Démocratie</i>	3
BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.	18		
CADEN (G.). <i>Les Fonctionnaires</i>	3		
CAPUS et BOIS. <i>Les Produits coloniaux</i>	13		

	Pages.		Pages.
GUYOT. <i>L'Economie de l'Effort.</i> . . .	6	QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT . . .	18
HAMET. <i>Les Musulmans français du Nord de l'Afrique</i>	30	RIBOT. <i>La réforme de l'Enseignement secondaire.</i>	12
HENRY. <i>La Question de Finlande.</i> . . .	27	ROCOUIGNY (C ^{ie} de). <i>Les Syndicats agricoles et leur œuvre</i>	19
LACOMBE. <i>L'Appropriation du Sol.</i> . .	8	ROOSEVELT. <i>L'Ideal américain.</i> . .	36
LAIR. <i>L'Impérialisme allemand.</i> . . .	22	ROUIRE (D ^r). <i>La rivalité Anglo-Russe au XIX^e siècle en Asie.</i> . .	32
LANSON. <i>L'Université et la Société moderne</i>	12	ROUSIERS (P. de). <i>Les Grands Ports de France.</i>	19
LAUNAY (de). <i>L'Or dans le monde.</i> . .	17	— <i>Les Syndicats industriels en France et à l'étranger.</i>	19
LECLERC (Max). <i>L'Éducation et la Société en Angleterre.</i>	24	— <i>Le Trade-Unionisme en Angleterre.</i>	24
LÉON. <i>Fleuves, Canaux, Chemins de fer.</i>	16	— <i>Hambourg et l'Allemagne contemporaine.</i>	22
LÉPINE. <i>La Mutualité.</i>	15	— <i>Les Industries monopolisées (Trusts) aux Etats-Unis.</i>	36
LEROY. <i>Syndicats et Services publics.</i> .	8	ROUX (CHARLES-). <i>Notre Marine marchande</i>	21
LEROY-BEAULIEU. <i>Les Nouvelles Sociétés Anglo-Saxonnes</i>	25	RUSSIER et BRENIER. <i>L'Indochine française.</i>	31
— <i>Les Etats-Unis au XX^e siècle.</i> . .	35	SABATIER. <i>L'Orientation religieuse.</i> .	4
LEYRET (H.). <i>Le Président de la République.</i>	19	SCHATZ. <i>L'Individualisme</i>	6
LORIN. <i>L'Afrique du Nord.</i>	30	SÉAILLES. <i>Les Affirmations de la Conscience moderne.</i>	10
LOTH. <i>Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie</i>	30	SEILHAC (L. de). <i>Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du Travail.</i>	20
LYAUTEY (Général). <i>Du rôle colonial de l'Armée.</i>	11	— <i>Les Congrès ouvriers en France.</i> . .	20
MABILLEAU. <i>La Prévoyance sociale en Italie</i>	27	SIEGFRIED. <i>Le Canada.</i>	37
MACHAT. <i>Le développement économique de la Russie.</i>	28	— <i>La Démocratie en Nouvelle-Zélande.</i>	38
MARTINEZ et LEWANDOWSKI. <i>L'Argentine au XX^e siècle.</i>	37	SÖDERHJELM (WERNER). <i>Finlande et Finlandais.</i>	27
MARTIN SAINT-LÉON (E.). <i>Le Compagnonnage.</i>	14	SOUCHON. <i>Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne.</i>	22
MARVAUD (ANGEL). <i>L'Espagne au XX^e siècle.</i>	22	TONNELAT. <i>L'Expansion allemande</i> . .	23
MATER. <i>L'Eglise catholique</i>	7	VIAL. <i>L'Enseignement secondaire et la Démocratie.</i>	13
MAYET. <i>Voyage autour de l'octroi de Paris.</i>	17	VIGOUROUX. <i>La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord</i>	36
MAZEL. <i>La Synergie sociale</i>	7	— <i>L'Évolution sociale en Australasie.</i>	38
MÉTIN. <i>L'Inde d'aujourd'hui.</i> . . .	34	VILLAIN. <i>Le Fer, la Houille et la Métallurgie à la fin du XIX^e s.</i> .	17
— <i>La Colombie britannique.</i>	37	WEULERSSE. <i>Le Japon d'aujourd'hui.</i>	33
— <i>Les Traités ouvriers.</i>	20	— <i>Chine ancienne et nouvelle</i> . .	33
MILLET. <i>La Crise anglaise.</i>	23	WILMOTTE. <i>La Belgique morale et politique</i>	26
NOGARO ET MOYE. <i>Les Régimes douaniers.</i>	17	ZOLLA. <i>Questions agricoles.</i>	14
OLLONE (Commandant d'). <i>La Chine novatrice et guerrière.</i>	34		
PAQUIER. <i>L'Enseignement professionnel en France.</i>	13		
PARODI. <i>Traditionalisme et Démocratie.</i>	8		
PIQUET (V.). <i>Les Civilisations de l'Afrique du Nord</i>	30		
— <i>La Colonisation française dans l'Afrique du Nord.</i>	29		

